

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES ATTRIBUTIONS

NON CONTENTIEUSES

Des Juges de Paix en Matière Civile

THÈSE DE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

LUCIEN BURNOD

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CHALONS-SUR-MARNE

L'acte public sera soutenu le Mercredi 25 Novembre 1896, à une heure

Président : M. Le POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { M. LAINÉ, } Professeurs.
 { M. WEISS, }

REIMS

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE DE L'INDÉPENDANT RÉMOIS

40, Rue de Talleyrand, 40

1896

THÈSE DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES ATTRIBUTIONS

NON CONTENTIEUSES

Des Juges de Paix en matière civile

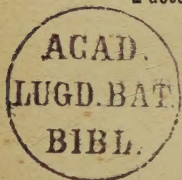
THÈSE DE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

LUCIEN BURNOD

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CHALONS-SUR-MARNE

L'acte public sera soutenu le Mercredi 25 Novembre 1896, à une heure



Président : M. Le POITTEVIN, professeur.

Suffragants : { M. LAINÉ,
M. WEISS, } Professeurs.

REIMS

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE DE L'INDÉPENDANT RÉMOIS

40, Rue de Talleyrand, 40

1896

A la Mémoire de mon Grand-Père.

PRÉFACE

Le premier échelon de la hiérarchie judiciaire est occupé par des magistrats sur lesquels l'attention des pouvoirs publics vient d'être encore appelée au cours de la présente législation.

Il ne rentre pas dans le cadre de notre travail d'étudier et d'apprécier les réformes que les nombreuses propositions de lois soumises au Parlement auront pour but d'apporter à la loi organique du 25 Mai 1838 sur la compétence des Juges de Paix et leurs attributions contentieuses. Notre tâche, plus modeste, consistera à examiner les attributions non contentieuses ou extrajudiciaires de ces magistrats en matière civile, attributions qui ne paraissent plus destinées à recevoir d'atteintes par la promulgation d'une loi nouvelle.

Peut-être allons-nous sembler bien téméraire en voulant entreprendre une étude dont le sujet semble exiger avant tout une longue expérience et une connaissance approfondie et raisonnée de la pratique des affaires. A défaut de cette pratique, que nous n'avons pas encore acquise, nous avons été inspiré par un pieux souvenir. Petit-fils d'un Juge de Paix que la mort a trop tôt ravi à notre affection, nous avons voulu accomplir un devoir de piété filiale en prenant comme sujet de notre étude l'examen de fonctions qu'il a remplies pendant près de quarante années et en dédiant notre thèse à sa mémoire.

INTRODUCTION

La réunion des attributions d'un magistrat constitue ce que l'on appelle sa juridiction. Selon les applications qu'elle comporte, on la qualifie de judiciaire ou contentieuse, et d'extrajudiciaire ou non contentieuse ou gracieuse.

La juridiction gracieuse consiste dans le pouvoir de faire, en dehors de toute contestation, certains actes que la loi attribue aux juges à raison de leur importance.

La juridiction contentieuse, au contraire, consiste dans le pouvoir d'instruire les procès et de les juger.

L'intérêt de cette distinction se manifeste aux points de vue suivants :

1^o Les affaires de la juridiction contentieuse exigent une instruction parfois assez compliquée, non celles de la juridiction gracieuse.

2^o A la différence de ce qui se produit pour la juridiction gracieuse, les jugements rendus en matière contentieuse ont autorité de chose jugée.

3^o Les jugements contentieux, profitant à l'un des plaideurs et nuisant à l'autre, sont soumis à des voies de recours dont les décisions rendues en matière gracieuse ne sont pas susceptibles.

La juridiction non contentieuse des juges de paix en matière civile reçoit de nombreuses applications qui peuvent être rangées sous plusieurs chefs distincts.

En cette matière, le juge de paix est investi d'une quadruple mission :

1^o Il est avant tout un magistrat conciliateur.

Un grand nombre d'affaires de la compétence des tribunaux d'arrondissement ne peuvent être portées devant cette juridiction avant que le juge de paix ait vainement épuisé, vis-à-vis des plaideurs, toutes les tentatives possibles d'un accord à l'amiable.

Il en est de même de toutes les affaires de sa propre compétence telle qu'elle est réglée par la loi du 25 Mai 1838.

Ajoutons, dans un autre ordre d'idées, qu'une loi récente du 27 Décembre 1892 investit les juges de paix d'une mission de conciliation relativement aux différends qui peuvent surgir entre les patrons et les ouvriers.

2^o Le juge de paix a, dans certains cas, le caractère d'officier public.

Il délivre les actes de notoriété, — reçoit les actes d'adoption et d'émancipation, — procède à l'apposition et à la levée des scellés, — reçoit les déclarations souscrites en vue, soit de réclamer, soit de répudier la nationalité française, prescrites par les lois du 26 Juin 1889 et du 22 Juillet 1893.

3^o Le juge de paix est le défenseur né de tous les êtres qui ont besoin de l'assistance de la loi : orphelins, mineurs, absents, interdits, veuves, enfants à naître, etc... Il convoque, préside et dirige les Conseils de famille auxquels incombe le devoir de prendre toutes les mesures protectrices que les circonstances rendent nécessaires dans l'intérêt de ces diverses personnes.

4^o Signalons enfin les attributions conférées au juge de paix en matière de saisie-arrêt par la loi du 12 Janvier 1895, en matière de saisie-gagerie par la loi du 25 Mai 1838, et en matière de saisie-foraine.

LIVRE PREMIER

Du Juge de Paix Magistrat Conciliateur

INTRODUCTION

Les attributions du juge de paix en cette qualité se réfèrent à trois sortes d'affaires :

D'abord, aux affaires de la compétence des tribunaux d'arrondissement ;

Ensuite, aux affaires de sa propre compétence telle qu'elle est réglée par la loi du 25 mai 1838 ;

Enfin, aux différends collectifs entre patrons et ouvriers.

Ce Livre premier se divise donc tout naturellement en trois parties.

PREMIÈRE PARTIE

De la conciliation appliquée aux affaires de la compétence des Tribunaux d'arrondissement

TITRE PRÉLIMINAIRE

Notions générales et historiques.

§ 1. Définition.

La tentative de conciliation peut être définie l'obligation dans laquelle se trouvent les parties qui sont sur le point d'engager un procès devant le tribunal d'arrondissement de comparaître devant le juge de paix et d'essayer, sous l'influence de ses conseils, de terminer par une transaction le différend qui les divise.

§ 2. Notions historiques.

La maxime « mauvais accommodement vaut mieux que bon procès » n'a été réellement mise en pratique que par l'Assemblée Constituante dans la loi des 16-24 août 1790, titre 10. L'institution créée par cette loi a été successivement maintenue avec quelques modifications dans les lois postérieures : loi du 11 septembre 1790, article 3 ; loi des 6-27 mars 1791, art. 16 et suivants ; loi des 3-14 septembre 1791, titre 3, chapitre 5, article 6 ; constitution du 5 Fructidor an III, article 215 ; loi du 26 Ventosé an IV ; constitution du 22 Frimaire an VIII, article 60.

Cependant, on peut retrouver l'origine de la tentative de conciliation dans certains usages pratiqués autrefois dans le Nord et l'Est de la France. A Strasbourg, des magistrats spéciaux appelés « consuls » avaient pour mission d'arranger les contestations qui pouvaient s'élever entre les bourgeois. A Lille, les « apaiseurs », à Valenciennes, les « pacificateurs » étaient investis des mêmes fonctions. En Hollande, les mêmes attributions étaient dévolues à des magistrats connus sous le nom de « faiseurs de paix ». Voltaire, qui, pendant son séjour en Hollande, avait vu ces derniers à l'œuvre, écrivit à son retour, en 1745, une lettre dans laquelle il réclamait l'établissement en France de cette institution. Aussi, est-ce pour donner en partie satisfaction à ses vœux que l'Assemblée Constituante introduisit dans notre organisation judiciaire la tentative de conciliation dont elle fit l'une des plus importantes attributions des juges de paix.

L'idée, excellente en principe, fut exagérée par la législation intermédiaire. Espérant d'une part arriver à étouffer les procès dans leur source, d'autre part désireuse de mettre en pratique les idées de philanthropie dont elle était imbuë, la Constituante, avec l'excès qu'elle apportait en toutes choses, n'admit aucune exception à la tentative de conciliation, pas même pour les affaires urgentes. Elle exigea, de plus, que l'épreuve fût renouvelée en cause d'appel, bien qu'elle n'eût amené aucun résultat devant les juges de première instance : formalité inutile, car, dès que les parties n'avaient pu se concilier avant de soumettre leur différend au tribunal de district, était-il possible d'espérer qu'elles y parviendraient en appel, alors que le procès était en cours et les passions des plaideurs excitées ? Aussi l'institution tomba-t-elle rapidement dans un complet discrédit. Ajoutons que la plupart des juges de paix de cette époque, recrutés pour la première fois, ne comprirent pas toujours très exactement, comme cela était à craindre, la délicate mission qu'ils avaient à remplir. Au lieu d'étouffer les procès en éclairant le demandeur sur l'injustice ou le mal fondé de ses prétentions, ils arrachaient aux hommes ignorants ou timides le sacrifice de droits incontestables.

L'expérience avait donc dissipé les trop douces illusions qu'avait fait naître la tentative de conciliation. Néanmoins, les rédacteurs du Code de Procédure ont maintenu le principe de ce préliminaire, malgré l'opposition du Tribunat et du Conseil d'Etat qui ne la considéraient que comme une vaine formalité. Mais ils ont excepté de cette tentative les affaires qui, par leur nature, par le nombre ou la qualité des parties, présentent peu de chances d'arrangement, ou dans lesquelles le moindre retard pourrait parfois causer au demandeur un préjudice irréparable.

§ 3. Critiques adressées à la tentative de conciliation.

Cette institution, si capable de maintenir ou de faire revivre la concorde et l'union dans les familles, est dégénérée maintenant, dans les grandes villes surtout, en une pure formalité. L'expérience a malheureusement démontré que l'essai de conciliation n'y engendre pas toujours les bons effets qu'on est en droit d'en attendre. La plupart du temps, il n'est qu'une gêne, une entrave à la prompte expédition des affaires, et ne sert qu'à multiplier les frais. Nombre de plaideurs profitent de la faculté que la loi leur donne de se faire représenter par un fondé de pouvoir : en général, ils s'adressent à un avoué, quelquefois même à des agents d'affaires, et souvent, pour ne pas dire toujours, ces mandataires, loin de proposer au magistrat conciliateur tous les moyens propres à empêcher le procès de naître, gardent religieusement un silence qui peut devenir pour eux la source de profits parfois inespérés.

Dans les campagnes, au contraire, on n'a pas à déplorer les mêmes inconvénients, et le préliminaire de conciliation y produit les plus heureux résultats. En effet, les plaideurs, étant éloignés des agents d'affaires, ne se présentent pas devant le juge de paix avec des opinions déjà formées, et sont, par suite, plus disposés à céder à sa voix conciliatrice. De plus, il est bien rare que ce magistrat, bien pénétré de l'utilité et de l'importance de ses fonctions, entouré de la confiance et de l'estime publiques, et revêtu par là même d'une haute autorité morale, ne parvienne à obtenir de ses justiciables quelques sacrifices

mutuels, quelques concessions réciproques et n'arrive ainsi à éteindre bien des procès dans leur source.

§ 4. Aperçu des législations étrangères.

Les législations étrangères peuvent être sur ce point réparties en trois groupes.

Le premier groupe de législations comprendrait la Prusse et la Hollande.

Dans ces pays, le juge médiateur est choisi parmi les membres mêmes du tribunal à qui est dévolue la connaissance de la contestation.

Dans d'autres pays, au contraire, tels que le Danemark, la Norvège, l'Espagne, le législateur, préoccupé également du besoin de concilier préalablement les procès, a établi des institutions à peu près analogues à celle qui existe en France, c'est-à-dire que la conciliation doit être tentée au préalable devant un magistrat autre que le juge de la contestation.

Un troisième groupe comprendrait la République de Genève. Dans cet Etat, le préliminaire de conciliation est une formalité purement facultative pour les parties. Il n'est obligatoire qu'entre époux, ascendants et descendants, qui ne peuvent s'assigner les uns les autres sans la permission du président du tribunal, qui cherche d'abord à les en dissuader.

Nous croyons qu'il est préférable de confier la mission de concilier les parties à un magistrat étranger au tribunal qui aura plus tard à juger le différend actuellement pendant entre les plaideurs, afin de laisser aux parties plus d'indépendance et plus de liberté pour débattre leurs intérêts dans cette épreuve préliminaire, et pour mettre le tribunal en garde contre les préventions en quelque sorte nécessaires que l'insuccès de la conciliation aura pu laisser dans l'esprit des magistrats dont il est composé.

TITRE PREMIER

Caractères du préliminaire de conciliation.

§ 1. Le préliminaire de conciliation est une procédure gracieuse.

La tentative de conciliation, telle qu'elle est organisée par le Code de Procédure, ne constitue pas, ne commence même pas une instance. Cette dernière n'est réellement entamée que par un ajournement signifié au défendeur à la requête du demandeur. Elle précède seulement le procès, et constitue un acte de juridiction purement gracieuse.

Il résulte de ce caractère plusieurs conséquences pratiques :

1^o Le juge de paix, lorsqu'il siège comme conciliateur, n'a point à juger un différend qui lui est soumis, mais seulement à prévenir, à empêcher un procès. Il ne peut ordonner une mesure d'instruction ni rendre un jugement sur l'objet du litige, sous peine de commettre un excès de pouvoir. Sa mission consiste uniquement à engager, par des conseils impartiaux, par des représentations désintéressées, les parties à se concilier, à transiger entre elles au moyen de concessions réciproques et à renoncer ainsi à leur intention de donner suite au procès.

2^o Une affaire qui passe ou a passé par le préliminaire de conciliation, ne constituant pas encore une instance, tombe sous le coup d'une loi nouvelle qui, avant la demande en justice, vient changer les formes de procéder. C'est ainsi que la loi du 11 avril 1838, qui a élevé le chiffre de la compétence des tribunaux d'arrondissement, a été applicable aux instances introduites depuis sa promulgation, quoique la citation en conciliation eût été donnée antérieurement.

3^o Si deux demandes relatives au même objet sont portées en même temps, l'une en justice, l'autre en conciliation, il n'y

aura pas litispendance : celle-ci suppose en effet l'existence de deux « instances » formées pour le même objet.

4° Une simple citation en conciliation, même suivie d'un procès-verbal de non-conciliation, ne suffit pas pour imprimer au droit ou à la créance contesté un caractère litigieux autorisant le retrait dont l'article 1700 du Code Civil subordonne l'exercice à l'existence d'un procès.

5° Le préliminaire de conciliation n'est pas soumis à la publicité : il a lieu devant le juge de paix, assisté seulement de son greffier, et hors la présence du public.

6° Le préliminaire de conciliation, ne constituant pas un acte de l'instance, échappe aux causes d'extinction qui menacent les instances. Le demandeur qui laisse passer plus d'un mois sans former sa demande en justice, qui s'en désiste ou la laisse se périmer après trois ans, n'est pas tenu de recommencer ce préliminaire et de citer à nouveau le défendeur en conciliation, à moins que la citation ne remonte à plus de trente ans et ne tombe ainsi sous le coup de la prescription de droit commun.

7° La tentative de conciliation précédant seulement l'instance, certains auteurs en ont conclu que la femme séparée de biens peut citer ou être citée en conciliation sans l'autorisation de son mari, bien que cette autorisation lui soit nécessaire ensuite pour entamer le procès. Nous estimons que cette opinion doit être repoussée par ce motif que l'autorisation maritale est nécessaire à la femme, non seulement pour plaider, mais pour ester en justice.

§ 2. Le préliminaire de conciliation est-il d'ordre public ou d'intérêt privé ?

Aux termes de l'article 48 du Code de Procédure Civile, les demandes soumises au préliminaire de conciliation « ne seront reçues dans les tribunaux de première instance » si la tentative de conciliation n'a pas eu lieu. Il résulte de ce texte que l'omission de ce préliminaire, dans les cas où la loi l'impose, emporte, sans aucun doute, la nullité de l'assignation et rend non-recevable la demande à l'égard de laquelle cette omission s'est produite. La conciliation devra être tentée, et, si cette

tentative est demeurée infructueuse, une nouvelle assignation sera nécessaire pour saisir le tribunal civil.

Mais quelle est la nature de cette nullité? La procédure où la citation en conciliation fait défaut est-elle, par cela seul, entachée de nullité, de telle sorte qu'il soit interdit aux tribunaux de la maintenir si elle est attaquée pour ce motif, qu'ils puissent même prononcer d'office cette nullité, que les deux parties soient libres, en tout état de cause, même devant la Cour de Cassation, d'opposer cette fin de non-recevoir? Ou bien, au contraire, le défendeur seul peut-il, s'il a omis d'invoquer la nullité *in limine litis*, couvrir le vice originel d'une demande qui n'a pas été précédée de la citation en conciliation?

Cette question a soulevé une vive controverse.

Un premier système, enseigné notamment par MM. Boitard, Carré et Chauveau, et adopté jadis par la jurisprudence, décidait que la tentative de conciliation était d'ordre public. En effet, disait-on : 1° Le préliminaire de conciliation a pour but de prévenir, autant que possible, et de diminuer les procès, qui sont un mal nécessaire et qu'on ne peut malheureusement supprimer : or, l'ordre public est intéressé à ce que les litiges soient le moins nombreux possible et que les parties acceptent un arrangement, toujours préférable au meilleur procès. Il ne saurait donc dépendre des parties de se soustraire à un devoir qui leur est imposé ; 2° Les termes de l'art. 48 Pr., qui porte expressément qu'« aucune demande ne sera reçue », sont impératifs et ne laissent place à aucune équivoque. On ajoute : la même locution se trouve littéralement reproduite, et par des motifs identiques, c'est-à-dire par le désir de réduire le nombre des procès, dans deux autres articles du Code de Procédure, art. 449 au titre « De l'Appel » et 494 au titre « De la Requête civile » ; or jamais on n'a hésité à regarder la nullité résultant de l'inobservation de ces deux articles comme absolue, radicale, et comme devant être appliquée d'office, même dans le silence des parties. Pour fortifier leur système, MM. Carré et Chauveau reprochent au législateur de n'avoir condamné qu'à une amende de 10 francs le défendeur non comparant ; d'après eux, elle aurait dû être d'au moins 1,000 francs.

Un second système, proposé par nos vénérés maîtres, MM. Glasson et Garsonnet, et suivi par la jurisprudence actuelle, soutient que le préliminaire de conciliation a été établi uniquement dans l'intérêt des plaideurs, notamment dans l'intérêt particulier du défendeur, et que, dès lors, les parties peuvent y renoncer. On invoque à l'appui de ce système, auquel nous nous rallions, les arguments suivants : 1° Ce qui prouve que l'institution du préliminaire est d'intérêt purement privé, c'est que, dans de nombreux cas prévus par l'article 49 du Code de Procédure, la loi écarte la tentative de conciliation ; 2° Dans la pratique, la tentative de conciliation n'offre pas tous les avantages de la théorie : les parties, en effet, sont souvent représentées par des mandataires, dont la présence réduit le préliminaire de conciliation au rôle de vaine formalité, à l'inobservation de laquelle il serait trop rigoureux d'attacher la nullité de toute une procédure ; 3° Le législateur, fait-on en outre observer, aurait manqué son but s'il avait permis de proposer cette fin de non-recevoir en tout état de cause. Ne voit-on pas que tout espoir de conciliation est perdu lorsque les plaideurs auront soutenu l'un contre l'autre une lutte déjà ardente, peut-être parfois devant deux degrés de juridiction ? 4° Enfin, si l'on devait attacher à l'omission du préliminaire de conciliation une importance si grande, ne serait-on pas en droit de s'étonner que le législateur ait cru pouvoir permettre au défendeur de s'y soustraire en s'abstenant de comparaître, sous la seule pénalité d'une amende dérisoire de 10 francs (art. 50 Pr.) ?

Un système intermédiaire, proposé par M. Bonfils, tout en reconnaissant que le défendeur ne peut plus invoquer comme fin de non-recevoir le défaut de tentative de conciliation lorsqu'il ne l'a pas opposé *in limine litis*, mais qu'il a, au contraire, conclu au fond, permet au juge de suppléer lui-même d'office cette fin de non-recevoir. Par suite, si la demande, au lieu d'être écartée, soit d'office par les juges, soit *in limine litis* sur la réquisition du défendeur, a été, en fait, reçue par le tribunal, comme l'ordre public, en définitive, aurait plus à perdre qu'à gagner à la nullité des actes de

procédure accomplis et du jugement prononcé, la nullité résultant du défaut de citation en conciliation se trouvera couverte.

Cette opinion mixte, manifestement contradictoire puisqu'elle prive le défendeur, dans l'intérêt duquel le préliminaire est, nous l'avons vu, principalement organisé, d'un droit exorbitant qu'elle accorde au tribunal, sans le justifier, présente en outre la difficulté suivante : A quel moment précis la demande devra-t-elle être considérée « comme reçue ? » L'incertitude de la solution d'une semblable question suffit à condamner le système et à en motiver le rejet.

TITRE DEUXIÈME

Demandes soumises au préliminaire de conciliation.

§ 1. Notions générales.

La tentative de conciliation n'est imposée par l'article 48 du Code de Procédure qu'autant que la demande susceptible d'être portée ultérieurement devant le tribunal d'arrondissement réunit les conditions qui vont être examinées. Si l'une d'elles fait défaut, le litige est dispensé du préliminaire de conciliation.

Avant d'aborder l'étude de ces conditions, il importe de remarquer que l'obligation de recourir à l'essai de conciliation forme le droit commun, et que, en cas de doute sur le point de savoir si l'on se trouve dans un des cas prévus par la loi, il faut se décider pour la nécessité de cette formalité. Le préliminaire est en effet la règle générale et la dispense l'exception. Cette indication est confirmée par l'article 49 lui-même qui, après avoir énuméré un certain nombre d'affaires affranchies de la tentative de conciliation, ajoute qu'il en sera de même de

« toutes les causes exceptées par les lois ». Si donc le préliminaire n'est pas écarté, soit par une disposition formelle de la loi, comme le fait l'art. 883 Pr. au profit des tuteurs ou subrogés-tuteurs qui veulent se pourvoir contre une délibération du conseil de famille, soit implicitement, comme les demandes intéressant les héritiers bénéficiaires, qui, n'étant qu'administrateurs, ne peuvent transiger (art. 803 Civ.), la conciliation est obligatoire.

§ 2. La demande doit être à la fois principale et introductive d'instance.

Pour qu'il y ait nécessité de soumettre une demande au préliminaire de conciliation, il faut que cette demande soit à la fois, d'après le texte même de l'art. 48 Pr., « principale et introductive d'instance ». Principale, — c'est-à-dire formée pour la première fois contre un plaideur et ne se rattachant, ni quant à son objet, ni quant à ses motifs, à aucune demande déjà formée, soit contre ce plaideur, soit contre un autre. Introductive d'instance, — c'est-à-dire destinée à ouvrir et à commencer le procès.

Cette dernière condition, que les auteurs du Code de Procédure Civile ont ajoutée à la première, aurait suffi par elle-même, car, si une demande peut être principale sans être introductive d'instance, elle ne peut jamais être introductive d'instance sans être en même temps principale. Développons, au surplus, par un exemple concret, cette idée que la demande principale ne sera pas introductive d'instance si elle est formée au cours d'une contestation déjà engagée : Je me suis rendu caution envers Paul d'une somme de 40,000 francs que lui doit Pierre; Paul m'assigne en paiement de cette somme; j'appelle alors Pierre en garantie. La demande que je forme contre ce dernier est bien principale, car c'est la première que j'intente à son égard; mais elle n'est pas introductive d'instance, puisqu'elle est formée au cours de celle existant déjà entre Paul et moi, et qu'elle doit se décider avec elle. Au contraire, si j'avais déjà été condamné envers Paul, et si j'agissais ensuite contre Pierre en remboursement de la somme que j'ai payée pour lui, ma demande serait tout à la fois principale et

introductive d'instance, puisque la première est terminée : elle serait, dès lors, soumise au préliminaire de conciliation.

Nous croyons avoir ainsi mis en lumière ce principe que les demandes introductives d'instance sont seules soumises au préliminaire de conciliation, et avoir établi en même temps que les demandes non introductives d'instance, c'est-à-dire les demandes incidentes, que nous examinerons plus loin, en sont affranchies, à la condition que ces demandes soient connexes, par leur origine, à la demande principale. C'est en étudiant les diverses demandes dispensées de la tentative de conciliation que nous insisterons sur la théorie des demandes incidentes.

§ 3. La demande doit être formée entre parties capables de transiger.

La tentative de conciliation ayant pour but d'amener les parties à une transaction, c'est-à-dire à un abandon réciproque des prétentions de chacun pour terminer une contestation née ou pour prévenir une contestation à naître (art. 2044 Civ.), il fallait nécessairement que ces parties eussent la capacité requise à cet effet. Or, d'après l'art. 2045 Civ., pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction. Aussi est-ce pour cette raison que l'art. 48 Pr. ne soumet au préliminaire de conciliation que les demandes formées entre parties capables de transiger.

Sous la législation intermédiaire, on s'était fort peu soucié de la capacité des parties. Que celles-ci fussent ou non capables de transiger, elles devaient toujours se soumettre au préliminaire, formalité évidemment illusoire, puisque, arrivées devant le magistrat conciliateur, les parties incapables ne pouvaient consentir aucune transaction. Le but de l'institution n'était donc pas atteint. Aussi, la loi des 6-27 mars 1791, sans modifier le principe absolu vis-à-vis des incapables, y apporta, dans son article 16, une exception relativement aux « fondés de pouvoir » des parties, à la condition expresse que ceux-ci ne fussent pas des hommes de loi, auxquels elle interdisait de la manière la plus expresse de représenter les plaideurs devant les bureaux de paix. Les autres mandataires n'étaient admis

qu'autant qu'ils étaient « revêtus de pouvoirs suffisants pour transiger ».

Nous passerons en revue dans le titre troisième les différentes classes d'incapables.

Examinons ici la question suivante : Si, parmi les plaideurs, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs, il y a tout à la fois des capables et des incapables, que doit-on décider? Cette question doit être résolue suivant plusieurs distinctions.

1^{re} hypothèse : C'est parmi les demandeurs que se rencontrent des capables et des incapables. Une sous-distinction s'impose :

a). — La matière est-elle indivisible. — La dispense du préliminaire établie en faveur de l'un des plaideurs profite à tous les autres.

b). — La matière du procès est-elle divisible. — Chaque partie est traitée selon son état; la dispense du préliminaire ne profite qu'à celui des plaideurs en faveur duquel elle est établie.

2^e hypothèse: C'est parmi les défendeurs que se rencontrent des capables et des incapables. — Les mêmes distinctions doivent être observées, à condition toutefois qu'il n'y ait pas plus de « deux » défendeurs en cause, un capable et un incapable. Si, en effet, il s'en rencontre plus de deux, la question ne se pose plus, puisque, ainsi que nous le verrons plus loin, l'article 49, § 6 Pr., dispense expressément l'affaire de la tentative de conciliation.

§ 4. La demande doit être relative à des objets susceptibles de transaction.

Cette troisième condition, prescrite par l'article 48 Pr., est le corollaire nécessaire de la précédente. Il est des objets d'une certaine nature à l'égard desquels l'ordre public s'oppose qu'une transaction intervienne, même entre parties capables et maîtresses de leurs droits. La loi n'ayant nulle part défini ni indiqué quels ils sont, il est permis de raisonner par analogie. Comme il existe une grande ressemblance entre le compromis et la transaction, on en conclut que les droits sur lesquels on ne peut transiger sont les mêmes que

ceux sur lesquels il est interdit de compromettre (arg. art. 1004 Pr.).

Cette matière sera examinée dans le titre suivant.

§ 5. La demande doit être de la compétence d'un tribunal de première instance.

Pour qu'une demande en justice soit soumise au préliminaire de conciliation, il faut qu'elle soit de la compétence d'un tribunal civil, soit en premier ressort, soit en premier et dernier ressort.

Nous étudierons plus loin les applications de cette idée dans le titre consacré aux demandes dispensées de la tentative de conciliation.

TITRE TROISIÈME

Demandes dispensées du préliminaire de conciliation.

NOTIONS GÉNÉRALES

Le Code de Procédure Civile n'a imposé la tentative de conciliation que pour les cas où elle peut évidemment être utile. En dehors de ces hypothèses, les frais et les retards qu'elle occasionnerait entraîneraient des inconvénients plus grands que les avantages qu'on pourrait en espérer : de là les dispositions de l'article 49, que nous allons étudier en détail. Mais auparavant, il convient de remarquer que la loi ne prohibe pas, dans tous les cas qu'elle prévoit, le préliminaire de conciliation, elle autorise seulement les parties à ne pas y recourir. Les exceptions qu'elle établit ne sont pas des « défenses », mais seulement des « dispenses ». Il est dès lors loisible aux parties, dans un des cas prévus par notre article, d'observer néanmoins cette formalité préalable, à la condition, toutefois, que la

matière soit susceptible de transaction. Il n'y aurait pas lieu à nullité si le préliminaire avait été tenté dans une affaire pour laquelle la loi ne l'exige pas.

Signalons également l'anomalie avec laquelle le sujet qui nous occupe est réglé par l'article 49. Il semble résulter de la rédaction même de ce texte qu'il ne renferme que des « exceptions » aux principes énoncés en l'article 48. Or nous verrons bientôt que la plupart de ses dispositions ne sont que des applications particulières de ces principes. Les exceptions qu'il renferme constituent l'infime minorité. Enfin, certaines demandes qu'il énumère constituent, tantôt la mise en pratique de la règle, tantôt la confirmation de l'exception, selon qu'elles sont « incidentes » ou « introductives d'instance ».

Ces considérations préliminaires nous amènent à diviser cette matière en trois chapitres.

CHAPITRE PREMIER

Demandes dispensées de la conciliation par application de quelqu'une
des règles énoncées en l'article 48.

SECTION PREMIÈRE

Demandes non introductives d'instance.

Par application de la règle que les demandes introductives d'instance sont seules soumises à la nécessité du préliminaire de conciliation, on doit en dispenser les demandes suivantes :

§ 1. Demandes incidentes.

On appelle ainsi les demandes qui sont formées à l'occasion et dans le cours d'une demande principale, soit pour s'y joindre, soit pour en suspendre la marche, soit pour en modifier la solution.

Les demandes de cette nature sont toujours affranchies de la tentative de conciliation par cette raison qu'il est évidem-

ment de toute impossibilité de concilier des plaideurs qui viennent ajouter un second litige à un procès entrepris malgré un recours préalable au préliminaire de conciliation.

Ces demandes incidentes, suivant les personnes qui les forment, prennent les noms divers de :

Demandes « additionnelles », lorsqu'elles émanent du demandeur originaire ;

Demandes « reconventionnelles », quand elles sont soulevées par le défendeur ;

Demandes « en intervention », quand elles sont présentées par un tiers.

D'après ces définitions, il est évident que les caractères des demandes introductives d'instance, que nous avons étudiées plus haut, ou des demandes simplement incidentes dépendent de quelque chose de sérieux et de réel ayant trait au fond même de ces demandes, suivant qu'elles ont ou non des relations étroites entre elles, soit dans leur cause, soit dans leur objet ; elles ne sont donc point subordonnées à l'existence d'un simple lien de forme qu'il serait toujours possible de créer entre elles au moyen d'un artifice plus ou moins ingénieux de procédure. Que le demandeur, dans une instance déjà pendante, et qui émet, au cours de cette instance, une prétention nouvelle, l'ait qualifiée d'additionnelle ; que le défendeur, si c'est au contraire de lui qu'elle émane, l'ait qualifiée de reconventionnelle ; que le tiers, qui l'a formée, l'ait qualifiée d'intervention, peu importe. Ce n'est ni à la forme, ni à la qualification donnée par son auteur à la demande nouvelle qu'il faut s'attacher pour résoudre la question de savoir si elle a pu ou non être valablement introduite sans recours à une tentative spéciale et distincte de conciliation. Ce qu'il faut prendre uniquement en considération à cet égard, c'est « l'existence ou l'absence d'un lien intime de connexité entre la demande originaire et la demande nouvelle ».

On est d'accord aujourd'hui, tant en doctrine qu'en jurisprudence, sur les principes et sur certaines règles générales, dont les circonstances particulières à chaque espèce viennent seulement compliquer quelquefois l'application. C'est ce que

nous allons constater en examinant successivement les différentes espèces de demandes incidentes.

I. — Demandes additionnelles.

A. — L'utilité de ces sortes de demandes se manifeste aux différents points de vue suivants :

1^o Au lieu de deux procédures et de deux jugements absolument distincts, la demande additionnelle et la demande principale se résument, la plupart du temps, en un procès unique ;

2^o Les demandes additionnelles sont affranchies du préliminaire de conciliation ;

3^o Les demandes additionnelles se forment, non au moyen d'un exploit, ce qui impliquerait la concession d'un délai de quinze jours au défendeur pour répondre, mais par un simple acte d'avoué à avoué : art. 337 Pr. ;

4^o Les demandes additionnelles peuvent être portées devant un tribunal qui serait incompétent « *ratione personæ* » pour en connaître si elles étaient principales. Exemple : J'ai actionné une personne en revendication d'un immeuble : voilà ma demande principale. Au cours de l'instance, je puis joindre à mes premières conclusions, par l'intermédiaire de l'avoué que j'ai constitué, des conclusions additionnelles tendant, par exemple, à des dommages-intérêts que je réclame à raison de dégradations subies par l'immeuble. Si cette dernière demande faisait l'objet d'une action principale, elle devrait être portée au tribunal du domicile du défendeur. Etant additionnelle, elle sera soumise au tribunal déjà saisi de la demande principale.

B. — Quelles demandes additionnelles peut former le demandeur ?

a). — D'une part, — on reconnaît facilement que le demandeur, dans une instance régulièrement introduite après une tentative de conciliation demeurée infructueuse, peut, sans être obligé de recourir préalablement à une nouvelle tentative de conciliation, former au cours de ladite instance toute demande qui, ayant un rapport intime, une parfaite connexité d'origine avec sa demande principale, n'en est en quelque sorte que le

développement, l'accessoire, la conséquence forcée ; il peut donc, en un mot, former toute demande qui se trouve au moins comprise en germe dans la demande originaire.

Parcourons rapidement quelques applications pratiques de cette idée :

1° Le demandeur peut, en cours d'instance, conclure au paiement des intérêts de la somme dont il s'était tout d'abord borné à réclamer le principal ;

2° Il peut, au cours d'une instance en paiement d'une certaine somme à titre de réparation d'un préjudice, conclure à la majoration de cette somme à raison de l'aggravation du préjudice depuis le début de l'instance ;

3° Il lui est loisible, au cours d'une instance en délaissement d'un immeuble, de demander en outre la restitution des fruits ou la nomination d'un séquestre ;

4° Il peut également, au cours d'une instance en partage dans laquelle il est intéressé, demander et obtenir une provision alimentaire.

b). — Il en est encore ainsi de toute demande qui n'est, de la part du demandeur, qu'une réponse à un moyen de défense opposé à la demande principale par le défendeur. Par exemple :

1° De la demande, formée par le demandeur en contrefaçon, tendant à faire prononcer la nullité d'un brevet que le défendeur oppose à son action ;

2° De la demande d'un héritier qui, au cours d'une action en partage intentée par lui, argue de nullité le testament dont son cohéritier se prévaut pour faire écarter ladite action en se prétendant légataire universel du défunt et seul ayant droit à sa succession.

c). — D'ailleurs, un simple moyen nouveau produit par le demandeur à l'appui de sa demande originaire, dont la nature et l'objet ne sont point ainsi modifiés, ne rend point nécessaire une nouvelle tentative de conciliation.

Il y a moyen nouveau, susceptible d'être produit en tout état de cause, même pour la première fois en appel (art. 464 Pr.), lorsqu'on « réclame la même chose », mais en invoquant, à

l'appui de sa prétention, dans des conclusions additionnelles, des « motifs » qui n'avaient pas été invoqués tout d'abord et qui n'apportent aucun changement au dispositif des conclusions originairement prises. Exemples :

1° La nullité d'un testament, demandée tout d'abord pour une seule cause, peut être demandée ultérieurement pour d'autres motifs ;

2° J'ai réclaté tout d'abord la révocation d'une donation pour cause de fraude ; je la demande postérieurement pour cause de survenance d'enfant ;

3° J'ai demandé tout d'abord la restitution d'une somme à titre de prêt ; je la demande plus tard à titre de mandat.

d) — Au contraire, il y a nécessité pour le demandeur de recourir au préliminaire de conciliation parce qu'il y a, de sa part, une demande « nouvelle » dans l'acception véritable du mot, c'est-à-dire, née *ex aliâ causâ*, d'une cause autre que celle qui sert de fondement à sa première prétention, une demande absolument étrangère à la demande principale, et sans connexité aucune avec cette demande originaire.

Il y a donc demande nouvelle lorsque le demandeur réclame, dans ses conclusions additionnelles, une chose qu'il n'avait pas demandée tout d'abord, lorsqu'il n'y a pas, entre les deux demandes, identité d'objet, de cause et de qualité. Exemples :

1° Identité d'objet et de cause. — Il y a lieu de procéder par voie d'instance principale, et lieu, par suite, à nouveau préliminaire de conciliation, parce que, dans ces différentes hypothèses, il y a, en réalité, substitution d'une demande nouvelle, en cours d'instance, à la demande primitive :

Lorsque le demandeur, au cours d'une instance en paiement d'une somme qu'il prétend lui être due, veut former contre le même défendeur, une action en revendication d'un immeuble qu'il prétend lui appartenir ;

Lorsque, au cours d'une demande en nullité de vente, le demandeur se désiste en réclamant les intérêts du prix ;

Lorsqu'un fermier, qui n'a réclaté originairement que des dommages-intérêts pour trouble de jouissance, demande ultérieurement la résiliation de son bail ;

Lorsque le demandeur, après avoir tout d'abord agi en revendication d'un immeuble, conclut ensuite au bornage contre le défendeur.

2° Identité de qualité. — La substitution d'une demande nouvelle à la demande originaire nécessite également le recours préalable à une nouvelle tentative de conciliation, aussi bien lorsqu'elle s'opère par un changement dans la personne des parties instanciées que lorsqu'elle a lieu par une modification dans la cause ou dans l'objet de la demande.

Tel serait le cas d'une demande en délaissement d'un héritage formée primitivement contre l'usufruitier seul, et que l'on prétendrait étendre en cours d'instance et faire juger en même temps contre le nu-propriétaire.

Il en serait de même du cas où le demandeur, après avoir tout d'abord réclamé une succession en qualité de légataire universel, la réclamerait ultérieurement à titre d'héritier.

e). — Toutefois, le demandeur n'est point tenu de tenter à nouveau l'essai de conciliation quand il ne modifie sa demande primitive que pour la réduire, soit spontanément et *de plano*, parce qu'il la considère lui-même comme exagérée, soit à titre subsidiaire.

L'essai de conciliation ayant en effet eu lieu sur le tout, on ne peut dire qu'il a été omis pour une partie. Exemples :

1° Le demandeur n'est point tenu de tenter à nouveau la conciliation lorsque, après avoir assigné le défendeur en paiement d'une certaine somme, il déclare ultérieurement, en cours d'instance, qu'il ne lui est dû qu'une somme moindre ;

2° Il en est de même lorsque le demandeur, après avoir réclamé le quart d'une succession, reconnaît qu'il s'était trompé sur le nombre ou la qualité de ses cohéritiers, et ne réclame plus qu'un cinquième.

C. — Un mot sur les règles de procédure auxquelles sont soumises les demandes additionnelles.

Dans le but de ne pas compliquer outre mesure le procès principal, l'art. 337 Pr. dispose que ces demandes doivent être formées par un simple acte d'avoué à avoué. On a conclu de

ce texte que semblables demandes ne pourraient être formées contre une partie qui n'aurait pas constitué avoué.

Aux termes des articles 68 et 70 du décret de 1808, les demandes additionnelles doivent être communiquées à l'adversaire trois jours au moins avant d'être invoquées à l'audience.

Afin de ne pas prolonger la contestation et multiplier les frais, l'art. 338 Pr. dispose que toutes les demandes additionnelles doivent être formées en même temps. Si le demandeur réclamait successivement plusieurs choses, ses conclusions seraient toutes valables : mais les frais des conclusions additionnelles autres que les premières demeurerait à sa charge. Toutefois, la loi n'exige pas l'impossible : elle n'oblige le demandeur à réunir en un seul acte que les demandes additionnelles dont la cause existe à ce moment. Ainsi : il réclame d'abord la restitution des fruits ; il ne demande qu'ultérieurement des dommages-intérêts pour dégradations causées à l'immeuble qui a produit ces fruits, parce que ces dégradations n'ont été commises qu'au cours du procès.

Le tribunal a le choix, soit de les juger séparément et même au préalable, c'est-à-dire avant la demande principale, par exemple lorsque c'est une allégation qui anéantit cette demande elle-même, soit de les joindre à la demande principale.

II. — Demandes reconventionnelles.

A. — Ces demandes ne doivent être confondues, ni avec les « défenses », où le défendeur se borne à nier les faits en totalité ou en partie, ni avec les « exceptions », par lesquelles le défendeur soulève une difficulté de procédure. Dans la demande reconventionnelle, le défendeur sort de son rôle ordinaire : il prend le rôle de demandeur et conclut à une condamnation à son profit contre son adversaire en réponse à l'action dirigée contre lui. Exemples :

1° Un acheteur actionné en paiement du prix de vente répond par une demande en résolution du contrat ;

2° On doit considérer comme demande reconventionnelle la demande en compensation. Tandis que la compensation légale constitue une défense ayant pour effet d'éteindre deux dettes,

par cela seul que les conditions de la loi sont réunies, la compensation judiciaire exige les mêmes conditions, moins une; à savoir la liquidité des deux dettes : la dette est contestée, soit dans son existence, soit dans son montant. Cet obstacle étant levé par le tribunal, rien ne s'opposera plus à la compensation qui s'opérera alors, non pas par l'effet de la loi, mais judiciairement.

B. — Les demandes reconventionnelles présentent un léger inconvénient : elles retardent la marche du procès en y mêlant d'autres questions que celles qui font l'objet de la demande originaire.

C. — D'un autre côté, elles offrent un avantage appréciable : c'est d'économiser du temps et de l'argent en permettant de juger deux procès dans une seule et même instance; c'est surtout d'empêcher qu'un premier jugement ait été rendu en pure perte et qu'un second vienne le mettre à néant.

D. — Sous deux rapports, les demandes reconventionnelles dérogent au droit commun :

1° Elles ne sont jamais introductives d'instance;

2° Elles sont toujours portées devant le tribunal saisi de la demande principale, et qui ne serait peut-être pas compétent pour en connaître si elles se présentaient sous forme d'action principale. Elles prorogent donc la juridiction du tribunal devant lequel elles sont formées.

E. — Notions historiques.

Dans l'ancien droit, les demandes reconventionnelles avaient tout d'abord été interdites devant les juridictions royales et seigneuriales. Nous venons de voir en effet qu'une demande de cette nature a pour résultat d'enlever à un juge l'examen d'un procès dont il aurait connu si cette même demande avait été principale. Aussi comprend-on facilement que les seigneurs se soient énergiquement opposés à de pareilles demandes, qui leur auraient enlevé des procès. Toutefois, dans les pays de droit écrit, qui subissaient l'influence du droit romain et du droit canonique, on permettait les demandes reconventionnelles, pourvu qu'elles ne fussent « pas étrangères à la demande principale ». Les cours d'Eglise les admettaient sans aucune

condition. L'action de ce système se fit sentir dans les pays de droit coutumier à l'époque de la rédaction des Coutumes. C'est ainsi que la Coutume de Paris, en 1510, prohibait les demandes reconventionnelles, « à moins qu'on n'eût été autorisé par lettres royaux à les faire valoir ». Mais, en 1580, l'article 106 de la même Coutume réformée les admit à la condition « qu'elles fussent connexes à la demande principale et qu'elles fussent de nature à lui servir de défenses ». Toutefois, en pratique, le Châtelet de Paris se contentait d'exiger seulement l'une des deux conditions visées dans la Coutume.

F. — Dans quels cas les demandes reconventionnelles sont recevables.

L'absence de texte sur cette question a donné naissance à plusieurs systèmes.

On admet, dans une première opinion, que toute demande reconventionnelle est admissible, qu'elle soit ou non connexe à la demande principale, sauf en appel, où l'article 464 Pr. n'autorise que celles qui servent de défense à l'action principale. On se prévaut en ce sens : d'abord, du silence de la loi, qui n'impose aucune limite à l'admission de ces demandes; ensuite, de l'article 54 du même Code, qui autorise le défendeur à formuler devant le magistrat conciliateur toutes les demandes qu'il juge convenables; or, dit-on, ce texte doit être étendu par analogie à toutes les demandes formées par le défendeur devant quelque juridiction que ce soit; enfin, de l'article 464 Pr. qui, en prohibant en appel les demandes nouvelles, restreint donc *a. contrario* les droits qui appartiennent en première instance au défendeur; s'il n'autorise la formation en appel que des demandes servant de défense à l'action principale, c'est que cette condition n'est pas exigée pour les demandes soumises aux juges du premier degré.

Un second système propose de maintenir purement et simplement l'article 106 de la Coutume de Paris, et, par suite, de n'admettre les demandes reconventionnelles qu'à deux conditions. Il faut : d'abord, que ces demandes dépendent de l'action principale; ensuite, qu'elles servent de défense à cette action. Si, dit-on, l'article 1041 Pr. a abrogé les lois, coutumes

et règlements jusque-là suivis en matière de procédure, il ne saurait avoir aucun effet sur l'article 106 de la Coutume de Paris, qui vise, non une question de procédure, mais une question de compétence. Ensuite, fait-on remarquer, l'article 464 du Code de Procédure reproduit l'ancien système, puisqu'il n'autorise que les demandes nouvelles servant de moyen de défense à l'action principale.

Dans une troisième opinion, enseignée par MM. Glasson et Garsonnet, adoptée par la jurisprudence, on décide que le Code de Procédure Civile a indirectement consacré l'ancienne pratique du Châtelet de Paris. Ce système se résume dans les propositions suivantes :

1^o Le défendeur a le droit de former reconventionnellement toutes les demandes qui servent de défense à l'action principale, c'est-à-dire qui ont pour résultat d'en anéantir ou d'en restreindre l'effet, par exemple, les demandes en compensation judiciaire.

2^o Le juge est également tenu d'admettre les demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées exclusivement sur la demande principale elle-même, c'est-à-dire sur le tort que cette dernière cause au crédit du défendeur ou à sa réputation, sur l'âpreté avec laquelle elle a été conduite, ou sur les imputations injurieuses ou diffamatoires auxquelles le demandeur s'est livré à son égard.

3^o Le défendeur peut former reconventionnellement toutes les demandes connexes à l'action principale. En effet, d'après l'article 171 du Code de Procédure, lorsque deux demandes principales ont été formées entre les mêmes parties devant deux tribunaux différents, on a le droit d'opposer l'exception de connexité pour exiger leur réunion : à plus forte raison peut-on joindre à une demande principale une demande reconventionnelle qui lui est connexe, c'est-à-dire née de la même cause.

4^o Pour pouvoir former une demande reconventionnelle, il faut toujours supposer que le tribunal saisi de la demande principale n'est pas incompétent *ratione materie* pour connaître de la demande reconventionnelle. Exemple : Devant un

tribunal de commerce, le défendeur ne pourra invoquer une prétention civile, parce que le tribunal de commerce est incompétent *ratione materiæ* pour connaître des affaires civiles. A ce sujet, il faut distinguer la compensation légale et la compensation judiciaire. Ainsi, le défendeur actionné devant le tribunal de commerce ne pourra opposer en compensation judiciaire une créance civile; mais il pourra invoquer la compensation légale, parce qu'elle ne constitue qu'une simple défense : en effet, cette prétention du défendeur peut être ainsi traduite : « Je ne suis plus tenu de la dette commerciale », et non pas : « Je suis créancier civil ». Au contraire, le tribunal civil n'étant incompétent que *ratione personæ* pour les affaires commerciales, on peut opposer devant lui en compensation judiciaire une créance commerciale : mais, si la justification de celle-ci doit donner lieu à une procédure spéciale, il faudra la détacher de la demande principale, et prendre pour cette demande principale la procédure des affaires civiles, et pour la demande reconventionnelle la procédure commerciale.

G. — A quelles conditions les demandes reconventionnelles sont recevables.

Pour pouvoir former une demande reconventionnelle, il faut tout d'abord avoir la capacité d'agir : nous avons vu en effet que le défendeur, dans ce cas, prend à son tour le rôle de demandeur. Ainsi, tandis que le tuteur peut défendre seul à une demande principale intentée contre son pupille, il devra, s'il veut opposer une demande reconventionnelle, se munir des autorisations qui lui sont nécessaires.

Il faut, en second lieu, figurer au procès « en son nom personnel ». Ainsi, le tuteur peut opposer une créance existant au profit du pupille qu'il représente; mais il ne pourra invoquer contre l'adversaire du mineur une créance née à son profit personnel.

Notons que la pratique n'admet pas que le demandeur puisse, de son côté, répondre à une demande reconventionnelle du défendeur : « reconvention sur reconvention ne vaut », dit-on. On n'invoque, toutefois, aucun texte qui puisse justifier cette restriction. Nous la repoussons donc puisqu'aucune

disposition légale ne l'autorise, et en outre pour cette raison que le droit actuel n'a plus les mêmes motifs que l'ancien droit pour voir avec défaveur les demandes reconventionnelles.

Dans le silence de la loi, on applique à ces demandes les mêmes règles de procédure qu'aux demandes additionnelles. On autorise également le défendeur à les proposer en tout état de cause, jusqu'à la clôture des débats.

H. — Dans quels cas ces demandes sont dispensées du préliminaire de conciliation.

Bien que de semblables demandes soient incidentes dans l'acception véritable du mot, et que, à ce titre, elles dussent être généralement affranchies de la formalité de la conciliation, néanmoins une distinction s'impose :

1^o La demande reconventionnelle est-elle connexe à la demande principale ? Dérive-t-elle de la même source, de la même affaire ou du même contrat, *ex eodem fonte, sive ex eodem negotio, vel eodem contractu* ? — Est-elle une exception, une défense à la demande principale ? Dans ce cas, elle est affranchie du préliminaire de conciliation.

Exemple : Vous m'assignez en me demandant de garnir de meubles l'appartement que j'ai pris à bail de vous. Je puis reconventionnellement vous demander de faire les réparations nécessaires pour rendre l'appartement habitable. Dans ce cas, la demande reconventionnelle provient bien de la même source.

Toutefois, il est une sorte de demande reconventionnelle, celle tirée de la compensation, qui, bien que procédant *ex dispari causâ*, doit être dispensée du préliminaire de conciliation. Cette dispense résulte virtuellement de l'art. 464 Pr. qui permet de l'opposer pour la première fois en cause d'appel.

2^o La demande reconventionnelle n'a-t-elle aucune connexité, aucun rapport avec la demande principale ? Elle est alors soumise au préliminaire de conciliation.

Exemple : Je vous assigne en restitution d'une somme de 100,000 francs que je vous ai prêtée. Vous ne pouvez agir reconventionnellement contre moi en délaissement d'une maison

que j'habite et dont vous revendiquez la propriété. Cette dernière demande ne peut en effet être considérée comme un accessoire de la demande principale.

III. — Demandes en intervention : art. 49, 3^o Pr.

A. — L'intervention consiste dans le fait d'un tiers de venir prendre part à un procès auquel il était jusqu'alors demeuré étranger.

Le plus souvent, l'intervention est « volontaire », c'est-à-dire spontanée de la part du tiers. Mais, parfois aussi, l'un ou l'autre des plaideurs appelle au procès un tiers afin que le jugement soit aussi rendu contre lui et lui soit opposable : c'est l'intervention « forcée » ou assignation « en déclaration de jugement commun ».

Examinons successivement ces deux sortes d'intervention.

B. — Intervention volontaire.

a). — Rôle de l'intervenant.

Un tiers peut intervenir dans un procès, soit dans l'intérêt des plaideurs, soit dans son intérêt propre et personnel.

1^o Si le tiers intervient dans l'intérêt de l'un des plaideurs, il prend nécessairement le même rôle que celui-ci.

C'est ainsi que, s'il est de nationalité étrangère, il ne devra pas fournir la *cautio judicatum solvi*.

Ensuite, il suffit qu'il ait la capacité nécessaire pour défendre en justice.

Enfin, il devra, s'il succombe, supporter les dépens du procès.

2^o Quand au contraire le tiers prend part au procès dans son propre intérêt, il est par cela même demandeur.

Conséquences :

Il devra, s'il est étranger, fournir la *cautio judicatum solvi*.

Il devra avoir la capacité nécessaire pour agir en justice.

Lorsqu'il intervient au procès dans son propre intérêt, le tiers agit le plus souvent avec l'intention d'obtenir un jugement contre l'un ou l'autre des plaideurs. D'autres fois, l'intervenant prend part au procès à titre purement conservatoire, afin de surveiller l'instance et d'empêcher des fraudes d'être commises envers lui. Les articles 882 et 1447 du Code Civil

fournissent des exemples de cette intervention. Dans le premier cas, il s'agit de l'intervention des créanciers dans le partage d'une succession échue à leur débiteur. Quel qu'en soit le résultat, la loi dispose qu'ils ne paient que les frais de leur intervention. L'article 1447 leur accorde le droit d'intervenir au cours d'une instance en séparation de biens afin de leur permettre de s'opposer à ce que cette séparation soit prononcée en prouvant que la demande de la femme est concertée frauduleusement avec le mari. C'est pour faciliter cette intervention que l'article 869 Pr. veut qu'on ne puisse obtenir de jugement sur la demande en séparation qu'un mois après l'observation des formalités prescrites pour la rendre publique.

b). — Caractères de l'intervention.

L'intervention est toujours une demande principale, puisqu'elle entame une contestation; mais elle n'est jamais introductive d'instance. Aussi peut-on être surpris que les demandes de cette nature soient formellement exceptées de la tentative de conciliation par le paragraphe troisième de l'art. 49. Cette dispense n'était-elle pas superflue en présence du principe général posé dans l'article précédent, qui ne soumet à la conciliation que les demandes qui sont à la fois principales et introductives d'instance? La dispense s'imposait tellement pour les demandes de cette nature que, sous la loi de 1790, qui ne contenait aucune exception, la jurisprudence les déclarait néanmoins affranchies de la formalité.

Un tiers peut intervenir dans un procès déjà engagé, alors même que le tribunal serait incompétent, *ratione personæ*, pour connaître de sa prétention. Au contraire, il ne pourrait intervenir si ce tribunal était incompétent, *ratione materiæ*. Exemple : Le demandeur ayant assigné son adversaire devant un tribunal de commerce, le défendeur excipe de la nullité de l'ajournement : l'huissier qui l'a délivré n'a pas le droit d'intervenir, car le tribunal de commerce est incompétent pour juger la question de garantie qui s'élève entre le défendeur et l'huissier.

c). — Quelles personnes peuvent intervenir?

Cette question peut se résoudre par une formule géné-

rale : ont le droit d'intervenir tous ceux qui ont intérêt au procès.

Suivons le développement de cette idée dans ses diverses applications.

1° Aux termes de l'article 466 du Code de Procédure, peuvent intervenir en appel tous ceux qui auraient le droit de former tierce-opposition, et ceux-là seulement, c'est-à-dire ceux à qui la décision à rendre serait de nature à porter préjudice. A plus forte raison ce droit doit-il leur être reconnu en première instance.

2° Le droit d'intervenir doit être reconnu aux ayants cause des plaideurs. En effet le jugement qui serait rendu leur sera opposable et aura à leur égard l'autorité de la chose jugée.

L'article 1166 du Code Civil reconnaît implicitement aux créanciers le droit d'intervenir dans la cause où est engagé leur débiteur. Voici quelques applications de ce principe :

L'article 618 du même Code autorise les créanciers de l'usufruitier à intervenir pour empêcher une extinction qui serait de nature à leur nuire ; ils peuvent avoir grand intérêt à ce que leur débiteur conserve son usufruit pour se faire payer sur les fruits.

Nous venons de mentionner plus haut les cas d'intervention prévus par les articles 882 et 1447 du Code Civil.

3° Peuvent intervenir tous ceux qui auraient le droit d'intenter une action connexe à celle déjà engagée entre les plaideurs.

4° Ont le droit d'intervenir tous ceux qui seraient tenus d'une action de la part de l'un des plaideurs si celui-ci succombait au procès. Par exemple : la personne qui est tenue d'en garantir une autre peut intervenir spontanément quand celle-ci ne l'appelle pas en cause.

5° Peuvent intervenir tous ceux au profit desquels une action naît directement du procès lui-même. Exemple : Au cours d'un procès, un tiers est diffamé : il a droit à des dommages-intérêts ; au lieu d'intenter une action principale pour les réclamer, il pourra intervenir.

Toutefois, l'intervention ne doit pas être admise au profit

de corporations qui voudraient prendre part à un procès dans le but d'empêcher que le jugement à intervenir ne soit invoqué plus tard contre elles au cours d'un procès qui pourrait les concerner. Ainsi : un procès est intenté entre un avoué et son client ; la corporation des avoués de l'arrondissement ne pourra intervenir, car elle n'y a pas un intérêt suffisant, dans le sens juridique de ce mot, à moins qu'elle ne soit directement diffamée.

d). — Procédure de l'intervention.

A la différence des demandes additionnelles ou reconventionnelles, qui peuvent être formées par un simple acte d'avoué à avoué, l'intervention doit être formée par une requête, signifiée aux avoués des parties en cause, afin de leur permettre, le cas échéant, de contester l'intervention au moyen d'une demande en réponse : art. 339 Pr. et 75 du Tarif civil. Les formalités édictées par ces deux articles sont prescrites à peine de nullité.

Si le procès au cours duquel l'intervention se produit était engagé en justice de paix ou devant un tribunal de commerce, cette demande serait formée par un exploit d'huissier ; il en serait de même en matière civile si le défendeur avait fait défaut faute de comparaître.

Si l'intervention soulève une difficulté entre les plaideurs, le tribunal rend un jugement définitif par lequel il décide s'il doit admettre ou repousser l'intervention. D'ailleurs, dans les cas où l'intervention est admise, l'art. 340 Pr. dispose qu'elle ne peut retarder le jugement de la cause principale. Cet article a surtout pour objet d'empêcher que l'une des parties, au moyen d'un concert frauduleux avec un tiers qui prétendrait intervenir, ne prolonge indéfiniment la contestation ; l'avantage de l'intervention, qui est de prévenir la multiplication des procès, ne compenserait pas l'inconvénient qui résulterait d'une prolongation toujours ruineuse.

L'intervenant peut demander toutes les mesures d'instruction qu'il croit de son intérêt. Toutefois, une observation est nécessaire s'il s'agit d'une enquête. La loi (art. 293 Pr.) ne permet pas de recommencer une enquête qui aurait été déclarée

nulle par la faute de l'avoué ou de l'huissier. Si un intervenant prend part au procès, il ne pourra demander une nouvelle enquête que s'il n'est pas l'ayant cause de la partie dont la faute a entaché de nullité la première enquête.

L'intervenant a également le droit d'attaquer le jugement par les voies de recours ordinaires ou extraordinaires.

C. — Intervention forcée.

Le Code de Procédure a gardé le silence sur cette procédure, qui est connue sous le nom d'action ou demande « en déclaration de jugement commun ».

a). — Cette demande a lieu, soit par rapport à un jugement à rendre, soit par rapport à un jugement rendu.

Dans le premier cas, cette demande a pour objet d'obliger un tiers à intervenir dans une contestation pendante entre deux parties, et au jugement de laquelle, s'il n'était pas rendu contre lui, il pourrait former tierce-opposition comme préjudicant à ses droits (art. 474 Pr.).

Dans la seconde hypothèse, la demande a pour objet de faire déclarer qu'un jugement rendu entre plusieurs parties liera un tiers comme s'il y avait été partie, afin d'empêcher qu'il ne puisse y former tierce-opposition.

La différence entre ces deux hypothèses consiste en ce que la première demande, ayant pour but d'obliger un tiers à intervenir dans une cause déjà pendante, n'est pas introductive d'instance, et, par suite, peut être formée sans être préalablement soumise au préliminaire de conciliation. L'autre demande, au contraire, ayant trait à une contestation terminée par un jugement, est une demande principale qui doit être précédée de la tentative de conciliation.

b). — A qui peut-on imposer le rôle d'intervenant forcé?

En première instance, on peut assigner en déclaration de jugement commun toute personne qui aurait le droit d'intervenir spontanément.

Il n'en est pas de même en cause d'appel. L'art 466 Pr. n'autorisant l'intervention qu'au profit de ceux qui pourraient former tierce-opposition à l'arrêt intervenu, la jurisprudence en a conclu que ces mêmes tiers peuvent aussi être appelés

comme intervenants forcés. Cette opinion ne nous paraît pas devoir être suivie. En première instance, celui qui est assigné n'a pas le droit de se plaindre. En appel, au contraire, on ne peut faire figurer au procès une personne contre son gré, parce qu'on la priverait ainsi du premier degré de juridiction. Il est vrai que ce tiers intervenant aurait le droit de former plus tard tierce-opposition s'il n'avait pas été instancié. Mais il n'est pas permis de conclure de là qu'il existe pour lui une obligation de venir au procès s'il ne le veut pas.

§ 2. Demandes en règlement de juges, art. 49, 7^o Pr.

Le règlement de juges, dont la procédure est réglée par les articles 363 à 367, est la décision par laquelle un tribunal d'ordre supérieur déclare, afin d'éviter la multiplicité et la contrariété des jugements, quel est, de deux tribunaux saisis d'une même contestation, celui qui devra en connaître. Cet incident suppose, soit que les deux tribunaux entendent juger la même affaire, auquel cas il s'agit d'un conflit positif, soit qu'ils refusent tous deux d'en connaître, auquel cas le conflit est négatif.

L'objet de cette procédure étant de faire déterminer quels juges connaîtront d'un procès, la demande qui y est relative ne peut se produire qu'au cours d'un procès déjà commencé. Elle n'est donc pas introductive d'instance.

§ 3. Demande et renvoi devant un autre tribunal pour cause de parenté ou alliance : art. 49, 7^o Pr.

On appelle ainsi les demandes par lesquelles l'un des plaideurs, prétendant que son adversaire est parent ou allié avec des membres du tribunal devant lequel ils sont en instance, demande à ce tribunal de renvoyer l'affaire devant une autre juridiction du même ordre et du même degré (art. 368 à 377 Pr.).

La demande en renvoi suppose, comme la demande en règlement de juges, une instance déjà en cours. Elle n'est donc pas introductive d'instance.

§ 4. Doivent enfin être dispensées du préliminaire de conciliation, comme étant essentiellement incidentes à une instance préexistante :

I. — Les demandes en récusation : art. 378 à 396 Pr.

II. — Les demandes en reprise d'instance ou en constitution de nouvel avoué : art. 342 à 351 Pr.

III. — Les demandes en péremption d'une instance au cours de laquelle les poursuites ont été discontinuées pendant trois ans : art. 397 à 401 Pr.

IV. — Les demandes tendant à obtenir l'exécution d'un jugement. Ces demandes ne sont en effet que la continuation de l'instance sur laquelle le jugement est intervenu ; il en est ainsi notamment des demandes « sur les saisies » (art. 43, 7° § 7). Cela est si vrai que l'art. 1038 Pr. décide que, quand ces demandes se produisent dans l'année, les avoués qui ont occupé pour les parties dans l'instance qui a précédé le jugement, sont tenus de continuer d'occuper sur les dites demandes sans nouveaux pouvoirs.

SECTION DEUXIÈME

Demandes formées entre parties incapables de transiger.

Par application du principe que la tentative de conciliation est imposée aux parties capables de transiger, on doit en dispenser les demandes suivantes :

§ 1^{er}. Hypothèses formellement prévues par l'article 49 Pr.

I. — Demandes intéressant l'Etat et le Domaine, les communes et les établissements publics : art. 49, 1^o Pr.

Ces diverses demandes sont dispensées du préliminaire de conciliation, parce qu'elles nécessitent, pour être intentées, des autorisations dont l'obtention est subordonnée à des délais qui feraient évanouir les avantages de cette tentative.

II. — Demandes intéressant les mineurs non émancipés et les interdits : art. 49, 1^o Pr.

Il semble que l'article 49 du Code de Procédure ne fasse que répéter sur ce point l'article précédent, puisque ces personnes, ne pouvant transiger, ne peuvent, aux termes dudit article, être citées en conciliation. Toutefois, si elles ne peuvent transiger par elles-mêmes, et si, sous ce rapport, elles se trouvent

comprises dans l'article 48, leurs tuteurs peuvent transiger pour elles. Par suite, sans le texte de l'article 49, les causes des mineurs non émancipés et des interdits eussent été soumises aux préliminaires de conciliation, du moins par l'intermédiaire de leurs tuteurs. Or c'est ce que l'article 49 n'a pas voulu, parce que la transaction n'étant permise au tuteur qu'avec beaucoup de formalités, énumérées par l'art. 467 du Code Civil, les frais et les lenteurs qui en seraient résultés auraient surpassé les avantages du préliminaire.

Remarquons que les termes de l'article 49, 1^o, sont généraux, et qu'il n'y a aucune raison de distinguer entre les demandes qui intéressent les interdits judiciairement pour cause d'imbécillité, de démence ou de fureur (art. 489 Civ.), et celles qui intéressent les interdits légalement frappés d'incapacité accessoirement à une peine afflictive. Les règles applicables à la tutelle des premiers le sont en effet généralement à la tutelle des seconds.

III. — Demandes intéressant les curateurs aux successions vacantes : art. 49, 1^o Pr.

D'après l'art. 811 du Code Civil, trois conditions sont requises pour qu'une succession soit réputée vacante. Il faut : 1^o que les délais pour faire inventaire et délibérer soient expirés ; 2^o que personne ne se présente pour réclamer la succession ; 3^o qu'il n'y ait pas d'héritier connu ou que les héritiers connus jusqu'au douzième degré aient successivement renoncé.

Dès que ces conditions sont réunies, le tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel elle s'est ouverte nomme un curateur pour l'administrer et répondre aux demandes formées contre elle (art. 812 à 814 Civ.), comme il n'est qu'un simple administrateur, il ne peut disposer des choses de la succession, ni, par suite, transiger sur elles ; il ne saurait donc être cité en conciliation.

§ 2. Hypothèses non prévues par la loi.

L'article 49 semble vouloir, dans une énumération, indiquer les personnes incapables de transiger, et, par suite, de se concilier. Que doit-on décider en ce qui concerne les autres

incapables? La distinction suivante résulte de la pensée même du législateur : la loi a voulu dispenser du préliminaire de conciliation les causes intéressant les incapables, toutes les fois que cette tentative exigerait l'obtention de certaines autorisations ou l'accomplissement préalable de certaines formalités dont il serait dangereux et peu juste de contraindre les parties à subir les lenteurs et les frais.

Passons aux applications de cette idée.

I. — L'incapable est un mineur émancipé.

Quelques auteurs (Chauveau, Rodière), s'attachant à la généralité des termes de l'article 49, n'admettent, à l'exemple du législateur, aucune distinction entre les mineurs émancipés et les mineurs en tutelle, et enseignent que les affaires qui intéressent les uns comme les autres doivent toutes être dispensées de la conciliation.

Un second système (Garsonnet, Bioche, Pigeau, Delvincourt), repousse cette assimilation. Le mineur émancipé et le mineur en tutelle sont deux personnalités absolument distinctes, qui ont une position et des droits différents. A quoi bon émanciper les mineurs si on prétend les mettre sur la même ligne que les mineurs en tutelle? L'émancipation a pour effet de donner aux mineurs le droit de faire tous les actes qui ne sont que de « pure administration » (art. 481 Civ.). Ce texte suggère donc la distinction suivante :

Lorsqu'il s'agira d'une action relative à des actes de pure administration, comme le mineur émancipé pourra transiger, l'affaire devra être préalablement portée en conciliation. Si au contraire il s'agit au procès d'un acte qui dépasse les limites de la pure administration, la demande sera dispensée de la conciliation ; l'art. 484 Civ. n'autorise en effet dans ce cas le mineur émancipé à transiger qu'en observant les conditions imposées au tuteur.

Les auteurs qui enseignent cette opinion écartent l'objection que l'on prétend tirer de la généralité des termes de la loi par cette considération que la loi ne parle que des mineurs ; que les émancipés forment une classe à part, intermédiaire entre les majeurs et les mineurs proprement dits ; que leur capacité est

limitée, il est vrai, mais que, dans cette limite, et pourvu qu'ils ne la franchissent pas, ils sont capables de contracter et de transiger.

Ce dernier système, séduisant en apparence, doit néanmoins être écarté; il conduirait en effet à dire que, comme le tuteur a qualité pour accomplir des actes d'administration dans l'intérêt du mineur non émancipé, il doit aussi avoir qualité pour transiger sur les difficultés auxquelles ces actes d'administration donnent lieu. Cette conséquence, qui serait manifestement contraire aux termes généraux de l'article 467 du Code Civil, nous détermine à nous rallier à la première opinion.

II. — L'incapable est une femme mariée.

Une première opinion (Garsonnet, Chauveau, Rousseau et Laisnay) enseigne que la femme mariée est incapable de citer ou d'être citée en conciliation. On fait valoir que l'autorisation d'ester en justice, donnée à la femme par son mari ou par le tribunal, quand elle est demanderesse, n'emporte pas pour elle autorisation de transiger. Il est en effet plus grave et plus dangereux de transiger au prix de sacrifices peut-être considérables que de soumettre son droit au jugement des tribunaux, et il est très douteux que le mari, qui a autorisé sa femme à débattre ses intérêts devant la justice, lui eût aussi facilement permis de consentir devant le juge de paix l'abandon partiel ou total de ses droits. Le législateur a lui-même indiqué qu'il considérerait le fait de transiger comme plus grave et plus dangereux que le fait d'ester en justice en soumettant le tuteur d'un mineur, pour la régularisation d'une transaction conclue dans l'intérêt de son pupille, à des formalités beaucoup plus rigoureuses que quand il s'agit seulement pour lui d'ester en justice au nom du dit mineur. D'autre part, quand la femme joue au procès le rôle de défenderesse, en admettant qu'elle transige avec son adversaire devant le magistrat conciliateur, la transaction qu'elle aura pu consentir ne pourra devenir définitive qu'autant que son mari l'aura approuvée, et l'on ne saurait obliger l'adversaire de la femme à attendre cette approbation.

Dans une seconde opinion (Pigeau, Rodière), suivie par la

pratique, on prétend que la femme autorisée à ester en justice comme demanderesse l'est virtuellement à faire tout ce qui est nécessaire pour intenter régulièrement son action, et, par suite, à citer son adversaire en conciliation et à consentir, s'il y a lieu, un arrangement avec celui-ci devant le magistrat conciliateur. Qui veut la fin, dit-on, doit vouloir les moyens. Si la femme est défenderesse, il faut présumer que son mari l'autorisera à transiger s'il y a lieu ; en tout cas, on lève toute difficulté en faisant citer son mari en conciliation en même temps qu'elle.

L'article 49 du Code de Procédure range dans la classe des personnes incapables de transiger : les mineurs, les interdits et les curateurs aux successions vacantes. Or il n'est pas douteux qu'en gardant le silence sur les femmes mariées, qui forment la classe la plus nombreuse et la plus importante à signaler, le législateur a suffisamment indiqué par là qu'il n'avait pas l'intention de les dispenser du préliminaire de conciliation. S'il a jugé à propos d'en exempter les mineurs, les interdits et les curateurs aux successions vacantes, c'est moins à raison de leur incapacité même, puisque leurs tuteurs ou gérants ont toujours la faculté de transiger pour eux en remplissant certaines formalités, qu'à cause des obstacles et des longueurs qu'entraîneraient nécessairement de semblables transactions. Les mêmes difficultés n'existent pas à l'égard de la femme mariée. Pour qu'elle puisse valablement transiger, il lui suffit de l'assistance de son mari, et l'on ne suppose pas que le législateur ait moins compté sur l'unité de volonté entre époux que sur l'accord entre des défendeurs ordinaires qui, dès qu'ils n'excèdent pas le nombre de deux, n'en doivent pas moins être appelés en conciliation.

Au surplus, tout le monde est d'accord sur la solution à donner dans les cas suivants :

1^o Le préliminaire de conciliation est obligatoire lorsqu'il s'agit d'une action « mobilière » intéressant une femme mariée séparée de biens, la femme ayant en ce cas le pouvoir de transiger, aux termes de l'art. 1449 Civ. ; de même des meubles paraphernaux : art. 1576 Civ. ;

2^o Le préliminaire de conciliation, au contraire, n'est pas

obligatoire, s'il s'agit d'une action à intenter relativement aux biens dotaux de la femme, car, en pareil cas, celle-ci, même avec le concours de son mari, ne peut consentir une transaction.

III. — L'incapable est un prodigue ou un faible d'esprit pourvu d'un conseil judiciaire.

Les articles 499 et 513 du Code Civil déclarent ces personnes incapables de transiger sans l'assistance de leur conseil judiciaire, et, par suite, de se concilier sans cette assistance. Il en résulte que, dans des causes qui les intéressent, il y a lieu à préliminaire de conciliation ; on doit alors avoir soin de citer le conseil judiciaire à comparaître en même temps que l'incapable devant le magistrat conciliateur.

IV. — La dispense du préliminaire de conciliation devra au contraire s'appliquer au cas d'une demande intéressant une personne non interdite placée dans un établissement d'aliénés et représentée par un mandataire spécial nommé par justice. Ce mandataire n'a point en effet qualité pour transiger.

V. — L'incapable est un absent.

Plusieurs distinctions doivent être faites.

A. — L'absence est-elle simplement présumée. — L'administrateur qui doit, dans ce cas, être nommé pour représenter la partie intéressée (art. 112 et 113 Civ.), ne peut transiger sans l'autorisation de justice. Par suite, les instances où il figure sont dispensées de la tentative de conciliation.

B. — L'absence est-elle, au contraire, déclarée. — Sous-distinction :

a). — Si l'absent est représenté par des envoyés en possession définitive, — comme ces derniers ont des pouvoirs très étendus relativement à ses biens, puisque les actes d'aliénation et de disposition consentis par eux sont opposables à l'absent de retour, l'affaire dans laquelle ils sont intéressés sera, dans tous les cas, soumise au préliminaire de conciliation.

b). — Si, au contraire, l'absent n'est représenté que par des envoyés en possession provisoire, — il faut distinguer suivant que le procès concernera ses meubles ou ses immeubles :

1° S'agit-il d'un procès relatif à ses meubles, — cette instance sera soumise à l'essai de conciliation, les envoyés en possession ayant, quant à eux, des pouvoirs très étendus ;

2° S'agit-il, au contraire, d'immeubles, — la demande échappera, dans tous les cas, à la tentative de conciliation, les envoyés n'ayant, en ce qui les concerne, aucun pouvoir de disposition.

VI. — L'incapable est un héritier bénéficiaire.

A. — En tant que bénéficiaire, cet héritier n'est qu'un administrateur de la succession : il n'a pas le droit d'aliéner, ni, par suite, de transiger relativement aux biens héréditaires, sans se conformer à des règles spéciales, prescrites à cet effet par la loi (art. 806 et suivants Civ. ; art. 987 et suivants Pr.). Toutefois, il peut aliéner et transiger, sauf à perdre à l'instant même sa qualité d'héritier bénéficiaire pour devenir héritier pur et simple : il n'est donc pas tenu de citer son adversaire ni de répondre à une citation en conciliation qui lui est adressée. En effet, dès qu'il a déclaré formellement, dans un acte signé par lui au greffe, prendre le titre d'héritier bénéficiaire, on ne doit pas présumer aisément qu'il soit disposé à sacrifier, par un acte d'héritier pur et simple, par exemple par une transaction, les avantages attachés à cette qualité.

B. — Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un litige sur lequel l'héritier bénéficiaire peut transiger sans compromettre sa qualité, comme par exemple dans le cas où il s'agit de l'exercice du retrait successoral vis-à-vis du cessionnaire des droits de son cohéritier, le préliminaire de conciliation n'en reste pas moins obligatoire.

De même, s'il s'agissait d'un procès entre l'héritier bénéficiaire et un légataire, l'essai de conciliation devrait être tenté, parce que l'héritier bénéficiaire peut transiger avec le légataire sans perdre sa qualité, une semblable transaction ne pouvant avoir pour résultat de diminuer l'actif de la succession au détriment des créanciers.

C. — Dans tous les cas, lorsque l'héritier bénéficiaire est défendeur, il est prudent de tenter le préliminaire de conciliation, car, entre la déclaration d'acceptation bénéficiaire et

l'introduction de l'instance, il a pu avoir fait acte d'héritier pur et simple.

VII. — La loi a posé elle-même, dans les articles 487 et 555 du Code de Commerce, les règles au moyen desquelles les syndics d'une faillite peuvent arriver à une transaction. Il serait donc complètement inutile de porter en conciliation une demande intéressant une faillite. Au surplus, l'art. 49, 4^o Pr. en dispense expressément les demandes « en matière de commerce ». Or les questions de faillite sont toutes de cette nature.

SECTION TROISIÈME

Demandes relatives à des objets non susceptibles de transaction.

Les différends sur lesquels il n'est point permis de transiger et qui, par suite, sont dispensés du préliminaire de conciliation, sont ceux qui engagent l'ordre public ou l'intérêt général de la Société en même temps que l'intérêt privé des parties. L'article 49, dans l'énumération qu'il donne des affaires dispensés de la conciliation, comprend nécessairement celles dont il s'agit. Mais son énumération n'est pas complète. Il faut donc se reporter aux principes généraux pour déterminer, en dehors des cas spécialement prévus par notre article, quelles sont les affaires qui ne peuvent être la matière d'une transaction.

§ 1. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les objets non susceptibles de transaction sont les mêmes que ceux sur lesquels, aux termes de l'art. 1004 Pr., il est interdit de compromettre, c'est-à-dire « les dons et legs d'aliments, logement et vêtements ; les séparations d'entre mari et femme ; les divorces ; les questions d'état, et les contestations sujettes à communication au ministère public » (Art. 83 Pr.).

§ 2. En outre, par application du principe qu'il n'y a lieu à la tentative de conciliation que dans les affaires relatives à

des droits susceptibles de transaction, l'art. 49 Pr. en dispense nommément les demandes suivantes :

I. — Demandes en séparation de biens : art. 49, 7°, § 11.

Toute séparation de biens volontaire au cours du mariage étant nulle, aux termes de l'article 1443 Civ., toute transaction, et, par suite, toute conciliation, ne saurait être permise.

II. — Demandes sur les tutelles et curatelles art. 49, 7°, § 12.

En reproduisant dans le numéro 7 la même dispense que dans le numéro 1, où l'article 49 dispense de la conciliation les causes intéressant les mineurs et les curateurs aux successions vacantes, la loi a sans doute voulu mieux marquer la portée du principe d'après lequel tout ce qui touche aux intérêts du pupille repousse toute idée de transaction. C'est pour ce motif que ces sortes d'affaires doivent toujours être communiquées au ministère public, soit quant aux nominations, excuses, incapacités, exclusions ou destitutions, afin que, si le tuteur est coupable, s'il présente de fausses excuses, la justice ait à statuer et que le ministère public puisse prendre la défense du mineur.

Une difficulté s'est élevée en ce qui concerne les rapports du tuteur avec son pupille devenu majeur. Pour la comprendre, il faut se reporter au texte de l'art. 2045 al. 2 Civ., qui dispose que « le tuteur ne peut transiger avec le mineur devenu majeur sur le compte de tutelle que conformément à l'art. 462 » du même Code. Or, ce dernier article porte que « tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives ; le tout constaté par un récépissé de l'oyant-compte dix jours au moins avant le traité. » Il résulte de la combinaison de ces deux textes que, tant que le « compte de tutelle » n'a pas été rendu, le mineur, quoique devenu majeur, est incapable de consentir un traité ou une transaction avec son tuteur.

Donc, jusqu'après la reddition de ce compte, les procès qui peuvent intervenir entre le tuteur et le pupille, quoique devenu

majeur, sont dispensés de la conciliation, puisque, aux termes mêmes de la loi, les parties seraient incapables de transiger.

MM. Carré et Chauvreau et Favard de Langlade ne partagent pas cette manière de voir. Se fondant sur les termes de la loi qui dispensent de la conciliation les demandes « sur » les tutelles et curatelles, ils affirment que le législateur n'a songé qu'au rejet des excuses invoquées par le tuteur, ou à sa destitution ; par suite, le texte ne peut s'appliquer à une demande en rejet de compte formée par un mineur, devenu majeur, contre son tuteur qui lui a rendu le compte pendant sa minorité : c'est là une demande à la fois principale et introductive d'instance, formée par une personne capable de transiger, puisqu'elle est majeure, et sur un objet susceptible de transaction.

Nous répondons que la question est précisément de savoir si l'objet est susceptible de transaction. La solution négative que nous en avons donnée a pour conséquence de dispenser un litige de cette nature du préliminaire de conciliation.

III. — Demandes en prise à partie : art. 49, 7°, § 5 et 505 Pr.

Le motif de cette disposition se comprend aisément. Le juge de paix forme le premier échelon de la hiérarchie judiciaire. Dès lors, comment pourrait-on faire comparaître devant lui les juges pris à partie, qui sont ses supérieurs ? D'autre part, il est de l'intérêt public qu'un magistrat ne puisse transiger sur les actes de forfaiture qu'il a pu commettre ; s'il est coupable, il doit être puni.

§ 3. On doit encore dispenser du préliminaire de conciliation, bien que la loi soit muette, et par le motif que leur objet ne peut faire la matière d'une transaction, les difficultés qui peuvent surgir relativement à l'exécution d'une convention illicite.

Telle est, par exemple, l'hypothèse d'une demande en restitution du supplément de prix payé en exécution d'une contre-lettre, que la loi prohibe de la façon la plus formelle, en matière de cession d'office ministériel.

SECTION QUATRIÈME

*Demandes échappant à la compétence des tribunaux
d'arrondissement.*

Par application de la règle que les seules demandes soumises au préliminaire de conciliation sont celles qui doivent être portées devant les tribunaux de première instance, on doit en dispenser les demandes suivantes :

§ 1. Demandes en matière de commerce : 49, 4^o Pr.

Ce cas de dispense sera examiné plus loin.

§ 2. Demandes en prise à partie : 509 Pr.

En déterminant la juridiction devant laquelle doit être portée la prise à partie, la loi a établi une distinction :

1^o La prise à partie est-elle dirigée contre un juge de paix, un tribunal de première instance, de commerce ou quelqu'un de leurs membres, ou contre un magistrat, soit d'une Cour d'Appel, soit d'une Cour d'Assises : la demande doit alors être portée devant la Cour d'Appel du ressort.

2^o La prise à partie est-elle dirigée contre une cour d'appel ou une de ses chambres, ou contre une cour d'assises, l'art. 60 de la loi du 27 Ventôse, an VIII, qui donne compétence à la Cour de Cassation, doit encore être appliqué, la Haute-Cour à laquelle fait allusion l'art. 509 Pr. n'ayant jamais été organisée depuis l'abolition de l'acte du 18 mai 1804.

Dans le silence du Code, la prise à partie contre un conseiller de la Cour de Cassation devrait, par analogie, être portée devant cette Cour.

Quant à la prise à partie contre la Cour Suprême, elle est impossible, puisqu'il n'existe pour la juger aucune juridiction au-dessus d'elle.

§ 3. Les demandes portées devant les tribunaux civils en appel des jugements rendus par les juges de paix ne doivent pas subir l'épreuve préalable du préliminaire de conciliation, pour deux motifs : d'abord, — parce que la question a été résolue en ce sens lors de la discussion au Conseil d'Etat ;

ensuite, — parce que de semblables demandes ne sont ni principales ni introductives d'instance.

§ 4. Il en est de même des demandes portées devant une Cour d'Appel à la suite des jugements rendus par les tribunaux d'arrondissement.

§ 5. Certaines demandes doivent être portées directement, en premier et dernier ressort, devant une Cour d'Appel. Il en est ainsi des demandes en règlement de juges (art. 363 Pr.) et en prise à partie (509 Pr.). Elles ne subiront pas l'épreuve préalable de la conciliation.

§ 6. Demandes portées en référé devant le président du tribunal de première instance.

§ 7. Affaires soumises au cours d'un procès à l'examen d'un arbitre rapporteur qui a mission de concilier les parties.

§ 8. Les affaires qui sont de la compétence des prud'hommes sont soumises à une procédure de conciliation particulière devant le « bureau de conciliation ».

§ 9. Affaires criminelles et administratives.

CHAPITRE II

Demandes dispensées de la conciliation par exception aux règles énoncées en l'article 48.

SECTION PREMIÈRE

Demandes réquérant célérité.

Le préliminaire de conciliation, si ces demandes devaient y être soumises, aurait eu le grand inconvénient d'entraver le cours de la justice dans des affaires qui exigent une prompte solution. Quelles sont ces affaires ?

§ 1. Affaires commerciales portées devant le tribunal civil dans les arrondissements où il n'existe pas de tribunal de commerce : art. 49, 4^e Pr.

En affranchissant dans le 2° de l'art. 49 du préliminaire de conciliation les demandes qui requièrent célérité, la loi avait déjà compris nécessairement les affaires commerciales, qui, plus que toutes les autres, exigent une prompte décision. D'un autre côté, l'art. 48, en ne soumettant à l'épreuve de conciliation que les affaires de la compétence des tribunaux d'arrondissement, dispensait par là même les affaires commerciales, qui sont de la compétence des tribunaux de commerce.

Sont donc dispensées du préliminaire de conciliation les demandes qui sont de la compétence des tribunaux de commerce.

Il ne suffit pas que le défendeur soit commerçant pour que le litige soit réputé commercial, et, comme tel, dispensé du préliminaire de conciliation ; il faut que la demande elle-même ait ce caractère. Les litiges purement civils intéressant les commerçants restent donc soumis à la formalité de l'essai de conciliation : c'est ce qui a été jugé pour le cas d'une action intentée contre une Société commerciale par un propriétaire à raison du dommage causé à sa propriété par cette Société, et ce, malgré les termes de l'art. 50 Pr., qui pourraient à tort faire supposer que l'hypothèse d'une tentative de conciliation ne peut se présenter que pour les litiges intéressant les Sociétés autres que celles de commerce (Cass. 19 décembre 1866) ; un tel litige n'a en effet rien de commercial.

§ 2. Affaires civiles spécialement prévues par la loi.

I. — Demandes de mise en liberté : art. 49, 5°, § 1.

Cette disposition était d'une application beaucoup plus fréquente avant la loi du 22 juillet 1867, qui a supprimé la contrainte par corps en matière civile.

II. — Demandes en matière de saisie, et, notamment celles en main-levée de saisie, et, en cas de saisie-arrêt, les demandes en déclaration formées par le saisissant contre le tiers saisi, afin qu'il vienne déclarer en justice quelle somme il doit au saisi et s'il n'est pas en même temps son créancier ; art. 49, 5°, § 2 et 49, 7°, § 6 Pr.

III. — Demandes en main-levée d'opposition : art. 49, 5°, § 3.

Par exemple, en cas d'opposition à mariage. Les articles

177 et 178 du Code Civil, en ordonnant aux tribunaux et cours de prononcer dans les dix jours sur ces sortes d'oppositions, les ont implicitement déclarées urgentes; au reste, ces demandes, qui touchent à l'état-civil des citoyens, auraient été affranchies du préliminaire à un autre titre, en ce qu'elles ne sont pas susceptibles de transaction.

Il en serait de même des demandes en main-levée d'opposition à commandement.

IV. — Demandes en paiement de loyers, fermages, ou arrérages de rentes ou pensions : art. 49, 5^o, § 4.

Le motif de la dispense se comprend aisément : ces demandes touchent à des objets de nature alimentaire, consacrés, par conséquent, aux besoins des familles.

V. — Demandes des avoués en paiement de leurs frais : art. 49, 5^o, § 5.

Cette disposition est rendue plus générale par l'article 9 du décret du Tarif en date du 16 février 1807, qui assimile aux avoués les officiers ministériels. Elle doit être également complétée par l'art. 60 du Code de Procédure, aux termes duquel les demandes en paiement de leurs frais formées par les officiers ministériels doivent être portées devant le tribunal où les frais ont été faits. En voici les motifs : 1^o le tribunal, qui a sur eux un droit de surveillance, pourra seul les contrôler d'une manière plus certaine et plus positive ; 2^o on a voulu éviter de détourner les officiers ministériels de l'exercice de leurs fonctions en les obligeant à aller devant des juges étrangers au procès pour lequel ils ont occupé et éloignés de leur domicile ; 3^o les frais doivent être taxés par le président du tribunal, et, dans le cas où l'avoué aurait surchargé son état, la conciliation serait contraire à l'ordre public si elle avait pour but de couvrir les exactions commises par un officier ministériel.

Si la dispense doit être, nous l'avons vu, généralisée au profit de tous les officiers ministériels, elle doit être rigoureusement restreinte quant à eux : elle ne saurait donc être appliquée à la demande d'honoraires formée par un avocat, surtout depuis la publication de l'ordonnance du 20 novembre 1822, qui

n'a pas reproduit le décret du 14 décembre 1810, dont l'art. 43 appliquait aux honoraires des avocats les règlements et tarifs ordinaires suivis devant les tribunaux.

VI. — Demandes en validité d'offres réelles ou de consignation formées par le débiteur contre son créancier qui les a refusées : art. 49, 7°, § 8.

VII. — Demandes en remise ou en communication de titres, formées contre les détenteurs de ces titres par les personnes intéressées à en obtenir la délivrance ou la représentation : art. 49, 7°, § 9.

Ces demandes sont urgentes, puisqu'elles ont pour objet de déterminer les droits et de fixer les prétentions de chacun. Elles auraient donc à souffrir du moindre retard qui serait apporté à leur solution, et le préliminaire de conciliation ne pourrait que compromettre les intérêts des parties. Telle est par exemple l'hypothèse de l'article 842 Civ. lorsqu'il s'agit, après un partage, de la remise des titres de propriété à chacun des intéressés. De même des demandes formées contre les mandataires, dépositaires ou officiers ministériels.

§ 3. — Affaires que le tribunal déclare urgentes.

Les demandes requérant célérité présentent les particularités suivantes :

I. — Certaines d'entre elles peuvent être portées en référé devant le président du Tribunal Civil, même les jours de fête : articles 806 et 808 Pr.

II. — Elles doivent être instruites sommairement : article 404 Pr.

III. — Elles sont dispensées du préliminaire de conciliation.

IV. — Elles peuvent être affranchies des délais ordinaires des assignations par autorisation du président du tribunal (art. 72 Pr.), lequel fixe, en général, le délai à trois jours.

Voici comment les choses se passent en pratique.

Pour éviter la conciliation, l'avoué du demandeur essaie de démontrer que l'affaire requiert célérité, alors que, en réalité, il n'en est absolument rien. Il adresse, à cet effet, une requête au président du tribunal, afin d'être autorisé à assigner le

défendeur à bref délai. Il est bien rare que ce magistrat refuse l'autorisation qui lui est demandée. L'affaire arrive ainsi devant le tribunal civil sans avoir subi le préliminaire de conciliation.

Cet usage journalier, absolument condamnable en théorie, est en quelque sorte autorisé par l'article 49, 2° du Code de Procédure; il est la source de nombreux abus et conduit en fait à la suppression totale de la tentative de conciliation, qui devient ainsi complètement illusoire. La célérité n'est en effet qu'un prétexte. Trop souvent, le véritable motif est moins le désir de hâter la solution de l'affaire que l'espérance de pouvoir un jour réclamer des honoraires à l'occasion d'un procès que le magistrat conciliateur aurait presque toujours étouffé dans son germe. Ajoutons que, dans les tribunaux où le rôle est très chargé, on arrive, en fait, à gagner bien peu de temps. D'un autre côté, cet usage est la source de frais absolument inutiles, s'élevant en moyenne à la somme de dix francs, ainsi répartis : timbre de la requête, 0,60 centimes; droit perçu à l'occasion de la rédaction de la requête, 3 francs; enregistrement de la requête, 5 francs 63 centimes.

Les conséquences désastreuses de cette manière de procéder nous déterminent donc à demander une réforme qui ne pourrait qu'être utile à la bonne administration de la justice et qui consisterait à supprimer de notre article le paragraphe second.

Supposons maintenant que le président du tribunal a accordé l'autorisation d'assigner le défendeur à bref délai, que la requête, pour nous servir d'une expression employée en pratique, a été « répondue » par ce magistrat. Deux questions se posent :

1° L'ordonnance rendue par le président du tribunal est-elle un jugement préalable et souverain en ce qui concerne l'urgence, de telle sorte que la cause se trouve, par cela même, dispensée de la conciliation? Ce magistrat peut-il, concurremment avec le tribunal qui en a incontestablement le droit, apprécier le caractère d'urgence d'une demande au point de vue de la dispense du préliminaire de conciliation qui en est la

conséquence? En d'autres termes, cette dispense résulte-t-elle virtuellement de l'autorisation qui a été donnée d'assigner à bref délai, ou bien le tribunal peut-il, malgré l'ordonnance rendue par le président, juger que l'affaire n'était pas urgente dans le sens de l'article 49, 2°, et, par suite renvoyer les parties en conciliation devant le juge de paix?

Un premier système enseigné par MM. Carré et Chauveau et Thomine Desmazures, soutient que, lorsque, aux termes de l'article 72 Pr., le président du tribunal, estimant que la demande requiert célérité, a permis d'assigner à bref délai, le tribunal ne peut plus ensuite déclarer que l'affaire n'est pas urgente et que, par suite, elle doit être soumise au préliminaire de conciliation. Donc, le président, en constatant l'urgence de la demande, peut dispenser le demandeur du préliminaire de conciliation. On va même plus loin, et l'on admet que, à défaut d'une disposition formelle, portant dispense expresse du préliminaire de conciliation dans l'ordonnance du président, l'autorisation d'assigner à bref délai comporte virtuellement cette dispense. On ajoute que dans le système contraire, le demandeur se verrait puni pour n'avoir fait en réalité que se conformer à la prescription légale qui lui donnait le droit d'obtenir la permission d'assigner à bref délai, en se voyant contraint de recourir aux formes ordinaires après l'annulation d'une procédure déjà faite.

Dans un second système, consacré par un arrêt de la Cour Suprême du 20 mai 1840, on admet que l'ordonnance du président qui permet d'assigner à bref délai ne lie pas le tribunal, qui peut rejeter l'action intentée sans préliminaire de conciliation, si la cause ne lui paraît pas requérir célérité, en annulant l'ordonnance du président. La partie ainsi assignée peut, devant le tribunal, soutenir que l'affaire ne requerrait pas célérité, et, par suite, n'était pas dispensée du préliminaire.

Dans une opinion intermédiaire, on autorise le défendeur à former opposition à l'ordonnance du président portant abréviation des délais. S'il garde le silence, cette ordonnance devient définitive, non seulement pour abréger les délais, mais aussi

pour donner à l'affaire le caractère d'urgence et la dispenser, par suite, de la conciliation : en ce sens Cour de Bourges, 20 décembre 1831.

Nous n'admettons, ni cette opinion intermédiaire, ni le système qui accorde à l'ordonnance du président l'effet de dispenser l'affaire de la tentative de conciliation. L'abréviation des délais pour les ajournements et la dispense du préliminaire de conciliation appartiennent à deux ordres d'idées différents, bien qu'elles aient toutes deux le même motif, à savoir l'urgence ou le besoin de célérité ; le droit d'abréger les délais, simple mesure qui n'a pour effet que d'accélérer la marche des procès, est accordé par la loi au président du tribunal par des textes précis : articles 72, 417 et s., 459, 795, 802, 839 Pr. La tentative de conciliation, au contraire, est d'une autre nature. C'est une institution, qui, sous un certain rapport, appartient à l'ordre public, en ce sens qu'elle a pour objet d'arrêter les procès dans leur origine, à leur naissance, en éclairant les parties sur le plus ou moins de fondement de leurs prétentions respectives. Or, en présence d'un but aussi important, il ne serait pas sage de confier à un magistrat seul, statuant sur requête, sans entendre l'autre partie, le droit de dispenser une demande de l'essai de conciliation par cela seul qu'il peut abréger les délais. La décision de cette question ne peut émaner que du tribunal tout entier. Il n'est pas lié par l'ordonnance permettant d'assigner à bref délai : à lui seul appartient de déclarer l'urgence des affaires et de leur appliquer la dispense de conciliation consacrée par l'article 49, 2^o Pr. Le silence de la loi à cet égard n'est en réalité que la consécration du droit commun. Donc, d'une part, l'autorisation d'abréger les délais ne peut entraîner la dispense de conciliation. D'autre part, il n'est pas nécessaire, pour qu'une affaire soit dispensée du préliminaire de conciliation comme urgente, que le président du tribunal ait donné l'autorisation d'assigner à bref délai. Aucune loi n'exigeant que la dispense de conciliation soit accordée par le juge sur requête à lui présentée, il suffit que la cause requière célérité pour que le demandeur puisse citer directement son adversaire devant le tribunal civil, sauf le droit

pour celui-ci d'établir que l'affaire n'est pas urgente et ne devait pas, dès lors, bénéficier de la dispense du préliminaire de conciliation (*Sic*, MM. Garsonnet et Glasson).

Il est à peine besoin de mentionner que les caractères constitutifs de l'urgence restent abandonnés à la sagacité des juges, et qu'ils ont à cet égard une liberté absolue d'appréciation.

2° Quelle est la nature de l'ordonnance sur requête rendue par le président du tribunal et autorisant l'assignation du défendeur à bref délai ?

Un premier système, défendu par M. Naquet, reconnaît à cette ordonnance un caractère contentieux, puisqu'il la déclare susceptible d'opposition et d'appel. Il invoque les arguments suivants : 1° Les articles 192, 273 et 417 Pr., loin de pouvoir être restreints aux hypothèses qu'ils prévoient, ne sont que les applications d'un principe en vertu duquel toutes les ordonnances sur requête sont susceptibles d'opposition et d'appel ; 2° Cela s'explique fort bien, ajoute-t-il, car ces ordonnances peuvent occasionner un préjudice sérieux, bien qu'elles ne statuent pas sur le fond du droit lui-même ; 3° Reconnaître à la partie adverse le droit d'agir par action principale pour arrêter l'effet de l'ordonnance, c'est lui permettre, en réalité, d'attaquer la décision rendue contre elle : or, on ne peut agir contre une décision judiciaire que suivant les modes de recours établis par la loi.

Dans une seconde opinion, enseignée par M. Glasson et consacrée par la jurisprudence, on soutient que l'ordonnance rendue par le président est un acte de juridiction gracieuse, un acte d'administration judiciaire, et que, par suite, elle n'est susceptible d'aucune voie de recours. Ce système auquel nous rallions, fait valoir les raisons suivantes : 1° La partie adverse n'ayant pas été appelée, l'ordonnance ne constitue pas, en réalité, une décision rendue par défaut : elle ne peut donc être susceptible d'aucune voie de recours ; 2° On conçoit qu'il en soit ainsi, parce que cette ordonnance, comme toutes celles de même nature, tranche une question qui n'engage pas le fond du droit et ne peut entraîner un préjudice sérieux pour le

défendeur ; 3° Les décisions judiciaires ne peuvent être attaquées qu'en vertu d'une disposition expresse de la loi, qui est absolument muette relativement à l'ordonnance d'assigner à bref délai ; 4° Enfin, devant quelle juridiction seraient exercées ces voies de recours ?

SECTION DEUXIÈME

Demandes formées contre plus de deux défendeurs lorsqu'ils ont le même intérêt.

Cette exception est prévue par l'article 49, 6°, qui prévoit les demandes formées contre plus de deux parties, « encore qu'elles aient le même intérêt ». La loi eût été plus exactement rédigée si, au lieu de s'exprimer ainsi, elle avait dit : « lorsqu'elles ont le même intérêt. » C'est en effet l'unité d'intérêt qui, s'ajoutant au nombre des parties en cause, dispense du préliminaire de conciliation. Nous verrons qu'il en serait différemment si les divers défendeurs représentaient des intérêts distincts.

§ 1. Motifs de cette dispense.

D'après la Cour de Cassation (Ch. Req. 20 mars 1877), la dispense du préliminaire de conciliation, dans l'hypothèse qui nous occupe, est fondée sur la difficulté d'opérer la conciliation quand il y a plus de deux volontés à réunir dans le même accord.

Cette explication, séduisante au premier abord, ne nous paraît cependant pas bien exacte. Si notre article a été édicté à raison du peu de chances que présente un arrangement quand il faut y rallier deux volontés d'un même côté, on n'aurait pas dû établir de distinction entre l'hypothèse où l'on compte plus de deux défendeurs et le cas où il se trouve plus de deux demandeurs ; on n'aurait dû s'attacher qu'au nombre total des parties : dans les deux cas en effet, les mêmes difficultés existent pour arriver à un arrangement qui soit accepté par toutes les parties. Or, la loi n'a pas agi de la sorte : elle n'a dispensé de la conciliation que dans l'hypothèse où il y a plu-

ralité de défendeurs. Elle a pensé, avec raison, que les demandeurs, ayant introduit leur action par le même exploit, sont déjà d'accord entre eux puisqu'ils forment conjointement la même demande et que, poursuivant le même objet par les mêmes moyens, ils peuvent être considérés comme une seule personne.

La véritable explication nous est fournie par Treillard dans les travaux préparatoires. La dispense édictée dans le cas qui nous occupe est fondée sur le désir d'éviter aux défendeurs des pertes de temps et des frais d'autant plus considérables qu'ils sont en plus grand nombre; s'ils habitent en effet des cantons différents, il y aurait de graves inconvénients à les déplacer tous, sauf un seul, en les obligeant à venir en conciliation devant le juge de paix du domicile de ce dernier.

§ 2. Conditions d'application de cette dispense.

I. — Il faut d'abord que la demande soit réellement dirigée contre plus de deux défendeurs.

Certains auteurs (Carré, Favard de Langlade, Berriat-Saint-Prix) posent en principe et d'une manière absolue que, pour savoir si la dispense de conciliation existe dans notre hypothèse, on doit compter les parties réellement assignées, sans examiner si le demandeur a eu tort ou raison de les comprendre dans son assignation.

Nous estimons, avec MM. Garsonnet et Chauveau, que cette opinion est trop absolue. On doit au contraire reconnaître aux tribunaux un certain pouvoir d'appréciation pour déclarer l'irrégularité d'une demande, même formée contre plus de deux défendeurs, pour défaut de préliminaire de conciliation, lorsque la fraude à la loi est évidente et que le seul but que le demandeur a voulu atteindre en mettant en cause plus de deux défendeurs a été uniquement et certainement de s'acquérir le bénéfice de la dispense du préliminaire de conciliation. Les tendances de la jurisprudence la plus récente paraissent d'ailleurs nettement accusées en ce sens : Cass. 13 juillet 1880.

II. — Il faut ensuite que les deux défendeurs aient le même intérêt.

A. — Sens exact de ces expressions.

a). — Cette condition ne signifie pas qu'il est nécessaire que les divers défendeurs aient un intérêt identique ; l'article n'exige pas qu'il s'agisse, par exemple, de codébiteurs solidaires ou d'une dette indivisible. Il suffit qu'ils aient un intérêt commun : ainsi trois cohéritiers d'un même débiteur ou trois codébiteurs conjoints ont le même intérêt.

b). — D'un autre côté, il ne faut pas aller trop loin. La loi dispense de la conciliation les demandes formées contre plus de deux personnes, « encore qu'elles aient le même intérêt ». Il ne faut pas conclure de là un *a fortiori* pour le cas où les défendeurs auraient des intérêts « distincts ». Loin de là. Si une action est dirigée collectivement contre plus de deux personnes dont les intérêts sont parfaitement séparés et distincts, et si cette action, à l'égard de chacune d'elles, peut être considérée comme principale et introductive d'instance, la conciliation devient alors obligatoire, par cette raison que, chacun des défendeurs ayant des titres et des moyens de défense particuliers, un arrangement est parfaitement possible en ce qui le concerne. Quand donc on dit que la loi dispense de la conciliation les demandes formées contre plus de deux parties, quoiqu'elles aient le même intérêt, il faut entendre cela des parties assignées aux mêmes fins, en vertu du même titre, et non pas de celles contre qui on agirait collectivement par des conclusions dont les chefs seraient divisés et appuyés sur des titres distincts. Par exemple : un même immeuble a été vendu en plusieurs lots et chacun de ces lots a fait l'objet d'un acte de vente séparé. Le vendeur assigne tous les acquéreurs et demande la résolution des contrats en se fondant sur l'inexécution de l'une des clauses qui y sont insérées. Quel que soit le nombre des défendeurs, ce ne sera pas là un motif pour se dispenser de les citer en conciliation, parce qu'il y aura, dans la demande, autant de procès, et, dans le jugement à intervenir, autant de sentences que d'acquéreurs.

Ainsi que nous l'avons fait observer plus haut, la loi aurait été mieux rédigée, si, au lieu de dire « quoiqu'elles aient le même intérêt », elle s'était exprimée ainsi : « lorsqu'elles auront le même intérêt ».

B. — Ces mêmes expressions ont soulevé plusieurs difficultés d'application lorsqu'on est en présence de personnes entre lesquelles existe une étroite communauté d'intérêts.

a). — Comment faut-il procéder à l'égard d'un mari, de sa femme et d'un tiers plaident conjointement?

Pour répondre à cette question, sur laquelle la jurisprudence ne s'est expliquée que d'une manière partielle, insuffisante et inexacte, il faut établir certaines distinctions et se reporter aux règles du Code Civil concernant les divers régimes matrimoniaux auxquels les époux peuvent être soumis.

1^{re} hypothèse : Les époux sont mariés sous le régime de communauté.

Sous ce régime, il y a, en réalité, trois patrimoines : le patrimoine commun aux deux époux ou patrimoine de la communauté, le patrimoine propre du mari et le patrimoine propre de la femme. La communauté, dont le mari est seigneur et maître, a l'usufruit des deux patrimoines propres et la pleine propriété des biens communs. Le mari administre ses biens propres, ainsi que les biens propres de sa femme.

1^o Supposons que le procès concerne un bien de la communauté. Il suffira, dans ce cas, de mettre en cause le mari; c'est en vain qu'on appellerait la femme comme défenderesse;

2^o Si le procès concerne les propres mobiliers de la femme, le mari peut également défendre seul à l'action; la présence de la femme y est superflue et les deux époux ne comptent que pour un : elle est en effet, dans cette mesure, représentée par son mari;

3^o Supposons maintenant un procès relatif aux propres immobiliers de la femme, c'est-à-dire concernant des biens dont la communauté, et, par suite, le mari, a l'usufruit. Dans ce cas, si l'on veut que le jugement à intervenir soit opposable aux deux époux, il faut les mettre tous les deux en cause : le mari à titre d'usufruitier, et la femme à titre de nue propriétaire. Ils plaident alors chacun avec deux qualités différentes, le mari pour l'usufruit, la femme pour la nue propriété. Il résulte de là que, bien que les deux époux forment deux défendeurs en réalité,

comme dans ce cas ils ont chacun des intérêts distincts, l'affaire sera soumise au préliminaire de conciliation, malgré l'intervention d'un troisième défendeur ;

4^o Si le procès concerne les biens du mari, celui-ci sera seul mis en cause, comme étant personnellement obligé.

2^e hypothèse : les époux sont mariés sous le régime sans communauté.

Sous ce régime, chacun des époux conserve son patrimoine, c'est-à-dire la fortune qu'il a apportée lors du mariage ou qui lui advient pendant sa durée. Mais, si les deux patrimoines restent propres aux époux, les biens qui les composent sont réunis entre les mains du mari, qui les administre en qualité de propriétaire : il est usufruitier des biens de la femme et supporte toutes les charges du mariage : art. 1530 Civ.

Si un procès s'élève à l'occasion des biens de la femme, le mari doit être mis en cause pour l'usufruit, et la femme pour la nue propriété ; les intérêts de chacun sont donc distincts. Par suite, malgré l'intervention possible d'un troisième défendeur, l'affaire serait soumise au préliminaire de conciliation.

La solution, on le voit, est identique à celle que nous avons donnée pour le cas où il s'agit d'un procès concernant les propres immobiliers de la femme sous le régime de communauté.

3^e hypothèse : les époux ont adopté le régime de séparation de biens.

Sous ce régime, chaque époux conserve l'administration de sa fortune ; chacun garde l'usufruit et la nue propriété de ses biens propres. La femme, qui ne contribue aux charges communes que jusqu'à concurrence d'une portion de ses revenus, n'est plus représentée par le mari ; par suite il faudra forcément l'actionner, si un procès s'élève sur ses biens. Mais le mari devra être également mis en cause puisqu'il doit autoriser sa femme. Doit-il être considéré comme un défendeur ?

Une première opinion, consacrée par un arrêt de la Cour Suprême du 20 mars 1877, soutient que le mari, dans ce cas, doit être considéré comme étant partie au procès, et que, par suite, il compte pour un défendeur ; dès lors, le nombre des défendeurs se trouvant, par ce fait, porté à trois, la demande

sera dispensée du préliminaire de conciliation. En effet, dit-on : La dispense de cette épreuve préliminaire, dans le cas où il y a plusieurs défendeurs, est fondée sur la difficulté qu'il y a toujours à réunir plusieurs volontés dans le même accord. Or, cette difficulté existe lorsque, indépendamment d'un autre défendeur, le demandeur a assigné une femme mariée et son mari pour l'autoriser. Le consentement du mari, bien que ce dernier ne soit pas tenu personnellement des suites du procès, n'en est pas moins indispensable pour que la conciliation puisse se faire; il peut en effet avoir des raisons personnelles d'intérêt moral ou pécuniaire, tirées de l'intérêt de sa femme ou du sien, de ne se prêter à aucune transaction.

Un second système, enseigné par M. Demolombe et notre éminent maître, M. Glasson, et auquel nous nous rallions, décide que la demande devra, même dans ce cas, être soumise au préliminaire de conciliation. On invoque les arguments suivants. Tout d'abord, le motif de la dispense de la conciliation dans l'hypothèse qui nous occupe est moins la difficulté de réunir trois volontés dans le même accord que le désir d'éviter des frais et des déplacements aux défendeurs. Si, en effet, c'était la première raison qui eût inspiré le législateur, l'exception aurait dû être édictée pour le cas où il y a plus de deux demandeurs, tout comme pour celui où il y a plus de deux défendeurs; or, elle existe exclusivement et uniquement pour cette seconde hypothèse. En second lieu, la loi ne compte pas les personnes mises en cause, mais seulement les « parties ». Les parties, dans le sens de notre article, ce ne sont pas toutes les personnes dont le concours est nécessaire pour que le débat soit régulièrement lié; ce sont seulement celles qui sont directement engagées au procès, dont les intérêts sont directement en jeu, celles au profit de qui ou contre qui la sentence sera rendue et qui en bénéficieront ou en seront atteintes immédiatement. Le tuteur qui représente son pupille, le curateur qui assiste le mineur émancipé, le conseil judiciaire qui assiste le prodigue ou le faible d'esprit ne sont pas parties dans les procès où ces incapables sont engagés; il n'est jamais venu à l'esprit de personne de les considérer comme tels.

Pourquoi alors en serait-il autrement en ce qui concerne le mari, qui est appelé dans l'instance, exclusivement, lui aussi, pour autoriser sa femme? Le vieil adage : *Qui auctor est non se obligat*, est encore vrai aujourd'hui dans sa généralité et tous les auteurs le déclarent particulièrement applicable à l'autorisation maritale. Il résulte de là que la femme seule doit être comptée pour défendeur. Si donc une autre personne est citée au même procès, l'affaire sera néanmoins soumise au préliminaire de conciliation.

Un dernier système, proposé par M. Naquet, adopte le système de la jurisprudence, mais en lui assignant un autre motif. Il le fonde sur la disposition légale qui exempte de la tentative de conciliation les demandes s'adressant à des personnes incapables de transiger par elles-mêmes. La femme ne pouvant transiger qu'avec l'autorisation de son mari, elle est incapable de transiger dans le sens de la loi, et c'est pour cette raison que le préliminaire de conciliation doit être écarté, même quand la femme est actionnée seule, avec son mari pour l'autoriser.

4^e hypothèse : Les époux se sont mariés sous le régime dotal.

L'adoption de ce régime ne modifie en rien la situation personnelle du mari : il reste propriétaire de tous les biens lui appartenant. Ce régime n'a d'effet qu'en ce qui concerne les biens de la femme. Des uns, appelés biens « paraphernaux », elle conserve la propriété, l'administration et la jouissance : elle dispose librement des revenus de ces biens. Elle est donc, par rapport à eux, comme si elle était séparée de biens. Des autres, appelés bien « dotaux », la femme ne conserve que la propriété; le mari en a l'administration et la jouissance, sous la seule obligation de satisfaire aux charges du mariage.

1^o Un procès concerne-t-il les biens paraphernaux? La femme ayant sur eux les mêmes pouvoirs qu'une femme séparée de biens, il faut appliquer la solution que nous avons adoptée dans l'hypothèse précédente : la femme comptera pour un seul défendeur, le mari n'étant appelé en cause que pour l'autoriser.

2^o Quant aux biens dotaux, apportés par la femme ou par un tiers pour supporter les charges du mariage, le mari a, en ce qui les concerne, qualité pour défendre seul, car il représente sa femme. Si donc cette dernière est mise en cause, c'est en vain. Il suit de là que, si un troisième défendeur est appelé dans le même procès, l'affaire devra néanmoins être soumise au préliminaire de conciliation.

En résumé, nous n'avons encore vu, jusqu'ici, aucun cas où le mari et la femme soient défendeurs avec le même intérêt et où la présence d'un tiers aurait pour effet de dispenser le litige de la conciliation. En réalité, il n'y a qu'une seule hypothèse où il en soit ainsi :

Sous le régime de communauté, les obligations que la femme contracte avec l'autorisation de son mari rejaillissent sur la communauté et sur le mari, qui se trouve personnellement tenu des dites obligations en vertu de son autorisation : art. 1419 C. Civil. Cette exception, admise dans l'intérêt des tiers, se justifie par la confusion d'intérêts que la communauté établit entre les époux. Le créancier a alors action, d'abord contre la femme personnellement, ensuite contre la communauté, enfin contre le mari, qui, en autorisant sa femme, a assumé la responsabilité de la dette. Si le mari veut s'y soustraire, il n'a qu'à refuser son autorisation. C'est pourquoi ce refus n'implique pas toujours que le mari désapprouve l'acte accompli par sa femme.

Si, dans l'hypothèse que prévoit l'art. 1419 Civ., on se trouve en présence d'un autre débiteur tenu de la même dette, l'affaire sera dispensée de la tentative de conciliation.

Dans un cas cependant, prévu par l'art. 1413 Civ., la communauté et le mari ne sont pas tenus des dettes contractées par la femme avec l'autorisation de son mari. Une succession, ne comprenant que des immeubles, échoit à la femme durant le mariage, et elle l'accepte avec l'autorisation du mari : les dettes qui en font partie restent exclusivement personnelles à la femme ; c'est qu'en effet le mari, en autorisant sa femme, a voulu simplement lui donner la capacité qu'elle aurait si elle n'était pas mariée : il n'a jamais eu la pensée

de faire accomplir par celle-ci un acte intéressant la communauté.

b). — Quid d'une action intentée contre plus de deux débiteurs unis entre eux par un lien de Société, cette Société n'étant pas représentée par un administrateur muni d'un pouvoir de transiger ?

Une distinction s'impose :

1° S'il s'agit d'une Société commerciale, la demande formée contre elle est dispensée du préliminaire de conciliation en vertu de l'art. 49, 4° Pr.;

2° S'il s'agit au contraire d'une Société civile, par exemple d'une Société formée pour l'achat d'immeubles, on ne plaide en aucune façon contre la Société, qui ne saurait alors être considérée comme une personne morale, mais bien contre chaque associé individuellement. Par suite, si l'on a mis en cause plus de deux associés, l'affaire sera dispensée de la conciliation.

La fiction de personnalité appliquée quelquefois aux Sociétés civiles n'est exacte qu'au point de vue de leur domicile.

c). — De même, les héritiers d'un défunt ne sauraient être considérés comme ne formant ensemble qu'un seul être moral. En déclarant que les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession « personnellement pour leur part et portion virile », l'art. 873 Civ. fait de chacun d'eux autant de défendeurs distincts.

Par suite, la conciliation ne devrait pas être tentée par un créancier de la succession qui en mettrait plus de deux en cause.

d). — Il en serait de même d'une demande dirigée contre plus de deux débiteurs solidaires.

Faisons remarquer, dans un autre ordre d'idées, qu'il ne saurait dépendre du demandeur de se soustraire à la nécessité de l'épreuve conciliatoire en réunissant dans un même exploit plusieurs demandes distinctes contre divers défendeurs. Le tribunal devrait, comme dans le cas où le demandeur a assigné un troisième défendeur uniquement pour la forme et dans le seul but de faire fraude à la loi, renvoyer les parties en conci-

liation s'il estimait que les demandes sans connexité entre elles ont été réunies dans un même exploit pour échapper à la conciliation ; il y a, en réalité, autant de procès distincts.

CHAPITRE III

Demandes dispensées de la conciliation, tantôt par application des règles édictées par l'art. 48, tantôt par exception à ces règles.

§ 1. Demandes en vérification d'écritures.

I. — Notions générales.

Les actes sous-seing privé sont ceux dont la confection n'exige aucune forme spéciale. Aussi ne font-ils pas foi par eux-mêmes des mentions qu'ils contiennent ; ils ne font foi qu'autant qu'ils sont, soit reconnus par celui à qui on les attribue ou par ses ayants cause, soit vérifiés suivant les formes légales. Par suite, lorsqu'ils sont déniés, ils sont réputés faux tant que leur sincérité n'a pas été démontrée par celui qui les produit. La procédure suivie pour administrer la preuve de leur sincérité par celui qui prétend l'acte sincère est connue sous le nom de vérification d'écritures.

II. — La demande en vérification d'écritures est presque toujours incidente, c'est-à-dire formée au cours d'un procès déjà engagé. Exemple : Après une tentative inutile de conciliation, j'ai assigné Pierre en paiement d'une somme d'argent ; à l'appui de ma demande, je produis un acte sous-seings privés portant le nom de Pierre, mais dont celui-ci dénie la signature ; je conclurai alors à vérifier l'écriture. Ma demande sera, dans ce cas, dispensée du préliminaire de conciliation, car elle n'est pas introductive d'instance : elle est incidente, et rentre, à ce titre, dans la catégorie des demandes prévues par les premiers mots de l'article 48 Pr.

III. — Cependant, il se peut que la demande en vérification d'écritures soit introductive d'instance, c'est-à-dire qu'elle ne se rattache à aucune instance déjà pendante. Le cas se présente lorsque le créancier, sans conclure au paiement de sa dette, veut seulement faire reconnaître en justice par son débiteur la sincérité d'une convention sous-seings privés intervenue entre eux, pour éviter plus tard des difficultés. Aux termes de l'article 2123 du Code Civil, l'hypothèque judiciaire peut résulter des demandes en vérification, faites en justice, de signatures apposées au bas d'actes sous-seings privés. Le créancier forme donc ces demandes, le plus souvent, pour obtenir une sûreté de plus ; c'est même pour y arriver plus promptement que l'art. 193 Pr. permet d'assigner à trois jours francs. On comprend dès lors qu'il est du plus grand intérêt du demandeur de ne point éprouver de retard dans l'exercice de son action ; sinon il risquerait de voir évanouir sa sûreté, soit par le fait de son débiteur, soit par celui de créanciers plus diligents.

Dans cette hypothèse, la demande en vérification d'écritures est de la nature de celles qui requièrent célérité et sont, par ce fait, dispensées de la tentative de conciliation aux termes de l'article 49, 2^o Pr.

§ 2. Demandes en désaveu.

I. — Notions générales.

Le désaveu suppose qu'un officier ministériel ayant la qualité de mandataire, tel qu'un avoué, un huissier, a, dans un acte de son ministère, dépassé les limites de ses pouvoirs. Cependant, la loi présume que cet officier ministériel a accompli l'acte parce qu'il en avait le droit ; elle admet une présomption de mandat à son profit ; dès lors, si le plaideur veut établir que l'officier ministériel a agi sans mandat ou a excédé les limites du pouvoir qu'il avait reçu, il doit attaquer cette présomption de mandat par la procédure du désaveu.

II. — Les demandes en désaveu sont, en général, incidentes. Le désaveu intervient alors à l'occasion d'un acte figurant dans une instance avant que le tribunal ait statué sur la demande ; ou bien l'acte critiqué, ayant figuré dans une

précédente instance, figure dans une nouvelle instance actuellement pendante : par exemple, l'acte attaqué a figuré dans l'instance introduite devant les juges du premier degré, et la décision de ces magistrats est actuellement soumise à l'appréciation de la Cour d'Appel.

III. — Le désaveu peut aussi être introductif d'instance. Il y a désaveu principal lorsque l'acte que l'on veut désavouer n'a pas figuré dans une instance, ou bien encore lorsque, cet acte y ayant figuré, l'instance à laquelle il appartient est terminée par une décision passée en force de chose jugée.

En cas de désaveu principal, il importe à l'ordre public qu'une pareille action arrive toujours devant le tribunal civil, afin que, si l'officier ministériel a commis une faute grave, un manquement à ses devoirs professionnels, il puisse être puni disciplinairement. C'est pour le même motif qu'une telle demande doit être communiquée au ministère public.

§ 3. Demandes en garantie.

I. — Notions générales.

La garantie est, dans un sens général, le droit reconnu à une personne de se faire protéger par une autre contre un danger, une éviction qui la menace, et, subsidiairement, d'obtenir des dommages-intérêts contre la personne qui aurait dû la fournir.

On appelle « garant » la personne tenue de l'obligation, et « garanti » la personne envers laquelle elle existe, qui y a droit. Ainsi : dans la vente, le vendeur doit garantie à l'acheteur ; si ce dernier est évincé, il a droit à des dommages-intérêts. Le vendeur est le garant, l'acheteur le garanti.

Quand un acheteur est menacé d'éviction par une action en revendication dirigée contre lui par un tiers, il peut prendre la voie de la garantie principale ou celle de la garantie incidente.

II. — Demande en garantie incidente. — J'ai acheté de Primus un immeuble que je possède comme propriétaire ; Tertius veut former contre moi une demande en revendication de cet immeuble. Sa demande est principale, car elle ne se rattache à aucune espèce d'instance déjà pendante entre nous,

et elle est introductive d'instance. Le débat une fois engagé, je recours contre Primus en garantie, je l'appelle au procès pour qu'il vienne me protéger contre l'éviction dont me menace Tertius. Ma demande contre Primus est bien principale, puisque, jusque-là, aucune contestation ne s'était élevée entre nous ; mais elle n'est pas introductive d'instance. La disposition de l'article 49, 3°, est alors inutile, car une pareille demande échappe à la conciliation par application des termes de l'art. 48 du Code de Procédure, qui ne soumet à ce préliminaire que les demandes à la fois principales et introductives d'instance.

Cette action incidente, ou exception de garantie, offre sur l'action principale, que nous allons examiner dans un instant, les avantages suivants :

1° Au lieu de deux procès successifs, l'un contre le tiers qui évince l'acheteur, l'autre contre le vendeur, l'acheteur n'en a qu'un seul statuant en même temps, et sur l'action originaire en revendication, et sur la demande incidente en garantie ;

2° Elle évite des lenteurs et des frais ;

3° Elle empêche le garant, qui serait actionné comme défendeur au second procès : d'abord, — de nier au garanti son droit à la garantie sous le prétexte qu'il s'est mal défendu et qu'il a négligé les moyens de défense que lui, garant, aurait fait valoir s'il avait été mis en cause ; ensuite, — de demander que les frais de l'instance soient mis à la charge du garanti par le motif qu'il aurait arrêté le procès dès le début en satisfaisant à la demande du demandeur originaire ;

4° Elle est certainement dispensée du préliminaire de conciliation. Nous allons voir bientôt si la demande principale en garantie y est soumise.

III. — Demande en garantie principale. — Au lieu de recourir immédiatement contre mon vendeur Primus, au lieu de l'appeler en garantie au procès, je défends seul à l'action de Tertius qui produit mon éviction, action qui se termine par un jugement déclarant finalement Tertius propriétaire incontesté de l'immeuble. Etant définitivement évincé, j'intente à mon tour un second procès contre Primus, dans lequel je lui demande des dommages-intérêts pour l'éviction subie. Dans ce cas, ma

demande est à la fois principale et introductive d'instance. Est-elle ou non soumise au préliminaire de conciliation ?

Un premier système, enseigné par MM. Garsonnet, Chauveau et Rodière, dispense cette demande du préliminaire de conciliation. En effet : 1° Il ne peut pas dépendre du garanti d'assujettir sa demande au préliminaire en ne la formant qu'après le jugement ; 2° La conciliation dans ce cas n'est guère vraisemblable, car, quand on vient de perdre un procès, on n'est guère d'humeur à transiger avec le tiers qui doit en supporter les conséquences ; 3° C'est le seul moyen de donner un sens à l'art. 49, 3°, § 2 Pr. En effet, admettre le contraire, ce serait faire répéter au législateur ce qu'il a déjà dit dans l'article 48 Pr. Or, par argument de l'art. 1157 Civ., on doit toujours entendre une loi dans le sens avec lequel elle peut produire un effet plutôt que dans le sens avec lequel elle resterait déstituée de toute utilité. On est donc en droit de dire que, en prenant soin de dispenser, par une disposition formelle, les demandes en garantie du préliminaire de conciliation, la loi a précisément visé le cas où ces demandes sont à la fois principales et introductives d'instance.

Un second système, défendu par MM. Boucenne, Glasson et Naquet, et auquel nous nous rallions, décide que la demande en garantie principale est soumise au préliminaire de conciliation. On ne voit pas en effet de motif pour lequel il en serait autrement. Il est vrai qu'en limitant l'art. 49, 3° Pr. au cas où les demandes en garantie sont incidentes, on le rend inutile. Mais la rédaction de ce texte laisse beaucoup à désirer ; la plupart de ses dispositions ne sont que des applications de l'art. 48 Pr.

§ 4. Tierce opposition.

I. — Définition.

La tierce opposition est une voie de recours extraordinaire accordée à tous les tiers qui ont un intérêt et sont menacés d'un préjudice par l'effet d'un jugement auquel ils sont demeurés étrangers.

II. — Les articles 475 et 476 Pr., en distinguant, afin de déterminer le tribunal compétent pour en connaître, entre la

tierce opposition formée par action principale et la tierce opposition incidente, ne peuvent servir à fonder la même distinction à l'effet de rendre ou non obligatoire la tentative de conciliation.

La tierce opposition, en effet, ne forme jamais une demande introductive d'instance, première condition pour être assujettie à la conciliation. Peu importe que les art. 475 et 476 examinent si elle est formée par action principale ou si elle n'est qu'incidente à une contestation : cette distinction n'est établie que pour déterminer le tribunal devant lequel cette voie de recours sera portée, mais elle ne peut changer la nature de la tierce opposition qui, vis-à-vis de l'instance contre laquelle elle est dirigée, forme toujours une demande incidente.

TITRE QUATRIÈME

Juge de paix compétent pour tenter la conciliation.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

La question de la compétence du juge de paix devant lequel doit être tentée la conciliation, dans les cas où la loi oblige à recourir à cette épreuve préliminaire, ne peut se poser que dans l'hypothèse où le défendeur a été appelé en conciliation au moyen d'une citation. Les termes mêmes de l'art. 50 Pr., dans lequel sont tracées les règles de cette compétence, indiquent bien qu'elles ne peuvent recevoir d'application qu'au cas d'un appel « forcé », à l'hypothèse d'une comparution sur citation, et non au cas d'une comparution volontaire. Ce dernier mode de comparution, disons-le dès maintenant, est le plus conforme au vœu de la loi : arg. art. 48 Pr. *in fine* ; outre qu'il épargne des frais, il est par lui-même un présage d'arrangement.

Lors donc que les parties procèdent volontairement à une tentative de conciliation, elles sont absolument libres de se présenter devant n'importe quel juge de paix de leur choix. Ce magistrat ne peut refuser de les entendre sous prétexte que l'article 50 Pr. ne le désigne pas pour cette mission. D'autre part une des parties qui a ainsi comparu devant lui ne peut ultérieurement se prévaloir de l'incompétence de ce magistrat pour faire déclarer non avenu le procès-verbal de conciliation par lui dressé.

Les développements qui vont suivre supposeront toujours que le défendeur est appelé en conciliation au moyen d'une citation : art. 50 Pr.

CHAPITRE PREMIER

Principe.

SECTION PREMIÈRE

Il n'y a qu'un seul défendeur.

§ 1. L'article 50, § 1, prescrit de citer ce défendeur devant le juge de paix de son domicile, quelle que soit la nature de l'action, qu'elle soit personnelle, ou réelle mobilière, ou réelle immobilière, ou mixte.

Le législateur ne reproduit donc pas, pour la citation en conciliation, la distinction qu'il a établie, dans l'art. 59 Pr., pour le cas d'ajournement, entre l'action personnelle et l'action réelle immobilière, et qui oblige le demandeur à intenter cette dernière devant le tribunal de la situation de l'immeuble litigieux. La raison de cette différence vient de ce que, dans la citation en conciliation, le juge de paix n'a pas besoin de visiter les lieux contentieux ni d'en avoir une connaissance particulière pour concilier les parties : ce sont elles qu'il lui importe plutôt de bien connaître, afin d'exercer plus d'ascendant sur

leur esprit. Au contraire, lorsqu'il y a ajournement, il s'agit de « juger » une contestation, qui ne peut, en matière réelle, être bien appréciée que par le tribunal de la situation de l'immeuble litigieux.

§ 2. Quand le défendeur n'a point de domicile, mais qu'il a une résidence connue en France, c'est devant le juge de paix de cette résidence que la citation doit être donnée. Bien que l'article 50 Pr. ne s'explique pas en termes exprès à cet égard, comme l'article 59, 2° du même Code pour le cas d'ajournement, l'esprit dans lequel ces deux textes sont conçus est identique, et il y a lieu de raisonner par analogie d'un cas prévu par l'un de ces articles au cas prévu par l'autre.

§ 3. La jurisprudence et les auteurs sont d'accord pour reconnaître qu'il y a lieu, dans le silence du Code, d'appliquer en matière de citation en conciliation les règles de compétence édictées par les articles 59 et suivants en matière d'ajournement, dans l'hypothèse d'une tentative de conciliation dirigée contre une personne n'ayant en France ni domicile ni résidence connus.

Si l'on prenait toujours à la lettre le texte de l'art. 50 Pr., qui prescrit de citer le défendeur devant le juge de paix de son domicile, on arriverait à cette conclusion que, lorsque le défendeur est un étranger ou même un Français sans domicile connu en France, la cause est toujours virtuellement dispensée du préliminaire de conciliation, puisque la citation devant le juge de paix d'un domicile inconnu est impossible. Une semblable conséquence est inadmissible et on doit décider que l'étranger devant, aux termes de l'article 69 Pr., être assigné au parquet du tribunal où est portée la demande, c'est devant le juge de paix du canton chef-lieu d'arrondissement que la citation en conciliation doit lui être donnée. Aucun texte de loi en effet ne dispense du préliminaire de conciliation les demandes formées contre des étrangers.

§ 4. Que doit-on décider à propos d'une contestation sur l'exécution d'une convention pour laquelle les parties ont élu domicile aux termes de l'article 111 du Code Civil? Faut-il appliquer à la citation en conciliation la disposition finale de

l'art. 59 Pr. et permettre au demandeur d'appeler le défendeur, à son choix, devant le juge de paix de son domicile réel ou devant celui du domicile élu ?

Il est à peine besoin de faire observer que la question se pose seulement dans le cas où la volonté des parties ne peut être découverte : si en effet on peut arriver à connaître cette volonté, il faudra s'y soumettre.

Un premier système, enseigné par M. Naquet, et consacré par un arrêt de la Cour Suprême du 9 décembre 1851, attribue compétence au juge de paix du domicile élu. En effet, dit-on, il est difficile d'enlever à la partie qui a un domicile d'élection et qui a dû croire qu'elle n'aurait pas à se transporter dans un lieu autre que celui choisi par elle en vue des contestations à naître, une partie des bénéfices ou des avantages qu'elle a entendu se procurer par le règlement anticipé de la juridiction à laquelle elle s'est volontairement soumise. Contraindre cette partie à se présenter en conciliation devant le juge de paix du domicile du défendeur, n'est-ce pas l'obliger à un déplacement ou à une constitution de mandataire, et par suite, à des frais et à des ennuis qu'elle a voulu s'éviter en élisant un domicile ? On ajoute que l'élection de domicile faite dans un acte a pour résultat de donner aux parties le droit de faire au domicile élu toutes significations, demandes et poursuites relatives à ce acte : or la citation en conciliation est une signification.

Dans une seconde opinion, défendue par MM. Glasson, Garsonnet, Chauveau, Bonnier, et que nous adoptons, on décide que c'est uniquement devant le juge de paix du domicile réel, et non devant le juge de paix du domicile élu que la citation en conciliation doit être donnée. Ce système trouve son fondement dans la disposition de l'art. 50 Pr., qui, après avoir édicté la règle d'après laquelle la citation en conciliation doit être donnée, en matière personnelle ou réelle, devant le juge de paix du domicile du défendeur, établit ensuite les exceptions à cette règle. Or, le cas où il y a élection de domicile ne s'y trouvant pas prévu, on doit le faire rentrer dans le principe général. On le doit d'autant plus que l'art. 59,

qui détermine devant quel tribunal d'arrondissement le défendeur doit être assigné, s'est en quelque sorte inspiré de l'art. 50. Ne doit-on pas conclure de cette différence dans des textes qui se suivent, et qui ont dû être rédigés presque simultanément, que l'art. 50 n'a point entendu faire exception pour le cas où les parties ont stipulé un domicile d'élection, et que cet article déroge au principe posé dans les articles 111 Civ. et 59, 9° Pr. ?

SECTION DEUXIÈME

Il y a deux défendeurs

L'art. 50, 1°, § 2, autorise le demandeur à citer en conciliation devant le juge de paix du domicile de l'un d'eux, à son choix.

§ 1^{er}. La solution de la loi se justifie par cette considération qu'il serait presque impossible de les concilier séparément, l'un d'eux ne sachant pas si l'autre transige ou maintient au contraire ses prétentions.

§ 2. Conditions d'application de la faculté d'option.

1° Il faut qu'il y ait deux défendeurs, par exemple deux codébiteurs solidaires ou conjoints. Le législateur, qui ne prévoit et ne règle que le cas des deux défendeurs, n'avait pas à se préoccuper du cas d'un nombre de défendeurs plus considérable, puisqu'alors la tentative de conciliation cesse d'être obligatoire : art. 49, 6° Pr.

2° Il faut que les deux défendeurs soient tenus principalement.

3° Il faut que les obligations à l'occasion desquelles les deux défendeurs sont appelés soient connexes, c'est-à-dire nées du même contrat ou de la même affaire.

CHAPITRE II

Exceptions au principe

§ 1. En matière de Société : art. 59, 2^o Pr.

Tant que cette Société existe, le texte précité donne compétence au juge de paix du canton où elle est établie.

I. — Les expressions, « autre que celle de commerce », ont été insérées dans notre article sous l'empire de cette idée erronée que tous les litiges intéressant une Société commerciale ont eux-mêmes le caractère commercial, et sont, par conséquent, dispensés du préliminaire de conciliation. Bien que ce texte semble n'avoir en vue que les Sociétés civiles, la règle qu'il formule devra s'appliquer aux Sociétés commerciales lorsque les contestations dans lesquelles elles sont parties n'ont pas le caractère commercial. Lors donc que l'on admet qu'un procès purement civil intéressant une Société de commerce est, à supposer qu'il n'y ait que deux associés défendeurs ou que le gérant a capacité de transiger, soumis au préliminaire de conciliation, c'est devant le juge de paix du siège de la Société que devra, conformément à notre article, être donnée la citation.

II. — Conditions d'application.

A. — Lorsqu'il s'agit d'une Société civile, ou d'une Société commerciale intéressée dans un litige d'ordre purement civil, on doit supposer, pour appliquer l'art. 50, 2^o, qu'elle ne se compose que de deux associés, ou, s'ils sont en plus grand nombre, qu'ils sont représentés par un mandataire ou un administrateur. Autrement, en effet, les demandes se trouveraient dispensées du préliminaire de conciliation comme formées contre plus de deux parties.

B. — Il faut qu'il y ait au moins une Société apparente, c'est-à-dire un contrat où plusieurs personnes ont mis quelque chose en commun pour en retirer un bénéfice et se le partager.

C. — Il faut qu'il s'agisse d'actions relatives à la Société. Telles sont :

a). — Les actions des associés entre eux, par exemple une action en versement d'un apport social ;

b). — Les actions des tiers demandeurs contre la Société, par exemple en paiement d'une dette sociale. Notons que si ceux-ci n'attaquaient que chacun des associés successivement, ils devraient les citer devant le juge de paix du domicile de chacun d'eux.

D. — Il faut que la Société ait un siège social. — S'il n'y a pas de siège social connu, la règle générale de compétence reprend son empire, et les associés doivent être cités devant le juge du domicile de l'un d'entre eux, au choix du demandeur.

E. — Il faut que la Société existe encore. — Une fois que la Société est dissoute, le juge de paix du lieu où elle existait n'est plus compétent. Toutefois, tant qu'elle n'est pas liquidée et si le liquidateur a pouvoirs suffisants pour transiger, la compétence du juge de paix du siège social se trouve encore justifiée par le principe qu'une Société dissoute se survit pour les besoins et jusqu'à l'issue de sa liquidation. On portera donc encore devant ce juge de paix :

a). — La demande en partage de la masse sociale formée par un des associés ;

b). — La demande en garantie formée par l'associé évincé du lot qu'il a reçu dans le partage.

III. — Difficultés d'application.

A. — Si la Société ne possède qu'un siège social, qu'un centre unique, ou n'a au dehors que des agences peu importantes, la désignation du juge de paix compétent ne présente pas de difficulté. La compétence est alors déterminée par le siège social, qui est au lieu fixé par les statuts, et, dans leur silence, au lieu où la Société a son principal établissement.

B. — Que doit-on décider s'il s'agit de Sociétés importantes, qui joignent à leur centre principal de gérance et d'exploitation des succursales, par exemple, s'il s'agit de compagnies de chemin de fer, des gares principales, administrées par un agent ayant des pouvoirs assez étendus pour repré-

senter les grands intérêts de la Société et l'obliger vis-à-vis des tiers ?

La jurisprudence répond que ces grandes Sociétés ou compagnies, qui ont leur siège social à Paris, et qui ont des succursales ou des gares principales, peuvent être actionnées devant le juge de paix du canton chef-lieu de l'arrondissement où ces succursales, ces gares sont situées. D'après elle, ces Sociétés sont présumées avoir fait élection de domicile dans les villes où sont établies leurs succursales. Nous estimons, avec M. Glasson, que ces solutions de la jurisprudence sont plutôt imposées par les besoins de la pratique que déduites des véritables principes du droit. Il est en effet tout à fait arbitraire de déduire de l'établissement d'une succursale une présomption d'élection de domicile : le domicile élu, en effet, ne se présume pas : arg., art. 144 Civ. Aussi, tout en acceptant les décisions de la jurisprudence, notre éminent maître leur assigne un autre motif : la succursale ou la gare principale doit être considérée comme un principal établissement, et une compagnie peut avoir plusieurs établissements principaux autres que le siège social.

— § 2. En matière de succession : art. 50, 3^o Pr.

I. — Le juge de paix compétent est alors non pas celui du domicile du défendeur, mais celui du domicile où s'ouvre la succession, c'est-à-dire du domicile du défunt : art. 140 Civ. Ce magistrat est en effet plus à portée pour apprécier l'état des prétentions diverses et de concilier les parties.

Pour les trois espèces de demandes prévues par notre texte, et que nous allons étudier, c'est la « clôture du partage » qui détermine la compétence du juge de paix. Après cet acte, on rentre dans les règles ordinaires, c'est-à-dire que le défendeur doit être cité en conciliation devant le juge de paix de son domicile.

II. — Notons en passant que, pour que l'exception prévue par notre article puisse s'appliquer, il faut supposer qu'on ne met pas en cause plus de deux héritiers : arg., art. 49, 6^o Pr.

L'article 50, 3^o serait également inapplicable si le défunt n'avait laissé qu'un seul héritier, car alors il n'y aurait pas

matière à partage. Cet héritier devrait être cité en conciliation devant le juge de paix de son domicile.

III. — Motifs de cette exception.

On a dit parfois que la disposition de l'art. 50, 3^o Pr., ne fait pas exception au droit commun : la succession serait une sorte de personne civile ou morale, son domicile serait au lieu où elle s'est ouverte.

Mais cette manière de voir, ainsi que le fait justement remarquer M. Garsonnet, se réfute par les observations suivantes : Tout d'abord, expliquât-elle pourquoi les actions intentées contre la succession sont soumises au juge de paix du lieu de son ouverture, on se demanderait pour quel motif il en est de même des actions « entre héritiers » ; ensuite, si la succession était douée de la personnalité civile, ses créanciers devraient être, de plein droit, payés sur l'actif héréditaire par préférence aux créanciers personnels de l'héritier, et n'auraient pas besoin de recourir à la séparation des patrimoines pour s'assurer cet avantage.

Notre exception s'explique donc par d'autres motifs : 1^o Tant que la succession reste indivise entre eux, les divers héritiers entre lesquels doit s'opérer le partage quittent assez souvent leur domicile pour venir au lieu même où la succession s'est ouverte ; on est donc sûr de les y trouver ; 2^o Mieux que tout autre, le juge de paix du lieu de l'ouverture peut apprécier les actions qui y sont relatives, puisque c'est au domicile du défunt que se trouveront toujours les pièces, titres, documents à consulter.

IV. — Quelles actions doivent être portées en conciliation devant le juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession.

A. — Demandes « entre héritiers et autres successeurs » universels ou à titre universel : art. 50, 3^o, § 1 Pr.

a). — Cela comprend les demandes en rapport, en réduction, en partage, en reddition de compte réclamées par un des héritiers contre l'autre.

b). — Quid de la pétition d'hérédité formée par l'héritier le plus proche contre l'héritier qui s'est mis en possession, action

qui naît entre personnes se contestant l'une à l'autre la qualité d'héritiers ? On ne peut dire que cette action existe « entre héritiers », bien au contraire. Elle porte sur l'hérédité elle-même. Elle est alors de la compétence, non pas du juge de paix de l'ouverture de la succession, car le texte précité est exceptionnel et ne peut être étendu par analogie. Dans le silence de la loi, la pétition d'hérédité devra être portée devant le juge de paix du domicile du défendeur : art. 50, 1^o Pr.

B. — Demandes intentées « par les créanciers » du défunt contre les héritiers, art. 50, 3^o, § 2 Pr.

C. — La loi prend soin de déclarer que la compétence du juge de paix pour les demandes entre héritiers et pour celles des créanciers de la succession ne dure que « jusqu'au partage inclusivement ». Que doit-on décider à l'égard des demandes « en rescision du partage » et « en garantie des lots » qui sont postérieures au partage ?

Un premier système, enseigné par MM. Naquet, Chauveau, Boucenne, décide que le juge de paix de l'ouverture de la succession continue d'être compétent pour les concilier. On invoque les arguments suivants : 1^o Du moment que l'existence légale du partage est remise en question, c'est comme s'il n'avait pas existé ; 2^o L'article 822 Civ. est absolument formel sur ce point. On a voulu soutenir qu'il avait été abrogé par notre article ; mais cette opinion repose sur une erreur en matière d'abrogation des lois ; il est de principe en effet qu'une loi générale postérieure n'abroge jamais une loi spéciale antérieure d'une manière tacite ; or le Code de Procédure Civile est une loi générale de procédure, tandis que les dispositions de même nature qui peuvent se trouver dans le Code Civil sont naturellement spéciales, notamment l'art. 822 ; 3^o Rien n'est plus rationnel que de faire prévaloir cet article. En effet les actions dont s'agit se rattachent aux obligations que le partage suppose ou engendre entre copartageants. La demande en rescision, d'une part, n'est, au fond, qu'une demande en partage, car, comme elle tend à l'anéantissement de celui qui a été fait, et, par suite, au rétablissement de l'indivision, elle aboutit nécessairement à un « nouveau partage ». D'autre part,

l'action en garantie n'est elle-même qu'une demande « en continuation de partage » ; l'héritier qui la forme prétend en effet que les lots n'ont pas été composés comme ils auraient dû l'être, et son but est, en définitive, d'obtenir un partage plus régulier que le premier. Les mots « jusqu'au partage inclusivement » signifient, en réalité « jusqu'à ce que le partage soit devenu définitif et inattaquable ».

Dans une seconde opinion, soutenue par M. Glasson, et que nous adoptons, on enseigne que la citation devra être donnée, dans ce cas, devant le juge de paix du domicile du défendeur. 1^o L'art. 822 du Code Civil est absolument inapplicable ; il n'a pas trait à la question de savoir devant quel juge de paix les demandes dont s'agit devront être portées en conciliation ; il a pour but de désigner le tribunal qui « connaîtra du procès » si la conciliation n'a pas eu lieu ; or ce sont là deux idées absolument distinctes. On comprend que, sur ce point, la loi ait choisi le tribunal qui a déjà connu du partage. Au contraire, le juge de paix de l'ouverture de la succession est resté étranger aux opérations fondamentales du partage ; il n'a donc pas plus de connaissances que le juge de paix du domicile pour prévenir les procès qui s'élèvent sur la rescision ou la garantie ; 2^o Les actions dont s'agit sont des actions personnelles ; or, il est de principe (art. 50, 1^o Pr.) que, dans le cas où il s'agit d'une action personnelle, le juge de paix compétent est celui du domicile du défendeur. Le 3^o n'y apportant une exception que pour les demandes « antérieures » au partage, exclut par là même les demandes en rescision ou en garantie, qui sont nécessairement « postérieures » au partage.

D — Demandes relatives à l'exécution des dispositions à cause de mort : art. 50, 3^o, § 3 Pr.

a). — Demandes des donataires entre vifs contre les héritiers, quand l'exécution de la donation a été reculée au jour du décès du donateur.

b). — Demandes formées par les légataires pour la délivrance de leurs legs contre les héritiers ou les exécuteurs testamentaires.

La compétence exceptionnelle établie par le texte ci-dessus

mentionné ne dure que « jusqu'au jugement définitif ». Quel est le sens exact de ces expressions ?

Dans un premier système, enseigné par MM. Demolombe, Aubry et Rau, et consacré par la jurisprudence, ces mots désignent le jugement à intervenir entre le légataire et l'héritier qui a pour effet de clore les contestations nées de la demande en exécution, soit du legs, soit de la donation. En d'autres termes, les contestations entre légataires et héritiers devraient toujours être portées en conciliation devant le juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession tant qu'il n'est pas intervenu entre eux un jugement définitif. C'est ce jugement seul qui fait cesser la compétence du magistrat conciliateur. Ce système a été adopté par un arrêt de la Cour d'Agen du 24 avril 1882, qui décide que la demande en délivrance d'un legs doit être portée en conciliation devant le juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession, et non devant le juge de paix du domicile du défendeur, même s'il n'existe qu'un seul héritier en présence de plusieurs légataires ou donataires. On ajoute que cette interprétation de la pensée du législateur est d'autant plus certaine que l'exécution des dispositions à cause de mort nécessite toujours des règlements qui équivalent pour ainsi dire à un partage entre héritiers et légataires, règlements qui ne peuvent être faits, jusqu'à ce qu'il y ait été statué définitivement, que devant le juge de paix du lieu de l'ouverture de la succession.

Dans un second système, enseigné par M. Glasson, auquel nous nous rallions, on soutient que, si le législateur avait entendu établir une règle spéciale pour les contestations entre héritiers et légataires, différente de celle qu'il avait consacrée pour les procès entre héritiers et créanciers de la succession, il n'aurait pas manqué d'employer une formule tout autre. Ces termes « jusqu'au jugement définitif », rapprochés des dispositions qui précèdent, ne peuvent avoir en vue que le « jugement d'homologation du partage ». Le Code s'est placé dans le cas d'un partage judiciaire et a fait allusion au jugement qui intervient alors pour homologuer le partage et le rendre définitif.

CHAPITRE III

Sanction du principe.

Qu'arrive-t-il si le défendeur a été cité devant un juge de paix incompétent.

§ 1. S'il consent à comparaître devant lui volontairement, il est irrecevable à se prévaloir ultérieurement de cette incompétence devant le tribunal saisi de la contestation si la conciliation n'intervient pas. Il en est de même de la partie qui a comparu sur citation devant un juge de paix incompétent sans opposer l'incompétence de ce magistrat.

Mais la partie qui comparaît volontairement en conciliation devant un juge de paix incompétent ou accepte sur citation de discuter le fond devant ce magistrat sans opposer son incompétence, ne compromet ainsi en rien son droit de réclamer par la suite la juridiction du tribunal compétent, aux termes de l'art. 59 Pr., pour connaître de la contestation au fond, lorsque, à défaut de conciliation, le procès suit son cours.

§ 2. Si le défendeur soulève l'incompétence du juge de paix, quel est le devoir de ce magistrat?

MM. Chauveau et Carré pensent que le juge de paix, n'exerçant aucune fonction judiciaire, ne peut se prononcer sur l'exception qui est proposée. Il doit se borner, en constatant la demande en renvoi formée par le défendeur et dans laquelle celui-ci persiste, à déclarer que, par cela même, il n'a pu concilier les parties en ce que, n'étant point investi d'une juridiction contentieuse, puisqu'il n'est qu'un conciliateur, il n'a pas qualité pour apprécier les difficultés de compétence ou de procédure soulevées devant lui. Ce sera au Tribunal Civil à décider si la citation en conciliation a été valable ou non, et, en cas de non validité, à annuler la procédure.

Nous croyons, nous ralliant ainsi à l'opinion de M. Bioche, que ces auteurs confondent la contestation qui donne lieu au

préliminaire, les moyens qui s'y rattachent, et la procédure de conciliation. Il est incontestable que le juge de paix n'est investi d'aucune attribution contentieuse en ce qui concerne la demande, ainsi qu'en ce qui touche les moyens et exceptions qui s'y rattachent. Mais il n'en est pas de même de la procédure de conciliation. Quel est le juge des difficultés de procédure qui sont soulevées? C'est exclusivement celui devant lequel cette procédure est faite, c'est-à-dire le juge de paix. La doctrine contraire, proposée par MM. Chauveau et Carré, aurait le grave inconvénient de contraindre le juge de paix à constater un fait inexact. Le défendeur qui oppose l'incompétence de ce magistrat demande son renvoi devant un autre juge de paix, mais il ne s'explique pas sur le point de savoir s'il veut ou non se concilier; il peut en effet être décidé à essayer la conciliation si on le cite devant un juge de paix compétent. Cependant le juge de paix devrait, dans ce cas, et alors que l'exception d'incompétence a été seule proposée, énoncer dans son procès-verbal que les parties n'ont pas voulu se concilier.

TITRE CINQUIÈME

Procédure du préliminaire de conciliation.

CHAPITRE PREMIER

De quelle manière s'introduit le préliminaire de conciliation.

NOTIONS GÉNÉRALES

Il n'est pas nécessaire, pour appeler le défendeur devant le juge de paix, de lui faire donner une citation régulière. L'art 48 *in fine* Pr. autorise en effet les parties, à la veille d'un procès imminent entre elles, à s'entendre pour comparaître

volontairement à un jour donné devant un juge de paix de leur choix. Ce mode de comparution, qui est le plus conforme au vœu du législateur, puisqu'il épargne les frais, est essentiellement propre à faciliter un arrangement. Toutefois, en pratique, les comparutions volontaires sont extrêmement rares ; le défendeur refuse de répondre, soit à une invitation officieuse du juge de paix, soit à une demande de son adversaire : celui-ci se voit alors obligé de l'appeler en conciliation au moyen d'une citation.

Nous arrivons ainsi à l'étude de l'exploit d'huissier connu sous le nom de « citation en conciliation ».

Nous examinerons successivement le délai, les formes, et enfin les effets de la citation en conciliation.

SECTION PREMIÈRE

Délai de la citation en conciliation.

§ 1. Durée du délai : art. 51 Pr.

Tandis que le délai de la citation devant le juge de paix siégeant comme juge n'est que d'un jour franc, celui de la citation devant le même magistrat considéré comme conciliateur doit être de trois jours au moins.

Cette différence entre le délai de la citation « en conciliation » et le délai de la citation « en justice » se justifie par cette raison que les affaires soumises au préliminaire de conciliation sont toujours plus importantes que celles sur lesquelles le juge de paix est appelé à donner sa décision en premier ou dernier ressort, et demandent, dès lors, plus de réflexion et d'examen de la part du défendeur que les demandes de la compétence du juge de paix lui-même.

§ 2. Questions de détail.

I. — Le délai de trois jours est un délai « franc », c'est-à-dire un délai dans lequel le jour de la signification et le jour de l'échéance ne sont point comptés.

II. — Ce délai est susceptible de l'augmentation à raison des distances comprises entre le lieu du domicile du défendeur

et le chef-lieu du canton. La disposition de l'art. 1033 Pr. est en effet générale et comprend les ajournements, « citations », sommations et autres actes.

III. — Que faut-il décider lorsque le défendeur est étranger?

On pourrait douter qu'il y eût lieu, dans ce cas, à l'augmentation de délai fixée par l'art. 73 Pr. pour le cas d'ajournement. Outre que ces délais supplémentaires apporteront à la solution de l'affaire des retards considérables, on peut encore faire observer que l'article précité se trouve au titre « Des Ajournements », et que, quand le législateur a voulu en étendre l'application en dehors du cas spécial pour lequel il a été édicté, par exemple en ce qui concerne les délais de l'appel, il a pris soin de s'en expliquer formellement : arg. art. 445 Pr. Mais on répond avec raison : le Code veut la comparution devant le juge de paix ; on doit donc accorder les délais nécessaires à cet effet : qui veut la fin veut les moyens. Dès que l'on admet que la tentative de conciliation est obligatoire même en cas de litige avec un étranger, encore faut-il donner à cet étranger le délai nécessaire pour comparaître. Comment pourrait-on, sans cela, lui infliger, en cas de non-comparution, la peine de l'amende prononcée par la loi, ou lui refuser audience ?

SECTION DEUXIÈME

Formes de la citation en conciliation : art. 52 Pr.

§ 1. Par quel huissier la citation en conciliation peut être délivrée.

La loi du 25 mai 1838, art. 16, a supprimé le privilège de l'huissier domicilié au chef-lieu de la justice de paix et attribué désormais compétence pour délivrer la citation à tous les huissiers du canton.

§ 2. Enonciations que doit contenir la citation en conciliation.

I. — L'art. 52, § 2, exige que la citation énonce sommairement l' « objet » de la conciliation.

Cet énoncé suffit-il, ou bien la citation doit-elle contenir, en outre, conformément à la règle posée par l'art. 61, 3^o pour les ajournements, l'exposé sommaire des « moyens » sur lesquels se fonde le demandeur ? Tout en regrettant que la loi n'ait pas cru devoir, pour les citations en conciliation, maintenir cette exigence, qui aurait eu pour heureux résultat de permettre à la partie citée de mieux se rendre compte du procès dont elle est menacée, on doit reconnaître qu'il est impossible de suppléer au silence de l'art. 52 à cet égard et de sanctionner de nullité l'inobservation d'une formalité que ce texte n'impose pas. Cependant, dans la pratique, la citation contient l'énoncé des moyens de la demande, afin de laisser au défendeur la faculté de réfléchir s'il doit ou non se concilier.

II. — A part cette différence relative à l'indication des moyens de la demande, il y a lieu d'observer, pour la citation en conciliation, les mêmes formalités que pour les citations à comparaître devant le juge de paix siégeant comme juge, c'est-à-dire les règles posées dans les articles 1 et 4 Pr. Cette citation devra donc :

1^o Indiquer la date, c'est-à-dire le jour, le mois et l'année ;

2^o Énoncer les noms, profession et domicile du demandeur, les noms, demeure et immatricule de l'huissier, les noms et domicile du défendeur, l'indication du juge de paix conciliateur, le jour et l'heure de la comparution.

§ 3. Sanction de l'omission des formalités prescrites.

Quelle est la sanction de l'omission, dans l'exploit de citation, d'une ou de plusieurs des formalités prescrites par les articles 1 et 4 Pr. ?

Il y a lieu de distinguer entre les formalités substantielles et les formalités accessoires :

a). — L'huissier a-t-il oublié une mention substantielle ? Cette omission entraînera la nullité de la citation et l'obligation de la renouveler. On considère comme substantielles : la dési-

gnation du demandeur, l'indication du défendeur, l'objet de la conciliation, la désignation du juge, l'indication de l'huissier et sa signature, la date de l'exploit.

b). — L'huissier n'a-t-il au contraire omis qu'une mention secondaire? Il n'y aura pas nullité. On considère comme accessoires les mentions suivantes : celle du jour de la comparution, l'indication du domicile du demandeur, ainsi que celle d'un prénom ou de la profession des parties.

D'ailleurs, il faut reconnaître que les nullités dont peut être entachée une citation en conciliation sont absolument couvertes par la comparution du défendeur. De même qu'il peut comparaître volontairement et valablement sans aucune citation préalable, de même aussi il peut valablement comparaître sur une citation entachée de nullité.

On ne saurait cependant assimiler à une comparution volontaire la comparution du défendeur qui ne s'est présenté devant le juge de paix que pour opposer la nullité de la citation en conciliation qui lui a été délivrée et qui a refusé absolument de discuter le fond avec le demandeur à raison de la nullité dont cet exploit était entaché. Le juge de paix, dans ce cas comme dans l'hypothèse où le défendeur a décliné sa compétence en se fondant sur l'article 50 du Code de Procédure, doit avoir soin de mentionner, dans le procès-verbal de non conciliation qu'il dresse, l'exception soulevée, et si le tribunal, ultérieurement saisi de l'action, reconnaît le bien fondé de cette exception; il devra renvoyer le demandeur à procéder à une nouvelle tentative de conciliation sur une autre citation régulière.

SECTION TROISIÈME

Effets de la citation en conciliation : art. 57-P.

La citation en conciliation, lorsque les parties n'ont pu s'entendre, produit des effets importants.

§ 1. Elle interrompt la prescription du jour de sa date lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice dans les délais

de droit, c'est-à-dire dans le mois à dater du jour de la non-comparution ou de la non-conciliation.

I. — Les dispositions de l'art. 57 ne sont d'ailleurs que le complément de celles de l'art. 2245 Civ., lequel dispose que la citation en conciliation devant le bureau de paix interrompt la prescription du jour de sa date, lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice dans le délai de droit.

II. — Cette première conséquence ne saurait se justifier par un simple motif d'urgence. En effet, si la prescription est sur le point d'être acquise, la demande requiert célérité, et, par suite, est légalement dispensée de la tentative de conciliation : arg., art. 49, 2^o Pr. Ainsi que le fait justement observer M. Garsonnet, la vérité est que la loi n'eût été ni juste ni logique si le demandeur eût souffert du retard qu'elle lui impose et s'il n'eût pas obtenu par la citation au bureau de paix les mêmes avantages que par une assignation qu'il eût immédiatement lancée, s'il eût été libre de le faire ; c'est l'application de ce principe que les lenteurs de la justice ne doivent pas nuire aux parties.

III. — Deux conditions sont nécessaires pour que la prescription soit interrompue :

A. — Il faut que la citation soit valable en la forme : un acte nul ne produit pas d'effet.

B. — Il faut que la demande en justice intervienne dans le délai d'un mois. On a voulu que la citation fût réellement le préliminaire de l'action et empêcher de prolonger indéfiniment les délais de la prescription par de simples citations en conciliation qui n'auraient aucune suite ; mais il convient de remarquer que l'obligation de former la demande dans le mois n'est imposée que pour interrompre la prescription. Il ne faut pas conclure de là, qu'après ce délai l'effet de la conciliation ait cessé, de telle sorte que, pour intenter la demande, il soit nécessaire de citer une seconde fois en conciliation. L'effet du préliminaire n'est pas même éteint par trois ans, délai ordinaire de la péremption des instances : nous savons en effet que le préliminaire n'est pas un acte de l'instance ; c'est donc seulement au bout de trente ans, laps ordinaire de la prescription de

droit commun, que l'effet du préliminaire peut être absolument effacé, à condition toutefois qu'il ne s'agisse pas d'une action soumise à une prescription plus courte.

IV. — Questions de détail.

A. — Le délai d'un mois, dans lequel la demande doit être formée pour que la citation interrompe la prescription, n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances : l'augmentation de délai n'est établie par l'art. 1033 Pr. qu'en faveur du défendeur. Le délai donné pour former la demande reste donc invariable. Notons également que ce délai n'est pas franc : en effet il n'a pas pour point de départ une signification à personne ou à domicile.

B. — Pour que la citation puisse interrompre la prescription, il faut que l'assignation qui la suit soit régulière. Il faut, notamment, que l'exploit d'ajournement contienne copie du procès-verbal de non-conciliation ou de la mention de non-comparution conformément à l'art. 65 Pr.

C. — L'effet interruptif de la prescription ne se produit pas seulement à l'égard de la demande principale qui faisait l'objet de la citation : la prescription est également interrompue pour les demandes additionnelles et reconventionnelles formées devant le juge de paix et suivies d'assignation dans le mois.

V. — Questions controversées.

A. — La citation en conciliation devant un juge de paix incompétent interrompt-elle la prescription au même titre que la citation en justice proprement dite devant un tribunal incompétent, conformément à l'art. 2246 Civ. ?

Tous les auteurs n'hésitent pas à étendre les dispositions de ce texte à l'hypothèse d'une citation en conciliation : en effet, dit-on, la citation, bien qu'irrégulière, témoigne suffisamment de l'intention du demandeur.

B. — La citation en conciliation, suivie d'ajournement dans le mois, interrompt-elle encore la prescription lorsque la demande aux fins de laquelle elle a été donnée est, par sa nature, dispensée du préliminaire de conciliation ?

Une première opinion, enseignée par MM. Colmet de Santerre et Bonfils, et consacrée par un arrêt de la Cour

Suprême du 17 janvier 1877, considère que la citation en conciliation donnée en pareil cas est un acte purement frustratoire; auquel il est impossible de faire produire aucun effet légal. On fait en outre remarquer que les articles 57 Pr. et 2245 Civ. ont été édictés uniquement pour venir au secours du demandeur que la nécessité de recourir au préliminaire de conciliation aurait pu mettre dans l'impossibilité de former sa demande en temps utile pour éviter la prescription; que le bénéfice de ces mêmes articles ne peut donc être réclamé par le demandeur qui n'a qu'à s'en prendre à lui-même des retards qu'a subis l'introduction de sa demande en justice.

Un second système, diamétralement opposé au premier, et soutenu par MM. Aubry, Rau et Marcadé, se prononce pour l'affirmative dans tous les cas, même alors que l'affaire, non seulement serait dispensée du préliminaire de conciliation, mais même ne serait pas, à raison de son objet ou de la qualité des parties contractantes, susceptible de se terminer par une transaction. On dit : La dispense du préliminaire de conciliation, du moins dans les affaires susceptibles de transaction, est une faveur : on ne peut faire au demandeur un grief d'y avoir renoncé, alors surtout que cette renonciation de sa part ne peut être qu'un signe de sa bonne foi et de ses intentions conciliantes. D'autre part, ajoute-t-on, — et c'est ainsi qu'on prétend justifier l'extension de la doctrine aux causes non sujettes à transaction, — ce n'est point dans cette circonstance qu'elle peut conduire à une transaction qu'il faut prétendre trouver la raison qui a déterminé le législateur à attribuer à la citation en conciliation un effet interruptif de la prescription : c'est dans cette autre circonstance qu'elle fait connaître au défendeur, dans une forme reconnue suffisante, les prétentions du demandeur et son intention d'en saisir la justice; à ce point de vue, la citation ne perd rien de sa raison d'être parce que l'affaire n'est pas susceptible de se terminer par une transaction.

Une troisième opinion, enseignée par MM. Chauveau, Rodière, Delvincourt, n'admet que la première partie du raisonnement produit à l'appui de la seconde, et reconnaît à la citation

en conciliation le caractère interruptif de la prescription malgré la dispense légale du préliminaire, mais seulement dans les cas où l'affaire est susceptible de transaction. Si donc le litige, soit à raison de sa nature, soit à raison de l'incapacité des parties, ne peut fournir matière à transaction, la citation est un acte frustratoire qui ne saurait produire aucun effet.

Notre éminent maître, M. Glasson, à la doctrine duquel nous nous rallions, résout cette question par la distinction suivante :

1° Ou le défendeur a invoqué et obtenu la nullité de la citation en établissant que l'affaire était dispensée du préliminaire de conciliation : dans ce cas, la citation, étant nulle, n'a pu avoir pour effet d'interrompre la prescription ;

2° Ou le défendeur n'a pas excipé de la nullité de la citation. Cette nullité se trouve ainsi couverte par son silence. L'acte devenant alors valable, la prescription a été interrompue.

C. — L'effet interruptif de la prescription attaché par la loi à la citation en conciliation peut-il également résulter d'une comparution volontaire des parties devant le juge de paix lorsque cette comparution est suivie, comme doit l'être la citation elle-même, d'un ajournement dans le mois ?

Non, répond M. Glasson : l'effet interruptif de la prescription est une conséquence rigoureuse qui ne peut résulter que des actes auxquels la loi l'a formellement attachée.

Nous préférons l'opinion de MM. Naquet, Boncenne, Boitard, Rodière et Chauveau, qui assimilent sur ce point la comparution volontaire et la citation en conciliation. D'une part, en effet, dit-on pour justifier cette solution, l'objet de la citation, qui est de mettre les parties en présence au bureau de conciliation, se trouve rempli par leur comparution volontaire ; le défendeur, qui a comparu spontanément, ne peut soutenir qu'il n'a pas été interpellé par le demandeur, auquel il a seulement, en comparaissant ainsi, fait en quelque sorte remise de la nécessité de la citation. D'autre part, l'opinion contraire tendrait à empêcher, contre le vœu de la loi, la comparution volontaire que l'art. 48 *in fine* Pr. met sur la même ligne qu'une citation ; cela suffit à la faire repousser.

§ 2. La citation en conciliation fait courir les intérêts moratoires, à la condition toujours qu'elle soit suivie d'une assignation dans le mois à dater du jour de la non-conciliation ou de la non-comparution.

I. — On entend par intérêts moratoires ceux qui, en l'absence d'une convention intervenue entre les parties ou d'une disposition expresse de la loi pour les faire courir de plein droit, ne sont dus qu'à raison et à partir de la demeure *mora*, du débiteur, c'est-à-dire du retard qu'il a mis à rembourser le capital dû par lui, en un mot à exécuter son obligation.

De droit commun (art. 1153 Civ.), la demeure ne commence et la dette ne devient productive d'intérêts que du jour où la demande en justice a été introduite au moyen d'une assignation. Mais cet exploit ne peut être lancé qu'après une citation préalable en conciliation. La loi ne pouvait donc, sans nuire aux droits du demandeur, retarder le cours des intérêts jusqu'au jour où l'assignation est délivrée à sa requête.

II. — Le mot « intérêts » ne doit pas être entendu strictement et à la lettre, et il est unanimement admis que la citation en conciliation fait courir les autres fruits civils au même titre et de la même manière que les intérêts proprement dits.

III. — Les développements qui précèdent et qui sont relatifs à l'effet interruptif de la prescription s'appliquent en tous points au cours des intérêts moratoires. Ils nous dispensent donc d'insister davantage sur ce second effet de la citation en conciliation.

§ 3. La tentative de conciliation, en dehors des deux effets prévus par l'art. 57 Pr., en produit encore un troisième. Elle autorise les parties à former leurs demandes en justice. En effet, l'art. 65 Pr. exige expressément que copie du procès-verbal de non-conciliation ou copie de la mention de non-comparution soit donnée avec l'ajournement, à peine de nullité. Or, cette prescription de la loi ne peut être observée qu'autant qu'une citation en conciliation a été donnée.

I. — Le droit de porter le litige devant le tribunal n'appartient pas exclusivement à celui des plaideurs qui a fait citer son adversaire et s'est porté directement demandeur en conciliation.

Le procès-verbal de non-conciliation constitue en effet un titre commun au demandeur et au défendeur et autorise l'un comme l'autre à assigner son adversaire devant le tribunal compétent pour faire trancher le litige débattu entre eux devant le magistrat conciliateur.

II. — A la différence de l'effet interruptif de la prescription et l'effet relatif au cours des intérêts, l'effet qu'a la tentative de conciliation d'autoriser les parties à porter leurs demandes en justice n'est pas subordonné à la condition que ces demandes soient formées dans le mois de la non-comparution ou de la non-conciliation.

CHAPITRE II

Comment les parties peuvent comparaître.

SECTION PREMIÈRE

Principe.

Il entre dans le vœu de la loi que les parties comparaissent « en personne » : art. 53, § 1 Pr. C'est sagement pensé, car c'est en matière de conciliation surtout, là où il s'agit de consentir à des transactions réciproques, que la présence des parties elles-mêmes semble, sinon indispensable, du moins nécessaire.

SECTION DEUXIÈME

Exception au principe.

En cas d'empêchement, la loi autorise les parties à comparaître « par fondé de pouvoir » : art. 53, § 2 Pr.

§ 1. Cette disposition de notre article a fait naître la question de savoir si la partie qui doit comparaître en conciliation peut toujours s'y faire représenter par un mandataire, ou si

elle ne peut, au contraire, user de cette faculté qu'à charge de justifier de l'empêchement où elle est de comparaître elle-même.

Il est admis en pratique que la partie qui se fait représenter par un mandataire au bureau de conciliation n'est tenue ni d'alléguer ni de prouver qu'elle a des motifs qui l'empêchent de venir en personne, et que, par cela seul qu'elle envoie un mandataire à sa place, il y a présomption en sa faveur de légitime empêchement.

Cet usage, que nous déplorons, nous paraît en contradiction manifeste avec la loi elle-même, qui, à notre avis, n'autorise les parties à comparaître en conciliation par mandataire que si elles justifient d'un empêchement de comparaître personnellement. Il suffit en effet de comparer le texte de notre article avec celui des articles 9 et 13 du même Code, qui, prévoyant le cas de comparution des parties devant le juge de paix siégeant à l'audience comme juge, exigent simplement leur comparution « en personne ou par leurs fondés de pouvoir ». Il résulte à l'évidence de cette différence de rédaction que la pensée du législateur n'a pas été la même dans les deux hypothèses, et qu'il a exigé plus rigoureusement la comparution en personne dans le cas de tentative de conciliation.

La tentative de conciliation serait bien peu sérieuse si les parties pouvaient s'y faire représenter quand elles peuvent s'y rendre en personne ! M. Glasson fait justement observer que, dans la pratique, il peut se produire des circonstances où le juge de paix croit nécessaire de faire venir les deux plaideurs en personne. Pour obtenir cette comparution, ce magistrat ne peut, il est vrai, rendre un jugement. Mais plusieurs moyens s'offrent à lui : 1^o Il peut refuser d'entendre le mandataire et renvoyer à une audience ultérieure pour la justification de l'empêchement allégué ; 2^o Il peut donner aussi immédiatement défaut contre le mandant.

§ 2. Quel mandataire les parties peuvent choisir.

I. — En principe, les parties peuvent choisir, pour les représenter au bureau de conciliation, n'importe quel mandataire.

Le Code de Procédure n'a point reproduit la prohibition édictée à cet égard par la loi du 27 mars 1791 de se faire représenter par une personne attachée à l'ordre judiciaire.

Il est donc admis qu'un greffier de justice de paix, bien qu'il paraisse peu convenable qu'il s'abstienne de ses fonctions pour remplir celles de mandataire d'une partie devant le juge de paix dont il est le subordonné, peut valablement accomplir ce mandat, aucune loi n'en prononçant la nullité.

Un avoué peut également être chargé de ce mandat ; en pratique, ces officiers ministériels délèguent leurs clercs pour les représenter en conciliation.

II. — Il en était de même pour les huissiers avant la loi du 25 mai 1838. Mais depuis la promulgation de cette loi, la question, en ce qui les concerne, est controversée. L'art. 18 édicte en effet que, dans les « causes » portées devant la justice de paix, aucun huissier ne pourra assister comme conseil ni représenter les parties comme procureur fondé.

Dans un premier système, enseigné par MM. Colmet-Daage et Curasson, on soutient que cette incapacité édictée par l'art. 18 ne s'applique pas à la comparution devant le bureau de conciliation. En effet, dit-on : le préliminaire de conciliation n'est pas un procès proprement dit, une « cause » ; le juge de paix n'exerce qu'une juridiction purement gracieuse ; on ne saurait donc appliquer l'art. 18 de la loi du 25 mai 1838, qui, comme toute mesure édictant une incapacité, doit être entendu restrictivement.

Dans une seconde opinion, défendue par MM. Garsonnet, Rodière, Bonfils, à laquelle nous nous rallions, on dénie aux huissiers toute capacité de représenter les parties au bureau de conciliation. Sans doute, l'essai de conciliation n'est pas une instance ; mais il n'est pas douteux que la loi, qui a redouté une tendance processive de la part de ces officiers ministériels, en leur défendant de servir de mandataires devant le juge de paix siégeant comme juge, se serait contredite en leur permettant de représenter celles-ci devant le bureau de paix où l'esprit de conciliation, le calme et la modération sont plus nécessaires que partout ailleurs.

III. — Le juge de paix a le pouvoir d'écarter du bureau de conciliation le mandataire choisi par une partie et qui ne jouit pas d'une réputation honorable. Le pouvoir à peu près discrétionnaire dont il jouit à cet égard résulte formellement des déclarations suivantes faites par M. Amilhau, rapporteur de la loi du 25 mai 1838, à la Chambre des Députés : Les juges de paix ont le droit de refuser d'entendre des hommes qui seraient un fléau pour la Société tout entière; si la partie se méprend et choisit un procureur fondé indigne de sa confiance, le juge lui doit sa protection; il la doit à la Société. (Séance de la Chambre des Députés du 25 avril 1838.)

§ 3. Forme et portée du mandat.

I. — Le mandat conféré par une partie à un tiers de la représenter au bureau de conciliation doit toujours être donné par écrit.

A. — L'existence de ce mandat ne saurait s'induire de simples présomptions, par exemple de cette circonstance que le prétendu mandataire serait porteur de l'original de la citation s'il s'agit de la représentation du demandeur, ou de la copie de cette même citation s'il s'agit de la représentation du défendeur.

B. — Un mari peut-il représenter sa femme devant le juge conciliateur sans être porteur de sa procuration ?

a). — Certains arrêts ont décidé que le mari doit être présumé le mandataire de sa femme devant le bureau de conciliation, et que, par suite, il peut l'y représenter sans être porteur d'une procuration, même alors qu'il s'agit d'une action immobilière.

b). — Nous estimons que la question doit être résolue par la distinction suivante, qui est proposée par MM. Carré et Chauveau :

1^o S'il s'agit d'une action mobilière introduite par la femme, ou d'une action possessoire immobilière que la femme veut intenter ou à laquelle elle est obligée de défendre, le mari n'a pas besoin, pour la représenter, de la procuration de celle-ci, parce que, aux termes de l'article 1428 du Code Civil, le mari

peut exercer seul les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à sa femme.

2^o S'il s'agit d'actions immobilières pétitoires, la procuration de la femme est indispensable : arg., art. 818 Code Civ.

Une observation est nécessaire en ce qui concerne ce second terme de la distinction. Il importe de ne pas confondre la « comparution » du mari avec la « transaction » qu'il aurait faite, sans être muni d'un pouvoir de sa femme, devant le juge de paix siégeant comme magistrat conciliateur. — En « comparaisant » devant celui-ci, sans un pouvoir régulier de sa femme, même sur une demande immobilière pétitoire, le mari ne fait qu'une démarche utile, qu'un acte conservatoire qui lui est prescrit par l'article 1428 *in fine* du Code Civil : autrement, la femme serait passible de l'amende prononcée pour défaut de comparution, amende qu'elle serait tenue d'acquitter, nous le verrons bientôt, avant de pouvoir être admise à faire valoir ses droits en justice. Il n'a donc pas besoin du pouvoir de celle-ci pour faire un acte commandé par la justice elle-même et qui, loin de compromettre les droits de la femme, tend au contraire à les conserver. Mais, si une « transaction » était consentie par le mari sans un pouvoir spécial de sa femme, pour des actions immobilières pétitoires, il est certain qu'elle ne serait ni valable, ni obligatoire.

c). — Que doit-on décider dans le cas spécial où il s'agit d'une action mobilière dirigée contre la femme, par exemple d'une créance réclamée contre elle personnellement pour une cause antérieure au mariage, action née d'une dette de son père dont elle est devenue héritière ?

Nous croyons que, dans cette hypothèse, le mari ne peut représenter sa femme en conciliation, du moins contre le gré du créancier, sans une procuration émanée d'elle. Le mari ne pourrait se dispenser de cette procuration qu'à titre de représentant de la communauté : or ce n'est pas celle-ci qui est débitrice ; c'est la femme seule personnellement. Pour substituer à son obligation la communauté conjugale, en d'autres termes, pour opérer une novation, il faudrait le consentement du créancier (art. 1275 Civ.). On peut bien céder une créance sans le

consentement de son débiteur, car il importe peu à celui-ci de payer à telle ou à telle personne : son obligation reste toujours la même. Au contraire, on ne peut pas céder une dette, en d'autres termes substituer un nouveau débiteur à l'ancien, sans l'assentiment exprès du créancier, car il n'est pas indifférent à celui-ci d'avoir tel ou tel pour débiteur. Or, dans notre hypothèse, le créancier qui poursuit la femme peut avoir un grand intérêt à obtenir un jugement contre elle personnellement. En effet, la communauté peut être devenue insolvable, tandis que la femme peut avoir actuellement des biens propres, offrant au créancier des garanties dont il ne saurait être privé. Si donc l'action est, avec juste raison, personnellement dirigée contre la femme, c'est à elle seule qu'il peut appartenir de se concilier, et le mari ne peut la représenter en conciliation sans être muni d'un pouvoir spécial.

d). — Lorsque le mari a comparu devant le juge de paix tant en son nom personnel que comme mandataire de sa femme, bien qu'il ne fût pas muni de la procuration de celle-ci dans les cas où cette procuration est nécessaire, quelles personnes peuvent se prévaloir du défaut de procuration ?

Tout d'abord, la femme est intéressée à se plaindre (arg., art. 225 Civ.), à moins qu'elle n'ait procédé conjointement avec celui-ci sans réclamer.

Le même droit doit-il être reconnu à l'adversaire de la femme ? Il faut distinguer : 1° S'il a comparu devant le juge de paix et n'a pas opposé l'absence de pouvoirs du mari, il sera évidemment non recevable à faire valoir ultérieurement une irrégularité qui aura été couverte ; 2° Au contraire, s'il oppose devant le juge de paix cette irrégularité, la femme doit être considérée comme n'ayant pas été représentée : il est en droit d'exiger la comparution de la femme en personne ou d'un fondé de pouvoir régulier.

II. — Le mandat conféré à un tiers pour comparaître en conciliation doit-il être donné en la forme authentique, ou peut-il être consenti par acte sous-seing privé ?

En pratique, on se contente d'un simple pouvoir sous-seing privé, sur papier timbré et enregistré, ce qui est d'ailleurs

conforme au principe général inscrit dans l'article 1985 du Code Civil. La signature du mandant devra être légalisée par le maire de la commune où il a son domicile.

L'exigence d'un mandat authentique aurait le grave inconvénient d'astreindre les parties à avoir recours au ministère d'un notaire, et d'occasionner ainsi, — il est à peine besoin d'insister, — des frais toujours inutiles : ce serait aller manifestement à l'encontre de l'idée même qui a inspiré les rédacteurs du Code de Procédure en instituant le préliminaire de conciliation.

D'ailleurs, en quelque forme qu'il soit donné, le mandat devra demeurer annexé au procès-verbal qui sera ultérieurement dressé pour constater l'issue de la tentative de conciliation.

III. — Il n'est point indispensable que la procuration en vertu de laquelle se présente le mandataire soit spéciale.

Le mandat général donné à un tiers à l'effet de poursuivre tous procès qui pourraient exister ou être intentés implique le pouvoir de représenter le mandant en conciliation.

IV. — L'article 16 de la loi de 1791 exigeait que la procuration à l'effet de représenter une partie au bureau de conciliation contint pour le mandataire pouvoir de transiger.

Les rédacteurs de l'article 53 Pr. n'ont pas reproduit cette condition sur l'observation faite par le Tribunal qu'il n'est ni juste ni raisonnable de contraindre les parties qui ne peuvent se présenter elles-mêmes de remettre entre les mains d'un tiers la disposition de leur fortune.

A. — La procuration pour comparaître en conciliation qui ne donnerait pas au mandataire le droit de faire une transaction serait donc suffisante. Ce n'est pas en effet une conciliation que la loi exige, mais une comparution. On satisfait donc à la loi en se faisant seulement représenter pour comparaître.

B. — Il y a plus : en présence de l'art. 53 Pr. qui ne reproduit pas la disposition de la loi de 1791, le pouvoir donné au mandataire pourrait lui interdire le droit de faire aucune transaction.

Il ne faut donc pas s'étonner que, dans les grandes villes,

le préliminaire de conciliation ait dégénéré en une vaine formalité. Ainsi que le fait justement observer M. Garsonnet : refuser de venir au bureau de paix quand on pourrait le faire et y envoyer un mandataire qui ne puisse transiger, c'est rendre la conciliation impossible ; de là à payer l'amende et à rester chez soi, il n'y a qu'un pas.

C. — Il résulte de là que le pouvoir de transiger ne doit pas être facilement supposé avoir été donné. Si une clause spéciale n'est pas nécessaire pour l'exclure du mandat de comparaître au bureau de conciliation, elle est au contraire nécessaire pour le conférer.

Toutefois, il n'y a pas lieu de confondre le simple pouvoir donné pour comparaître en conciliation et le pouvoir donné à l'effet de se concilier. Le pouvoir de se concilier, alors du moins qu'il a été donné sans autre explication, emporte pouvoir de transiger. Transiger, s'est se concilier, et *vice versa*.

§ 4. Frais de la procuration.

Les frais de la procuration et de la vacation du mandataire sont à la charge de la partie représentée, le tarif n'ayant rien alloué. Toutefois on peut dire, en ce qui concerne le coût de la procuration, que ce sont des déboursés faits avec l'autorisation de la loi et qui doivent être mis à la charge de celui qui supportera les dépens. Si l'on veut en effet favoriser la conciliation, il ne faut pas qu'une partie empêchée de se présenter en personne puisse calculer qu'il lui sera plus économique de payer l'amende de dix francs édictée par l'article 57 contre le plaideur non comparant que de déboursier la vacation du mandataire et les frais de la procuration sans espoir de recouvrer même ces derniers.

SECTION TROISIÈME

La comparution des parties et la tentative de conciliation doivent-elles avoir lieu en public ?

Un premier système, enseigné par M. Chauveau, se prononce pour la publicité. Toutes les fois que la loi ne dit pas le contraire, les audiences des juges de paix, soutient cet auteur,

doivent avoir lieu les portes ouvertes et cette règle générale ne fléchit que quand l'exception est écrite dans un texte formel.

La majorité des auteurs professe une opinion contraire. L'esprit de la loi, dit-on, la raison semble exiger que les parties soient entendues à huis-clos, affaire par affaire, la présence du public pouvant les gêner dans leurs explications. La loi, en effet, n'exige pas la publicité ; il est donc permis d'induire de son silence que le juge de paix a la faculté d'entendre les parties à huis-clos toutes les fois qu'il le juge convenable. Au bureau de conciliation, ce n'est pas une audience proprement dite que tient le juge de paix, puisqu'il n'est pas juge. On n'a pas à redouter ici les influences occultes que la publicité des débats judiciaires a pour but d'écarter, puisque le juge de paix n'a que des conseils à donner, des observations à faire aux parties, et non des jugements à prononcer. Or, il remplira bien plus sûrement sa mission de conciliateur en écartant le public ; d'autre part, les parties seront bien plus disposées à consentir des concessions respectives si elles se trouvent seules en présence du juge que si le public assiste à leurs débats. Cette opinion est d'ailleurs consacrée par l'usage.

CHAPITRE III

Rôle des parties en présence du magistrat conciliateur.

SECTION PREMIÈRE

Rôle du demandeur.

I. — L'art. 54, § 1 Pr. autorise le demandeur à « expliquer » sa demande, c'est-à-dire la rendre plus claire. Par exemple il peut préciser une circonstance qu'il avait omis d'énoncer dans la citation..

II. — Le même article l'autorise à « augmenter » sa demande, c'est-à-dire qu'à la demande énoncée dans la citation il peut en ajouter qui soient l'accessoire de la première et se lient étroitement avec elle, comme le serait, par exemple, la demande des intérêts d'un capital.

III. — Mais il ne peut former de « nouvelles » demandes, c'est-à-dire des demandes qui, n'ayant aucun lien, aucun rapport avec la première, seraient elles-mêmes principales.

En effet : 1° Toute demande doit être précédée du préliminaire de conciliation ; 2° L'article 52. Pr. veut que la citation énonce l'objet de la demande, or ces demandes n'y étaient pas comprises ; 3° Le défendeur ainsi surpris par des prétentions qu'il n'a pu ni prévoir, ni étudier à l'avance, serait par là même hors d'état d'entrer en arrangement.

IV. — Toutefois, il est admis que lorsque le défendeur consent, malgré le silence de la citation, à essayer la conciliation sur une demande nouvelle formée devant le juge de paix, cet essai de conciliation est valable si le magistrat conciliateur constate ce consentement et prend la signature des parties : ce consentement équivaut à une comparution volontaire.

SECTION DEUXIÈME

Rôle du défendeur.

I. — L'article 54, § 1 *in fine* Pr. donne au défendeur plus de latitude qu'au demandeur : il lui est permis de former devant le juge de paix les demandes qu'il juge convenables. Rien, en effet, ne le lie de son côté : ni ses conclusions, puisqu'il n'est tenu à en poser aucune devant le bureau de paix, ni la citation qui ne concerne que le demandeur.

II. — Toutefois, son droit a des limites. Malgré les termes absolus dont se sert la loi, il est incontestable que le défendeur ne peut former que les demandes qui soient relatives à l'action dirigée contre lui, des demandes qui soient des exceptions, des défenses à cette action. Exemples : 1° Le défendeur demande la nullité de l'obligation pour laquelle il est poursuivi ; 2° En

réponse à la demande qui lui est faite de garnir la maison à lui louée de meubles suffisants, il demande reconventionnellement que le bailleur mette cette maison en état.

Au contraire, les demandes émanées du défendeur qui ne serviraient pas de défense à l'action intentée contre lui ne pourraient être proposées sans une citation préalable en conciliation : le défendeur se trouve en effet demandeur en ce qui les concerne.

CHAPITRE IV

Rôle du magistrat conciliateur.

§ 1. La mission du juge de paix est essentiellement et exclusivement conciliatrice. Ce magistrat doit s'efforcer d'amener les parties à un arrangement et éviter ainsi un procès. La loi, qui, nous le verrons bientôt, lui impose l'obligation de dresser un procès-verbal constatant le résultat de ses efforts, est muette sur les moyens de persuasion qu'il doit employer vis-à-vis des parties ; elle ne lui trace à ce sujet aucune règle spéciale : elle s'en réfère entièrement à sa prudence et à son expérience. Il peut donc provoquer toutes les explications propres à amener la conciliation entre les parties ; il les écoute, leur donne des conseils et les exhorte à la paix.

§ 2. Le juge de paix saisi comme conciliateur n'exerce aucune juridiction.

I. — Il ne peut donc, sous aucun prétexte, rendre un jugement sur l'objet du litige, quand même cet objet rentrerait dans les limites de sa compétence comme juge.

Il ne faut pas conclure de là que, s'il agissait autrement, les condamnations qu'il prononcerait seraient radicalement nulles et pourraient toujours être écartées par simple exception sans qu'il soit besoin à la partie condamnée d'interjeter appel. Il est en effet incontestable qu'une décision judiciaire, même

entachée d'excès de pouvoir, est toujours susceptible d'acquiescer l'autorité de la chose jugée, faute par la partie à laquelle elle fait grief d'en avoir interjeté appel dans les formes et les délais de la loi.

II. — Le juge de paix a-t-il le droit d'interroger et d'interpeller les parties ? — Non, semble-t-il, puisqu'il doit se borner à entendre leurs dires respectifs. Mais, tout en admettant ce principe, on est généralement d'accord pour reconnaître qu'il ne doit pas être entendu d'une façon trop rigoureuse. Le juge de paix, sans qu'il lui soit permis de se livrer à un véritable interrogatoire vis-à-vis des parties et sans les interpeller, a cependant le droit, pour arriver à une conciliation, pour obtenir des concessions des deux parties ou de l'une d'elles, d'être instruit de toutes les circonstances qui ont précédé ou suivi le fait ou la convention objet du litige. Sans cela, comment pourra-t-il persuader au demandeur qu'il doit réduire ses prétentions, au défendeur qu'il y aurait folie à soutenir un procès ? — Ajoutons que, dans les campagnes, la tentative de conciliation a souvent lieu entre justiciables qui n'ont aucune connaissance des affaires, parfois même aucune instruction, et qui, par suite, sont incapables de s'expliquer. Si le juge de paix qui y préside était tenu de se renfermer dans un silence passif, s'il se bornait à faire consigner sur son procès-verbal les dires des parties, ce document contiendrait presque toujours des choses absolument inintelligibles. En donnant à ce magistrat la mission souvent délicate de concilier les parties, la loi l'a chargé de les entendre, de les aider à expliquer leur pensée et de leur faire les questions nécessaires pour bien savoir ce qu'elles veulent dire et l'éclairer sur leurs prétentions respectives. Mais il ne devra consigner, ni les questions qu'il leur adresse, ni les réponses qui y sont faites, car autrement il se transformerait en juge commissaire et sortirait ainsi de son rôle de magistrat conciliateur.

III. — De ce que le juge de paix n'exerce, au bureau de conciliation, aucune juridiction, il faut conclure :

1° Qu'il n'a pas le droit, au cas où le défendeur décline sa compétence, d'examiner cette exception ;

2° Qu'il ne peut, si le défendeur argue de nullité la citation aux fins de laquelle il comparait, en apprécier la régularité ;

3° Qu'il ne lui est pas permis de décider si l'on se trouve ou non dans les hypothèses où le préliminaire de conciliation est obligatoire.

Le magistrat conciliateur devant lequel sont soulevées des exceptions semblables doit se borner, dans ces cas, à dresser un procès-verbal de non-conciliation, sauf à la partie qui les a soulevées devant lui à les invoquer à nouveau et à les discuter devant le tribunal sur l'assignation à comparaître qui lui sera ultérieurement délivrée à la requête de son adversaire.

IV. — Nous avons dit plus haut que le vœu de la loi est avant tout que les parties comparaissent volontairement devant le juge de paix pour se concilier. A défaut de cette comparution, une citation en conciliation est absolument nécessaire pour remplir le vœu de la loi, et ne peut être suppléée par des équivalents. Il n'appartiendrait pas par exemple au juge de paix saisi par une citation comme juge, et qui s'apercevrait que le litige qui lui a été ainsi soumis excède les limites de sa compétence, de transformer sur le champ et d'office sa mission de juge en celle de conciliateur et de dresser un procès-verbal de non-conciliation au lieu de rendre un jugement d'incompétence.

Toutefois, s'il n'appartient pas au juge de paix d'imposer d'office sa médiation comme conciliateur aux parties lorsqu'il a été saisi par une citation donnée à comparaître devant lui comme juge, rien n'empêche cependant qu'il le fasse « du consentement exprès des deux parties » présentes ou dûment représentées devant lui. En pareil cas, on peut dire qu'il y a, en réalité, comparution volontaire, et la comparution volontaire des parties au bureau de conciliation confère au juge de paix les mêmes pouvoirs que quand la comparution a eu lieu sur citation en conciliation. Aussi un arrêt de la Cour Suprême du 11 novembre 1884 a-t-il décidé que le juge de paix saisi d'une action au cours de laquelle surgit entre les parties une difficulté dépassant les limites de sa compétence n'excède nullement ses pouvoirs en dressant, séance tenante et du consentement

des parties, procès-verbal d'un arrangement intervenu entre elles sur cette difficulté devant lui et sur ses conseils.

V. — La partie qui conteste la validité du pouvoir dont se présente porteur le prétendu mandataire de son adversaire doit soulever sa contestation de ce chef devant le juge de paix, à peine d'être irrecevable à la faire valoir ultérieurement. Ce n'est pas à dire que le juge de paix puisse faire acte de juridiction et trancher la question de validité de ladite procuration. Mais ce magistrat mentionnera, dans le procès-verbal qu'il est tenu de dresser de la comparution des parties devant lui, le dire du contestant, pour être ultérieurement statué ce que de droit à cet égard par le juge compétent.

VI. — Le juge de paix peut, à notre avis, refuser d'entendre le mandataire choisi par les parties, puisque nous avons soutenu que celles-ci ne sont pas juges de l'opportunité de leur comparution personnelle ou par fondé de pouvoir et qu'elles ne peuvent se faire représenter qu'à la charge de justifier de l'empêchement où elles sont de comparaître en personne.

Il peut également examiner, lorsqu'il a la preuve que les parties sont réellement empêchées de venir devant lui, si le pouvoir du mandataire est ou non régulier, et notamment si ce mandataire remplit les conditions de capacité voulues par la loi.

VII. — L'art. 60 de la Constitution du 22 Frimaire an VIII, portait que, dans le cas où le juge de paix n'avait pu parvenir à concilier les parties, il devait les inviter à se faire juger par des arbitres.

Que doit-on décider en présence du silence du Code de Procédure? Rien, à notre avis, ne s'oppose à ce que le juge de paix, après avoir éclairé les parties sur leurs droits respectifs et notamment sur les frais auxquels les expose le procès qui va s'élever entre elles, désespérant de les concilier, les engage à recourir à un arbitrage. Ce n'est là en effet qu'une simple invitation, qui ne lie les parties en aucune façon, et qu'il leur est libre d'accepter ou non.

§ 3. L'article 55 Pr. détermine quel est l'office du juge de paix dans le cas spécial où l'une des parties défère le serment

à l'autre. Le juge de paix doit alors le recevoir ou faire mention du refus de le prêter.

I. — Le serment est la déclaration que fait une partie, en prenant la divinité à témoin de la vérité du fait qu'elle atteste.

Il est de deux espèces. On distingue : 1° Le serment décisoire, déféré par l'une des parties à l'autre pour en faire dépendre la décision d'un procès; 2° Le serment supplétoire, déféré d'office par le juge dans le cours d'une contestation à l'une des parties pour suppléer à l'insuffisance des preuves.

Le juge de paix ne peut déférer le serment supplétoire : ce serait en effet prononcer un interlocutoire. Or il n'est compétent que pour concilier; il ne peut donc rien ordonner qui se rattache au fond.

II. — Le juge de paix ne peut déduire les conséquences légales, soit du refus, soit de la prestation de serment. Ce droit est réservé au tribunal devant lequel l'affaire devra être portée si les parties y donnent suite.

III. — La délation de serment faite par l'un des plaideurs à l'autre n'est autre chose qu'une offre d'arrangement et de transaction implicite. Conséquences :

A. — Si le serment est prêté par la partie à laquelle il est déféré, il vaut transaction; le juge de paix dresse alors un procès-verbal de conciliation.

B. — Si la partie à laquelle le serment est déféré refuse de le prêter, ce refus implique un refus de transaction; le juge de paix dresse alors un procès-verbal de non conciliation.

C. — La partie à laquelle le serment est déféré peut-elle le référer, c'est-à-dire le renvoyer à celui qui le lui a déféré? Bien que ce droit n'ait pas été mentionné au titre « De la Conciliation », il n'en existe pas moins. Il suffit en effet de considérer que celui qui défère le serment est demandeur dans son exception, et qu'il doit, en cette qualité, faire la preuve; or, lui référer le serment, ce n'est que le mettre en demeure de fournir une preuve qui est à sa charge. Si donc la partie à laquelle le serment est déféré le réfère à son adversaire, le

résultat dépend de celui qui l'a tout d'abord invoqué : S'il le prête, il y a conciliation; si non, le juge de paix dresse un procès-verbal de non conciliation.

TITRE SIXIÈME

Résultats du préliminaire de conciliation.

CHAPITRE PREMIER

Les deux parties ont comparu.

Après avoir entendu les parties dans leurs dires et prétentions réciproques, et après avoir employé tous les moyens de persuasion, le juge de paix aboutit ou non à un arrangement. Dans chacune de ces deux hypothèses, que nous allons examiner, il doit dresser un procès-verbal sur le caractère duquel nous insisterons.

SECTION PREMIÈRE

Les parties se sont conciliées.

§ 1. L'art. 54 exige dans ce cas que le procès-verbal contienne les conditions de l'arrangement intervenu entre elles.

S'il en était autrement, la démarche des parties pourrait devenir inutile, puisque, en l'absence d'aucun titre constatant leur accord, chacune d'elles pourrait, plus tard, renouveler la contestation et poursuivre le procès. Aussi, et pour prévenir cette éventualité, la minute du procès-verbal, qui est rédigée par le greffier, reste déposée au greffe de la justice de paix. Le dépôt de cette pièce, qui renferme des conventions synallagmatiques, rend inutile l'article 1325 Civ. qui ordonne que

de tels actes soient rédigés en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

§ 2. Questions controversées.

I. — Les conventions des parties insérées dans un procès-verbal de conciliation ont-elles besoin d'être signées par elles ?

La loi des 16-24 août 1790 exigeait cette signature ; mais cette condition n'a plus été exigée à la suite de la discussion du texte de l'art. 54 au Conseil d'Etat. On ne saurait toutefois induire du silence du Code que l'obligation de la signature par les parties du procès-verbal de conciliation n'est plus exigible aujourd'hui. Dès l'instant que l'article précité déclare que les conventions insérées au procès-verbal auront force d'obligation privée, n'impose-t-il pas, par cela même, la signature des parties, puisqu'il est de l'essence des obligations privées d'être signées par les contractants ? Les conventions insérées au procès-verbal ne sont donc obligatoires pour les parties que si leur signature y a été apposée.

II. — Dans l'hypothèse où l'une des parties ne sait ou ne veut signer, le juge de paix doit-il en faire mention ? Cette mention a-t-elle pour effet également de rendre valables les conditions d'arrangement énoncées au procès-verbal ?

Il faut distinguer suivant le motif pour lequel cette formalité n'a pu être remplie.

S'il y a refus de signer, l'accord n'existe pas. Le refus par la partie de signer l'arrangement convenu équivaut à une déclaration de non-conciliation, que le juge de paix devra se borner à constater. Si au contraire la non-signature provient d'un empêchement quelconque, par exemple si la partie est privée de l'usage de sa main droite par suite d'un accident, la mention sur le procès-verbal de cette cause d'empêchement suffira et suppléera à la signature.

III. — Le procès-verbal de conciliation pourrait-il contenir des conventions ordinaires, par exemple des actes de vente, un partage, un bail, en un mot des actes qui peuvent être faits en la forme authentique ou simplement sous-seing privé ? En d'autres termes, lorsque les conditions de l'arrangement intervenu entre les parties au bureau de conciliation sont telles

qu'elles constituent des ventes, des baux et autres actes, qui peuvent également être faits sous seing privé ou devant notaires, le procès-verbal de conciliation les constate-t-il régulièrement, de manière à leur faire produire le même effet que si on les avait passés dans l'une des deux formes qu'ils peuvent indifféremment revêtir ?

Non, répond Berriat-Saint-Prix, qui, tout en reconnaissant que le juge de paix au bureau de conciliation est un officier public, ne lui permet pas de recevoir des actes volontaires et ne lui attribue compétence que pour opérer la conciliation. Oui, doit-on répondre. Il ne faut faire exception que relativement aux conventions pour lesquelles le ministère des notaires est, par exception, obligatoire : constitution d'hypothèque, partage d'ascendant entre vifs, donation, subrogation à l'hypothèque légale de la femme.

De ce que les conventions des parties insérées au bureau de paix ont force d'obligation privée, il résulte nécessairement que tout acte qui peut être fait sous seing privé peut être dressé dans le procès-verbal de conciliation.

SECTION DEUXIÈME

Les parties ne se sont pas conciliées.

§ 1. Principe.

L'art. 54 Pr., prévoyant le cas où la tentative de conciliation est demeurée infructueuse, dispose que le juge de paix, dans le procès-verbal qui en constatera l'issue, devra faire « sommairement » mention que les parties n'ont pu s'accorder. Ce procès-verbal est donc beaucoup plus sobre que quand il y a transaction.

§ 2. Question controversée.

La loi des 16-24 août 1790 voulait qu'il fût dressé un procès-verbal sommaire des dires, aveux ou dénégations des parties sur les points de fait, ainsi que des raisons développées par elles pour légitimer leur refus de transiger.

Que doit-on décider aujourd'hui ? Les dires respectifs des

parties, les interpellations qu'elles se sont faites et leurs réponses doivent-ils être insérés au procès-verbal de non-conciliation ?

Oui, répond un premier système, défendu par Favard de Langlade, Toullier, Curasson, Rodière. On se fonde sur ce que le Code de Procédure Civile n'a pu abroger une loi de compétence comme celle de 1790. Les deux textes, d'ailleurs, expriment la même chose.

L'art. 54 Pr. dit en effet : Le procès-verbal qui « en » sera dressé. A quoi se rapporte ce mot « en », si ce n'est aux explications, aux augmentations de demande, et à la formation de demandes nouvelles ?

Or, dès que le procès-verbal de ces diverses circonstances doit être dressé, comment peut-on soutenir que la loi n'a exigé qu'une simple mention de la non-conciliation ? Il faut mentionner ce qui s'est passé, et non pas se borner à une vaine formule : autrement, ni les explications du demandeur, ni les exceptions du défendeur ne seraient consignées dans le procès-verbal. Par exemple : le demandeur réclame le versement d'une somme de cinq cents francs. Le défendeur répond qu'il les doit, mais qu'il lui est maintenant impossible de les payer. Alors, parce qu'il n'y a pas eu de conciliation, le procès-verbal ne devrait faire aucune mention de l'aveu du défendeur ! Mais, s'il n'y a aucun titre qui prouve l'obligation, et si le défendeur vient à décéder avant que la demande soit jugée par le tribunal, le demandeur, par suite du retard que lui aura fait éprouver la tentative de conciliation, sera privé de l'avantage que lui eût procuré l'aveu de son adversaire. Les résultats aussi désastreux d'une pareille doctrine doivent la faire rejeter.

Dans une seconde opinion, enseignée par MM. Boitard, Boucenne, Chauveau, Bonfils, Garsonnet, et à laquelle nous nous rallions, on soutient que le Code de Procédure a, en s'abstenant intentionnellement de la reproduire, ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires au sein du Conseil d'Etat, abrogé la disposition de la loi de 1790. Par suite, si le juge de paix, sortant en ce cas de son rôle, s'était livré dans le procès-verbal de non-conciliation, à la constatation des dires,

aveux ou dénégations des parties, ces constatations seraient dépourvues de toute force probante et devraient être considérées comme non avenues. En effet, dit-on : 1° Si l'art. 54 Pr., qui n'impose au juge de paix que l'obligation de mentionner la non-conciliation, avait voulu mentionner la disposition de la loi de 1790, il aurait pu le faire d'une manière formelle et positive, comme dans plusieurs autres de ses dispositions ; 2° On ne peut pas soutenir que cette loi n'ait pas été abrogée par l'art. 54 Pr., car l'article 1041 du même Code dispose que toutes les lois, coutumes, usages et règlements relatifs à la procédure civile seront abrogés à partir du 1^{er} janvier 1807. Or la disposition de la loi de 1790, bien qu'elle fasse partie d'une loi qui avait pour objet, dans son ensemble, de régler l'organisation des autorités judiciaires et leur compétence, n'est point, considérée isolément, une loi de compétence, mais bien une règle de procédure, puisqu'elle ne concerne que la forme et le contenu du procès-verbal de non-conciliation ; 3° Si le Code de Procédure n'a pas reproduit cette disposition, c'est que l'expérience avait révélé les inconvénients qui en étaient résultés. En effet : ou les parties étaient trop confiantes, et se laissaient entraîner à des aveux compromettants qu'on ne manquait pas de leur opposer plus tard devant le tribunal ; où elles étaient trop prudentes, et, craignant les conséquences qu'on pourrait tirer de leurs prétendues déclarations, elles gardaient une réserve qui devenait un obstacle absolu à toute conciliation ; 4° L'abrogation implicite de la loi de 1790 par l'art. 54 Pr. est confirmée par l'art. 10 du Tarif du 16 février 1807 qui, en fixant le coût de l'expédition du procès-verbal de non-conciliation, prescrit de n'y insérer que la mention sommaire du désaccord des parties ; 5° La constatation par le juge de paix des aveux et dénégations qui peuvent échapper aux parties aurait de graves inconvénients. Si une partie avait à craindre qu'on fit usage contre elle de ce qui se dit devant le juge de paix, elle regarderait le préliminaire de conciliation comme une mesure hostile, plus propre à lui nuire qu'à lui être utile, et serait moins disposée à se concilier. Le vœu de la loi a été que les parties, en comparaissant devant le magis-

trat conciliateur, aient la certitude que leur inexpérience ou leur ignorance des affaires ne pourra, dans aucun cas, préjudicier à leurs intérêts ; or cette sécurité n'existerait pas si elles savaient que leurs déclarations doivent être enregistrées et qu'elles pourront un jour leur être opposées. D'ailleurs, un adversaire habile parviendrait, par des questions insidieuses et détournées, à embarrasser l'autre partie, et amènerait ainsi des réponses et des déclarations compromettantes pour les intérêts de celle-ci.

Un arrêt de la Cour d'Orléans du 7 avril 1838 a même été jusqu'à décider, dans le sens de l'opinion que nous venons d'exposer, que la prohibition faite au juge de paix de se livrer, dans le procès-verbal de non-conciliation, à la constatation de toute circonstance étrangère au fait lui-même de la non-conciliation est d'ordre public, et qu'il ne peut y être dérogé, ni par la volonté du juge de paix, ni même avec le consentement tacite ou formel des parties.

Nous croyons qu'une semblable interprétation de l'art. 54 Pr. est exagérée. Pourquoi, en effet, si toutes les parties consentent expressément à ce que mention soit faite au procès-verbal de non-conciliation de certains points ou de certaines circonstances sur lesquelles elles sont d'accord, pourquoi le juge de paix ne ferait-il pas droit à leur réquisition ? Bien plus, il nous semble qu'il méconnaîtrait ses devoirs en refusant d'y obtempérer. Sans doute, le procès-verbal doit être rédigé avec brièveté et circonspection. Mais si, sans vouloir se concilier, l'une des parties fait néanmoins un aveu formel et précis ou se livre à une dénégation importante, pourquoi le juge de paix ne les mentionnerait-il pas ? Notons que l'aveu rendra inutile la prestation de serment, et que, à ce titre, son insertion au procès-verbal s'impose. Les aveux de cette nature n'auront d'ailleurs que la force d'aveux extrajudiciaires, c'est-à dire que, au lieu d'entraîner nécessairement la condamnation de leurs auteurs, les tribunaux y auront seulement tel égard que de raison.

§ 3. Exception au principe.

Dans l'hypothèse prévue par l'art. 55 Pr., la loi déroge au principe que nous venons d'étudier, et d'après lequel le juge de

paix ne doit pas, dans son procès-verbal de non-conciliation, relater les motifs pour lesquels les parties n'ont pu s'arranger. C'est le cas où, l'une des parties ayant déféré le serment à l'autre, celle-ci a refusé de le prêter : la loi fait au juge de paix le devoir de mentionner ce refus. Mais il ne peut en déduire les conséquences : cet office n'appartient qu'au tribunal devant lequel la demande sera ultérieurement portée.

Pour quel motif, lorsque celui auquel le serment est déféré, refuse de le prêter, le juge de paix doit-il faire mention de ce refus?

Selon certains auteurs, le but de cette mention est de permettre au tribunal de condamner la partie qui a refusé de prêter le serment. Ce refus aurait donc pour conséquence d'entraîner nécessairement la condamnation du plaideur récalcitrant. En effet, dit-on, le serment ainsi déféré au bureau de conciliation doit être considéré comme un serment judiciaire; par suite, on doit appliquer l'article 1361 du Code Civil d'après lequel le refus du défendeur de prêter le serment entraîne pour lui la perte de son procès.

MM. Glasson, Garsonnet, Naquet, Boncenne, Rodière, Bonnier, à l'opinion desquels nous nous rangeons, enseignent que le refus de prêter le serment ne doit être considéré que comme un refus de conciliation et ne saurait produire d'autres résultats. On ne peut en effet appliquer aux parties qui comparaissent devant un juge de paix pour se concilier l'art. 1361 du Code Civil, qui n'a disposé que pour le cas où les plaideurs se trouvent devant le juge qui doit connaître de leur différend, et alors qu'ils sont assistés de mandataires qui les éclairent sur les conséquences d'un serment prêté ou refusé. Le préliminaire de conciliation n'étant pas une instance, le serment n'est pas judiciaire; le refus de le prêter ne peut constituer une preuve décisive : chacun est libre de repousser la transaction offerte par l'adversaire. Mais un tel refus engendrera une induction défavorable contre celui qui n'a pas osé appuyer sa prétention sur une affirmation solennelle; or cette induction est tellement grave qu'il a paru utile de prescrire au juge de paix de constater le refus du serment.

Ce refus constaté jouera plus tard devant le tribunal le rôle d'une de ces présomptions de fait que la loi n'admet que dans certains cas, et qu'elle abandonne à la prudence du magistrat.

Le refus de serment laisse donc entiers les droits des parties. Celle qui l'a déféré peut ne plus le demander devant le tribunal, de même qu'il ne peut être élevé aucune fin de non-recevoir contre la partie qui a refusé de le prêter. D'ailleurs il appartient toujours à cette partie de faire tomber la présomption défavorable qui s'attache à ce refus en offrant ultérieurement devant le tribunal de prêter le serment décisoire qu'elle n'a pas voulu prêter au bureau de conciliation. Mais alors il semblerait équitable, dans ce cas, que la partie qui, par son refus de serment devant le juge de paix, aurait obligé l'autre à se pourvoir devant le tribunal, supportât les frais de l'instance qui s'est engagée par sa faute.

Ce n'est qu'en cas où la partie qui n'a pas voulu prêter serment devant le juge de paix persisterait dans son refus devant le tribunal, qu'elle pourrait perdre son procès.

Nous avons ainsi examiné les deux hypothèses qui peuvent se présenter lorsque les deux parties ont comparu devant le magistrat conciliateur.

Nous devons étudier maintenant la nature du procès-verbal qui sert à constater les arrangements ou le désaccord survenus entre elles.

SECTION TROISIÈME

Caractères du procès-verbal de conciliation ou de non-conciliation.

L'article 54 *in fine* Pr. porte que les conventions des parties insérées au procès-verbal « ont force d'obligation privée ».

Que signifient ces mots ? Le procès-verbal dressé par le juge de paix est-il un acte authentique ou un acte sous seing privé ?

§ 1. La question présente de l'intérêt aux points de vue suivants :

A. — Si c'est un acte authentique, il jouit des privilèges attachés à ces actes, savoir :

1° Les conventions qu'il renferme sont présumées conformes à la vérité tant que la preuve de leur fausseté n'est pas produite par le moyen de la procédure d'inscription de faux : art. 1319 Civ. ;

2° Il fait pleine foi de sa date, tant au regard des tiers qu'entre les parties contractantes ;

3° Revêtu par l'officier public qui l'a reçu de certaines formules, il emporte par lui-même force exécutoire ;

4° Il peut contenir une stipulation d'hypothèque conventionnelle.

B. — S'il n'est qu'un acte sous seing privé, il ne jouit d'aucune de ces prérogatives :

1° La sincérité de son existence, en cas de contestation, doit être prouvée par la partie qui le produit, art. 193 et S. Pr. ;

2° Il n'a date certaine qu'à compter, soit du jour où il a été enregistré ou relaté dans un acte authentique, soit du jour du décès de l'un des signataires : art. 1328 Civ. ;

3° Il ne peut jamais avoir force exécutoire ;

4° Il ne peut donner lieu à aucune hypothèque.

§ 2. Emanant d'un officier public compétent, le procès-verbal du juge de paix est évidemment un acte « authentique » : art. 1317 Civ.

Mais alors, comment concilier ce caractère avec les termes de l'article 54 Pr., qui dispose que les conventions insérées au procès-verbal « ont force d'obligation privée » ?

A. — L'explication de cette anomalie apparente nous est fournie par la discussion qui eut lieu à cet égard au sein du Conseil d'Etat. On y voit que l'intention du législateur était de ne pas accorder aux procès-verbaux dressés par le magistrat conciliateur la force probante des actes reçus par les notaires.

D'abord, — on n'a pas voulu porter préjudice à ces officiers ministériels par la concurrence que leur auraient faite les juges de paix. On craignait de voir les parties, sous prétexte de conciliation, se présenter devant le juge de paix et lui demander

de recevoir des actes, des conventions pourvus de la même force que les actes notariés.

Ensuite, — on craignait que beaucoup de juges de paix ne fussent pas suffisamment aptes à rédiger de telles conventions.

C'est sous l'influence de ces idées que les rédacteurs du Code de Procédure, tout en reconnaissant que les procès-verbaux dressés par les juges de paix étaient des actes authentiques en ce sens qu'ils feraient foi jusqu'à inscription de faux des conventions qu'ils renferment et qu'ils feraient pleine foi de leur date à partir du jour où les conventions qu'ils renferment sont constatées par eux, ont déclaré qu'ils n'auraient cependant que force d'obligation résultant d'une convention constatée par un acte sous seing privé en ce sens qu'ils ne pourraient pas être revêtus de la formule exécutoire ni conférer hypothèque.

B. — La disposition finale de l'art. 54 se comprend donc facilement en distinguant, ainsi que le propose M. Chauveau, entre la « force » de l'acte et la « foi » qui lui est due.

Cet article refuse aux procès-verbaux dressés par le juge de paix « la force » des actes authentiques ordinaires, en ce sens qu'ils n'autorisent point l'exécution immédiate et ne peuvent conférer hypothèque.

Mais il leur accorde la « foi » due à ces actes. Conséquences :

1^o Le signataire auquel un procès-verbal dressé en bureau de conciliation est opposé ne peut se borner à dénier sa signature : celle-ci fait preuve jusqu'à inscription de faux.

2^o Les conventions insérées au procès-verbal ont date certaine du jour où elles sont constatées par le juge de paix.

3^o Bien que les conventions contenues dans ce procès-verbal ne valent que comme obligation privée, il n'est pas nécessaire de les rédiger en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct : art. 1325 Civ.

En effet, la présence du juge de paix et de son greffier sont des garanties qui remplacent les précautions prises par le législateur pour certifier la signature des parties (articles 1323 et

1324 Civ.), pour prévenir les antidades concertées dans des intentions frauduleuses (article 1328 Civ.) et pour assurer la conservation des minutes des procès-verbaux au greffe de paix.

CHAPITRE II

Une des parties n'a pas comparu.

SECTION PREMIÈRE

Constatacion du défaut de comparution.

Aucun procès-verbal n'est dressé lorsque l'une des parties n'a pas jugé à propos de se présenter sur la citation. L'article 58 Pr. prescrit seulement que mention soit faite de la non comparution : d'abord sur le registre du greffe de la justice de paix ; ensuite sur l'original de la citation si c'est le défendeur qui ne comparait pas, et sur la copie si c'est le demandeur qui fait défaut.

Cette mention a pour but de faire produire à la citation en conciliation ses effets ordinaires.

Un procès-verbal était inutile : ce document, en effet, est, nous le savons, destiné à constater les conditions de l'arrangement ou à indiquer que les parties n'ont pu s'accorder, ce qui ne peut se réaliser lorsque l'une d'elles ne comparait pas.

SECTION DEUXIÈME

Sanction du défaut de comparution.

L'article 56 du Code de Procédure prononce une amende de dix francs contre celle des parties qui ne comparait pas, et dispose que toute audience doit lui être refusée jusqu'à justification par elle du paiement de cette amende.

§ 1. Caractères de cette amende.

A la différence de la loi de 1790, le Code de Procédure ne fait pas de distinction entre le cas où la partie qui n'a pas comparu obtient gain de cause et celui où elle perd son procès devant le tribunal. Cette amende n'est point en effet un accessoire de la condamnation au fond, comme sont, par exemple, les dépens : elle n'est autre chose qu'une peine spéciale édictée par la loi dans le but de prévenir les procès et dont est nécessairement passible celui qui se soustrait à la tentative de conciliation.

§ 2. Lorsque c'est le demandeur qui, sur sa propre citation, n'a pas comparu au bureau de paix, est-il tenu, après avoir payé l'amende et avant de porter son action devant le tribunal, de citer à nouveau son adversaire devant le juge de paix pour tenter effectivement, en comparaisant cette fois, la conciliation, ou peut-il assigner *de plano* le défendeur devant le tribunal ?

Dans un premier système, défendu par M. Thomine-Desmazes, on justifie l'obligation d'une nouvelle citation suivie d'une comparution effective du demandeur devant le juge de paix, en faisant observer que le demandeur ne peut prétendre avoir satisfait au vœu de la loi lorsque, par son défaut de comparution, il a lui-même mis obstacle à la conciliation qu'il était obligé d'essayer.

Nous préférons l'opinion contraire, enseignée par MM. Boitard, Boncenne et Chauveau. La seule sanction édictée pour défaut de comparution par l'art. 56 consiste dans une amende de dix francs. Dès lors, quand le défaillant a payé cette amende, qu'il soit demandeur ou défendeur, peu importe : il a droit d'obtenir audience.

§ 3. Conséquences du défaut de paiement de l'amende.

Celui des plaideurs qui n'a pas payé l'amende ne peut obtenir audience, c'est-à-dire que son avoué ne peut poser des conclusions pour lui devant le tribunal.

I. — S'il est défendeur, le jugement qui intervient ne peut être que par défaut, bien qu'il ait constitué avoué. Il pourra attaquer cette décision par la voie de l'opposition, mais à la

charge de justifier, pour être recevable, du paiement de l'amende.

II. — S'il est demandeur, il ne peut requérir condamnation sur son assignation contre le défendeur, et celui-ci peut, en suivant l'audience, obtenir défaut congé contre lui.

§ 4. Dans quels cas la remise de l'amende peut être accordée.

I. — L'amende pour défaut de comparution n'est pas encourue de plein droit. Il résulte d'une décision du Ministre de la Justice du 15 novembre 1808 que la partie qui n'a pas comparu peut en obtenir la remise en justifiant d'une maladie ou d'un événement de force majeure qui l'a mise dans l'impossibilité d'obéir à la citation. Ainsi, il est certain que la partie qui, n'ayant ni domicile ni résidence connus, a été citée par exploit signifié au Parquet, n'a pas été touchée par la citation et n'a pu comparaître.

II. — La partie qui présente un certificat d'indigence ne peut obtenir audience sans justifier du paiement de l'amende, à moins qu'elle n'ait obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire.

§ 5. Si l'amende doit être prononcée aussi bien contre le demandeur que contre le défendeur qui n'obéit pas à la citation, c'est-à-dire quel que soit le défaillant, faut-il en conclure qu'elle doit être infligée quelle que soit la cause du défaut, par exemple lorsque le défaut de comparution est motivé précisément sur ce que l'affaire était légalement dispensée du préliminaire de conciliation ?

Oui, répondent MM. Garsonnet et Carré. La loi, en prononçant l'amende pour non-comparution au bureau de conciliation, statue même pour les cas où la conciliation n'est pas exigée. Si l'affaire n'est que dispensée du préliminaire, le défendeur doit en effet comparaître pour que le juge de paix puisse essayer une conciliation qui n'est pas interdite.

Nous préférons l'opinion de M. Chauveau, qui enseigne que l'amende ne doit pas dans ce cas être infligée. Le tribunal auquel il appartient de prononcer l'amende doit, pour le faire, s'assurer qu'elle est encourue, c'est-à-dire que le défendeur a contrevenu à une obligation légale. On ne saurait en effet admettre qu'une peine, et telle est la nature de l'amende édictée par l'art. 56 Pr.,

puisse être prononcée à raison de l'inaccomplissement d'un acte facultatif; car toute peine suppose une faute, et il n'y a pas faute dans l'abstention d'un acte qu'on est libre de ne pas accomplir. Or, en dispensant certaines affaires du préliminaire de conciliation, le législateur n'a évidemment pas voulu obliger celui qui est partie dans une de ces affaires à tenter la conciliation, et s'il néglige de se présenter dans ce but devant le juge de paix, il ne contrevient pas à la loi.

§ 6. Que faut-il décider dans le cas où le défaut de comparution est motivé sur ce que la citation est irrégulière ou a été donnée devant un juge de paix incompétent?

Supposons d'abord que la citation est entachée de nullité.

M. Carré estime que le défendeur ne peut, sans encourir l'amende édictée par l'art. 56 Pr., s'abstenir de comparaître pour opposer les vices de la citation et demander qu'elle soit annulée.

Cette opinion, combattue par M. Chauveau, ne nous paraît pas devoir être suivie. En effet, ce n'est pas au juge de paix qu'il appartient de prononcer sur les nullités ou irrégularités de la citation, puisqu'il est seulement conciliateur, et non juge; donc, obliger le défendeur à comparaître devant ce magistrat pour proposer ces nullités, c'est l'obliger à une démarche complètement frustratoire s'il se borne à vouloir arguer des vices de la citation. D'autre part, s'il s'agit d'une nullité substantielle, par exemple si la citation n'a pas observé les délais ou si elle contient une indication erronée du jour de la comparution, le défendeur s'est trouvé dans l'impossibilité physique de se présenter: or, comment pourrait-on le punir d'une erreur, d'une faute qu'il n'a pas commise et qui est le fait de son adversaire?

Il faut en dire autant, croyons-nous, du cas où la citation aurait été donnée devant un juge de paix incompétent. Le défendeur qui est convaincu de l'incompétence de ce magistrat nous paraît fondé à ne pas comparaître, surtout si son domicile est très éloigné du chef-lieu de canton, afin de s'épargner un déplacement dispendieux et une perte de temps.

§ 7. Par qui est prononcée l'amende encourue.

I. — C'est au tribunal civil seul devant lequel l'action est portée, et non au juge de paix qui aurait dû tenter la conciliation, qu'il appartient de condamner à l'amende le non-comparant s'il y a lieu, ou de reconnaître au contraire qu'il justifie d'une cause d'empêchement de comparaître de nature à l'y soustraire. C'est en ce sens que l'art. 56 Pr. a été interprété, dès les premiers temps de sa promulgation, dans une décision du Grand Juge, Ministre de la Justice, en date du 31 juillet 1808. Le juge de paix n'exerçant, au bureau de conciliation, aucune juridiction comme juge, mais y siégeant comme simple conciliateur, n'a en effet ni pouvoir ni qualité pour prononcer aucune condamnation.

II. — L'amende doit être requise par le Ministère public et prononcée par le tribunal contre chacune des parties qui l'a encourue, et c'est à lui qu'il appartient de leur faire refuser toute audience, sauf justification de ce paiement ; il doit donc être prononcé autant d'amendes qu'il y a de parties ayant fait défaut sur la citation en conciliation. A défaut même de réquisitions du ministère public, il appartiendrait au tribunal de statuer d'office à cet égard.

III. — La condamnation à l'amende ne pouvant être prononcée que par le tribunal saisi du litige entre les parties, il en résulte que si aucune suite n'est donnée à l'instance dont la citation en conciliation annonçait le projet, si ni le demandeur ni le défendeur ne poursuivent le procès, aucune amende ne peut être réclamée par le fisc : elle n'est pas en effet encourue de plein droit.

Toutefois, il ne suffit pas, pour que le Ministère public soit autorisé à requérir l'amende, que l'instance ait été introduite, que le procès ait été commencé : il faut, de plus, que l'affaire vienne à l'audience en ordre utile pour être plaidée. Jusque-là, en effet, un désistement est possible de la part du demandeur, ainsi qu'un accord entre les parties. En faisant cesser la juridiction du tribunal pour connaître de la demande, ces diverses circonstances feraient également cesser sa juridiction pour prononcer l'amende.

§ 8. Par qui est recouvrée l'amende.

L'amende est recouvrée par le receveur de l'enregistrement. Mais pour pouvoir recevoir le montant de cette amende, ce fonctionnaire est-il tenu d'attendre que la partie qui n'a pas comparu y ait été condamnée par le tribunal ? Lui suffit-il, au contraire, pour qu'il soit autorisé à faire cette perception, que la partie se présente devant lui volontairement pour payer l'amende en justifiant, par la production de la mention de défaut qui a dû être mise sur l'original ou la copie de la citation, qu'elle n'a pas comparu ?

L'intérêt de la question est manifeste. Si, en effet, le receveur ne peut percevoir l'amende que sur le vu d'un jugement de condamnation, une difficulté surgit provenant de ce que la partie débitrice de l'amende ne peut obtenir audience avant de l'avoir payée. De deux choses l'une : Ou bien le tribunal doit rendre un premier jugement statuant seulement sur l'amende et impartissant à la partie un délai pour justifier du paiement nécessaire pour qu'elle puisse obtenir audience sur le fond. Ou bien le tribunal doit statuer par le même jugement sur l'amende et sur le fond. Quelle est alors la nature de ce dernier jugement ? Il faut distinguer : la partie du jugement qui condamne à l'amende est contradictoire et définitive ; au contraire la partie du jugement qui prononce sur le fond est par défaut faute de plaider : elle est donc susceptible d'opposition, lorsque le défaillant aura justifié du paiement de l'amende.

Quoi qu'il en soit, on décide généralement que le préposé de l'enregistrement peut recevoir la consignation du défaillant, même avant toute condamnation, sur le vu de la mention de non-comparution figurant sur l'original ou la copie de la citation. Cette consignation volontaire épargne aux parties les frais et les lenteurs qu'entraînerait une condamnation.

§ 9. L'amende édictée par l'article 56 Pr. ne se prescrit que par trente ans. La prescription biennale de l'article 61 de la loi du 22 frimaire, an VII, qui ne concerne que certains droits établis par cette loi, est inapplicable.

CHAPITRE III

Aucune des parties n'a comparu

§ 1. Bien que l'article 58 du Code de Procédure ne prévoie pas ce cas, ses dispositions, relatives à l'hypothèse où l'une des parties ne comparait pas, doivent également recevoir ici leur application. Mention de la non-comparution ne pourra toutefois être faite que sur le registre du greffe, puisque ni l'original, ni la copie de la citation ne sont représentés.

§ 2. Chacune des parties défaillantes devra payer l'amende. Il convient néanmoins de remarquer qu'il est fort peu probable qu'elles se présentent devant le tribunal qui devrait la prononcer si elles donnaient suite au différend qui les a un instant divisées. Leur absence au bureau de conciliation ne doit-elle pas en effet être considérée comme un indice de renonciation à leurs prétentions respectives ?

APPENDICE

Réformes proposées.

Depuis la promulgation du Code de Procédure Civile, c'est-à-dire depuis le 1^{er} janvier 1807, le titre « De la conciliation », que nous venons d'étudier en détail, n'a encore reçu aucune modification législative. Cette institution salubre, dont nous avons pu apprécier les heureux résultats, est donc encore régie par des textes vieux de bientôt cent ans. Est-ce à dire que les articles qui en règlent le fonctionnement soient parfaits, et qu'ils doivent demeurer immuables ? — Tel n'est pas

notre sentiment. Nous espérons démontrer que des réformes s'imposent.

§ 1. En examinant les demandes dispensées du préliminaire de conciliation, nous avons indiqué comment une pratique absolument vicieuse, aboutit en fait à la suppression radicale de cette institution. Nous avons fait connaître la déplorable habitude qui consiste à présenter au Président du Tribunal civil des requêtes à l'effet d'obtenir l'autorisation d'assigner « à trois jours francs et sans préliminaire de conciliation » le défendeur éventuel au procès que l'on est sur le point d'entamer, sous le fallacieux prétexte que la solution du litige « requiert célérité ». Nous n'hésitons pas à dire, une fois de plus, que presque jamais le caractère d'urgence n'est justifié. Aussi avons-nous formulé un desideratum tendant à la suppression radicale, à l'abrogation, pour employer l'expression consacrée, du paragraphe second de l'article 49 du Code de Procédure. Au reste, les développements que nous avons alors donnés sur cette question nous dispensent d'y insister plus longuement ici.

§ 2. Nous avons fait connaître une certaine théorie, consacrée malheureusement par l'usage, d'après laquelle les parties sont seules juges des causes qui les empêchent de comparaître en personne au bureau de conciliation et ne sont nullement tenues, pour justifier leur absence, de prouver qu'elles sont légitimement empêchées. Nous avons soutenu l'opinion contraire et affirmé que le juge de paix a toujours le droit d'ordonner leur comparution personnelle.

Au début de ce travail, nous avons signalé les avantages du préliminaire de conciliation dans les campagnes et les fâcheux résultats que produit, principalement dans les grandes villes, la faculté pour les parties de s'adresser à des mandataires, la plupart du temps peu honorables. Il serait bien facile, croyons-nous, de rendre à cette institution le prestige qu'elle doit avoir. Le moyen pour y parvenir est bien simple : ce serait de supprimer totalement la faculté laissée aux parties de recourir à des mandataires en donnant au juge de paix le droit de prononcer l'amende prévue par le Code de Procédure en cas de

non-comparution contre le plaideur qui s'adresserait à un mandataire quelconque. Personne, en effet, ne peut mieux défendre ses intérêts que soi-même ; d'autre part, il n'est pas nécessaire d'être bien instruit pour se présenter devant le juge de paix, magistrat qui, le plus souvent, personnifie la bienveillance et la bonté. Il n'est donc pas besoin de mandataires, dont la présence ne peut engendrer que les plus fâcheux résultats.

§ 3. C'est surtout sur un autre point de l'institution que nous paraîtrait devoir se porter l'attention des pouvoirs publics, nous voulons parler de la disposition de l'article 54 *in fine* du Code de Procédure Civile. Aux termes de ce texte, les conventions des parties, insérées au procès-verbal, ont force d'obligation privée.

Nous avons expliqué plus haut ce que signifient ces expressions. Rappelons seulement ici que la loi refuse aux procès-verbaux dressés par le juge de paix la force des actes authentiques ordinaires en ce sens qu'ils n'ont pas le privilège de l'exécution parée et n'emportent pas hypothèque.

Les législateurs du Code de Procédure ont eu des scrupules que nous ne comprenons que difficilement. En présence des abus incessants de la pratique notariale, ils seraient péniblement surpris et se repentiraient sans doute amèrement d'avoir sur ce point écouté les réclamations des notaires en donnant à cette corporation, dont le renom et la dignité sont si compromis de nos jours, des témoignages aussi éclatants de leur sollicitude ! Ils regretteraient d'avoir ainsi sacrifié les intérêts des plaideurs à ceux de ces officiers publics !

Nous croyons, au contraire, qu'il importe de subordonner l'intérêt particulier des notaires à l'intérêt général des plaideurs. Une réforme dans ce sens consisterait à assimiler complètement les procès-verbaux dressés par le magistrat conciliateur aux actes notariés. Elle se justifie, à notre avis, par les raisons suivantes :

D'abord, la plupart des procès ne sont intentés que pour permettre au demandeur d'obtenir, en cas de condamnation de son débiteur, une hypothèque judiciaire sur les biens de

celui-ci. Si, conformément à des vœux exprimés depuis longtemps, cette hypothèque était enfin supprimée, pourquoi ne donnerait-on pas au procès-verbal de non-conciliation le pouvoir de conférer une hypothèque, moins générale dans son étendue, analogue à l'hypothèque conventionnelle, par exemple, puisque, en somme, la condamnation prononcée contre le débiteur n'est qu'une conséquence nécessaire de son refus de se concilier? Cette réforme profiterait finalement au débiteur auquel elle éviterait les frais inutiles qu'entraîne toujours un jugement.

En second lieu, le procès-verbal de conciliation n'est autre qu'une convention arrêtée entre les parties, en présence d'un magistrat compétent. Pourquoi, dès lors, ce procès-verbal ne pourrait-il, comme les conventions arrêtées devant notaire, être revêtu de la formule exécutoire, surtout si l'on adopte les projets de loi actuellement à l'étude, qui exigeraient des juges de paix des conditions particulières d'aptitude de nature à rehausser leur prestige?

En troisième lieu, les juges de paix et les notaires ont qualité pour délivrer concurremment les actes de notoriété, actes authentiques au premier chef. Pourquoi ne pas établir concurrence entre eux en ce qui concerne la réception des actes constitutifs d'hypothèque?

Enfin, on éviterait ainsi les frais que nécessite toujours l'intervention du notaire.

Une réforme dans le même sens consisterait à faire rendre exécutoires par le président du tribunal civil les transactions constatées dans un procès verbal de conciliation, de même que ce magistrat rend exécutoires les décisions arbitrales.

DEUXIÈME PARTIE

De la Conciliation appliquée aux affaires de la compétence des Juges de Paix

TITRE PREMIER

Notions historiques.

§ 1. Sous l'empire du Code de Procédure, une question s'était posée. On se demandait si la formalité préalable du préliminaire de conciliation était exigée pour les affaires qui sont de la compétence des juges de paix eux-mêmes. Le juge de paix avant de statuer comme juge, devait-il chercher à arranger les parties comme conciliateur ? La négative semblait au premier abord s'imposer, puisque la loi ne soumettait à cette formalité que les affaires susceptibles d'être portées devant les tribunaux de première instance.

Toutefois, par suite d'un usage assez généralement suivi, les juges de paix avaient pris l'habitude, dans les affaires de leur compétence, de ne pas permettre de donner citation devant eux, avant que, préalablement, et au moyen d'une lettre d'avertissement, les parties n'eussent été appelées en conciliation. Si les parties ne parvenaient pas à s'entendre, le demandeur recevait l'autorisation de citer son adversaire devant le juge de paix, statuant alors comme juge. Il en était de même si le défendeur ne comparaisait pas en conciliation sur l'avertissement.

§ 2. Cette pratique ayant donné de bons résultats, et bien

des contestations ayant été étouffées, le Gouvernement introduisit, dans le projet de loi relatif à la compétence des juges de paix, une disposition qui devint l'art. 17 de la loi du 25 mai 1838. Ce texte étendait aux affaires de la compétence des juges de paix la tentative de conciliation préalable; mais il la rendait seulement facultative en laissant le juge de paix maître absolu de la prescrire devant son tribunal.

§ 3. Cette faculté laissée aux juges de paix fut largement mise à profit. Aussi la loi du 2 mai 1855, en modifiant l'art. 17 de la loi du 25 mai 1838, a-t-elle étendu le principe consacré par cet article et rendu obligatoire l'appel des parties devant le juge de paix dans toutes les causes de sa compétence.

Au lieu d'être appelées par voie de citation, les parties sont prévenues au moyen d'un « avertissement », rédigé et délivré par le greffier, au nom et sur la surveillance du juge de paix, et expédié par la poste sous bande simple, scellée du sceau de la justice de paix et affranchi. A cet effet, il est tenu par le greffier un registre sur papier non timbré constatant l'envoi et le résultat des avertissements.

Depuis la loi du 23 août 1871, l'avertissement, qui, sous l'empire de la loi de 1855, pouvait être rédigé sur papier libre, doit être rédigé sur papier timbré à 0 fr. 60. Il doit, en outre, être affranchi. Cet affranchissement, fixé tout d'abord à 0 fr. 10 dans le canton, a été élevé, par l'art. 5 du décret du 24 novembre 1871, à 0 fr. 15, taxe qui est également appliquée en dehors du canton.

La rétribution du greffier pour chaque avertissement était primitivement de 0 fr. 25, y compris l'affranchissement. Elle a été élevée, par l'art 5 du décret précité du 29 novembre 1871, à 0 fr. 30, y compris l'affranchissement, sans préjudice du remboursement du coût de la feuille de papier timbré.

Le prix du billet d'avertissement est donc actuellement de 0 fr. 90. Ce chiffre se décompose ainsi qu'il suit : papier timbré 0 fr. 50; deux centimes en sus 0 fr. 10; affranchissement 0 fr. 15; droit du greffier 0 fr. 15.

Une instruction ministérielle du 22 avril 1856 interdit formellement aux greffiers de remettre eux-mêmes les billets

d'avertissement ou de les faire remettre par des personnes étrangères à l'administration des postes.

Sauf dans les villes divisées en plusieurs justices de paix, les huissiers n'ont pas le droit d'instrumenter hors le canton pour les actes de la justice de paix. En cas d'infraction, la pénalité édictée par l'art. 1030 Pr. § 2 leur est applicable : elle consiste dans une amende de 5 à 100 fr. L'acte n'en reste pas moins valable.

Il est à peine besoin de remarquer que le demandeur n'est tenu de recourir à un avertissement qu'à défaut de comparution volontaire du défendeur devant le juge de paix.

TITRE DEUXIÈME

Comparaison de la petite conciliation et du préliminaire de conciliation.

Cette tentative d'arrangement, quelquefois appelée « petite conciliation » ou « conciliation hors de l'audience », diffère, à plusieurs points de vue, du préliminaire de conciliation qui précède les procès de la compétence des tribunaux d'arrondissement.

§ 1. Les lois de 1855 et de 1838 en dispensent seulement trois classes d'affaires. Ce sont :

1^o Les affaires requérant célérité. Le caractère urgent de l'affaire est constaté par le juge de paix sur l'original de la citation en justice;

2^o Les affaires qui concernent un défendeur non domicilié dans le canton du juge de paix compétent pour statuer sur la contestation, ou dans l'un des cantons de la même ville;

3^o Les demandes non introductives d'instance.

§ 2. Les billets d'avertissement ne sont soumis à aucune

forme. Ils s'envoient par la poste, au lieu d'être notifiés par huissier, comme le sont les citations.

Aussi ne produisent-ils pas les mêmes effets que la citation : ils ne font pas courir les intérêts et n'interrompent pas la prescription.

§ 3. Le délai de la comparution n'est point déterminé par la loi. Il est abandonné à l'appréciation du juge. Toutefois, il ne peut être inférieur à un jour franc : arg., art. 5 Pr.

§ 4. Le défaut de comparution n'est sanctionné par aucune amende.

Une question s'est élevée. La petite conciliation doit-elle être tentée à l'égard des affaires de la compétence des tribunaux de première instance? En d'autres termes, la nécessité de l'avertissement préalable, imposé par l'article 15 de la loi du 25 mai 1838, s'applique-t-elle aux citations en conciliation? Le demandeur ne peut-il citer son adversaire en conciliation qu'autant que le juge de paix a appelé ce dernier devant lui au moyen d'un billet d'avertissement préalable?

Un premier système, enseigné par MM. Chauveau et Rodière, se prononçait pour l'affirmative. On disait : 1° Le texte de l'article 2 de la loi du 2 mai 1855 ne fait aucune distinction ; il porte : « Dans toutes les causes » soumises au juge de paix : or, les affaires déferées à ce magistrat comme juge conciliateur en vertu des articles 48 et suivants Pr. sont bien des causes portées devant lui ; 2° L'avertissement ne fait pas toujours double emploi avec la citation en conciliation, puisqu'il y a bien des causes qui sont dispensées du préliminaire ; 3° L'avertissement étant moins solennel, moins comminatoire que la citation par huissier, on a plus de chances de le voir réussir et les parties se réconcilier qu'en employant les formes irritantes de la grande conciliation.

L'opinion contraire, à laquelle nous nous rallions, est plus généralement suivie. Elle est enseignée par MM. Garsonnet, Curasson. 1° Il est, dit-on, difficile d'admettre que le législateur ait entendu créer deux degrés de conciliation en quelque sorte, et soumettre les parties à une seconde épreuve identique à la première, devant le même magistrat, alors que cette pre-

mière aura échouée. L'interprétation proposée par le premier système conduirait à exiger, dans la même affaire, deux préliminaires de conciliation, l'un sur invitation amiable, l'autre sur citation régulière. Ce serait obliger le demandeur, qui peut demeurer à une certaine distance du chef-lieu de canton, à venir une première fois solliciter du juge de paix l'autorisation de citer en conciliation, puis, en cas de refus, à comparaître sur citation régulière, c'est-à-dire lui imposer trois déplacements successifs avant d'arriver devant le tribunal de première instance ! Ne serait-ce pas compromettre, en l'exagérant, une mesure bonne en elle-même, et dépasser le but de la loi au lieu de l'atteindre ? — 2° L'origine même de la disposition de l'article 2 de la loi du 2 mai 1855, et, auparavant, de l'article 17 de la loi du 25 mai 1838, confirme cette manière de voir, puisque le but qu'on s'est proposé a été de combler une lacune de la législation et de soumettre à la conciliation les affaires de la compétence des juges de paix qu'aucun texte n'y soumettait jusqu'alors ; — 3° En outre, l'article 17 de la loi du 25 mai 1838 se sert du mot « causes » ; or le préliminaire de conciliation n'est point une cause, c'est au contraire un moyen d'empêcher une cause, un procès de naître ; — 4° Enfin, le doute ne saurait subsister en présence des déclarations très nettes et très formelles sur ce point du rapporteur de la loi du 2 mai 1855 au Corps législatif.

TROISIÈME PARTIE

De la Conciliation appliquée aux différends collectifs entre patrons et ouvriers

TITRE PRÉLIMINAIRE

Notions historiques.

§ 1 En organisant la juridiction des Conseils de Prud'hommes, le législateur français avait pourvu à la solution rapide et économique des différends d'ordre individuel qui peuvent surgir entre le patron et l'ouvrier au sujet de l'exécution des conventions relatives au travail. Il n'avait pas songé aux litiges collectifs que peuvent faire naître ces conventions ni aux diverses modifications qu'il peut devenir nécessaire d'y introduire par suite des transformations incessantes du commerce et des progrès successifs de l'industrie.

La nécessité d'une loi relative à ce sujet se faisait donc sentir de plus en plus impérieuse.

§ 2. Nous sommes ainsi amené à passer rapidement en revue les différents projets et propositions de loi qui ont abouti à la loi du 27 décembre 1892, actuellement en vigueur.

I. — La première proposition de loi relative à la solution des différends collectifs entre patrons et ouvriers est due à l'initiative de MM. Camille et Benjamin Raspail, députés, qui la déposèrent le 25 mai 1886 : elle instituait l'arbitrage obligatoire.

II. — Quelques jours après, le 29 mai 1886, M. Lockroy,

alors Ministre du Commerce et de l'Industrie, au nom du Gouvernement, soumettait à la Chambre un projet de loi, dans lequel l'arbitrage était simplement facultatif.

III. — Le 16 juin 1887, M. Le Cour présentait une proposition de loi qui établissait, outre le conseil d'arbitrage, un comité de conciliation. Ces deux assemblées pouvaient devenir permanentes l'une et l'autre.

IV. — Ces différentes propositions furent renvoyées à l'examen d'une Commission dont le rapport fut déposé le 27 juin 1889 par M. Lyonnais, c'est-à-dire un mois environ avant la séparation de la Chambre des députés, parvenue alors à l'expiration de son mandat. Ce rapport, qui ne put, par suite de cette circonstance, subir l'épreuve de la discussion, se prononçait contre l'arbitrage obligatoire, et établissait des conseils de conciliation et de médiation dont il n'autorisait la permanence qu'en faveur des syndicats professionnels reconnus.

V. — Toutes les propositions de loi sur l'arbitrage étant devenues caduques à la fin de la législature, M. Le Cour présenta, le 7 décembre 1889, son ancien projet, et M. Camille Raspail, dans la séance du 23 janvier 1890, réintroduisit le sien, légèrement modifié.

VI. — Avant de s'engager dans le débat, le Gouvernement demanda l'avis des Chambres de Commerce, des Chambres consultatives des Arts et Manufactures et des Conseils de Prud'hommes. Mais la plupart de ces compagnies, notamment la Chambre de Commerce de Reims, étaient hostiles à l'idée même d'édicter une loi nouvelle sur la matière; d'après elles, la procédure d'arbitrage organisée par le Code de Procédure civile permettait d'aboutir à la solution de ces sortes de conflits.

VII. — Le Conseil supérieur du Travail fut alors chargé d'une étude approfondie sur la question, et M. Jules Roche, alors Ministre du Commerce, adoptant les idées de cette haute assemblée, déposa le 24 novembre 1891, au nom du Gouvernement, un projet relatif à la conciliation et à l'arbitrage et à la constitution de conseils permanents.

VIII. — La Commission parlementaire chargée de l'examen

de ces projets a adopté, sauf de légères modifications, le projet Jules Roche : elle n'en a repoussé que la partie relative à la constitution de conseils permanents. Son rapport a été déposé le 23 janvier 1892 par M. Lockroy, qui en était chargé, et la Chambre l'a discuté dans les séances des 20 et 22 octobre de la même année. De cette discussion est sorti le vote d'un texte conforme, dans son ensemble, à celui proposé par la Commission, mais qui en différait néanmoins notamment par deux adjonctions qui en modifiaient sensiblement le caractère, à savoir : 1° L'intervention d'office du juge de paix pour proposer de recourir à la conciliation et à l'arbitrage lorsque les intéressés ne le font pas spontanément ; 2° La nomination de l'arbitre définitif par le Président du Tribunal de première instance lorsque les parties ne peuvent parvenir à s'entendre sur le choix de cet arbitre.

Sur le rapport de M. Goblet, le Sénat a lui-même adopté le 21 décembre 1892 le projet de la Chambre, à quelques modifications près, qui, à leur tour, ont été ratifiées par cette assemblée le 24 du même mois. La loi a été promulguée trois jours après, le 27 décembre 1892.

TITRE PREMIER

Considérations générales.

§ 1. But de la loi du 27 décembre 1892.

Dans la Société actuelle, il est bien rare, en raison des développements incessants qu'ont pris le commerce et l'industrie, de voir réunis dans la même main ces deux agents de la prospérité publique que l'on appelle le « travail » et le « capital ». Aussi est-il par là même bien difficile de déterminer exactement la part contributive de chacun d'eux à l'œuvre commune. De

là des difficultés, des grèves, des luttes parfois sanglantes, en un mot des événements fâcheux qui, toujours, amoindrissent le pays en diminuant sa production, sa fortune et son prestige.

La loi du 27 décembre 1892 est destinée, en permettant de débattre et de régler à l'amiable, sur un terrain neutre, les devoirs et les droits des patrons et des ouvriers ou employés, à empêcher ou à calmer de tels conflits.

Depuis longtemps déjà, de nombreux esprits, frappés des résultats funestes amenés par la lutte entre le travail et le capital, qui devenait une lutte de classes, cherchèrent les moyens d'y remédier. Mais, en pratique, tous leurs efforts demeurèrent stériles. Parmi tous les moyens capables de faire régner la bonne harmonie entre le capital et le travail, l'arbitrage fut toujours, avec raison, considéré comme le plus efficace en cas de conflit entre les deux éléments. Plusieurs essais furent tentés, dont deux méritent d'être signalés en passant : d'abord, la médiation du Bureau du Conseil municipal de la Ville de Paris lors de la grève des employés de la Compagnie générale des Omnibus au mois de mai 1891 ; ensuite, l'arbitrage prononcé le 26 octobre 1892 par M. Loubet, alors ministre de l'Intérieur, à l'occasion d'une grève des ouvriers verriers de Carmaux. Ces deux décisions produisirent l'une et l'autre des effets salutaires : elles furent exécutées ponctuellement, et le calme, un instant interrompu, fut rapidement rétabli.

C'est sous l'impression de ces divers essais, et sous l'inspiration du Conseil Supérieur du Travail, en même temps que d'une pensée humaine et patriotique que naquit la loi du 27 décembre 1892. Son but manifesté est de prévenir ou d'apaiser les conflits qui s'élèvent entre le travail et le capital. Susceptible, sinon de faire disparaître les grèves qui compromettent nos industries nationales et dont la concurrence étrangère peut seule profiter, du moins d'en diminuer le nombre et d'en abréger la durée, elle permettra d'éviter le chômage du travail et la misère qui en est l'inévitable conséquence ; elle ne pourra que contribuer à rétablir ou à maintenir l'accord et l'union entre les différentes classes de la Société. Par elle, l'ouvrier ou l'employé, ainsi que le patron, se trouvent

à même d'éviter les conflagrations qui les menacent jusque dans leurs intérêts les plus vitaux. Elle leur offre la possibilité de conclure, sans bruit et sans violence, fraternellement et en paix, un arrangement satisfaisant pour tous qu'il eût été autrefois bien difficile, pour ne pas dire impossible d'obtenir, même au moyen des revendications les plus énergiques ou au prix des plus grands sacrifices.

§ 2. Caractère particulier de cette loi.

La loi du 27 décembre 1892 est-elle véritablement une loi dans la stricte acception de ce mot? A l'égard du patron et de l'ouvrier ou de l'employé, pour qui cependant elle est faite, juridiquement ce n'est pas une loi, car elle n'a rien d'obligatoire ni d'exécutoire. Elle offre son secours, mais elle ne l'impose pas : libre à chacune des parties d'y recourir ou non. La conciliation, comme l'arbitrage, sont essentiellement facultatifs; l'accord établi dans le Comité de conciliation ou la sentence rendue par les arbitres n'ont aucune force exécutoire et ne se recommandent à l'obéissance des parties que par leur autorité morale.

Cette loi n'est donc qu'une simple procédure mise à la disposition des intéressés, de laquelle ils sont libres de se servir ou de ne pas se servir. Elle ne devient réellement une loi que dans les dispositions qu'elle édite au sujet des actes qui en sont la conséquence. Ajoutons que la procédure qu'elle organise n'a aucun caractère forcé ou indispensable; en réalité, elle n'est qu'énumérative et indicative; si l'on venait à s'en écarter, il serait impossible, croyons-nous, d'y trouver le moindre cas de nullité ou le plus petit obstacle à l'exécution de l'arrangement intervenu.

§ 3. Autorité chargée de concilier les patrons et les ouvriers.

Dans le remarquable rapport qu'il adressait à la Chambre des députés dans la séance du 27 juin 1889, M. Lyonnais proposait d'investir le maire de la mission de concilier les parties en présence. Personne, selon lui, ne pouvait, mieux que ce fonctionnaire, résoudre les conflits qui peuvent surgir dans sa commune entre les patrons et les ouvriers.

En effet, semble-t-il, il est l'élu de la majorité de ses

concitoyens, il a leur confiance, et son action s'étend à tous les actes de la vie civile de la commune. D'autre part, le maire a le devoir de veiller à la sécurité de ses administrés, et la loi l'a armé des pouvoirs nécessaires pour exercer cette partie de ses fonctions.

Il convient de remarquer qu'une telle opinion ne pouvait prévaloir, pour les raisons suivantes. D'abord, le maire, activement mêlé à toutes les luttes politiques, représente un parti, et, par suite, peut être suspect de dépendance et de partialité. Ajoutons que parfois les suffrages des électeurs s'égarent sur des hommes qui, tant au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel, sont loin de présenter toutes les garanties de capacité et de prudence nécessaires à la solution équitable des conflits entre patrons et ouvriers.

Si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi du 27 décembre 1892, si l'on examine le compte-rendu des débats qui en ont précédé l'adoption définitive, on remarque que le juge de paix a toujours été considéré comme le seul intermédiaire capable de résoudre ces conflits. On comprend aisément pourquoi ce magistrat a été désigné comme le seul médiateur possible. Le législateur a pensé « qu'il devait être investi de » l'estime et de la considération publiques, étranger aux luttes » politiques, désintéressé dans les questions industrielles, » aussi rapproché que possible du théâtre du conflit, et, suivant » le vœu du Conseil Supérieur du Travail, il a choisi, pour » lui confier cette tâche, le juge de paix auquel sa qualité de » magistrat assure une haute autorité morale et dont le titre » même proclame les intentions conciliantes ». (Cir. min. Just. 18 février 1893.)

Notons que les pouvoirs du juge de paix en cette matière sont moins étendus que ceux qu'il tient du Code de Procédure relativement à sa mission d'empêcher un procès de naître. Il ne tranche pas seul le différend qui lui est soumis; il est aidé dans sa tâche par les délégués des deux parties en présence : il préside et dirige les débats. (Art. 5, al. 2 de la loi.)

TITRE DEUXIÈME

Conditions d'application de la loi du 27 Décembre 1892.

Les conditions auxquelles cette loi devient applicables sont énumérées dans l'article 1^{er}. Elles sont au nombre de trois.

§ 1. Il faut qu'il s'agisse de patrons et d'ouvriers ou employés.

Le mot « employés » doit être pris dans sa portée la plus étendue, et considéré comme englobant tous ceux qui, dans le commerce ou l'industrie, travaillent sous la dépendance d'autrui et touchent un salaire. La loi embrasse toutes les professions. Aucune distinction n'est faite entre les diverses espèces de travailleurs. Elle produit ses effets envers l'ouvrier agricole comme l'employé de commerce, l'ouvrier mineur comme l'ouvrier bûcheron, l'ouvrier de l'industrie comme l'employé aux écritures ou le commis-voyageur. En résumé, tous les ouvriers travaillant en France, et à quelque corps de métier qu'ils appartiennent, ont droit au bénéfice de cette loi.

Une seule exception est faite pour les ouvriers ou employés travaillant dans les établissements de l'Etat, alors même que ces établissements auraient un véritable caractère industriel. Ces ouvriers ne peuvent réclamer l'application de cette loi, qui n'a pour but que de prévenir ou résoudre des litiges d'ordre privé. C'est la seule exception qu'elle comporte : on n'a pas voulu que la puissance publique, dont l'intérêt est général, pût être à la merci d'intérêts privés, même collectifs. Et encore cette exception n'est-elle consacrée que par les débats parlementaires qui ont précédé le vote de la loi, desquels il ressort que l'Etat ne saurait être assimilé à un patron. Dans la séance du 20 octobre 1892, en effet, un amendement du député Jourde proposant de comprendre dans le bénéfice de la loi en discussion « l'Etat agissant comme industriel » fut combattu par le Ministre du commerce et repoussé par la Chambre.

§ 2. Il faut que le conflit qui s'élève soit d'ordre collectif.

La contestation, en d'autres termes, doit intéresser une généralité, c'est-à-dire plusieurs ouvriers ou employés. On ne peut en effet soumettre à un Comité une contestation qui n'intéresserait qu'un seul individu. Il suit de là que, quelle que soit la difficulté qui surgit entre un patron et un ou même plusieurs ouvriers ou employés, si cette difficulté n'offre qu'un intérêt particulier, la loi est inapplicable.

La procédure qu'elle organise sera dès lors applicable :

1° Aux conflits qui s'étendent à tous les établissements d'une industrie dans plusieurs communes ou dans toute une région;

2° Aux conflits qui n'intéressent qu'un seul atelier, une seule usine ou une seule section d'usine;

3° Aux conflits qui surgissent dans les travaux temporaires à personnel nomade, tels que certains travaux d'agriculture ou de terrassement.

§ 3. Le conflit doit porter sur les conditions du travail.

Ces conditions sont si complexes et si nombreuses que, presque toujours, l'une d'elles se trouvera engagée dans le conflit. On devra considérer, par exemple, comme mettant en jeu les conditions du travail, les conflits portant sur le taux des salaires, sur la répartition et la durée du travail, ou encore sur le renvoi d'un ouvrier, considéré comme injuste par ses compagnons d'atelier.

Il est à peine besoin de remarquer que les patrons et ouvriers ou employés entre lesquels s'est élevé un différend ont toujours le droit de s'entendre directement à l'amiable, sans le concours de personne et sans observer aucune des formalités prescrites par la loi du 27 décembre 1892. Ajoutons que ce droit subsiste, même après toute tentative de conciliation et d'arbitrage restée sans résultat.

Après avoir étudié les conditions d'application de notre loi, examinons maintenant dans quelles hypothèses elle peut fonctionner.

TITRE TROISIÈME

Cas d'application de la loi du 27 décembre 1892

NOTIONS GÉNÉRALES

Cette loi ne peut recevoir son application que dans deux hypothèses bien distinctes, c'est-à-dire, soit avant, soit après une déclaration de grève.

Dans le premier cas, l'initiative ne peut appartenir qu'à l'une des parties intéressées, savoir, les patrons d'une part, les ouvriers ou employés de l'autre. Le droit de réclamer l'application de cette loi appartient donc indistinctement aux uns comme aux autres.

Dans le second cas, à raison de la gravité de la situation, bien que le droit d'initiative des parties reste entier, le juge de paix peut, d'office, provoquer le rétablissement de la bonne harmonie momentanément troublée.

Voici d'ailleurs, dans la première, comme dans la seconde hypothèse, l'économie de la loi. Dans les deux cas, la procédure comporte deux phases absolument distinctes :

1° La tentative de conciliation entre les deux parties ou leurs délégués ;

2° Si la conciliation ne peut aboutir, les parties s'en remettent à la décision d'arbitres.

Première hypothèse. — La Grève n'a pas été déclarée.

PREMIÈRE PHASE. — CONCILIATION

CHAPITRE PREMIER

De qui peut émaner la proposition de conciliation.

L'article 2 de la loi confère ce droit, soit aux parties intéressées, soit aux délégués qu'elles ont choisis.

§ 1. Le droit de provoquer la réunion du Comité de conciliation appartient en premier lieu aux patrons et ouvriers ou employés. Les uns et les autres en sont pareillement investis sans aucune préférence ; la loi établit entre eux, à ce point de vue, l'égalité la plus parfaite. Ce sera à la partie la plus diligente à faire le premier pas dans la voie d'un rapprochement en provoquant la réunion.

Si le désir d'une entente est égal des deux côtés, la demande peut être réciproque et simultanée. Mais la demande, au lieu d'être collective, peut être séparée : il y aura, dans ce cas, deux demandes bien distinctes, déposées l'une par les patrons, l'autre par les ouvriers ou employés.

§ 2 En second lieu, la demande, au lieu d'émaner des parties elles-mêmes, peut être déposée par des mandataires.

Dans un ordre d'idées différent, nous croyons avoir démontré que, en thèse générale, la condition essentielle au succès de toute tentative de conciliation est la comparution personnelle des parties intéressées. Rappelons ici que, si le préliminaire de conciliation, en matière civile, ne produit pas toujours les résultats qu'on est en droit d'en attendre, c'est parce que les parties ont la déplorable habitude, en cette matière de trop

douter d'elles-mêmes, et de s'adresser à des avoués ou à des agents d'affaires.

Toutefois dans les hypothèses prévues par la loi du 27 décembre 1892, cette condition ne pouvait être réalisée, à raison du nombre, parfois considérable, des ouvriers ou employés en cause. Aussi le législateur a-t-il été amené à autoriser, pour les deux parties, la représentation par délégués. Mais la loi ne dit pas qu'il doive y avoir nécessairement des délégués. C'est ce qui résulte des termes mêmes de l'article 2 « choisis ». L'intéressé ou les intéressés peuvent donc, s'ils le jugent à propos, se passer du concours de délégués.

I. — Mode de nomination des délégués.

La loi n'impose à cet égard aucune règle quelconque de procédure électorale. Les moindres formalités ne feraient en effet qu'apporter des entraves à la prompte solution des conflits industriels. Les parties ont donc la faculté de nommer leurs délégués à leur fantaisie, selon le mode que bon leur semble. Cette désignation n'est assujettie à aucune formalité. Elle peut résulter d'une lettre ou d'un écrit quelconque relatant les noms, profession et domicile des mandants, les noms, profession et domicile des mandataires, et l'objet de la procuration.

II. — Justification du mandat.

La loi étant muette relativement à la justification que les mandataires auront à fournir, il semblerait logique, par suite de ce silence, de se reporter aux règles ordinaires du mandat. Cependant, il ne faut pas oublier que l'une des parties mandantes est formée d'individualités parfois innombrables, et que, dès lors, l'exécution des règles du droit civil sera difficile.

La circulaire de M. le Garde des Sceaux du 18 février 1893, s'inspirant du rapport de M. Lockroy à la Chambre des députés, d'où il résultait que les pouvoirs seraient ordinairement donnés en réunion publique, a très sagement prescrit que « s'il n'y avait pas lieu d'assujettir la preuve du mandat à une forme solennelle, le juge de paix devait en vérifier avec soin l'existence et l'étendue ».

Le juge de paix a donc reçu de cette circulaire même un pouvoir illimité d'appréciation. La latitude qui lui est laissée

est sans bornes. En conséquence, il peut admettre à délibérer tous mandataires qui se présentent devant lui, aussi bien ceux qui produisent une procuration écrite régulière que les délégués qui excipent d'une Commission verbale. Au surplus, les parties intéressées pourront éviter sur ce point toute discussion possible, et voici comment : les mandataires des patrons produiront, non pas un acte notarié, puisque le but de la loi est d'éviter les frais, mais un simple acte sous-seing privé, rédigé sur du papier portant l'en-tête de la maison et présentant ainsi une apparence d'authenticité. Quant aux délégués des ouvriers, ils pourront justifier de l'existence du mandat qui leur a été conféré en présentant au juge de paix un procès-verbal de la réunion au cours de laquelle ils ont été nommés, et qui sera revêtu des signatures des membres ayant composé le bureau.

III. — Étendue du mandat.

L'étendue du mandat sera plus délicate à déterminer que l'existence même de ce mandat. Comment établir la mission exacte qu'ont pu recevoir les délégués des parties en cause ? Cette question devra être tranchée d'une manière décisive au début même de la réunion, de manière à éviter tout conflit possible, toute discussion inutile sur des revendications que l'on ne pourrait satisfaire. Ce qu'il faut encore prévoir, c'est d'empêcher que, au milieu même de la réunion, dans la chaleur de la discussion, les mandataires ne soient pas obligés de consulter à tout instant ceux de qui ils tiennent leur mandat. Le retard qui résulterait de ces allées et venues incessantes ne pourrait avoir pour effet que d'aller à l'encontre du but de la réunion et de compromettre le résultat que l'on est en droit d'attendre de toute discussion dont le programme a été nettement déterminé et délimité à l'avance.

IV. — Nombre des délégués.

Le nombre des délégués désignés de chaque côté ne peut, en aucun cas, être supérieur à cinq : c'est là un maximum (art. 2, 4^o). On comprend la nécessité de cette limite imposée, en raison du nombre, généralement considérable, des ouvriers en cause. Le nombre de cinq ne doit pas être dépassé ; mais il peut ne pas être atteint : les ouvriers ont donc le droit de se

choisir parmi eux un seul délégué. Disons en passant que la constitution de mandataires n'aura guère lieu par les patrons, ceux-ci étant toujours en nombre très restreint.

Le but de la loi a été de prévenir et d'empêcher les discussions confuses qui ne manqueraient pas de naître si les parties en présence étaient trop nombreuses.

La loi n'exige pas, d'ailleurs, que le nombre des comparants soit égal des deux côtés. Les ouvriers, ne pouvant être tous admis, choisiront un délégué au moins et cinq au plus. Quant au patron, il pourra se présenter, soit seul, soit, s'il le préfère, accompagné d'une personne au moins et de quatre au plus. D'autre part, comme la loi laisse aux parties la faculté, non seulement de se faire assister, mais encore de se faire représenter par des délégués, le patron pourra, tout aussi bien, ne pas comparaître en personne à la réunion du comité de conciliation en confiant cette mission à un mandataire au moins et à cinq au plus. Quant aux ouvriers ou employés, on comprend que, par suite des circonstances, ils seront plus fréquemment représentés qu'assistés par leurs délégués.

V. — Conditions de désignation des délégués.

Au cas où des délégués sont choisis, de deux choses l'une : ou bien ils assistent, et alors l'intéressé est présent ; ou bien ils représentent, et alors l'intéressé est absent.

Dans l'une et l'autre hypothèse, à quelles conditions est soumise la désignation de ces délégués ?

A. — Il faut tout d'abord que les délégués soient choisis dans la profession.

Un amendement qui proposait de reconnaître la faculté d'adjoindre aux délégués professionnels, mais avec voix consultatives seulement, un délégué supplémentaire pris en dehors de la profession, tel qu'un avocat, a été repoussé dans la séance du 20 octobre 1892 ; le motif qui en a été donné, c'est que la présence d'un avocat n'aurait eu pour effet que d'empêcher la conciliation et envenimer la discussion.

B. — Il faut, en second lieu, que les délégués soient choisis parmi les personnes directement intéressées dans le conflit. (Art. 2, 4°.)

Il ne suffit donc pas d'exercer la même profession. S'il existe, par exemple, dans une ville, deux usines faisant le même travail, et si un différend a pris naissance dans l'une d'elles sans s'étendre à l'autre, les ouvriers de la première ne pourront déléguer leurs camarades de la seconde.

De même, le patron ne pourrait pas davantage choisir un autre patron pour le représenter ou l'assister. Il ne pourra se faire accompagner que par des personnes faisant partie de l'établissement dont il a la direction. Il résulte de là que, si le patron est seul, quelque intérêt qu'il puisse avoir à ne pas se présenter isolément devant les délégués ouvriers, il ne pourra se faire assister.

C. — Il faut, enfin, que les délégués soient de nationalité française : art. 15.

En prescrivant obligatoirement que les délégués seraient de nationalité française, le législateur a pris une sage mesure. Pourquoi remettrait-on en des mains étrangères le sort de nos ouvriers et celui de nos établissements industriels? La loi a voulu écarter les étrangers, qui, dans ces circonstances, viennent souvent jouer un rôle qui n'a rien de patriotique; il est tout naturel que ceux qui sont appelés à se prononcer sur des contestations en France soient français et intéressés au bon ordre dans notre pays.

L'alinéa 1 de l'article 15 de la loi doit être entendu en ce sens que les délégués doivent, non seulement appartenir à la nationalité française, mais encore qu'ils doivent être majeurs et avoir la jouissance de leurs droits civils, civiques et politiques; en d'autres termes, ils ne doivent pas être privés de leurs droits par une condamnation quelconque.

Si l'une des parties n'est pas Française, elle devra néanmoins ne désigner que des délégués appartenant à la nationalité française. C'est là une obligation impérieuse pour elle, et, tant qu'elle ne s'y soumettra pas, la constitution du Comité de conciliation sera impossible : sa persistance équivaldrait à un refus.

Le juge de paix ou la partie adverse ont-ils le droit d'exiger la justification de la qualité de Français? Dans le cas de

l'affirmative, quelles justifications doivent leur être fournies ?

Nous croyons que, dès que la loi impose une condition, tous ceux qu'elle intéresse peuvent vérifier si la condition est effectivement remplie. Dès lors, le juge de paix ou les délégués pourront, s'ils le jugent à propos, demander la justification de la nationalité. Cette preuve sera facilement fournie par la production, soit de l'acte de naissance, soit de l'acte de mariage, soit du livret militaire ou autres documents analogues. Mais il ne faudrait, évidemment, ni trop insister sur cette question de nationalité, ni se montrer trop exigeant sur l'administration des preuves à fournir.

Le second alinéa du même article 15 permet de désigner les femmes comme déléguées dans les professions ou industries où elles sont employées. Il a paru qu'il n'y avait que des avantages, dans les conflits qui intéressent les femmes, à permettre qu'elles reçoivent le mandat de servir d'intermédiaires conciliateurs entre elles et leur patron et d'apporter dans le débat, pour la solution du différend, leur contingent de lumières et d'expérience. Au surplus, il y aurait souvent impossibilité à ce qu'il en fût autrement. Certaines professions ou industries, en effet, emploient exclusivement les femmes. Comment pourraient-elles se faire représenter par des hommes, alors que la loi oblige à choisir les représentants parmi les seuls intéressés ? Dans tous les cas, les femmes qui seront choisies devront réunir toutes les conditions de nomination exigées pour les délégués du sexe masculin, notamment : être majeures, appartenir à la nationalité française, et n'avoir subi aucune condamnation judiciaire.

Mais la femme mariée déléguée pourra-t-elle accepter cette mission sans l'autorisation de son mari ? En se fondant sur la jurisprudence qui reconnaît à la femme le droit de travailler de sa propre initiative en dehors du ménage pour subvenir aux besoins de celui-ci, et en considérant que le mandat de déléguée n'est qu'une conséquence directe du travail accompli par la femme, on doit décider qu'aucune autorisation n'est nécessaire, par application du principe que l'accessoire suit le prin-

cial. Au reste, ce n'est là qu'une question de procédure, dont il faut bien se garder d'avoir trop souci.

Telles sont les conditions requises pour la nomination des délégués. La question de nationalité exceptée, il ne faut pas se montrer trop rigoureux pour les autres conditions, et, dans certains cas, il y aurait, au contraire, intérêt et même nécessité à accepter des délégués qui ne rempliraient pas les autres conditions. Ajoutons que le patron de nationalité étrangère, capable néanmoins de profiter des avantages de la loi du 27 décembre 1892, soit à sa demande, soit à celle de ses ouvriers ou employés, peut aussi assister en personne à la réunion du comité de conciliation. Mais il lui est interdit de désigner, pour y prendre part, un délégué ou un mandataire qui n'appartiendrait pas à la nationalité française.

CHAPITRE II

A qui doit-êtré adressée la proposition de conciliation ?

Quel est le juge de paix compétent pour recevoir cette déclaration ?

L'article 2 de la loi attribue compétence sur ce point au juge de paix du canton ou de l'un des cantons dans la circonscription duquel le différend a éclaté.

En conséquence, si le conflit s'étend sur plusieurs cantons, le juge de paix de chacun de ces cantons peut être indifféremment saisi. Lequel devra finalement trancher le différend ?

Sur cette question d'attribution de compétence, plusieurs systèmes se sont fait jour.

Une première opinion enseigne que la préférence doit revenir à celui qui sera le plus à proximité des parties ou du plus grand nombre.

Dans un second système, on décide que, si une contestation s'élève sur ce point entre plusieurs magistrats cantonaux, le plus ancien en fonctions doit demeurer saisi.

D'après un troisième système, le juge de paix compétent est celui qui a reçu la déclaration des ouvriers ou employés. Cette opinion doit être repoussée, la loi établissant à ce point de vue entre les deux parties l'égalité la plus parfaite.

Un quatrième système attribue compétence au juge de paix premier saisi, de préférence à tout autre. Dans ce système donc, la remise de la proposition de conciliation par la partie la plus diligente attribuerait désormais au juge de paix qui l'a reçue, et à lui seulement, la connaissance définitive du litige.

Cette dernière opinion, à laquelle nous nous rallierions volontiers, nous semble avoir entrevu que l'hypothèse où l'une des parties intéressées a déposé sa demande avant l'autre. Il n'a pas prévu le cas, possible cependant, puisque l'initiative en appartient concurremment aux deux parties intéressées, où chacune des parties s'adresserait en même temps, l'une à un juge de paix, et l'autre à un autre magistrat cantonal. Par exemple : le patron dépose sa déclaration entre les mains d'un juge de paix, et les ouvriers présentent la leur à un autre. Elle nous paraît équitable, dans cette hypothèse, et conforme au vœu de la loi, que ces magistrats se concertent dans le but de se conformer au désir commun des parties intéressées. S'ils ne peuvent parvenir à s'entendre, nous ne voyons, en ce qui nous concerne, aucune raison qui les empêche de se faire départager, soit par le Président du Tribunal civil, soit par le Procureur de la République.

CHAPITRE III

Formes de la proposition de conciliation.

§ 1. La demande doit être écrite.

L'article 2 de la loi est formel sur ce point.

Cette obligation, qui a pour but de contraindre la partie plaignante à bien préciser ses griefs qui, s'il en était autrement, risqueraient de demeurer à l'état vague et indécis, peut avoir pour effet d'étouffer le conflit à sa naissance, en obligeant pour ainsi dire les parties en présence à faire, chacune de son côté, une sorte d'examen de conscience.

Cette déclaration peut être adressée de n'importe quelle manière, sur papier libre, soit par la poste, soit par les parties elles-mêmes.

§ 2. Elle doit contenir les énonciations suivantes (art. 2) :

I. — Noms, qualités et domiciles des demandeurs ou de ceux qui les représentent.

II. — Objet du différend, avec l'exposé succinct des motifs allégués par la partie.

L'objet du différend peut être très varié. Ce sera, suivant les circonstances :

1^o Lorsque la déclaration émane des ouvriers, — soit le taux des salaires, soit la trop longue durée du travail quotidien, soit le renvoi d'un ouvrier, etc., etc. ;

2^o Lorsqu'elle émanera du patron, — le refus des ouvriers, soit de se mettre au travail, soit de continuer celui qu'ils ont commencé.

On indiquera en outre, en termes aussi brefs que clairs, les motifs en vertu desquels on demande, soit une modification à la situation existante, soit le maintien de cette situation.

On ne saurait trop recommander la modération dans l'emploi des expressions et la défiance des phrases trop pompeuses ou trop emphatiques. Cette demande ne devra pas servir de prétexte

à une affirmation de théories socialistes ou révolutionnaires. Les intéressés devront donc se garder de s'adresser, comme on en a eu récemment de si déplorables exemples, à ces orateurs qui n'ont, heureusement pour eux, qu'un seul défaut, celui de n'être pas convaincus, mais dont les diatribes enflammées ne peuvent que produire une impression néfaste sur l'esprit de leurs auditeurs et fomenter les grèves.

III. — Noms, qualités et domiciles des personnes auxquelles la proposition de conciliation ou d'arbitrage doit être notifiée.

Quand les patrons seront demandeurs, ils ne connaîtront pas toujours l'adresse de leurs ouvriers, et il sera souvent, en raison de leur nombre, difficile, pour ne pas dire impossible, de faire une notification complète. Ce cas a été, au surplus, prévu par l'article 3 de la loi, qui prescrit la notification par affiches lorsqu'elle ne peut être faite par lettres. Quand les ouvriers se seront régulièrement constitués en syndicat, c'est à celui-ci que la proposition devra être notifiée, car il n'est pas douteux que c'est lui qui aura donné le signal de la lutte. Même si le Comité du syndicat est resté étranger à la résolution des ouvriers, cette notification devra également lui être adressée, car il a, en se constituant, assumé pour ainsi dire l'obligation morale de rendre publique cette communication.

IV. — Noms, qualités et domiciles des délégués choisis parmi les intéressés par les demandeurs pour les assister ou les représenter.

CHAPITRE IV

Procédure postérieure au dépôt de la proposition de conciliation.

§ 1. Obligations du juge de paix après la réception de la demande de conciliation.

Dès que la proposition de conciliation a été remise par le ou

les demandeurs, le juge de paix est astreint aux obligations suivantes (art. 3) :

I. — Il doit délivrer immédiatement un récépissé, sur papier libre et sans frais de la déclaration, avec indication de la date et de l'heure du dépôt.

Une question se pose : le récépissé doit-il être donné par le juge de paix lui-même et revêtu de sa propre signature, ou au contraire la signature du greffier suffit-elle ? En d'autres termes, lorsque les parties portent leur demande au domicile du juge de paix, si ce magistrat est absent, devront-elles attendre son retour ou l'arrivée d'un de ses suppléants, ou bien suffira-t-il, sans que la loi soit pour cela violée ; qu'elles déposent leur demande au greffe de la justice de paix et y retirent un accusé de réception ?

En présence des dispositions impératives de la loi, le doute n'est pas permis, l'hésitation est impossible : c'est le juge de paix ou l'un de ses suppléants, et non le greffier, qui seul a qualité pour délivrer ce récépissé.

II. — En second lieu, le juge de paix doit, si la déclaration n'a été faite que par une des parties seulement, la notifier, c'est-à-dire en adresser une copie exacte et intégrale à la partie adverse, dans le délai de vingt-quatre heures. Si les deux parties font d'accord une déclaration collective, la notification n'est plus nécessaire, et le juge de paix les convoque d'urgence.

Supposons donc que la déclaration n'émane que d'une des parties intéressées seulement.

Le juge de paix a alors le choix entre deux procédés pour aviser la partie adverse ; ce sont, soit la lettre recommandée, soit l'apposition d'affiches aux portes de la Justice de paix et de la Mairie.

Si l'initiative de la réunion du comité de conciliation provient des ouvriers, il sera facile et il suffira de transmettre aux patrons la déclaration par pli recommandé ; les affiches en pareil cas deviennent inutiles, à moins qu'ils ne refusent la lettre. Supposons, au contraire, que l'initiative ait été prise par les patrons. Quelle sera la partie adverse qui devra rece-

voir notification de la déclaration ? Il sera bien malaisé de l'atteindre. Le grand nombre des ouvriers sera, dans bien des cas, un obstacle insurmontable aux notifications individuelles. L'envoi de la lettre recommandée à cent, deux cents, trois cents ouvriers est impossible. Si tous les ouvriers sont syndiqués, ils sont alors représentés par les membres de leur syndicat ; dans ce cas, la lettre recommandée peut être adressée au président de ce syndicat, avec invitation d'en donner connaissance aux syndiqués. Mais, si tous les ouvriers ne sont pas groupés en syndicat, il est nécessaire de recourir à l'apposition des affiches, les ouvriers syndiqués ne pouvant avoir la prétention de représenter la totalité, quand même ils formeraient la majorité.

Quelles seront les formes de la lettre recommandée et des affiches ?

La loi du 27 décembre 1892 n'apporte aucune modification aux lois et règlements en vigueur, si ce n'est en ce qui concerne la gratuité des actes qu'elle vise (art. 14 de la loi).

Il semble donc résulter de son esprit que le juge de paix doit avoir franchise postale avec tous les intéressés pour la transmission des notifications. Il lui suffirait de contresigner l'enveloppe en la revêtant des mots : « Exécution de la loi du 27 décembre 1892. » La franchise postale se comprend d'autant mieux que, en cas de recommandation d'une lettre, l'affranchissement par l'expéditeur est toujours obligatoire. Si le juge de paix ne jouissait pas de la franchise dans la circonstance, il serait contraint de payer lui-même cet affranchissement, ou tout au moins d'en faire l'avance ; or il ne peut y être astreint, et son modeste traitement ne le lui permet guère. La remise de la lettre au destinataire par l'intermédiaire du maire de son domicile ne nous paraît pas possible, à cause de la brièveté du délai de vingt-quatre heures qui est imparti pour faire les notifications à la partie adverse. En effet une lettre contenant cette notification adressée à un maire chargé de la faire parvenir au destinataire n'arriverait pas recommandée à celui-ci, contrairement au vœu de la loi ; d'autre part, si la commune est située dans la circonscription d'un autre canton,

il faudrait recourir à l'entremise du juge de paix de ce canton : d'où un double retard.

Le même article 3 ajoute que « au besoin » la notification est faite par affiches apposées aux portes de la justice de paix des cantons et à celles de la mairie des communes sur le territoire desquels s'est produit le différend. Les mots « au besoin » sont superflus, car l'article 12 fait une obligation de l'affichage de la demande de conciliation.

Par conséquent, les deux procédés de notification par lettres et par affiches devront toujours avoir lieu cumulativement, à moins que, comme nous l'avons vu plus haut, les deux parties n'aient formé respectivement, chacune de leur côté, une déclaration particulière, où ne se soient mises d'accord pour faire une déclaration collective, auquel cas la notification par lettre n'a plus d'utilité ; le juge de paix n'a qu'à faire afficher et à convoquer immédiatement le Comité de conciliation.

Mais comment ce magistrat, touché par la déclaration, peut-il, dans les vingt-quatre heures, en faire la notification, et surtout faire afficher, non seulement à la porte de sa justice de paix, mais encore à celles des autres cantons et aux mairies des communes, où s'est produit le différend ? En présence d'une impossibilité matérielle aussi évidente, le délai imparti ne peut être de rigueur, et il faut interpréter la loi en ce sens que le juge de paix devra procéder, sinon sans délai, au moins sans perte de temps, d'urgence, aussitôt après réception.

Quant à la rédaction des lettres de notification et des affiches, elle consistera simplement dans la copie textuelle de la déclaration que le juge de paix aura reçue de la partie demanderesse, à laquelle il fera bien d'ajouter quelques instructions ou indications sur les formalités dont l'accomplissement incombe à l'autre partie. Une seule affiche suffira par commune, puisqu'elle sera apposée à la place réservée aux publications officielles ; le soin de cette apposition incombe aux maires.

Terminons par une observation. On peut s'étonner, avec raison, que, dans les endroits indiqués pour l'affichage, on

n'ait pas compris la porte d'entrée des ateliers, qui est bien, semble-t-il, l'endroit le plus propice à la publicité. Le choix de cet emplacement eût été utile pour les ouvriers, qui, lors même qu'ils auraient cessé tout travail, iront néanmoins vers les ateliers, poussés par l'instinct de la curiosité, beaucoup plus qu'ils n'iront aux abords de la justice de paix ou de la mairie.

§ 2. Obligation des intéressés à la réception de la notification.

Au reçu de la notification, les intéressés ont un délai de trois jours pour faire parvenir au juge de paix leur réponse à la proposition de conciliation.

CHAPITRE V

Résultats du dépôt de la proposition de Conciliation

Deux hypothèses doivent être successivement examinées.

§ 1. Première hypothèse. — Le délai de trois jours expire sans aucune déclaration de la part des intéressés.

Le silence de ceux-ci est alors considéré comme un refus : art. 4, al. 1.

A. — Il ne faut pas considérer le délai de trois jours comme un délai de rigueur, et il suffit d'avertir qu'il est insuffisant à raison de tel ou tel motif, en indiquant quel délai sera nécessaire, pour le prolonger à discrétion jusqu'à l'époque demandée. Une prorogation peut donc être obtenue lorsqu'il est justifié de circonstances qui empêchent de donner une réponse dans les trois jours. Ces circonstances sont, d'ailleurs, déterminées par la loi (art 4, al. 3). Ce sont :

1° L'éloignement ou l'absence des personnes auxquelles la proposition de conciliation est notifiée ;

2° La nécessité de consulter des mandants, des associés ou un conseil d'administration.

Dans ces hypothèses, les représentants des personnes

intéressées doivent, dans le délai de trois jours, déclarer le temps qui leur est nécessaire pour donner leur réponse. Cette demande de prolongation du délai est, dans les vingt-quatre heures, transmise par le juge de paix aux demandeurs en conciliation (art. 4, al. 4). Aucune règle n'étant spécifiée pour cette transmission, il est permis de décider qu'elle aura lieu suivant les formes déterminées en l'article 3 pour les demandes de conciliation elles-mêmes.

B. — Le différend continuant à subsister entre les parties malgré le temps écoulé depuis la notification, la proposition de recourir à la conciliation ne devra jamais être rejetée par le juge de paix : il est toujours temps en effet d'accepter cette proposition. Ce n'est peut-être pas la lettre de la loi, mais c'est assurément son esprit. C'est une loi essentiellement de concorde, et les délais impartis par elle ont pour but unique de favoriser aisément les résultats désirés ; par suite, si, pour quelque raison, ils n'ont pu être atteints dans ces limites, et s'ils peuvent l'être en dehors, aucun empêchement ne devra être élevé. En agissant autrement, c'est-à-dire en repoussant l'acceptation, le magistrat cantonal manquerait à son rôle de paix et de concorde dans l'application d'une loi de conciliation dont le but et l'intention sont de faire cesser des difficultés capables de nuire à l'accord qu'il y a intérêt à voir régner dans toutes les classes de la Société. Devant une question aussi importante, une formalité de délai ne peut être un obstacle. Bien mieux, l'irrégularité de procédure la plus grave ne peut préjudicier en rien au résultat de la conciliation ou de l'arbitrage, la loi du 27 décembre 1892 étant essentiellement facultative, platonique même, et les formalités qu'elle édicte étant, par suite, plutôt indicatives qu'obligatoires.

De même donc que le terme de vingt-quatre heures stipulé pour la notification de la proposition de conciliation, le délai de trois jours accordé pour la réponse qui peut y être faite doit se comprendre comme une invitation pressante à fournir cette réponse dans le plus bref délai.

§ 2. Deuxième hypothèse. — Les intéressés font connaître leur réponse dans le délai de trois jours.

De deux choses l'une, ou elle est négative, ou elle est affirmative.

1^{er} cas. — La proposition de conciliation est repoussée. — Dans ce cas, la mission du juge de paix est terminée.

2^e cas. — La proposition de conciliation est acceptée.

I. — Obligations des intéressés.

La réponse affirmative doit alors être transmise au juge de paix par les intéressés. Cette réponse sera fournie, soit verbalement, soit par lettre.

Il semblerait logique, puisqu'ils ont été avisés par lettre recommandée, qu'ils dussent répondre de même; ce n'est là, à vrai dire, qu'un procédé meilleur, et, dans le silence de la loi, on ne saurait rigoureusement l'imposer.

La lettre d'acceptation doit contenir les mêmes énonciations que la déclaration initiale (art. 4, al. 2). Les intéressés doivent désigner leurs délégués, dont le nombre ne peut être supérieur à cinq. On peut constater, sur ce point, une légère différence entre la rédaction du texte de l'article 2 et celle de l'article 4, ce dernier ne contenant pas les mots « choisis parmi les intéressés ». Mais ce n'est là qu'un oubli, et il est évident que les délégués ne pourront être pris ailleurs que parmi les intéressés du même établissement; il n'est pas douteux que la loi a voulu adopter, pour la réponse, la même formule que pour la demande. Il résulte de là que si, dans une commune, il existe plusieurs usines, même de profession semblable, les délégués ne devront être désignés que parmi le personnel de celle où a éclaté le différend. De même, le patron ne devra se faire assister que de personnes appartenant à son usine, telles que directeurs, ingénieurs, contremaîtres ou autres, et ce, à l'exclusion de patrons d'usines ou ateliers similaires.

Le nombre cinq est prescrit comme un maximum. Ce nombre est limitatif, et, s'il a été ainsi fixé, c'est pour éviter d'avoir, d'un côté, un patron, et de l'autre, cinquante ou soixante ouvriers et plus. Le législateur a pensé qu'en mettant un homme seul en présence de cette situation, les explications qu'il serait appelé à fournir risqueraient de ne pas être enten-

dues ni comprises et ne pourraient qu'amener la confusion dans la discussion.

Le nombre égal, de part et d'autre, des délégués, n'est pas nécessairement obligatoire, puisqu'il ne s'agit pas de voter ; l'important est de ne pas être plus de cinq de chaque côté. On peut donc très bien être moins d'un côté que de l'autre, comme aussi réduire le nombre des délégués à un, deux ou trois de chaque côté.

Lorsque l'initiative émane des ouvriers, et que, par suite, la notification doit être faite au patron, celui-ci a le loisir de se présenter seul au Comité de conciliation et peut s'abstenir de choisir aucun délégué pour l'assister ou le représenter. Mais il peut aussi, s'il le veut, se faire assister ou représenter, et désigner à cet effet comme auxiliaires, représentants ou délégués, des personnes faisant partie de son usine, à la condition que le nombre de ces personnes, lui compris, ne soit jamais supérieur à cinq. Quel que soit le nombre des personnes choisies par lui, les ouvriers auront toujours le droit de leur opposer le nombre maximum, c'est-à-dire cinq délégués.

L'assistance des hommes d'affaires, à quelque catégorie qu'ils appartiennent et sous n'importe quel prétexte, est formellement proscrite ; c'est pourquoi la loi (art. 2 *in fine*) spécifie les intéressés personnellement. Aucun conseil ne peut être admis ni toléré devant le Comité de conciliation. Si une dérogation à cette règle était proposée, ce serait au juge de paix à l'apprécier de concert avec les parties. On devrait toujours observer la plus grande prudence en pareil cas et juger si la présence d'un tiers n'est pas de nature à compromettre le but conciliatoire de la réunion.

Les délégués n'ont pour ainsi dire pas d'initiative ; ils ne devront agir que d'après les instructions qu'ils auront reçues de leurs commettants.

II. — Obligations du juge de paix : article 5.

A. — Dès que l'acceptation de la proposition de conciliation lui parvient, le juge de paix invite d'urgence les parties ou les délégués désignés par elles à se réunir en Comité de conciliation.

En imposant à ce magistrat cette obligation, la loi montre par là quelle promptitude elle désire que l'on apporte à l'accomplissement des diverses formalités.

La loi ne précise pas la forme dans laquelle ces invitations doivent être adressées. « Il convient, dit la circulaire de M. le Garde des sceaux en date du 18 février 1893, intervenue pour l'exécution de la loi, de s'en remettre à la sagesse du magistrat, qui choisira, suivant les circonstances, le mode le plus prompt et le plus sûr ». Conformément à l'opinion que nous avons adoptée plus haut, nous pensons que le juge de paix peut aviser directement par la poste, puisqu'il connaît désormais les adresses de toutes les parties, intéressés eux-mêmes ou leurs délégués, et par lettres en franchise, en énonçant qu'il s'agit de l'application de la loi du 27 décembre 1892. Peut-être ce magistrat pourrait-il employer l'intermédiaire des maires pour cette transmission, directement dans son canton, et par l'entremise de son collègue pour les communes d'un canton voisin. Cependant, si l'emploi d'un pareil moyen devait amener des lenteurs préjudiciables, conséquence qui serait en contradiction manifeste avec l'esprit de la loi et de la circulaire de la Chancellerie, il vaudrait mieux recourir à l'affranchissement et en faire porter les frais au budget départemental comme dépenses obligatoires (art. 13 de la loi).

Le juge de paix agirait sagement, croyons-nous, en fixant le jour et l'heure de la réunion pour le lendemain, ou, au plus tard, pour le surlendemain de l'envoi de la lettre; il gagnerait ainsi, en fixant lui-même ces dates, le temps qui serait employé à demander aux uns et aux autres le moment qui leur conviendrait le mieux. Le procédé présentera, semble-t-il, peu d'inconvénients, et les parties accepteront le jour qui leur sera proposé, car elles n'ignorent pas, depuis que la période de conciliation est ouverte, qu'elles doivent se tenir à la disposition l'une de l'autre.

B. — Réunion du Comité de conciliation.

a). — Ces réunions se tiendront généralement à la mairie. L'article 13 de la loi dispose que les locaux sont gratuitement fournis par les communes, qui ont la charge de leur entretien.

Mais ces réunions peuvent avoir lieu dans tout autre endroit, soit au domicile du juge de paix, soit au domicile de l'une des parties, soit chez toute autre personne. On sera guidé, en pareil cas, par l'intérêt d'un rapprochement plus facile et d'un moindre dérangement pour tout le monde.

b). — L'article 5 dispose (al. 2) que les réunions du Comité de conciliation ont lieu en la présence du juge de paix, qui est à la disposition de ce Comité pour diriger les débats.

Que faut-il entendre par ces expressions? Quel est exactement le rôle du juge de paix? Ce magistrat doit-il attendre que le Comité, fortuitement embarrassé, l'invite à prendre la direction de ses débats?

A ne consulter que la circulaire ministérielle du 18 février 1893, le juge de paix ne figure pas dans la réunion comme un juge appelé à statuer sur les prétentions contradictoires des parties en cause. Il n'est pas non plus président de droit de cette sorte de conseil de famille, et, loin d'avoir une voix prépondérante dans la discussion, il n'a pas même voix délibérative. Il y a plus, il ne peut présider la réunion et diriger les débats qui si les parties intéressées en manifestent le désir. Par conséquent, s'il n'y est point expressément convié par les parties, il devra rester absolument étranger à la discussion. Il assistera néanmoins à la réunion, où sa présence sera une garantie de l'observation des convenances dans la discussion. En outre, comme l'article 6 le charge de dresser le procès-verbal dans lequel sont consignés les résultats de la tentative de conciliation, cette mission suffirait, au besoin, à justifier sa présence.

Cette circulaire nous paraît restreindre beaucoup trop l'intervention du juge de paix. Nous croyons que ce magistrat étant toujours, c'est-à-dire à chaque réunion, à la disposition du Comité pour diriger les débats, il doit nécessairement en prendre la direction, et qu'il lui est, au contraire, interdit d'échapper à cette mission. On comprend parfaitement, puisqu'il ne possède pas les connaissances techniques suffisantes pour apprécier équitablement les prétentions respectives des parties en présence, qu'il n'ait ni voix consultative, ni voix délibéra-

tive. Mais nous croyons que c'est se méprendre sur la portée de la loi et en méconnaître l'esprit que vouloir borner son intervention à une simple assistance à la réunion pour y jouer le seul rôle de spectateur indifférent et passif, ou même celui de simple secrétaire. Dans l'espèce, le rôle du juge de paix sera donc de présider la réunion, mais sans participation aux débats, faire dresser par le greffier un procès-verbal de la conciliation, ou déclarer que l'accord n'a pu s'établir, et, dans ce cas, inviter les parties à porter la question devant des arbitres et à nommer ces arbitres.

Si le Comité doit se réunir dans une commune autre que celle où réside le juge de paix, ce magistrat devra se transporter dans la commune où siège le Comité pour présider la réunion.

Le juge de paix, nous le disions plus haut, ne devra admettre ou tolérer la présence, au Comité de conciliation, d'aucun conseil, avocat ou homme d'affaires. La loi l'écarte formellement en disant que peuvent seulement y figurer les parties et leurs délégués ou mandataires et encore sous la condition d'y être « intéressés ». Il est bien entendu toutefois que chacun des membres du Comité, en dehors et au préalable, est libre de consulter qui bon lui semble, s'il le juge utile ; à cet effet, il doit lui être accordé tout le délai nécessaire.

C. — Résultats de la réunion du Comité de conciliation.

La délibération ne peut aboutir qu'à un accord ou à un refus d'arrangement.

a). — Supposons que l'accord a pu s'établir : article 6 de la loi.

Dans ce cas, les conditions de l'accord sont consignées dans un procès-verbal dressé par le juge de paix et signé par les parties ou leurs délégués.

α. — Le juge de paix, dit la loi, dresse le procès-verbal. Il n'est pas question du greffier. Il n'est pas douteux, toutefois, que la rédaction du procès-verbal incombe à ce dernier, qui sera alors présent à la réunion. Voici les motifs de cette exigence : 1° En thèse générale, le greffier doit assister le juge de paix toutes les fois qu'il en est requis par ce magistrat

dans l'exercice de ses fonctions ; 2° La circulaire ministérielle considère la rédaction de ce procès-verbal comme une application des dispositions de l'article 54 du Code de Procédure. Or le procès-verbal prévu par cet article est dressé avec l'assistance du greffier ; 3° Le juge de paix est investi par la loi des fonctions de président du Comité ; or comment pourrait-il y joindre les fonctions de secrétaire ? Il y aurait là une incompatibilité évidente. Son attention comme président doit être constante et il ne pourrait s'astreindre à écrire lui-même les procès-verbaux, ce qui serait d'ailleurs peu conforme à sa dignité de magistrat. Le soin de rédiger ce procès-verbal revient donc forcément au greffier, dont la présence à la réunion ne saurait présenter aucun inconvénient, puisqu'elle n'implique de sa part aucune immixtion dans les débats ; 4° L'assistance du greffier ne résulte-t-elle pas de l'article 11 de la loi, qui décide que les procès-verbaux mentionnés en l'article 6 seront conservés en minute au greffe de la justice de paix qui en délivre des expéditions ? Et le soin d'écrire les minutes n'est-il pas exclusivement dévolu au greffier ? 5° L'article 14 dispose que la délibération du Comité est dressée en minute, et il la dispense du timbre et la soumet à l'enregistrement gratis. L'enregistrement en est donc obligatoire et la responsabilité de cette formalité est encore de celles qui incombent au greffier.

β. — La loi ajoute que le procès-verbal sera signé par les parties ou leurs délégués. Bien qu'elle ne parle pas du juge de paix, ce magistrat devra néanmoins le signer. En effet, ce procès-verbal doit être revêtu des mêmes formes que celui qu'il rédige pour ainsi dire journellement pour constater la conciliation des parties. Autrement, on ne comprendrait pas pourquoi la loi exige que cet acte soit dressé par le juge de paix et non par les parties elles-mêmes. Il s'agit de lui donner un caractère d'authenticité : or ce caractère réside tout entier dans la forme de l'acte et les signatures du juge et du greffier.

γ. — La décision du Comité de conciliation sera toujours un acte d'une importance capitale, et on ne saurait apporter trop de soin dans sa rédaction. Une fausse interprétation par

les parties pourrait en effet engendrer les inconvénients les plus graves.

Quoique l'accord en conciliation n'ait au premier abord qu'une valeur morale, il est néanmoins un contrat synallagmatique, et si les parties contractantes, patrons ou ouvriers, en exécutent les conditions, il devient une convention parfaite, capable de donner naissance à l'action en dommages et intérêts contre celui qui la viole en dehors des délais ou mises en demeure d'usage.

b). — Si le débat contradictoire dans le Comité de conciliation n'a pu avoir pour effet d'amener la clôture du différend, tout espoir d'arriver à un accord ne doit cependant pas être abandonné. La loi, en effet, met à la disposition des parties un moyen de dénouer une crise accidentelle : c'est le recours à un arbitrage, en vue duquel elle a institué une procédure simple et rapide : articles 7, 8 et 9.

DEUXIÈME PHASE. — ARBITRAGE

§ 1. Rôle du juge de paix.

Aux termes de l'article 7 de la loi, le juge de paix doit, si l'accord ne s'est pas établi dans le Comité de conciliation, inviter les parties à désigner, soit chacune un ou plusieurs arbitres, soit un arbitre commun : alinéa 1.

La loi assigne donc positivement au juge de paix un rôle qui n'est plus celui d'intermédiaire ou de simple spectateur ou rédacteur. Mais ce rôle est nettement déterminé, et le magistrat cantonal devra s'abstenir avec grand soin de s'en écarter en pesant sur le choix des arbitres ou en l'inspirant ; il ne doit donc pas participer aux débats.

Il dresse un procès-verbal pour relater les causes du dissentiment qui forment la matière de l'arbitrage et indiquer le nom de l'arbitre ou des arbitres désignés.

§ 2. Désignation des arbitres.

I. — A la différence des délégués, les arbitres sont pris en dehors des intéressés.

II. — La loi veut (art. 15) que les arbitres, comme les délégués, soient citoyens français ; cela se comprend d'autant plus que les arbitres sont investis d'une véritable magistrature. C'est pour cette raison qu'il a paru impossible de confier aux femmes, qui cependant peuvent être déléguées, le rôle d'arbitres ; mais les femmes, en qualité de déléguées, ont le droit de participer à la nomination des arbitres. Si la contestation n'existe que sur un travail spécial aux femmes, la délégation peut être composée uniquement de femmes ; mais les arbitres doivent être toujours choisis parmi les hommes.

§ 3. Nombre des arbitres.

I. — L'une et l'autre des parties intéressées ont le droit de désigner un ou plusieurs arbitres, sans limite. Elles peuvent donc en nommer un, deux, trois ou même un plus grand nombre. Mais, comme il s'agit de constituer une véritable juridiction, il est absolument indispensable, pour assurer à tous des garanties égales, qu'un même nombre d'arbitres soit pris de chaque côté.

II. — Les parties peuvent encore constituer un arbitre commun. Bien que le texte ne parle que d'un arbitre commun, il est certain, puisque l'on reconnaît aux deux parties le droit de choisir plusieurs arbitres, qu'elles peuvent confier en commun l'arbitrage à plusieurs personnes.

§ 4. Epoque de la nomination des arbitres.

La loi ne dit pas si le choix des arbitres doit avoir lieu dans la séance même où le désaccord est constaté. Il semblerait résulter des paroles du président de la Commission que les parties doivent nommer les arbitres instantanément puisqu'elles en ont le pouvoir et que l'esprit de la loi est d'aller au plus vite. Sans doute, elles le pourront ; mais l'absence de prescription formelle à cet égard ne nous permet pas de penser qu'elles y soient tenues. Elles pourront donc retourner consulter leurs commettants, car il arrivera fréquemment qu'elles n'aient reçu à cet effet aucune indication qui puisse les guider, et il ne faut pas oublier que le choix des arbitres est de la plus haute importance, l'acceptation de la décision dépendant beaucoup de l'autorité qui leur est reconnue. Il faut donc laisser la

plus grande liberté aux parties et leur accorder la faculté d'en référer comme elles l'entendront à cet égard.

§ 5. Convocation des arbitres.

Comment seront convoqués les arbitres ? Comment leur nomination sera-t-elle portée à leur connaissance ?

La loi s'est renfermée sur ce point dans le mutisme le plus complet. En pratique, il ne peut faire guère doute que ce soin ne reste à la charge du juge de paix. Ce magistrat devra donc notifier aux arbitres la décision qui les nomme et en même temps provoquer leur réunion.

§ 6. — Résultats de la nomination des arbitres.

Deux hypothèses sont possibles.

I. — Première hypothèse : les arbitres sont en désaccord.

A. — Les arbitres ne s'entendent pas sur la solution à donner au différend. — L'article 7, alinéa 2, de la loi les autorise à choisir un nouvel arbitre pour les départager.

a). — Le premier devoir des arbitres est donc d'examiner le litige et d'en tenter l'accord ; il n'y a donc lieu à la désignation d'un arbitre départiteur que lorsque cette tentative a échoué.

b). — Le tiers arbitre dont parle la loi de 1892 ne ressemble en rien au tiers arbitre des articles 1017 et 1018 du Code de Procédure, lequel est tenu de se conformer à l'un des avis des autres arbitres sans pouvoir proposer une solution nouvelle. Il résulte clairement de la loi et des débats qui l'ont précédée que le troisième arbitre dont il s'agit ici peut au contraire avoir une opinion personnelle, sans être lié en quoi que soit par l'avis de ceux qui se sont prononcés avant lui. Ses pouvoirs sont identiques à ceux des arbitres nommés d'abord. Il se réunit à eux pour former le tribunal arbitral qui décidera à la majorité. Il peut proposer un système nouveau ou une transaction entre les deux premiers. C'est pour faire apparaître clairement cette innovation que le législateur de 1892 a intentionnellement remplacé par les mots « nouvel arbitre » la dénomination de tiers arbitre dont se sert le Code de Procédure civile.

Il est à peine besoin de faire remarquer qu'il ne peut être pris pour arbitre départiteur qu'une seule personne.

B. — Les arbitres ne s'entendent, ni sur la solution à donner au différend, ni sur le choix de l'arbitre départiteur. — Aux termes de l'article 8 de la loi, ils doivent le déclarer dans le procès-verbal, et le nouvel arbitre est nommé par le Président du Tribunal civil sur le vu du dit procès-verbal que le juge de paix doit lui transmettre d'urgence.

Aux termes de l'article 11, les procès-verbaux et décisions du Comité de conciliation et des arbitres sont conservés en minute au greffe. Ce n'est pas une expédition du procès-verbal de la délibération infructueuse des premiers arbitres qu'il faudra transmettre au Président du Tribunal, mais bien l'original lui-même ; il paraît d'ailleurs plus rationnel qu'il en soit ainsi, afin de ne faire le dépôt de cet original au greffe de la justice de paix qu'après qu'il aura été revêtu de l'ordonnance de nomination du nouvel arbitre.

Dès qu'il aura connaissance de cette nomination, le juge de paix devra immédiatement en informer le nouvel arbitre, soit en lui notifiant l'expédition du procès-verbal des premiers arbitres et de l'ordonnance y faisant suite, soit en lui adressant une simple lettre dont l'enveloppe portera les mots « Exécution de la loi du 27 décembre 1892 ».

II. — Deuxième hypothèse : les arbitres se sont mis d'accord pour le règlement du différend.

Aux termes de l'article 9, ils rédigent eux-mêmes leur décision et la remettent au juge de paix.

A. — Cette pièce étant destinée à être conservée en minute, le dépôt en sera fait directement, soit par les arbitres eux-mêmes, soit par le juge de paix ; un acte de dépôt sera dressé par le greffier qui fera enregistrer le procès-verbal des arbitres en même temps que son acte de dépôt.

B. — Aucun délai n'est fixé pour la sentence arbitrale. Mais on comprend qu'il y a toujours nécessité de l'obtenir le plus vite possible et que les parties ont grand intérêt à en presser la rédaction.

C. — Aucune forme spéciale n'est prescrite pour la rédac-

tion de cette décision. Mais, pour que les conventions faites et acceptées soient exécutées sans difficulté, sans arrière-pensée, et sans appréhension de nouveaux conflits, souvent plus intenses que les premiers, les rédacteurs devront apporter toute leur attention à bien faire ressortir, et d'une manière claire et précise, leur appréciation sur tous les points qui leur auront été soumis.

Deuxième Hypothèse. — La Grève a été déclarée.

NOTIONS GÉNÉRALES

Dans le cas de déclaration de grève, le juge de paix a reçu de la loi du 27 décembre 1892 la mission et le pouvoir de substituer sa propre initiative à celle des intéressés si celle-ci ne s'exerce pas spontanément et de susciter d'office la conciliation et l'arbitrage lorsque les parties demeurent inactives pour une raison quelconque : art. 10.

CHAPITRE PREMIER

Justification de cette intervention.

La disposition de l'article 10 de la loi a été introduite dans le texte en discussion à la suite d'un amendement de M. Grousset. Nous ne saurions mieux que lui donner les motifs de cette prérogative reconnue au magistrat cantonal.

Voici en quels termes il justifiait son amendement : « Ne craignez-vous pas, disait-il, que le jour où la grève, je puis dire la guerre sera déclarée, les patrons comme les ouvriers,

les ouvriers comme les patrons, soit par amour-propre, soit par tactique, soit par un sentiment exagéré de leurs droits, n'hésitent pas à prendre l'initiative d'une demande d'arbitrage? Eh bien! ne pensez-vous pas qu'il serait bon que la loi leur tendit la main aux uns comme aux autres pour les inviter à l'accord et à l'entente que, dans le fond, ils désirent les uns comme les autres? Ne pensez-vous pas qu'il soit sage de leur éviter ces démarches qui leur pèsent et de charger le juge de paix d'aller au devant d'eux en leur disant : Conciliez-vous, la loi me fait un devoir de vous le proposer? »

La Commission, par la voix de M. Jacques, son président, et de M. Clausel de Coussergues, voyait là une manière indirecte et détournée d'imposer l'arbitrage, une mesure vaine, pensait-elle; elle obéissait ainsi à cette idée, plus ou moins défendable en soi, que, en définitive, les parties elles-mêmes qui, mieux que personne, ont le souci de leurs intérêts, ont toute latitude pour proposer pareille solution et qu'il n'y a pas lieu de la leur suggérer. Le motif qui, d'après la Commission, semblait devoir déterminer le rejet de l'amendement Grousset, c'est que l'adoption d'une pareille motion allait avoir pour effet de confier à des magistrats, parfois peu avisés et absolument incapables de comprendre le caractère véritable de leur mission, un rôle absolument prépondérant dans la solution des conflits industriels. Ces considérations n'eurent aucune valeur auprès de la majorité de la Chambre, qui, en dépit d'objections sur la nature desquelles nous n'avons pas à insister autrement, vota l'amendement Grousset dans l'intérêt de la paix publique.

Il convient de faire remarquer que cette initiative du juge de paix ne fait point obstacle à une entente directe entre les patrons et les ouvriers, même après la déclaration de grève, soit pour une transaction immédiate, soit pour un arbitrage.

CHAPITRE II

Conditions de cette intervention.

Les seules conditions que la loi détermine pour l'intervention d'office du juge de paix sont les suivantes :

§ 1. Il faut qu'il y ait grève déclarée, c'est-à-dire que l'on se trouve en présence d'une cessation quelconque de travail.

§ 2. Il faut en outre que, de la part des intéressés, il ne se soit produit aucune initiative en vue de la conciliation et de l'arbitrage.

Mais, alors même que ces deux conditions se trouvent réunies, le juge de paix ne doit pas nécessairement user de son droit d'initiative; il peut s'abstenir : par exemple, il en serait ainsi si les patrons et les ouvriers manifestaient le désir de s'entendre et provoquaient d'eux-mêmes une réunion entre eux. Dans ce cas, les parties pouvant s'entendre toutes seules, le juge de paix n'aurait pas à intervenir.

CHAPITRE III

Juge de Paix compétent.

Quel est le juge de paix compétent pour proposer la conciliation et l'arbitrage ?

Il résulte de la circulaire de Monsieur le Garde des Sceaux en date du 18 février 1893 que, si la grève vient à s'étendre sur le territoire de plusieurs cantons, les juges de paix de chacun de ces cantons doivent se concerter entre eux et déterminer d'un commun accord celui qui devra prendre l'initiative prévue par la loi.

CHAPITRE IV

Epoque de l'intervention du Juge de Paix.

Le juge de paix doit-il user immédiatement du droit de provoquer la conciliation ? Peut-il au contraire attendre pour le faire ? A ne considérer que le texte presque impératif de la loi, l'attribution donnée au juge de paix par l'article 10 ferait partie obligatoire de ses fonctions, et il devrait l'exercer d'office chaque fois et aussitôt qu'il y aurait grève. Cependant, nous estimons que le juge de paix a la faculté, et même le devoir de choisir le moment propice pour son intervention. Aucun délai ne lui est imposé. C'est une question de tact de sa part que de savoir si c'est le jour même de la grève, le lendemain ou le surlendemain que son intervention doit se produire ; il doit, à cet égard, prendre conseil des circonstances.

CHAPITRE V

Mode d'intervention du Juge de Paix.

L'initiative du juge de paix se borne à adresser une invitation aux deux parties.

Par les moyens indiqués en l'article 3 de la loi, c'est-à-dire par lettres recommandées, et au besoin par affiches, le juge de paix invite les intéressés, c'est-à-dire les patrons, les ouvriers ou employés ou leurs représentants, à lui faire connaître, dans les trois jours :

1° L'objet du différend, avec l'exposé succinct des motifs allégués ;

2° Leur acceptation ou leur refus de recourir à la conciliation et à l'arbitrage ;

3° Les noms, qualités et domiciles des délégués choisis par les parties le cas échéant, c'est-à-dire si celles-ci ne doivent pas comparaître personnellement.

En ce qui concerne les patrons, ils sont toujours connus : aussi, à leur égard, l'emploi de la lettre recommandée ou particulière s'impose-t-il.

Il n'en est pas de même des ouvriers, à moins que le juge de paix sache pertinemment qu'ils sont tous syndiqués : dans ce cas, il adressera sa lettre recommandée au président du syndicat. Au contraire, s'il n'y a qu'une fraction de syndiquée ou si le syndicat n'est pas constitué, la convocation aura lieu nécessairement par affiches. C'est à lui d'apprécier le moyen le plus rapide et le plus sûr pour que cette invitation parvienne à la connaissance des intéressés.

Bien que la loi soit muette, nous pensons que le juge de paix pourra se rendre en personne sur les lieux de la grève afin de faire comprendre aux ouvriers les avantages et les bienfaits de la conciliation, et de les solliciter d'en faire l'essai. Sa présence sera presque toujours utile, car elle peut suffire à calmer les esprits et à empêcher les violences. Si alors il parvient à se faire écouter, il devra combattre l'obstination, saisir et encourager les bonnes dispositions, pousser les parties aux concessions, profiter de la bonne volonté des uns pour entraîner les autres et indiquer au besoin les préliminaires qui lui permettront d'organiser le Comité de conciliation. La tâche, on le voit, sera noble et digne de lui. Si, par l'autorité dont il jouit, par l'estime dont il est entouré, par le respect qu'il impose, par la confiance qu'il inspire, il parvient à terminer paisiblement un conflit dont la prolongation pouvait amener des désordres violents et peut-être sanglants, il n'aura pas à regretter ses démarches : il en sera amplement récompensé par la satisfaction d'avoir fait son devoir.

CHAPITRE VI

Résultats possibles de l'intervention du Juge de Paix.

§ 1. Les réponses à l'invitation adressée aux intéressés doivent parvenir au juge de paix dans un délai de trois jours. Ce magistrat doit, d'ailleurs, avoir pris le soin de bien l'indiquer dans son invitation.

Toutefois ce délai de trois jours peut être augmenté pour les causes et sous les conditions indiquées dans l'article 4 de la loi.

§ 2. Au surplus, la liberté des parties reste entière. Les ouvriers, comme les patrons, peuvent, à leur gré, accepter ou refuser la proposition du juge de paix.

I. — S'ils l'acceptent, — il est procédé conformément aux prescriptions des articles 5 et suivants de la loi, c'est-à-dire : d'abord à la tentative de conciliation ; ensuite, s'il y a lieu, à la désignation d'arbitres.

II. — S'ils la refusent, — tout est fini. Le juge de paix ne devra pas toutefois se décourager. Son rôle devra se borner à attendre que les esprits se soient calmés et lui permettent de tenter à nouveau un essai de conciliation.

LIVRE DEUXIÈME

Du Juge de Paix Officier Public

INTRODUCTION

Les attributions du juge de paix considéré comme officier public sont les suivantes :

D'abord, il reçoit les déclarations souscrites en vue, soit de répudier, soit de réclamer la nationalité française ;

Ensuite, il procède à l'apposition et à la levée des scellés ;

En troisième lieu, c'est devant lui que sont passés les contrats d'adoption ;

En quatrième lieu, c'est par lui que sont reçues les déclarations d'émancipation ;

En cinquième lieu, il a qualité pour délivrer des actes de notoriété ;

En sixième lieu, il peut légaliser les signatures de certains officiers publics de son canton ;

En septième lieu, il est compétent pour recevoir une déclaration de reconnaissance d'enfant naturel ;

Enfin, il a qualité pour rédiger les testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication est interceptée par suite de la peste ou de toute autre maladie contagieuse.

L'examen de ces différentes attributions fera l'objet d'autant de parties distinctes.

PREMIÈRE PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Nationalité ⁽¹⁾

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

CHAPITRE PREMIER

Exposé historique.

En venant au monde, tout individu doit nécessairement faire partie d'un Etat. Mais quel principe doit-on suivre pour attribuer à un être humain, dès sa naissance, telle nationalité plutôt que telle autre, pour le rattacher à telle patrie, et non à telle autre?

La naissance d'une personne a pour conséquence de créer, d'une part, un rapport personnel de filiation entre elle et les parents dont elle est issue ; d'autre part, un rapport réel qui s'établit entre elle et le sol du pays où elle est née.

Tout individu se trouve donc rattaché, dès sa naissance, et à sa famille, et au sol qui l'a vu naître. Si, ce qui est l'hypothèse normale, la naissance d'un enfant a lieu dans un pays dont ses père et mère sont nationaux, aucune difficulté ne s'élève, et l'enfant, par suite du concours de ces deux rapports, a nécessairement la même nationalité que ses parents.

Mais il est possible, et le cas est fréquent, que l'enfant vienne à naître dans un pays dont ses auteurs ne sont point sujets. Dans cette hypothèse, auquel des deux rapports

(1) Pour les développements qui vont suivre, nous nous sommes reporté aux leçons de notre vénéré maître, M. LAINÉ (Cours de Droit International Privé, professé à la Faculté de Paris. Année scolaire 1889-1890).

devra-t-on accorder la préférence pour la détermination de la nationalité de l'enfant ?

A priori, plusieurs solutions sont possibles.

Tout d'abord, on en conçoit une qui détermine la nationalité par le lieu territorial, c'est-à-dire qui ne tient compte que du lieu de naissance et fait abstraction du lieu de filiation ; c'est le système du *jus soli*.

A côté d'elle, on en comprend une autre, moins absolue, qui, tout en s'attachant au lien réel pour la fixation de la nationalité originaire, facilite à l'enfant l'acquisition de la nationalité de ses auteurs.

Inversement, on peut supposer un système législatif dans lequel la nationalité se détermine d'après les liens de filiation, c'est-à-dire qui ne s'attache qu'à la nationalité des parents de l'enfant, sans s'inquiéter du pays où celui-ci est né : *jus sanguinis*.

En outre, à côté de ce système, on en conçoit un autre qui, tout en tenant compte du rapport de filiation, facilite à l'enfant l'acquisition de la nationalité du pays où il a vu le jour.

§ 1. Dans l'antiquité, en Grèce et à Rome, la nationalité d'origine était fondée uniquement sur la filiation, sur le *jus sanguinis*. Il y avait à cela des raisons tirées de la religion qui ne permettaient pas qu'un individu étranger par le sang pût participer au culte des dieux de la cité. Cette idée antique se retrouve en Gaule après l'invasion des Barbares, quand règne dans toute sa force le régime de la personnalité des lois ; chaque individu n'est régi que par les lois du peuple auquel il appartient, et c'est seulement par les liens du sang qu'on se rattache à tel ou tel peuple.

§ 2. Sous l'influence des idées féodales et du principe de la souveraineté territoriale, le point de vue changea. On fut sujet de tel souverain lorsqu'on naissait sur son territoire ; abstraction complète était faite de la nationalité des parents. Ce fut, à cette époque, le règne absolu du principe du *jus soli*.

§ 3. L'application de ce principe devait recevoir des atténuations en même temps qu'on portait des atteintes plus ou

moins graves au système féodal à l'établissement duquel i se rattachait étroitement. Il n'a pas disparu à la fin de l'ancien régime, mais il ne règne plus seul. On trouve en effet, en France, au XVIII^e siècle, les deux systèmes cumulés, celui du *jus sanguinis* et celui du *jus soli*. Est Français celui qui naît en France aussi bien que celui qui naît hors de France, mais de parents français.

§ 4. Dans le droit intermédiaire, le cumul des deux systèmes subsista.

I. — D'après la Constitution du 14 septembre 1791, tout étranger né en France était Français, à condition qu'il fixât son domicile en France.

Les enfants de Français, même nés à l'étranger, étaient Français, mais à la condition de fixer leur résidence en France et de prêter le serment civique.

II. — Telles étaient également, sauf quelques modifications de détail, les règles posées par les Constitutions du 5 Fructidor an III et du 22 Frimaire an VIII.

§ 5. Lors de la rédaction du Code Civil, on discuta longuement lequel des deux systèmes devait recevoir son application. Finalement, ce fut celui du *jus sanguinis* qui prévalut.

I. — Pour être Français, peu importe le lieu de la naissance : il suffit de naître de parents français (article 10, § 1).

II. — Cependant, certains effets étaient encore reconnus par le Code Civil au seul fait de la naissance sur le sol français. — C'est ainsi que l'art. 9 Civ. accordait à tout individu né en France d'un étranger la faculté, dans l'année de sa majorité, de réclamer la qualité de Français. L'exercice de ce droit était toutefois subordonné aux conditions suivantes :

a). — S'il résidait en France pendant le cours de sa vingt-deuxième année, il devait déclarer, à la municipalité du lieu de cette résidence, son intention d'y établir son domicile.

b). — S'il résidait à cette époque en pays étranger, il devait faire sa soumission de fixer en France son domicile et l'y établir dans l'année à compter de l'acte de soumission.

§ 6. — C'est en référant à ces dispositions et par une faveur bien justifiée que la loi du 22 mars 1849 vint encore étendre

le système de l'art. 9 Civ. aux étrangers nés en France qui avaient servi dans l'armée française ou avaient satisfait en France à la loi du recrutement sans exciper de leur extranéité.

§ 7. Les exceptions au principe du *jus sanguinis* contenues dans l'article 9 du Code Civil et la loi du 22 mars 1849 étaient édictées en faveur des étrangers.

La loi du 7 février 1851, qui consacra une nouvelle exception à ce principe, fut, au contraire, édictée contre les étrangers. Elle décidait que tout étranger né en France d'un étranger qui lui-même y était né était Français, tout en lui reconnaissant le droit de recouvrer sa nationalité d'origine en faisant devant les autorités françaises une déclaration dans l'année de sa majorité. Le but du législateur d'alors était de rendre Français un grand nombre d'étrangers établis en France, surtout dans les départements voisins de la frontière du Nord, qui restaient fixés sur notre sol de générations en générations sans juger à propos de tirer profit de la bienveillance de la loi en réclamant, aux termes de l'art. 9 du Code Civil, la qualité de Français, et qui jouissaient ainsi, concurremment avec nos nationaux, d'avantages multiples sans participer aux charges pesant sur les seuls citoyens français.

Mais cette loi ne produisit pas les résultats qu'on en attendait. Profitant de la faculté qui leur était laissée de revendiquer à leur majorité leur nationalité d'origine, les étrangers qu'on avait voulu atteindre échappèrent, en faisant la simple déclaration exigée par la loi du 7 février 1851, à l'obligation que cette loi avait tenté de leur imposer de devenir Français.

§ 8. C'est pour remédier à cet inconvénient que fut promulguée la loi du 16 décembre 1874. Cette loi, complétant celle de 1851, ne reconnut efficace la déclaration, exigée par cette loi, de l'individu né en France d'un étranger qui lui-même y était né dans le but de revendiquer sa nationalité d'origine, que si cet étranger apportait la preuve, résultant d'un acte authentique émanant des autorités de son pays, qu'il avait bien conservé sa nationalité originaire.

§ 9. Le bénéfice de l'article 9 Civ. avait été étendu par la loi du 7 février 1851 à tous les enfants de l'étranger naturalisé.

Toutefois, l'impossibilité de réclamer la nationalité française avant leur majorité avait, pour les étrangers admis au bénéfice de cet article, le grave inconvénient de leur interdire l'entrée de certaines écoles du Gouvernement et de leur rendre difficile l'engagement, soit volontaire, soit conditionnel d'un an, dans les armées de terre ou de mer. Pour remédier à cet inconvénient, les lois des 14-16 février 1882 et 28-29 juin 1883 avaient autorisé certaines catégories d'étrangers à opter pour la nationalité française avant d'avoir atteint leur majorité. Cette option exigeait le consentement du père, ou, à son défaut, de la mère, ou, à leur défaut, de la famille, conformément aux statuts personnels.

La loi de 1882 s'appliquait aux enfants de l'étranger naturalisé français ou de l'ex-français qui, ayant perdu la nationalité française pour l'une des causes énoncées en l'art. 17 Civ., l'avait recouvrée conformément à l'article 18 du même Code.

La loi de 1883 concernait les enfants nés en France d'une femme Française mariée avec un étranger lorsque la mère avait ultérieurement recouvrée la nationalité française conformément à l'article 19 Civ., ou lorsqu'ils étaient devenus orphelins de père et de mère.

§ 10. En présence de tous ces textes, en face du principe du *jus sanguinis*, auquel l'article 9 du Code Civil ne portait qu'une bien légère atteinte et que la loi de 1851, par son inefficacité, laissait, pour ainsi dire, presque intacte, deux besoins se faisaient depuis longtemps sentir : coordonner des dispositions législatives aussi éparses ; mettre les différentes lois relatives à la nationalité plus en harmonie avec les intérêts économiques de notre temps, et s'assimiler le nombre considérable d'étrangers résidant en France.

C'est ce double but qu'ont poursuivi les pouvoirs publics en votant la loi du 26 juin 1889. Le caractère essentiel de cette loi est d'admettre le cumul des deux systèmes du *jus sanguinis* et du *jus soli*. Elle a été ultérieurement modifiée par une loi du 22 juillet 1893.

CHAPITRE II

Considérations théoriques.

La nationalité, au point de vue juridique, n'est autre qu'un contrat synallagmatique intervenu entre un Etat et les citoyens de cet Etat. Il suit de là que la volonté de l'individu joue un rôle considérable dans la formation de ce contrat.

Cette volonté est tacitement manifestée par l'individu qui, sujet d'une nation dès sa naissance, ne fait rien pour rompre les liens qui l'attachent à elle. Son silence vaut adhésion à la nationalité qui lui est conférée soit *jure sanguinis*, soit *jure soli*. Toutefois, cette acceptation tacite n'a de valeur qu'autant qu'il peut briser l'allégeance naturelle, si ses intérêts, ses désirs le poussent à se rattacher à une nouvelle patrie. Ce serait absolument méconnaître les droits de la personnalité humaine qu'enchaîner à perpétuité un individu dans l'allégeance que sa naissance lui a attribuée. Une pareille doctrine rappelle la misérable condition des serfs attachés à la glèbe par la rigueur du régime féodal. Comme la théorie moderne, l'antiquité l'a formellement repoussée. Si, à Lacédémone, défense était faite au citoyen de renoncer à sa patrie, à Rome, au contraire, le droit de s'expatrier était unanimement reconnu : *Ne quis invitus in civitate maneat*, disait Cicéron.

La législation française n'a consacré à aucune époque la pérennité du lien de sujétion. Toutefois, elle n'admet pas qu'on puisse perdre la nationalité par une simple renonciation. Le lien originel qui s'est formé entre le Français et la France ne peut se rompre que sous certaines conditions. Les lois du 26 juin 1889 et du 22 juillet 1893 ont entouré de certaines précautions et de minutieuses formalités le changement de nationalité.

L'intervention du magistrat cantonal en cette délicate ma-

tière, à l'étude de laquelle nous sommes ainsi tout naturellement amené, constitue, à notre avis, la plus sérieuse des garanties contre les dénationalisations qui ne seraient inspirées que par pur caprice ou par l'impulsion irréfléchie du moment.

Après avoir examiné les diverses hypothèses de répudiation de la nationalité française, nous étudierons l'intervention du juge de paix dans certains cas où, en dehors de la naturalisation, la loi facilite aux étrangers l'acquisition de la qualité de Français.

TITRE PREMIER

Quelles personnes peuvent répudier la nationalité française.

CHAPITRE PREMIER

Individu né en France d'un étranger, et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France.

NOTIONS GÉNÉRALES

La situation de cet individu est réglée par l'article 8, § 4 du Code Civil.

Il faut supposer que ses parents ne sont pas nés en France. Cette condition étant remplie, la loi le déclare Français si, lors de sa majorité, il est domicilié en France, sous réserve, comme nous le verrons, de la faculté qui lui est donnée, à cette même époque, de répudier la nationalité française. C'est la naissance sur le sol qui forme dans ce cas la base de la nationalité.

Avec le droit de répudiation qu'il consacre, le paragraphe 4 de l'article 8 du Code Civil reproduit exactement le système

que la loi du 7 février 1851 avait établi pour les étrangers nés en France de parents qui eux-mêmes y sont nés. Dès le dépôt au Sénat du projet de loi sur la nationalité, on avait proposé d'appliquer les lois de 1851 et de 1874 à la première génération d'étrangers nés sur le sol français ; mais le Sénat s'y était opposé en se fondant principalement sur ce motif qu'il était impossible de déclarer Français, même avec faculté de réputation, des étrangers dont la naissance en France pouvait être l'effet du hasard. C'est la Chambre des députés qui a fait passer dans la loi la disposition de l'art. 8, § 4 Civ, en tenant compte de l'objection faite par le Sénat et en y obviant au moyen de la condition essentielle pour que l'étranger né en France de parents étrangers puisse devenir Français. Si, en effet, il eût été arbitraire et injuste d'imposer la nationalité française à tout étranger naissant en France parce que c'était laisser au hasard de la naissance le soin de déterminer la nationalité d'un fils d'étranger, du moins on peut dire que celui qui est né en France, et qui, à l'époque de sa majorité, y est encore fixé, a voulu devenir sujet de votre pays ; il y a présomption presque irréfragable, en effet, que cet individu a continuellement eu sa principale résidence en France pendant vingt-et-un ans, qu'il a les mœurs françaises, qu'il jouit des mêmes avantages que le Français, et il n'est que juste de lui imposer les mêmes charges en le déclarant Français, surtout si l'on considère qu'il peut toujours, sous certaines conditions répudier la nationalité française.

SECTION PREMIÈRE

A quelles conditions cet individu est Français de plein droit.

Le seul fait de la naissance en France ne suffit pas pour rendre Français l'étranger né en France de parents qui n'y sont pas nés eux-mêmes. L'acquisition de cette qualité est subordonnée pour lui à une condition dont la réalisation ne peut se produire qu'à l'époque de sa majorité telle qu'elle est déterminée par la loi française, à savoir qu'il soit domicilié en

France à cette époque. Cet étranger n'est donc Français qu'à deux conditions. Il faut : 1^o Qu'il soit né en France ; 2^o Qu'il y soit domicilié à sa majorité.

§ 1. Il faut que cet étranger soit né en France.

I. — Cette condition du lieu de naissance sera remplie si ce lieu de naissance est la France continentale ou le territoire d'une colonie française.

Mais on ne doit pas assimiler à notre territoire colonial les pays de protectorat qui ne font pas partie de l'Etat français, et dont le sol, comme les habitants, demeurent étrangers.

II. — On doit encore considérer comme une dépendance du territoire français les navires de guerre ou de commerce qui portent le pavillon français, soit dans les eaux territoriales françaises, soit en pleine mer. Mais dans les eaux territoriales étrangères, c'est-à-dire dans l'étendue de la mer sur laquelle s'exerce la juridiction de l'Etat riverain, il n'y a que les navires de guerre ou les paquebots jouissant des immunités des vaisseaux de guerre, tels que les bâtiments postaux, qui bénéficient du privilège d'exterritorialité, en ce sens que les individus nés à bord de ces vaisseaux sont considérés comme nés sur un prolongement du territoire français.

III. — Peut-on leur assimiler l'individu né d'un étranger dans l'hôtel d'une ambassade ou d'une légation française à l'étranger ?

Les agents diplomatiques jouissent, en dehors du pays qu'ils représentent, du privilège de l'exterritorialité : l'hôtel qu'ils habitent est considéré comme un prolongement du territoire national, qu'ils sont ainsi censés n'avoir jamais quitté. Toutefois, cette fiction ne saurait aller jusqu'à autoriser l'application de l'art. 8, § 4 Civ. Le seul objet de cette fiction est en effet d'assurer l'indépendance de l'agent, l'inviolabilité de sa personne et de son domicile, et, par suite, l'exécution de sa mission ; dès que ces intérêts ne sont plus en jeu, la fiction disparaît, et le droit commun reprend son empire. Il résulte de là qu'un étranger né à l'étranger dans l'hôtel d'une ambassade française ne pourrait pas, parvenu à l'âge de 21 ans, réclamer l'application de notre article.

Inversement, l'individu né à Paris dans l'hôtel d'une ambassade ou d'une légation étrangère est né sur le sol français : il pourrait donc invoquer le bénéfice de l'art. 8, § 4.

IV. — Le fils d'étranger dont la situation nous occupe doit être « né » en France. Il ne lui suffirait pas d'alléguer qu'il a été simplement conçu en France. La maxime *Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur* n'a été que très exceptionnellement consacrée par la loi française, et, si elle l'a admise en matière de succession, de donation et de testament, c'est en vertu de textes formels (art. 725 et 906 Civ.), qui ne peuvent recevoir aucune application dans notre hypothèse. Cette interprétation, conforme au texte de notre article, s'autorise en outre du motif qui l'a inspiré : il n'est pas douteux en effet que le fait d'avoir été conçu sur le sol français n'a pu, par lui-même, éveiller dans le cœur de l'enfant des sympathies pour la France, que seules la naissance et l'éducation peuvent lui inspirer.

§ 2. Il faut que cet étranger soit domicilié en France à l'époque de sa majorité.

Si l'on prenait cette expression à la lettre, il faudrait l'entendre en ce sens que l'étranger devra avoir en France à sa majorité son domicile de droit. Mais le mot « domicile » a, dans notre article, un sens plus étendu et ne vise qu'une situation de fait, à savoir la résidence de l'intéressé. Les motifs qui ont fait édicter ce texte conduisent d'ailleurs à cette solution, puisque c'est sur la présomption que l'étranger né en France et qui y demeure encore à sa majorité a toujours habité la France, et a, par suite de cette circonstance, manifesté son intention de devenir Français, que le législateur l'a considéré comme Français. La conséquence en est que l'étranger résidant de fait en France est Français, quand même ses parents auraient leur domicile à l'étranger. Mais, inversement, on doit admettre que l'étranger né en France, dont les parents sont encore domiciliés en France à l'époque de sa majorité, et qui lui-même réside à cette époque à l'étranger, ne tombe pas sous l'application de l'art. 8, § 4 Civ.

§ 3. Les deux conditions qui viennent d'être examinées, à

savoir, la naissance en France, le domicile en France à la majorité, sont nécessaires et indispensables pour que la qualité de Français soit acquise à l'étranger dont la situation est réglée par le texte qui nous occupe. Tant que l'une de ces conditions n'est pas remplie, on ne peut pas dire que cet individu soit Français. Durant toute sa minorité, il est donc étranger, puisque la seconde condition ne peut se réaliser qu'à l'époque de sa majorité. Il résulte de là que cet individu peut être expulsé du territoire français par le Ministre de l'Intérieur en conformité de l'art. 7 de la loi du 3 décembre 1849 et qu'il ne peut contrevenir à l'arrêté pris contre lui sans encourir les peines édictées par l'article 3, al. 3 de la loi du 8 août 1893. On ne saurait en effet prétendre, pour contester la légalité d'un arrêté d'expulsion pris dans ces conditions contre un mineur, qu'il n'appartient pas à l'administration de le priver de devenir Français en lui interdisant d'avoir un domicile en France au moment où il atteindra sa majorité; la vocation éventuelle de ce mineur à devenir Français ne lui confère en effet aucun privilège et ne change pas sa qualité d'étranger, à raison de laquelle le pouvoir exécutif a sur lui la même autorité qu'à l'égard de tout étranger. Si cet individu veut rester en France de façon à remplir la condition indispensable de domicile en France à sa majorité pour acquérir la qualité de Français, c'est à lui à ne pas se conduire de manière à être l'objet d'un arrêté d'expulsion.

En résumé, tant qu'il est mineur, l'étranger né en France, même y résidant, ne saurait être considéré comme Français.

§ 4. Questions controversées.

I. — Si, lors de sa majorité, la condition relative au domicile en France se trouve remplie, l'étranger dont nous examinons la situation est Français, sauf pour lui la faculté de répudiation que nous étudierons plus loin.

La question se pose alors de savoir à quel titre il doit être considéré comme Français.

Dans une certaine opinion, enseignée par MM. Le Sueur et Dreyfus (*La Nationalité*, p. 165), l'acquisition de la qualité de Français en vertu de l'article 8, § 4 Civ. ne serait qu'une naturalisation de faveur, c'est-à-dire que l'individu dont la situation

est prévue par ce texte « deviendrait » Français *de plano*, sous certaines conditions, et sans que cette faveur puisse lui être refusée.

Cette manière de voir nous semble inexacte. Si l'on examine de près le texte de la loi, si l'on envisage la place qu'il occupe, on verra qu'il s'agit bien d'une « acquisition de la qualité de Français par la naissance ». Cette qualité appartient à l'étranger remplissant les conditions que nous venons d'étudier, à raison du fait de sa naissance sur le sol français. La seule différence avec les autres Français de naissance, c'est que la détermination de la nationalité des étrangers de l'article 8, § 4 Civ. est soumise à la réalisation d'une condition postérieurement à l'époque de leur naissance. La naturalisation de faveur suppose la nécessité d'une demande faite par celui qui veut l'obtenir.

Nous verrons plus loin que, d'après l'art. 9 Civ., l'étranger né en France, et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité, peut devenir Français en le demandant et en remplissant certaines conditions ; mais la loi ne lui impose pas la qualité de Français : il ne peut le devenir que sur sa demande. Au contraire, l'étranger de l'art. 8, § 4, est nécessairement Français de par sa naissance, sauf à lui à décliner cette qualité. Les situations sont donc tout à fait différentes dans ces deux cas qui visent deux modes distincts d'acquisition de la nationalité française.

Au reste, les étrangers visés par l'art. 8, § 4 Civ., ont aujourd'hui une situation absolument identique à celle des étrangers de la loi du 7 février 1851. C'est le système de cette loi que le législateur du 26 juin 1889, modifiant la condition des étrangers nés en France de parents qui eux-mêmes y sont nés, a appliqué aux étrangers nés en France de parents nés à l'étranger et qui sont domiciliés dans notre pays à l'époque de leur majorité. La situation juridique de ceux-ci doit être sous l'empire de la loi nouvelle ce qu'était la situation de ceux-là aux termes de la loi du 7 février 1851 : or, jamais les étrangers de la loi de 1851 n'ont été considérés comme naturalisés : ils ont toujours été considérés comme Français de naissance lors-

qu'ils n'excipaient pas à leur majorité de leur nationalité étrangère.

II. — L'individu dont s'agit, qui acquiert la qualité de Français à condition qu'il réside en France lors de sa majorité, acquiert-il la qualité de Français rétroactivement au jour de sa naissance?

Une première opinion, enseignée par MM. Vincent (Lois nouvelles, 1889, 1, 759), Audinet et Cohendy, admet la rétroactivité. En effet, dit-on : 1° Les mots « à moins que » employés par notre article évoquent immédiatement l'idée d'une condition suspensive. L'individu dont la situation est réglée par l'art. 8, § 4 Civ., est Français sous la condition suspensive d'être domicilié en France à l'époque de sa majorité : or, d'après l'art. 1179 du Code Civil, qui forme le droit commun en matière de condition, l'effet de l'accomplissement de cette condition doit rétroagir au jour de la naissance ; 2° Cette rétroactivité est confirmée par l'art. 20 Civ. Cet article porte que les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque : son silence en ce qui concerne notre hypothèse, prévue par l'art. 8, est absolument significatif. En écartant d'une façon expresse la rétroactivité pour l'individu qui se trouve dans les cas prévus par l'art. 20 Civ., le législateur de 1889 a très clairement manifesté son intention de respecter les principes généraux de l'art. 1179 relativement aux effets de la condition à l'égard des individus qui, nés en France, y sont domiciliés lorsqu'ils atteignent leur vingt-deuxième année. Lorsque cette condition se réalise, ils sont Français depuis leur naissance.

Ainsi que le fait justement observer notre ami et ancien collègue M. Gruffy (Journal du Droit international privé, année 1894, p. 480 et suiv.), cette manière d'envisager la situation des individus qui nous occupent n'est pas inexacte. L'existence d'un domicile en France à l'âge de vingt et un ans dans l'hypothèse de l'art. 8, § 4, est bien un événement futur et incertain dont la volonté des parties contractantes, à savoir l'Etat et

l'individu, fait arbitrairement dépendre la formation d'un rapport de droit. Or, la condition affecte non seulement les conventions, mais tous les actes juridiques, aussi bien la nationalité qui, nous l'avons indiqué plus haut, n'est autre qu'un véritable contrat, que toutes les autres conventions.

Toutefois, ajoute-t-il, l'esprit conçoit difficilement que cette modalité soit susceptible d'affecter l'état et la capacité des personnes, et que l'arrivée d'un événement futur et incertain puisse modifier dans le passé, au détriment des tiers, tout le statut personnel d'un individu. Si l'on admet la rétroactivité, l'étranger dont il s'agit sera français du jour de sa naissance en France. Non seulement il jouira, pour l'avenir, dès la condition accomplie, des mêmes droits que les autres Français de naissance; mais encore les enfants qui seront nés de lui avant sa majorité seront considérés comme étant nés Français; la femme française ou étrangère qu'il aura épousée sera restée ou devenue française du jour de son mariage.

Aussi préférons-nous l'opinion de cet auteur et nous décidons-nous d'après les arguments, irréfutables à notre avis, qu'il invoque à l'appui de la non-rétroactivité. Les voici, brièvement résumés : 1° Dans l'hypothèse de l'art. 8, § 4, l'attribution de la nationalité est fondée sur le *jus soli*. Or, le motif pour lequel la loi de 1889 a accru le rôle du *jus soli* est le suivant : lorsque la naissance d'un enfant sur notre territoire se combine avec un autre élément tel que sa résidence sur ce territoire, il y a lieu de présumer son attachement à la France. Le *jus soli* résume l'influence du milieu dans lequel l'individu a grandi; la nationalité française ne prend possession de lui que par un progrès lent et insensible qui n'est définitivement réalisé que par le domicile en France à l'époque de la majorité. Déclarer que le changement de nationalité doit être rétroactif, c'est se mettre en contradiction avec l'idée d'assimilation présumée qui l'explique; 2° La théorie de la rétroactivité conduit à des conséquences bizarres et surtout funestes dans les rapports de l'étranger né en France avec les tiers. Dans le cas où cet individu se sera, avant l'âge de 21 ans, constitué une famille, ce n'est pas seulement son état, mais celui de sa

femme et de ses enfants qui sera modifié dans le passé; 3° L'historique de la rédaction de la loi explique le silence gardé par l'article 20 en ce qui concerne l'art. 8, § 4 : ce texte a été détaché de l'article 9, auquel il était primitivement incorporé, et l'on n'a pas songé à faire subir à l'article 20 un remaniement correspondant; 4° Les textes que les partisans de la rétroactivité invoquent en leur faveur ne sont pas probants. Peu importe que l'article 8, § 4 dise que les individus qu'il vise « sont » français; en effet, il parle exactement dans les mêmes termes des étrangers naturalisés : § 5; or, il n'est pas douteux que ces derniers « deviennent » français, et ce, sans aucune rétroactivité; 5° Enfin, le système de la rétroactivité serait incompatible avec l'exercice de la faculté d'option par laquelle l'article 8, § 4 réserve à l'individu né et domicilié en France le droit de réclamer la qualité d'étranger.

SECTION DEUXIÈME

De la faculté de répudiation de la qualité de Français.

§ 1. Notions générales.

Le législateur n'a pas pensé qu'en vertu du *jus soli* seul, et malgré la condition de résidence en France à sa majorité, on dût considérer comme irrémédiablement Français l'étranger dont la condition est réglée par l'art. 8, § 4 Civ. La faculté lui a, dès lors, été laissée de répudier la qualité de Français qui lui est conférée par la loi. Il est Français, à moins, dit notre article, « que, dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son Gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités. »

C'est la reproduction de la loi de 1851, complétée par la loi du 16 décembre 1874.

§ 2. Conditions de fond nécessaires à la répudiation de la nationalité française.

I. — Le déclarant doit prouver qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son Gouvernement, laquelle doit demeurer annexée à la déclaration.

La loi de 1889, comme celle de 1874, n'a pas voulu que des individus puissent abdiquer la nationalité française sans se rattacher à une autre patrie. La mesure édictée est en elle-même des plus sages ; mais en pratique, des difficultés peuvent se présenter qui soient insolubles.

Qu'est-ce qu'une attestation « en due forme » ? Quelle est l'autorité étrangère qui doit fournir l'attestation, et qu'arrivera-t-il si aucune autorité étrangère n'a qualité d'après la loi ou les règlements étrangers pour la délivrer ?

a). — Une entente était intervenue entre la France, l'Angleterre et la Suisse, pour la délivrance du certificat exigé par la loi du 16 décembre 1874. Ces accords s'appliqueront sans doute à l'attestation exigée par la loi de 1889 dans notre hypothèse.

b). — En l'absence d'arrangement, M. Cogordan (La Nationalité, p. 92) estime que cette attestation pourra consister en un certificat d'immatriculation au consulat du pays d'origine du déclarant.

c). — Si le Gouvernement étranger dont relève celui qui veut répudier la nationalité française ne veut pas lui délivrer la déclaration exigée par la loi, l'étranger n'a qu'à s'en prendre à celui-ci ; la loi française n'a pas à tenir compte de cette difficulté.

II. — Le déclarant doit produire un certificat constatant qu'il ne s'est pas soustrait à la loi militaire de son pays d'origine.

Cette condition n'est pas, comme la précédente, empruntée à la législation antérieure. On ne peut qu'approuver les législateurs de 1889 de l'avoir exigée. Elle a pour but, en effet d'empêcher l'accroissement des « heimathlosen », c'est-à-dire

des individus sans patrie, en imposant aux étrangers visés par notre article l'obligation de prouver, s'ils veulent répudier la qualité de Français, qu'ils ont répondu à l'appel sous les drapeaux dans les pays dont il entendent suivre la nationalité. Dès qu'ils auront assumé les charges militaires, même les plus légères, de leur pays d'origine, ils pourront décliner la nationalité française; sinon, la qualité de Français leur sera imposée; ils seront ainsi mis en demeure de subir les charges de la nationalité qu'ils veulent avoir.

Cette preuve de leur appel sous les drapeaux à l'étranger sera fournie au moyen de « certificats » qui devront émaner de l'autorité militaire étrangère. Mais elle ne sera pas exigée dans tous les cas : le texte dit en effet « s'il y a lieu ». Ces mots ont en vue les pays dans lesquels le recrutement n'est pas obligatoire pour tous, tels que l'Angleterre. Dans ces hypothèses, le certificat exigé par la loi ne pourra être produit; il suffira alors à l'intéressé de justifier que sa législation d'origine ne l'astreint pas au service militaire. Il y a plus, un traité pourra même dispenser les nationaux de tel pays, se trouvant dans la situation prévue par l'art. 8, § 4, qui voudraient répudier la nationalité française, de produire le certificat dont s'agit, même s'ils étaient astreints au service militaire. C'est ce qui résulte des mots, « sauf les exceptions prévues aux traités ». Il ne faut pas entendre ces mots seulement en ce sens que des traités passés avec la France et les Gouvernements étrangers pourront faire que le certificat militaire sera remplacé par une autre pièce, mais aussi en ce sens qu'on pourra se dispenser de sa représentation.

III. — L'intéressé doit être majeur et faire sa déclaration au moins avant l'accomplissement de sa vingt-deuxième année. Il s'agit, d'après le texte, de la majorité telle qu'elle est fixée par la loi française.

A. — Il ne suffirait pas de faire la déclaration dans la vingt-deuxième année en se réservant de produire plus tard à l'appui les certificats et attestations exigés par la loi. Si ces justifications n'étaient fournies qu'après l'accomplissement de la vingt-deuxième année, l'adoption de l'intéressé ne serait pas valable :

il serait demeuré Français. C'est donc à partir de l'âge de vingt et un ans que la déclaration pourra être reçue, et elle pourra l'être pendant toute l'année de la majorité, c'est-à-dire jusqu'à vingt-deux ans accomplis.

B. — L'option, nous venons de le voir, ne peut se faire que dans le cours de la vingt-deuxième année et pendant toute la durée de cette année. Mais, en fait, ce délai pourra être réduit par suite de l'application de la loi militaire du 15 juillet 1889, et le droit d'option se trouvera anéanti par la participation aux opérations de recrutement, soit avant, soit pendant l'année de la majorité. Si, en effet, cet individu se laisse enrôler à l'âge ordinaire de l'appel sous les drapeaux et prend part aux opérations de recrutement, il devient définitivement Français sans option possible, et perd la faculté de réclamer plus tard la qualité d'étranger. Cela n'est pas douteux, bien que la loi ne le dise pas formellement. La disposition qui déclare Français le fils d'étranger qui n'a pas protesté contre son enrôlement (art. 9, al. 11 Civ.) ne peut en effet faire de différence entre les jeunes gens qui, à vingt et un ans, seront domiciliés en France et ceux qui ne le seront pas, puisqu'elle s'applique à des jeunes gens de vingt ans seulement, âge de l'appel sous les drapeaux.

C. — La loi du 16 décembre 1874 permettait aux mineurs, Français de plein droit sauf option à leur majorité, de renoncer par avance au droit de décliner la qualité de Français dans leur vingt-deuxième année. Cette renonciation était nécessaire pour contracter un engagement volontaire dans l'armée ou pour entrer dans les écoles du Gouvernement (art. 2).

L'art. 8, § 4 Civ., qui s'est beaucoup inspiré de cette loi, n'a pas directement prévu cette éventualité. Nous verrons plus loin que les mineurs, ou plutôt leurs représentants légaux, peuvent souscrire en leur nom les déclarations nécessaires à l'acquisition de la qualité de Français. Les mineurs peuvent-ils devenir irrévocablement Français en renonçant à la faculté de répudiation? Le texte précité est muet. Il semblerait résulter de son silence qu'on dût décider négativement, un mineur ne pouvant être admis, sans un texte formel, à changer volontairement de

nationalité. Mais si le texte de l'art. 8, § 4, lui-même est muet sur ce point, une autre partie de la loi fournit la réponse à cette question. L'art. 9 Civ. consacre en effet le droit pour l'étranger né en France et qui n'y est pas domicilié à sa majorité, de devenir Français en faisant à sa majorité, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, sa soumission de fixer en France son domicile et en s'y établissant dans l'année à compter de l'acte de soumission. L'avant-dernier alinéa de ce texte ajoute que la déclaration, si l'étranger est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, pourra être faite par son représentant légal. Or cette disposition ne peut être entendue que comme un moyen donné aux étrangers de l'art. 8, § 4 de renoncer à la faculté de répudiation lorsqu'ils sont mineurs. En accordant aux mineurs le droit de réclamer la qualité de Français en cours de minorité, l'art. 9 laisse de côté la question de savoir si le mineur sera ou non domicilié en France à sa majorité. Il s'applique donc indistinctement à tout mineur né en France d'un étranger; or, du moment que tout mineur peut réclamer, par l'intermédiaire de son représentant légal, la nationalité française, le droit de renoncer éventuellement à la faculté réservée par l'art. 8, § 4 de décliner la qualité de Français se trouve implicitement consacré par la loi.

D'ailleurs, cette renonciation à la faculté de répudiation de la nationalité française n'est qu'un acte du mineur qui lui fait acquérir d'une manière irrévocable la qualité de Français; or la loi de 1889 a admis que le mineur pouvait volontairement, sinon perdre, du moins « acquérir » la nationalité française. Cette interprétation est au surplus confirmée par le décret réglementaire du 13 août 1889, art. 11, et par la circulaire ministérielle du 23 août 1889, à laquelle est annexé un modèle de déclaration (modèle n° 4) qui fait accompagner toute réclamation de la qualité de Français, au nom d'un mineur, de la renonciation « en tant que de besoin, par avance », au droit que lui confère l'art. 8, § 4 Civ. de décliner la nationalité française dans l'année de sa majorité.

L'individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, n'est donc Français que

sous condition résolutoire, puisque la loi lui donne le droit de répudier la qualité de Français en obtenant pour la nationalité de ses auteurs. Mais la validité de cette option est soumise à l'accomplissement de différentes formalités, à l'étude desquelles nous arrivons.

§ 3. Conditions de forme de répudiation de la nationalité française.

I. — Sous l'empire du Code Civil, aucune disposition légale n'avait indiqué le fonctionnaire chargé de recevoir les déclarations de répudiation de nationalité ni réglé les formes de ces déclarations. En fait, elles étaient reçues par les officiers de l'état-civil, qui, pour la plupart, les inscrivaient sur des feuilles volantes. Une circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 24 mars 1881 avait sans doute obligé les municipalités à tenir un registre spécial destiné à recevoir toutes les déclarations qui seraient souscrites en vue, soit de répudier, soit de réclamer la qualité de Français. D'un autre côté, une circulaire du Garde des Sceaux en date du 20 octobre 1888 avait chargé les préfets d'inviter les maires à transmettre à la Chancellerie une copie des déclarations qu'ils auraient reçues, afin d'en assurer le contrôle et la centralisation. Toutefois, ces prescriptions, purement administratives, n'avaient pas atteint leur but. C'est pourquoi la loi du 26 juin 1889 et le règlement d'administration publique du 13 août de la même année ont organisé une procédure nouvelle.

II. — Loi du 26 juin et décret du 13 août 1889, art. 6 à 8.

En exécution de la loi du 26 juin 1889, le décret réglementaire du 13 août suivant a confié aux juges de paix le soin de recevoir ces déclarations. On a considéré, avec raison, que ces magistrats étaient plus compétents que la majorité des maires pour juger du droit qu'auraient les personnes qui se présenteraient devant eux de faire lesdites déclarations.

A. — La déclaration est reçue par le juge de paix du canton dans lequel est domicilié le déclarant.

Comme dans tous les cas où le juge de paix dresse un acte prévu par la loi qui le désigne pour procéder à sa rédaction, il devra être assisté de son greffier.

B. — Le décret du 13 août 1889, tout en permettant à l'intéressé de se faire représenter, exige que le mandataire par lui choisi soit muni d'une procuration spéciale et authentique.

C. — Le déclarant doit être assisté de deux témoins qui certifient son identité. Aucune condition n'est exigée de ces derniers au point de vue de la capacité ; ils peuvent donc être majeurs ou mineurs, du sexe masculin ou féminin, Français ou étrangers.

D. — La déclaration doit être rédigée en double exemplaire et sur papier timbré.

E. — L'intéressé doit produire plusieurs pièces à l'appui de sa déclaration. Si elles sont écrites en langue étrangère, elles doivent être accompagnées de leur traduction. Ces pièces sont les suivantes (Modèle n° 6, circ. G. d. Sc. du 23 août 1889 et Modèle n° 5, circ. G. d. Sc. du 28 août 1893) :

1° Acte de naissance ;

2° Actes de naissance et de mariage des père et mère ;

3° Le cas échéant, acte de mariage et actes de naissance de ses enfants ;

4° Attestation en due forme du gouvernement du pays dont il se réclame et constatant qu'il a conservé la nationalité de ses parents. La raison de l'exigence de ce document, nous le savons, c'est que le législateur n'a pas voulu que des individus pussent abdiquer la nationalité française sans se rattacher à une autre patrie. C'est l'application du principe que nul individu ne peut rester sans nationalité ;

5° Certificat constatant, soit qu'il a répondu dans son pays d'origine à l'appel sous les drapeaux, soit que le service militaire n'était pas obligatoire pour lui d'après sa loi nationale.

F. — Aux termes de l'art. 7 du décret du 13 août 1889, les deux exemplaires de la déclaration et les pièces justificatives sont immédiatement adressés par le juge de paix au Procureur de la République, qui les transmet sans délai au Ministre de la Justice.

G. — Au Ministère, la déclaration est transcrite sur un

registre spécial. L'un des exemplaires est conservé aux archives et l'autre renvoyé administrativement à l'intéressé.

III. — Loi du 22 juillet 1893.

L'alinéa 8 de l'art. 9 du Code Civil, ajouté à ce texte par la loi du 22 juillet 1893, est venu compléter l'art. 8, § 4. La loi du 26 juin 1889 n'exigeait pas que les déclarations ayant pour objet la répudiation de la qualité de Français fussent enregistrées au Ministère de la Justice. La loi de 1893 impose cet enregistrement, et attache à l'inaccomplissement de cette formalité la sanction de la nullité. Cette mesure a pour but de mettre le Ministre à même de juger de la légalité des déclarations, et surtout de centraliser ces dernières, afin qu'on puisse savoir immédiatement, en s'adressant à la Chancellerie, quelle est exactement la nationalité de tel ou tel individu.

CHAPITRE II

Individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né.

La situation de cet individu a été, depuis la promulgation du Code Civil, l'objet de modifications successives que nous devons examiner.

SECTION PREMIÈRE

Législation antérieure à la loi du 26 juin 1889.

§ 1. Système du Code Civil.

Sous l'empire du Code Civil, la condition de l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y était né ne différait pas de celle de l'enfant né en France d'un étranger né lui-même à l'étranger. Cet enfant demeurait étranger ; il était Français sous condition suspensive, c'est-à-dire qu'il ne pouvait acquérir

la nationalité française d'une manière définitive qu'en observant les formalités prescrites par l'article 9.

Il arrivait alors que les fils d'étrangers négligeaient la plupart du temps d'effectuer la déclaration exigée par cet article et s'installaient définitivement sur notre territoire, où ils jouissaient des avantages que nos lois accordent si libéralement à tous les individus qui les invoquent sans s'inquiéter de leur origine ; puis, lorsque leur intérêt le demandait, lorsqu'on les menaçait de les astreindre aux charges publiques, au service militaire par exemple, ils s'empressaient de revendiquer, pour s'y soustraire, la qualité d'étranger.

Il s'était ainsi formé, dans les départements voisins des frontières, notamment dans celui du Nord, une classe d'individus qui, quoique rattachés à une famille établie en France depuis plusieurs générations étaient considérés, à nos yeux, comme étrangers, mais qui, d'un autre côté, étaient réputés, dans leur pays, avoir renoncé à leur patrie d'origine en perdant l'esprit de retour. Etrangers dans leur pays aussi bien qu'en France, ils invoquaient chez nous leur qualité d'étranger, et dans leur pays le titre de Français.

Il était nécessaire de prendre des mesures contre ces « heimathlosen ». C'est dans ce but que fut proposé à l'Assemblée législative un projet qui devint la loi du 7 février 1851.

§ 2. Système de la loi du 7 février 1851.

Cette loi avait considéré que le fait de deux naissances successives sur le sol français survenues en ligne directe dans la même famille était de nature à faire présumer chez le fils d'un étranger l'intention de rompre tous les liens qui l'unissaient à la patrie de son père. L'attachement persistant de deux générations à la terre française équivalait donc à la filiation française ; les fils d'étrangers nés en France devenaient de plein droit Français à la seconde génération. On leur permit seulement de réclamer la nationalité étrangère à l'époque de leur majorité en le déclarant formellement. Mais, comme la déclaration pouvait être reçue par un maire français, rien ne prouvait que le déclarant eût réellement conservé la nationalité étrangère qu'il invoquait et qu'il fût considéré comme sujet

par l'Etat duquel il se réclamait. Il sembla donc qu'on ne devait pas seulement demander aux fils d'étrangers nés en France une attestation de leur volonté de demeurer étrangers, mais encore exiger d'eux la preuve qu'ils avaient conservé leur nationalité d'origine. C'est cette lacune qu'est venue combler la loi du 16 décembre 1874 en imposant à ces individus l'obligation de justifier qu'ils avaient conservé leur nationalité d'origine par une attestation en due forme de leur gouvernement, laquelle devait demeurer annexée à la déclaration.

SECTION DEUXIÈME

Loi du 26 juin 1889.

Les lois de 1851 et de 1874 n'ayant produit aucun des résultats qu'on en attendait, et le nombre des étrangers qui venaient s'établir en France allant toujours croissant, il devenait absolument nécessaire à tous points de vue de remédier à cet état de choses et d'imposer la qualité de Français à des individus qui, souvent établis en France depuis plusieurs générations, sans aucun esprit de retour dans leur pays d'origine, conservaient quand même leur qualité d'étranger. Ni le Sénat, ni le Conseil d'Etat n'avaient toutefois osé innover sur ce point. C'est la Chambre des Députés qui, faisant une application hardie dans notre législation du *jus soli*, décida qu'à la seconde génération les étrangers nés en France seraient Français, sans pouvoir réclamer la nationalité étrangère. Le Sénat se rallia à cette disposition, qui devint l'art. 8, § 3, du Code Civil.

SECTION TROISIÈME

Loi du 22 juillet 1893:

§ 1. Généralités.

La solution radicale admise par le législateur de 1889, consistant dans la suppression complète de la faculté de répudiation reconnue par les lois antérieures aux individus nés

en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, avait été vivement critiquée. Sans doute, la plupart du temps, le fait de la naissance en France de deux générations successives est le signe d'un véritable attachement à la France ; mais, si telle est la situation la plus fréquente, il n'en est pas toujours et nécessairement ainsi : il se peut, en effet, que le fait de la double naissance en France soit le résultat de relations passagères, purement accidentelles d'une famille avec la France, alors que cette famille demeure rattachée par des relations étroites, intimes, à son pays d'origine. D'un autre côté, l'individu né en France de parents étrangers qui eux-mêmes y sont nés est souvent, le plus souvent peut-être, dans une situation irrégulière et indéterminée au point de vue de la nationalité ; dans cette hypothèse, rien de plus juste que de lui conférer de plein droit la qualité de national du pays où il vit. Mais il peut arriver aussi que cet individu soit régulièrement soumis à une allégeance étrangère : il est donc investi d'une double nationalité, d'où résultent pour lui des devoirs et des droits contradictoires ; de là des conflits possibles avec les nations étrangères.

C'est sous l'influence de ces critiques qu'a été votée la loi du 22 juillet 1893, qui a modifié l'art. 8, § 3, du Code Civil en rétablissant la faculté de répudiation, tout en restreignant son exercice à l'hypothèse où c'est la mère de l'enfant qui est elle-même née en France.

Examinons en détail cette partie de l'article 8.

§ 2. A quelles conditions la loi déclare Français l'individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né.

I. — Il faut que cet individu soit né en France de parents étrangers.

Nous avons examiné cette première condition en nous occupant de la situation de l'individu né en France d'un étranger, et qui y est domicilié à sa majorité. Les développements que nous avons alors donnés reçoivent ici leur application.

II. — Il suffit que l'un des auteurs de cet enfant soit lui-même un étranger né en France.

Que faut-il entendre par la qualité d'« étranger » né lui-même en France ?

Aucune difficulté ne saurait s'élever s'il s'agit d'un individu qui a toujours été étranger à la France. Mais le doute naît dans le cas contraire, c'est-à-dire si l'auteur, étranger au moment de la naissance, est un ex-Français. Ce doute peut se présenter dans deux cas.

a). — Premier cas. — Il s'agit de l'enfant d'une ex-Française devenue étrangère par suite de son mariage avec un étranger (art. 19), enfant qui, sous la loi de 1889, suivait la condition de son père et naissait étranger. — Si le père de cet enfant est né à l'étranger, peut-on le dire Français de naissance s'il naît en France, par celà seul que sa mère, ex-Française, est elle-même née en France ? La question était controversée sous l'empire de la loi de 1889.

La jurisprudence, affirmée par un arrêt de la Cour Suprême du 7 décembre 1891, décidait que l'enfant tombait sous l'application de l'art. 8, § 3, parce que le texte était absolu et ne s'occupait que du lieu de naissance d'un des auteurs de l'enfant, sans dire quel était celui des deux dont il devait légalement suivre la condition au point de vue de la nationalité.

Cette solution a été consacrée par la loi du 22 juillet 1893, qui, dans le nouvel art. 8, § 3, attribue la qualité de Français à tout individu né en France de parents étrangers « dont l'un y est lui-même né ».

b). — Le second des cas dans lesquels on peut se demander si l'enfant a bien pour auteur un « étranger » né lui-même en France se présente lorsqu'il s'agit de l'enfant d'un ex-Français qui naît en France où son père est également né lui-même, mais à une époque où ce père a perdu la qualité de Français pour une cause quelconque. Nous croyons que l'application de l'art. 8, § 3, ne saurait faire difficulté sérieuse, le texte étant absolu. L'étranger ex-Français étant né en France, cela suffit pour que son enfant naisse Français, si ce dernier naît lui-même en France.

III. — Pour imposer la nationalité française aux individus nés en France de parents étrangers dont l'un y est né lui-

même, la loi du 22 juillet 1893 n'exige que la naissance en France de deux générations. Nous avons vu au contraire que, à la première génération, la loi s'est préoccupée de l'établissement d'un domicile dans notre pays.

§ 3. De la faculté de répudiation de la qualité de Français.

I. — Notions historiques.

La loi du 26 juin 1889, nous l'avons vu, avait maintenu l'effet attaché à la double naissance sur le territoire français, mais en l'aggravant. Elle avait en effet aboli d'une manière radicale la faculté de répudiation de la nationalité française, faculté que les lois des 7 février 1851 et 16 décembre 1874 reconnaissaient aux individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y étaient nés. La qualité de Français résultait irrévocablement et pour toujours du fait de la naissance en France de deux générations successives.

On s'était alors demandé si l'interprétation extensive qu'avait reçue la loi du 7 février 1851 devait s'appliquer à la loi nouvelle. La doctrine et la jurisprudence (C. Cassation 7 décembre 1891) décidaient que l'enfant né sur le sol français d'une mère étrangère qui elle-même y était née devait être considéré comme Français au même titre que celui dont le père était né en France.

Il paraît (Rapport de M. Mir à la Chambre des Députés) que les jeunes gens déclarés Français par cela que, nés en France, ils avaient une mère qui seule elle-même y était née, n'acceptaient pas notre nationalité sans une sérieuse résistance. Ceux-ci faisaient valoir que, dans une législation comme la nôtre, où la personnalité du père est si exclusivement dominante et celle de la femme si effacée, il n'est pas conforme aux vrais principes de donner à la mère une telle influence sur la nationalité de ses enfants.

C'est pour donner satisfaction à ces réclamations, qui furent transmises au Gouvernement par la voie diplomatique, que M. Ricard, alors Garde des Sceaux, déposa sur le bureau de la Chambre des Députés, le 12 novembre 1892, un projet de loi qui est devenu le nouvel art. 8, § 3 du Code Civil.

II. — Economie du nouvel art. 8, § 3 du Code Civil.

Cet article distingue deux hypothèses, suivant que l'individu dont nous examinons la condition est un enfant légitime ou un naturel.

A. — Première hypothèse : l'enfant est légitime (alinéa 1).

a). — La double naissance du père et de l'enfant sur le sol français attribue encore à ce dernier, comme sous l'empire de la loi du 26 juin 1889, la nationalité française d'une manière irrévocable et sans répudiation possible.

b). — La double naissance en France de la mère et de l'enfant confère aussi à ce dernier notre nationalité. Mais, dans ce cas, l'enfant peut décliner la qualité de Français dans l'année qui suit sa majorité.

B. — Deuxième hypothèse : l'enfant est naturel (alinéa 2).

a). — Cette seconde partie de l'art. 8, § 3 sera mieux comprise si l'on se reporte aux dispositions de l'art. 8, § 1, al. 2 et de l'art. 8, § 2 du Code Civil.

Ces textes prévoient deux cas :

1^{er} Cas. — L'enfant naturel n'est reconnu qu'après sa majorité. Il garde la nationalité que sa naissance lui a attribuée ; si donc il est né en France, il est Français *jure soli* : art. 8, § 2. On a voulu ainsi inciter les parents à ne pas retarder la reconnaissance, ce qui pourrait préjudicier à l'enfant. L'enfant né en France de parents inconnus n'est donc Français d'origine que sous condition ; car, tant qu'il n'a pas atteint sa majorité, s'il vient à être reconnu par un étranger, il perd la qualité de Français que sa naissance lui avait attribuée.

2^e Cas. — L'enfant naturel est reconnu pendant sa minorité : art. 8, § 1, al. 2.

1^o Il est reconnu d'une façon concomitante par le père et par la mère. — Si les parents ont la même nationalité, aucun doute n'est possible. Si les parents sont de nationalité différente, le doute était permis avant la loi de 1889, la situation du père n'étant pas prépondérante comme dans la famille légitime. La loi nouvelle décide que, dans ce cas, l'enfant suivra la nationalité du père ; il est ainsi assimilé à l'enfant légitime.

2^o Il est reconnu par l'un de ses auteurs sans l'être par l'autre. La reconnaissance rétroagissant au jour de la nais-

sance, l'enfant naturel mineur prend la nationalité qu'avait au jour de sa naissance celui de ses deux auteurs qui l'a le premier reconnu. Cette reconnaissance fixe d'une manière définitive sa nationalité sans que la reconnaissance postérieure de son second auteur y puisse rien changer. En décidant ainsi, la loi n'a pas voulu que la nationalité de l'enfant pût être ballottée au gré de ses parents.

b). — Aux termes de l'art. 8, § 3, al. 2, l'enfant naturel est forcément Français sans option possible, si le parent qui l'a reconnu le premier est lui-même né en France. Si, au contraire, c'est le parent qui l'a reconnu le second qui est né en France, l'enfant naturel est Français, sauf le droit de décliner la qualité de Français.

III. — Conditions de fond nécessaires à la répudiation de la qualité de Français.

La seule condition de fond exigée, c'est que cet individu soit majeur d'après la loi française (art. 488 Civ.) et qu'il fasse sa déclaration au moins avant l'accomplissement de sa vingt-deuxième année.

Les développements que nous avons donnés antérieurement sur ce point en étudiant la condition de l'individu né en France d'un étranger, et domicilié en France à l'époque de sa majorité reçoivent ici leur application. Nous nous bornons donc à y renvoyer, *mutatis mutandis*.

IV. — Conditions de forme de répudiation de la nationalité française.

A. — Notions historiques.

La loi du 7 février 1851 attribuait compétence pour recevoir la déclaration d'option, soit à la municipalité de la résidence du déclarant, soit aux agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le gouvernement dont relevait le père de l'enfant. Cette disposition avait été modifiée par la loi du 16 décembre 1874. On avait alors considéré que la France n'a pas d'ordres à donner aux représentants des puissances étrangères et que les autorités françaises ont seules qualité pour recevoir une déclaration qui intéresse l'Etat d'une personne encore française. Aux termes de cette loi, l'option devait

être effectuée, en France entre les mains de l'autorité municipale du domicile du déclarant, à l'étranger entre les mains des agents diplomatiques ou consulaires qui y représentaient le gouvernement Français.

B. — Le règlement du 13 août 1889, auquel renvoie virtuellement, en ce qui concerne l'hypothèse qui nous occupe, la loi du 22 juillet 1893, a, nous le savons, confié au juge de paix la mission de recevoir les déclarations de répudiation de nationalité.

Nous renvoyons sur ce point aux détails que nous avons donnés plus haut en étudiant l'art. 8, § 4.

CHAPITRE III

Enfants mineurs de l'étranger naturalisé Français.

NOTIONS HISTORIQUES

La condition des enfants mineurs d'étrangers naturalisés fait l'objet de l'art. 12, al. 3, du Code Civil.

I. — Avant la loi du 26 juin 1889, la naturalisation d'un étranger en France n'emportait pas par elle-même le changement de nationalité de ses enfants mineurs : ceux-ci restaient étrangers. Mais une situation privilégiée leur était faite.

A. — La loi du 12 février 1851, art. 2, leur reconnaissait le droit d'acquérir par une simple déclaration la nationalité française dans l'année de leur majorité.

B. — La loi du 14 février 1882 leur permit, avant d'avoir atteint leur majorité, d'opter pour la nationalité française avec l'assistance de leur représentant légal pour contracter un engagement dans les armées ou entrer dans les écoles du Gouvernement à l'époque fixée par les lois et règlements.

En un mot, avant la loi de 1889, les enfants mineurs

d'étrangers naturalisés étaient Français sous condition suspensive.

II. — Depuis la loi du 26 juin 1889, ils sont Français sous condition résolutoire : ils deviennent Français de plein droit, *ipso facto*, par la naturalisation de leur père ou mère. Cette loi a pensé, avec raison, qu'il était nécessaire d'étendre les effets de la naturalisation aux enfants mineurs de l'étranger naturalisé, afin d'assurer, dans la mesure du possible, l'unité de nationalité dans la famille. Cependant, cette loi aurait été critiquable comme portant atteinte au principe qu'on ne peut imposer à un individu une nationalité quelconque si elle n'avait reconnu à ces enfants, une fois devenus majeurs, le droit de déclarer qu'ils entendent conserver leur nationalité d'origine : art. 12, al 3, C. Civil.

Examinons la situation de ces enfants.

SECTION PREMIÈRE

Acquisition de plein droit de la nationalité française.

§ 1. A quelles conditions l'enfant mineur acquiert la nationalité de son auteur.

D'après l'art. 12, al. 3, Civ., les enfants mineurs de l'étranger naturalisé deviennent Français de plein droit.

Le texte de cet article, pris à la lettre, paraît n'envisager que le cas où les enfants sont orphelins de père ou de mère, le « survivant » de leurs auteurs se faisant naturaliser.

Au cours de la discussion devant le Sénat, on a posé la question de savoir si les dispositions de l'article 12 n'étaient applicables que dans ce cas. Il résulte des explications fournies par le rapporteur de la loi du 26 juin 1889, M. Delsol, que l'enfant devient Français lorsque la naturalisation est obtenue : 1° Par le père et par la mère à la fois ; 2° Par le père seul, la mère étant vivante ; 3° Par le père veuf ; 4° Par la mère veuve.

§ 2. Effets de l'acquisition de la nationalité française.

Les enfants mineurs deviennent Français, sans rétroactivité aucune, du jour de la naturalisation de leur père. Ils

jouissent de tous les droits et avantages qui appartiennent aux citoyens Français et sont soumis aux mêmes charges.

I. — Ils sont soumis au service militaire. Toutefois, ils jouissent d'une situation privilégiée. Tandis que, de droit commun, les jeunes gens sont portés sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'année où ils ont atteint l'âge de vingt ans révolus (art. 10, loi du 15 juillet 1889), on recule d'un an pour les fils d'étrangers naturalisés l'époque du tirage au sort, afin de leur permettre, dans l'année qui suit leur majorité, d'exercer ou non la faculté de répudiation que la loi leur accorde.

II. — Ils peuvent prendre part aux concours pour l'entrée dans les écoles du Gouvernement.

Cependant l'éventualité, visée par notre article, de la répudiation de la qualité de Français à l'époque de la majorité présente certains dangers que la loi de 1889 n'a pas prévus.

La faculté réservée à ces individus de se soustraire par une manifestation de volonté à l'allégeance française risque de préjudicier aux intérêts français. Le jour où ils exerceront leur droit d'option, la France se trouvera avoir accordé à des étrangers des faveurs qui leur sont en principe refusées. Ce danger, qui avait apparu jadis au lendemain de la guerre franco-allemande, avait été conjuré par les lois des 16 décembre 1874, 14 février 1882 et 28 juin 1883. Ces lois ayant été abrogées par l'art. 6 de la loi du 26 juin 1889, le péril subsistait toujours. Heureusement le décret du 13 août 1889 a réparé l'oubli du législateur. L'article 11 de ce décret permet en effet au mineur d'étranger naturalisé de renoncer par avance à la faculté de décliner à sa majorité la qualité de Français. A la circulaire ministérielle du 23 août 1889 intervenue pour l'exécution de ce décret est annexé un modèle n° 5. Il résulte de ces indications que, si un mineur d'étranger naturalisé désire entrer dans une Ecole du Gouvernement, son père ou son représentant légal doit faire, devant le juge de paix du canton où il est domicilié, une déclaration par laquelle il renonce, au nom de ce mineur, au droit que lui confère l'art. 12 du Code Civil de décliner la natio-

nalité française dans l'année de sa majorité. A l'appui de sa déclaration, le déclarant doit remettre au magistrat cantonal : 1° L'acte de naissance de son fils ; 2° Son acte de naissance ou de mariage : si ces pièces sont en langue étrangère, elles doivent être accompagnées de leur traduction ; 3° L'ampliation du décret d'où résulte pour lui la qualité de Français. Il doit être assisté de deux témoins. Ainsi qu'on le voit, la circulaire ministérielle du 23 août 1889 impose aux candidats aux Ecoles du Gouvernement l'acceptation définitive du titre de Français que le décret se bornait à autoriser ; on fait de leur renonciation à la faculté de répudiation une condition *sine qua non* de leur admission.

Le résultat pratique de ce décret est très satisfaisant. On ne peut toutefois s'empêcher de remarquer qu'il est extra-légal : il devait en effet, aux termes de l'art. 5 de la loi de 1889, déterminer les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la renonciation à la qualité de Français dans les cas prévus par l'art. 8, § 4, 12 et 18 C. Civil.

La loi n'avait donc visé que la renonciation à la qualité de Français qui doit se faire dans l'année de la majorité ; elle n'avait pas parlé de la renonciation à ce droit de renonciation en cours de minorité. Le décret du 13 août 1889 est donc sorti des limites que la loi du 26 juin lui avait assignées.

Après avoir étudié les conditions auxquelles les enfants mineurs d'étrangers naturalisés deviennent Français, nous avons à examiner la faculté de répudiation de la qualité de Français que la loi leur a réservée.

SECTION DEUXIÈME

De la faculté de répudiation de la qualité de français.

§ 1. Condition de fond de la répudiation.

L'enfant d'étranger naturalisé doit être majeur. Comme il s'agit d'un Français, c'est la majorité telle qu'elle est fixée par la loi française qu'il faut considérer, c'est-à-dire la majo-

rité de vingt et un ans. Aucun doute n'est possible sur ce point.

§ 2. Conditions de forme de la répudiation.

I. — Il faut une déclaration expresse de répudiation.

Les autorités compétentes pour recevoir cette déclaration sont, depuis comme avant la loi du 26 juin 1889, à l'étranger, les agents diplomatiques ou les consuls de France. Mais, en France, cette fonction, nous le savons déjà, a passé du maire au juge de paix, beaucoup plus compétent en cette matière à raison des connaissances juridiques. (Voir *suprà* l'étude de l'art. 8, § 4 Civ.).

II. — Le déclarant doit prouver qu'il est en possession d'une nationalité autre que la nationalité française.

Ce que le déclarant devra prouver, ce n'est pas qu'il a conservé la nationalité de ses parents, mais qu'il est resté ou est redevenu citoyen de la nation dont il dépendait quand la naturalisation de son auteur l'a rattaché à la France.

L'exigence de cette preuve n'est toujours que l'application de l'idée que nul ne doit rester sans patrie. Il fera cette preuve au moyen d'une attestation en due forme du gouvernement étranger.

III. — Il devra justifier qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux conformément à la loi militaire du pays dont il se réclame.

IV. — Notons en outre que la loi du 22 juillet 1893 exige que cette déclaration soit enregistrée à la Chancellerie.

§ 3. Obstacle possible à l'exercice de la faculté d'option.

Il pourra parfois arriver que l'enfant de l'étranger naturalisé Français se trouvera dans l'impossibilité de décliner la nationalité française. Cette éventualité se présentera lorsque, d'après la législation même de son pays d'origine, la naturalisation de son père en France aura eu pour effet de lui faire définitivement perdre sa nationalité.

CHAPITRE IV

Enfants mineurs de l'étranger réintégré dans la qualité de Français.

NOTIONS HISTORIQUES

La condition de ces enfants est réglée par l'art. 18, § 3, du Code Civil. Elle est analogue à celle des enfants mineurs d'étrangers qui ont été naturalisés en France.

I. — Avant la loi du 26 juin 1889, ces enfants restaient étrangers. Mais plusieurs textes successifs leur firent une position à part.

A. — Tout d'abord, abstraction faite du retour de leur père ou de leur mère à la nationalité française, ces enfants étaient nés d'étrangers antérieurement Français. Ils pouvaient donc, aux termes de l'art. 10, § 2, du Code Civil, devenir Français par le bienfait de la loi dans l'année de leur majorité en remplissant les formalités prescrites par l'art. 9.

B. — Les choses durèrent ainsi jusqu'en 1882. La loi du 14 février 1882 leur fit une situation particulière. Après avoir disposé que l'enfant mineur d'un étranger naturalisé Français peut, à l'époque fixée par les lois et règlements, s'engager volontairement dans les armées françaises et entrer dans nos grandes écoles en déclarant, avec l'assistance de ses représentants légaux, renoncer à la qualité d'étranger et adopter la nationalité française, la loi accordait la même faculté, aux mêmes conditions, aux enfants mineurs d'un Français qui, après avoir perdu cette qualité, recouvre ensuite sa nationalité d'origine.

C. — Une loi du 28 juin 1883, due à l'initiative de l'amiral Fourichon, étendit le même bénéfice aux enfants mineurs d'une femme française ayant perdu cette qualité par son mariage avec un étranger et l'ayant recouvrée depuis la dissolution de ce mariage. Ces enfants, à la condition qu'ils fussent

nés en France, avaient, d'après cette loi, le droit, durant leur minorité, d'acquérir la nationalité française.

II. — Depuis la loi du 26 juin 1889, les enfants mineurs du réintégré deviennent Français de plein droit par suite de la réintégration de leur père, comme les enfants mineurs de l'étranger naturalisé. Mais ceux-là, comme ceux-ci, peuvent répudier la qualité de Français, en se conformant aux dispositions de l'art. 8, § 4, dans l'année qui suit leur majorité : art. 18, § 3, Code Civil.

Examinons leur situation.

SECTION PREMIÈRE

Acquisition de plein droit de la nationalité française.

§ 1. A quelles conditions l'enfant mineur du réintégré acquiert la nationalité de son auteur.

I. — D'après l'art. 18, § 3, l'enfant mineur du réintégré devient Français de plein droit.

II. — Il ne faut pas perdre de vue que ces enfants sont d'abord des enfants d'ex-Français. A ce titre, ils jouissent, en vertu de l'art. 10 du Code Civil, d'une naturalisation privilégiée, laquelle ne saurait disparaître à raison de cette circonstance que leur père se fait réintégrer.

III. — Les enfants mineurs du réintégré sont donc naturalisés Français de plein droit comme conséquence de la réintégration de leur auteur. Cet auteur peut être, soit le père, soit la mère.

S'il s'agit de la mère, ces effets ne peuvent se produire que si l'on se trouve en présence d'une Française qui était devenue étrangère autrement que par son mariage avec un étranger. Dans ce dernier cas, réglé par l'art. 19 Civ., les effets de la réintégration de l'ex-Française, devenue étrangère par suite de son mariage, diffèrent sensiblement, pour les enfants mineurs de la réintégrée, de ceux qui se produisent dans toute autre hypothèse de réintégration. Tandis que, d'après l'art. 18, § 3 Civ., les enfants mineurs des réintégrés sont de plein droit natura-

lisés Français, aux termes de l'art. 19 al. 2, lorsqu'il s'agit d'une femme française, devenue étrangère par suite de son mariage avec un étranger, qui se fait réintégrer à la suite de la dissolution de ce mariage, la condition des enfants mineurs n'est plus la même. Pour qu'ils deviennent Français, il faut une demande émanant, soit de la mère au moment où elle sollicite sa réintégration, soit du tuteur ultérieurement; l'octroi de la nationalité dépend du Gouvernement, et les enfants mineurs qui deviennent Français n'ont pas le droit d'option à leur majorité. Dans cette hypothèse donc, la loi s'incline devant la mère ou le Conseil de famille, auxquels elle reconnaît un pouvoir à peu près absolu.

Cette situation faite aux enfants mineurs de la femme réintégrée est tout à fait anormale et fâcheuse; elle est, évidemment, l'effet d'une distraction du législateur. Le projet primitif contenait une disposition commune à tous les enfants des réintégrés, y compris ceux de la femme; mais par suite de remaniements successifs que subit l'article 19, on en arriva à formuler, autrement qu'on ne l'avait fait dans l'article 18 pour les enfants des autres étrangers réintégrés et dans l'art. 12, pour les enfants des naturalisés, le texte réglant la condition des enfants de la veuve étrangère réintégrée. M. Clément, dans la séance du Sénat du 6 juin 1889, fait observer qu'il fallait mettre les textes d'accord. Lors de la discussion de l'article 12, le rapporteur, M. Delsol, fit observer que la critique de M. Clément serait prise en considération lors de la discussion de l'art. 19; quand on arriva à ce texte, on n'y pensa sans doute plus, car il fut adopté sans modification et tel qu'il a été promulgué.

§ 2. — Effet de l'acquisition de la nationalité française.

Les enfants mineurs deviennent de plein droit Français, sans rétroactivité, du jour de la réintégration de leur père dans la qualité de Français.

Les conséquences sont les mêmes en ce qui les concerne que pour les enfants mineurs d'étrangers naturalisés.

Nous nous bornons donc à renvoyer, pour les détails, aux développements que nous avons donnés à propos de ces derniers.

SECTION DEUXIÈME

De la faculté de répudiation de la qualité de Français.

Nos explications antérieures relatives à l'exercice de la faculté de répudiation par les enfants mineurs d'étrangers naturalisés s'appliquent en tous points aux enfants mineurs d'étrangers réintégrés.

APPENDICE AU TITRE PREMIER

Effets des déclarations de répudiation de la nationalité française.

§ 1. Quels sont les effets de l'option pour une nationalité étrangère ? Les déclarations d'extranéité dans chacune des quatre hypothèses que nous venons d'examiner successivement ne produisent-elles effet que pour l'avenir, ou ont-elles au contraire un effet rétroactif ?

Aux termes de l'article 20 du Code Civil, modifié par la loi du 26 juin 1889, les déclarations « acquisitives » de la nationalité française n'ont pas d'effet dans le passé, mais seulement dans l'avenir ; les individus qui acquièrent la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19 du Code Civil ne peuvent en effet s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

Le texte est muet en ce qui touche les déclarations dont nous nous occupons. Comment doit-on interpréter son silence ?

Une première opinion, défendue par MM. Audinet (Rev. critiq. 1891, p. 165), Lesueur et Dreyfus, Weiss, enseigne que

l'abdication de la nationalité française produit un effet rétroactif dans le passé. En effet, dit-on : 1° Le texte de l'article 12 est ainsi conçu : « Deviennent Français les enfants mineurs... à moins que... ils ne déclinent cette qualité. » Il s'agit là d'une condition résolutoire, qui, une fois accomplie, doit rétroagir : c'est dans ces termes qu'était rédigée la loi du 7 février 1851, et c'est dans ce sens qu'elle a toujours été interprétée ; 2° Repousser la rétroactivité de l'option pour une nationalité étrangère, c'est aboutir à ce résultat que pendant vingt et un ans au moins, l'enfant a subi une nationalité dont il ne veut pas ; 3° L'article 20 de la loi du 26 juin 1889, dit M. Weiss, dispose que l'étranger né en France ne devient Français que pour l'avenir s'il opte pour notre patrie, et l'on voudrait que l'étranger qui, loin d'avoir manifesté son attachement à la France, vient de lui témoigner son éloignement par un acte formel, soit considéré comme ayant eu part à ses avantages pendant une longue période de son existence ! 4° Si la déclaration d'extranéité est rétroactive, ajoute-t-on, il en résulte que, si le déclarant est chef de famille, le changement s'étendra à sa femme et à ses enfants mineurs. Ceux-ci deviendront comme lui rétroactivement étrangers, soit du jour de son mariage pour la femme, soit du jour de leur naissance pour les enfants. On maintient ainsi le principe de l'unité de nationalité dans la famille, qui semble avoir été la préoccupation constante du législateur.

Une seconde opinion (Gruffy, J. D. I. P., 1894, p. 488, — Vincent, Commentaire de la loi du 26 juin 1889, n° 138), à laquelle nous nous rallions, soutient que les déclarations d'extranéité dans les cas prévus par les articles 8, § 3 et 4, 12 al. 3 et 18, § 3 n'ont pas d'effets rétroactifs. Elle invoque les arguments suivants : 1° Si les individus qui ces déclarations souscrivent peuvent être dénommés Français sous condition résolutoire, il n'en résulte pas *a priori*, en cette matière de statut personnel, que leur renonciation à la qualité de Français rétroagisse. Cette rétroactivité serait d'ailleurs préjudiciable aux tiers, et, en vue de ce préjudice, le législateur de 1889 a eu l'idée de n'admettre que des changements de nationalité opérant pour l'avenir ;

2° Il ne faut pas s'arrêter à ce fait que l'art. 20 du Code Civil ne parle que de l'acquisition de la qualité de Français. La perte de la nationalité, quand elle résulte, par exemple, d'une naturalisation obtenue à l'étranger, n'a pas, bien qu'il n'y ait aucun texte sur ce point, d'effets rétroactifs; pourquoi, dès lors, en serait-il autrement de celle qui résulte de l'exercice du droit d'option réservé par les textes précités? 3° Les avantages que l'on prétend attachés à la nationalité française ne sont pas très grands pendant la minorité, surtout étant donné que l'admission dans les écoles du gouvernement ne peut avoir lieu qu'après fixation préalable de la nationalité définitive des candidats; 4° La nécessité de maintenir l'unité de nationalité dans la famille est une considération d'ordre purement législatif que l'interprète ne saurait dès lors invoquer. Cette unité de nationalité n'a été réalisée que dans les rapports entre le père et les enfants mineurs, et seulement dans le cas d'acquisition de la nationalité française; il n'en a pas été question en ce qui concerne les effets de l'option pour une nationalité étrangère.

En résumé, celui qui opte pour une nationalité étrangère n'efface pas rétroactivement sa qualité de Français; il ne cesse d'être citoyen de notre pays qu'à dater du jour où son option est régulière.

§ 2. La déclaration de répudiation rend celui qui l'a souscrite incapable d'obtenir ultérieurement sa naturalisation.

Ainsi que le fait justement remarquer la circulaire ministérielle du 28 août 1893, la plupart de ceux qui souscrivent semblables déclarations n'ont d'autre but que de se soustraire à l'obligation du service militaire. Or, il n'est pas rare de les voir, après quelques années, alors que leur âge les affranchit du service militaire actif, solliciter la naturalisation. C'est pour déjouer ces calculs que cette circulaire oblige le juge de paix à avertir le déclarant qu'il ne pourra jamais être ultérieurement naturalisé.

TITRE DEUXIÈME

Quelles personnes peuvent acquérir la nationalité française.

NOTIONS GÉNÉRALES

§ 1. La naturalisation, est, la plupart du temps, une faveur concédée par le Gouvernement français, faveur que celui-ci est libre d'accorder ou de refuser. Cependant, la naturalisation peut, dans certains cas particuliers, devenir un droit, par cela seul que l'intéressé satisfait à certaines conditions spéciales exigées par la loi : celui-ci devient alors Français par un simple acte de volonté unilatéral consistant dans une déclaration de nationalité française.

§ 2. La naturalisation de droit, en d'autres termes l'acquisition de la nationalité française au moyen d'une simple déclaration de volonté n'est pas une innovation de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité. Elle a été admise lors de la rédaction du Code Civil, en 1803. Depuis sa promulgation jusqu'à la loi du 26 juin 1889, voici, brièvement, quels étaient les modes d'acquisition de la nationalité française :

I. — Réclamation de la qualité de Français par l'individu né en France d'un étranger dans l'année de sa majorité : art. 9 Civ.

II. — Réclamation de la qualité de Français, même après l'année de sa majorité, par l'individu né en France d'un étranger et ayant servi dans les armées françaises ou satisfait en France à la loi du recrutement : loi du 22 mars 1849.

III. — Réclamation de la qualité de Français par l'individu né, en pays étranger, d'un ex-Français ou d'une ex-Française : art. 10, § 2 Civ.

IV. — Réclamation de la qualité de Français par les enfants

d'étrangers naturalisés, dans l'année de leur majorité s'ils étaient mineurs, dans l'année de la naturalisation de leur auteur s'ils étaient majeurs : loi du 7 février 1851.

V. — Réclamation de la qualité de Français par les enfants d'un ex-Français réintégré : lois des 14 février 1882 et 28 juin 1883.

§ 3. Telles étaient, avant la loi du 26 juin 1889, les applications de la faculté d'acquérir la nationalité française par une déclaration de nationalité, connue sous le nom de déclaration de l'article 9, ce texte réglementant les formes et les conditions suivant lesquelles la déclaration devait toujours être faite. La loi nouvelle a fait sur ce point table rase en abrogeant toutes les lois spéciales qui, depuis le Code Civil, avaient élargi le principe de l'article 9 ; mais elle a conservé le principe et ses cas d'application en incorporant dans le Code tout ce qui se rattache à cette matière.

CHAPITRE PREMIER

Conditions de la naturalisation de plein droit.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

C'est l'article 9 du Code Civil qui pose le principe de la naturalisation de plein droit et qui détermine à quelles conditions elle peut avoir lieu. Ce texte ne détermine d'ailleurs qu'une catégorie des individus qui peuvent en bénéficier ; les autres sont désignés par les articles 10 et 12 du Code Civil. Mais c'est à l'article 9 que renvoient ces derniers textes quant aux conditions que doivent remplir, comme les individus visés par l'article 9, ceux qui veulent être de plein droit naturalisés Français. C'est donc dans l'article 9 que se trouvent énoncées les conditions générales de la naturalisation de plein droit.

SECTION PREMIÈRE

Formes des déclarations de nationalité.

§ 1. Ce qui, nous le savons, différencie la naturalisation ordinaire de la naturalisation de plein droit, c'est que la première est laissée à l'arbitraire du gouvernement qui peut la concéder ou la refuser comme il lui plaît; la seconde, au contraire, dépend de la volonté de la personne qui peut en bénéficier, volonté qui doit se manifester par une déclaration de nationalité.

§ 2. Cette déclaration ne saurait, du moins en principe et à moins qu'une disposition spéciale n'en ait décidé autrement pour certaines personnes déterminées, être suppléée par rien : elle doit être expresse.

Il y a plus : la déclaration de nationalité doit, pour produire effet, être faite dans les formes mêmes déterminées par la loi. L'ancien article 9 du Code Civil, tout en posant le principe, n'avait rien spécifié quant aux formes de la déclaration; dans le silence de la loi sur ce point, on avait reconnu aux maires le droit de recevoir ces déclarations. Le nouvel article 9 ne détermine pas non plus dans quelles formes la déclaration devra avoir lieu, si ce n'est qu'il consacre une innovation sur laquelle nous reviendrons plus loin, en exigeant l'enregistrement de toute déclaration au Ministère de la Justice. Mais, développant ce texte, le décret réglementaire du 16 août 1889, rendu en exécution de la loi du 26 juin, spécifie les conditions de forme suivant lesquelles seront reçues les déclarations de nationalité.

Les développements que nous avons donnés plus haut en ce qui concerne les déclarations de répudiation de nationalité nous dispensent d'insister plus longuement sur la portée de l'innovation de ce décret, qui a dévolu aux juges de paix les attributions conférées en pratique aux maires en cette matière. Nous reviendrons plus loin, en examinant chacune des hypothèses de déclaration d'acquisition de la nationalité française,

sur la nomenclature des pièces qui doivent être fournies par chaque intéressé.

§ 3. Examinons ici une question commune aux différentes hypothèses de déclaration de nationalité.

Qu'arrivera-t-il si le juge de paix refuse de recevoir la déclaration?

Quel sera le recours de l'intéressé qui se prétendra lésé par ce refus?

Nous ne sommes pas ici, comme lorsqu'il s'agit d'une naturalisation ordinaire, en présence d'un acte de souveraineté du gouvernement qui est alors maître, sans qu'aucun pouvoir puisse être appelé à connaître de sa décision, de refuser arbitrairement la faveur qu'on sollicite de lui. L'étranger qui se trouve dans les conditions exigées par la loi pour être naturalisé au moyen d'une déclaration use d'un droit dont on ne peut arbitrairement le priver. Si donc l'autorité dont le concours lui est indispensable à l'effet d'exercer ce droit le lui refuse, il doit avoir un moyen de la contraindre à lui prêter son concours.

Il semble que rien ne s'oppose à ce que l'étranger cite directement le juge de paix devant les tribunaux pour faire valoir son droit. Ceux-ci apprécieront si l'étranger remplit véritablement les conditions légales lui permettant d'être de plein droit naturalisé : suivant les cas, ils forceront par leur jugement le juge de paix à dresser la déclaration ou décideront qu'il n'y a pas lieu à déclaration. C'est ainsi que les choses se passaient en pratique sous l'empire de l'ancienne législation, lorsque la réception des déclarations était de la compétence des maires ; c'est également ainsi qu'il y a lieu de procéder au cas où un maire refuse de célébrer un mariage sous prétexte que les futurs époux ne remplissent pas toutes les conditions exigées par la loi. Il y a certainement analogie entre ce cas et celui qui nous occupe. On objecterait en vain qu'il paraît bizarre de soumettre, sans texte exprès, les décisions du juge de paix en cette matière aux tribunaux ordinaires : ici, en effet, ce n'est pas en tant que juge qu'a agi le juge de paix, mais simplement comme autorité ayant mission de donner authenticité à un acte. Toutefois, il y a quelque chose de choquant dans cette solution,

qui est pourtant inéluctable : si le juge de paix succombe, il devra être condamné aux frais, et il est possible pourtant qu'il y ait eu des doutes sérieux sur le point de savoir si la déclaration devait être ou non reçue; dans ce cas, le juge de paix serait victime de sa résistance, qui se comprendrait néanmoins.

SECTION DEUXIÈME

Etablissement d'un domicile en France.

§ 1. La déclaration valablement faite ne suffit pas pour faire acquérir de plein droit la qualité de Français à la catégorie des étrangers qui se trouvent dans les conditions prévues par la loi. Il faut que cette déclaration soit, pour ainsi dire, appuyée de l'établissement d'un domicile en France ou de la promesse de cet établissement.

Cette exigence permet de s'assurer de la sincérité de la déclaration et de la ferme intention qu'a l'intéressé de devenir réellement Français. Cette condition est énoncée dans l'article 9, al. 1. Ce nouvel article ne fait, au surplus, que reproduire le texte de l'ancien, avec cette différence toutefois qu'il ne s'applique désormais qu'aux étrangers nés en France et qui n'y sont pas domiciliés à l'époque de leur majorité.

Sur un autre point, le nouvel article 9 a été rédigé d'une façon différente de l'ancien; qui a pour effet d'en modifier quelque peu l'interprétation. D'après l'ancien texte, l'étranger qui n'était pas domicilié en France — c'est désormais le seul cas d'application de l'article 9 — devait faire sa soumission d'établir son domicile en France et l'y établir dans l'année à compter de l'acte de soumission; l'un ou l'autre de ces deux actes ne pouvait être fait après l'année qui suivait l'époque de sa majorité. Il résultait de là que, la majorité étant l'âge de vingt et un ans, cet étranger devait, pour pouvoir valablement se prévaloir de l'article 9, non-seulement avoir fait sa soumission, mais encore établi son domicile en France au plus tard à vingt-deux ans.

Le nouvel article 9 doit recevoir une autre interprétation.

Il en résulte que l'acte de soumission peut n'être fait que jusqu'à l'âge de vingt-deux ans et que l'établissement du domicile en France, aussi bien que la déclaration de nationalité devant le juge de paix pourront se produire jusqu'à l'âge de vingt-trois ans. Le délai est donc prolongé d'une année pourvu toutefois que, comme sous la législation antérieure, l'acte de soumission ait été consenti au plus tard à vingt-deux ans. Le législateur de 1889 a voulu, obéissant toujours à l'idée qui l'a inspiré de faciliter le plus possible l'acquisition de la qualité de Français, donner aux étrangers de l'article 9 le moyen de profiter des dispositions de ce texte pendant un an de plus qu'auparavant. L'acte de soumission ne sera donc nécessaire que si l'étranger ne s'est pas fixé en France avant sa vingt-deuxième année. S'il y est établi à cet âge, il n'aura, pour bénéficier de l'article 9, qu'à faire sa déclaration de nationalité avant d'avoir atteint l'âge de vingt-trois ans.

Il résulte de la nouvelle rédaction de l'article 9 que la déclaration ne peut être souscrite qu'en France, puisqu'elle doit nécessairement être précédée de l'établissement d'un domicile en France. Il en était autrement sous l'empire de l'ancien article 9, la déclaration pouvant être souscrite devant nos agents diplomatiques à l'étranger, sauf l'obligation pour l'intéressé de transporter ensuite son domicile en France. Il y a à cet égard, depuis la loi de 1889, une différence entre les déclarations acquisitives de la nationalité française et celles qui ont au contraire pour but la répudiation de cette nationalité : aux termes de l'alinéa 5 de l'article 6 du décret du 13 août 1889, lorsque les déclarations de répudiation sont faites par des individus non résidant en France, elles sont reçues par nos agents diplomatiques ou nos consuls à l'étranger.

§ 2. La condition relative à l'établissement du domicile en France est exigée dans tous les cas où la qualité de Français s'acquiert au moyen d'une déclaration de nationalité, où la naturalisation a lieu de plein droit. Elle est donc applicable, non seulement aux étrangers de l'article 9, mais encore à ceux de l'article 10 et de l'article 12, en ce qui concerne tout au

moins, dans ce dernier texte, la femme et les enfants majeurs du naturalisé par décret. Ces deux derniers articles disent en effet expressément que la déclaration devra être faite dans les termes et aux conditions de l'article 9. Toutefois, cet article ne sera pas, quant à l'établissement du domicile en France, applicable à la lettre aux étrangers des articles 10 et 12 du Code Civil, comme il l'est à ceux de l'article 9.

Aux termes de l'article 12, la femme et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé peuvent devenir Français en souscrivant la déclaration de l'article 9. En ce qui concerne la femme, qui a le même domicile que son mari, la condition d'établissement du domicile en France est remplie par cela même que son mari est naturalisé. Quant aux enfants majeurs, au contraire, leur domicile étant indépendant de celui de leur père, l'article 9 s'appliquera littéralement; ils pourront donc faire acte de soumission, s'ils sont domiciliés à l'étranger, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans, sauf à venir s'établir en France et à souscrire leur déclaration devant le juge de paix avant l'âge de vingt-trois ans, comme les étrangers de l'article 9. L'acte de soumission est reçu par un des agents diplomatiques ou consulaires de France à l'étranger. Il est dressé en double exemplaire : l'un est remis à l'intéressé, l'autre transmis au Ministre de la Justice par la voie hiérarchique.

En ce qui concerne les étrangers de l'article 10, c'est-à-dire les enfants d'ex-Français, s'il est nécessaire qu'ils soient établis en France pour devenir Français de plein droit, ils n'auront jamais à accomplir l'acte de soumission dont parle l'article 9. Cet acte, en effet, n'a pour but que de permettre à l'étranger qui n'est pas encore établi en France de prolonger le délai dans lequel sa déclaration peut être reçue, celle-ci devant l'être à vingt-trois ans au plus tard. Or, nous verrons plus loin que les étrangers de l'article 10 peuvent faire la déclaration de nationalité à tout âge; il ne peut donc être question pour eux de prolongation de délai, comme pour les étrangers de l'article 9.

CHAPITRE II

Quels étrangers peuvent être naturalisés de plein droit.

La situation de ces différentes personnes est réglée par les art. 9, 10 et 12, al. 2 du Code Civil. Notons, dès maintenant que leur déclaration doit toujours être reçue en France, et non pas à l'étranger.

SECTION PREMIÈRE

Individu né en France d'un étranger, et qui, à l'époque de sa majorité, n'est pas domicilié en France.

A quelles conditions cet individu peut-il devenir Français ?

Le législateur (article 9 du Code Civil) a pensé que le seul fait de la naissance en France devait être pris en considération pour placer cet individu dans une condition plus favorable que l'étranger ordinaire. Non seulement cet individu se trouve dispensé de tout stage pour acquérir la qualité de Français, mais il échappe complètement au pouvoir arbitraire du gouvernement ; il a le droit de réclamer la qualité de Français sans que la nationalité française puisse lui être refusée.

§ 1. Conditions de fond.

Deux hypothèses doivent être distinguées suivant que cet individu est majeur ou mineur de 21 ans.

I. — Première hypothèse : Cet individu est majeur de 21 ans.

Il a l'option entre deux modes d'acquisition de la qualité de Français.

Il peut, à son gré, soit souscrire une déclaration de natio-

nalité, soit participer aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.

A. — Conditions de fond communes aux deux modes d'acquisition de la qualité de Français.

a). — Il faut qu'il soit né d'un étranger qui n'a été Français à aucun moment de son existence.

b). — Il faut qu'il soit né en France. — C'est précisément à cause de son lieu d'origine que la faculté lui est donnée de se faire naturaliser de plein droit, l'article 9 étant ainsi une application atténuée du principe du *jus soli*. Par naissance en France, on doit entendre ici, ainsi que nous nous en sommes expliqués en examinant l'art. 8, § 4, le sol de la France continentale et des colonies françaises, mais non celui des pays de protectorat. Peu importe, d'ailleurs, que le pays sur le sol duquel il est né ait cessé d'être français, pourvu qu'il l'ait été au moment de sa naissance.

c). — Il ne faut pas qu'il soit domicilié en France à l'époque de sa majorité. — S'il y était domicilié, ce n'est pas l'article 9 qui serait applicable, mais l'art. 8, § 4, aux termes duquel il serait Français, sous la condition d'exciper de son extranéité en faisant une déclaration pour répudier la qualité de Français.

B. — Conditions spéciales à chacun des modes d'acquisition entre lesquels il peut opter.

a). — Conditions spéciales à la déclaration de nationalité.

α. — Il doit faire sa soumission de fixer en France son domicile.

Cet acte de soumission est reçu par un des agents diplomatiques ou consulaires de France à l'étranger. Il est dressé en double exemplaire; l'un est remis à l'intéressé, qui devra le présenter plus tard en France au juge de paix devant lequel il fera sa déclaration; l'autre est transmis immédiatement au Ministère de la Justice par la voie hiérarchique (décret 13 août 1889, art. 9).

La soumission doit être faite avant l'expiration de la vingt-deuxième année. L'ancien article 9 parlait simplement de la majorité, sans dire par quelle loi elle se déterminait. Aussi la

question de savoir si c'était de la majorité française ou étrangère qu'entendait parler cet article était-elle controversée. Rationnellement, on aurait dû admettre que c'était de la majorité étrangère, l'individu qui voulait souscrire la déclaration de nationalité étant étranger jusqu'à ce qu'elle eût été reçue, et sa majorité devant alors être fixée par sa loi personnelle. Mais l'opinion contraire, qui était celle de la Cour de Cassation, semblait l'emporter, et on admettait généralement que la majorité de l'article 9 était la majorité française. C'est en ce dernier sens que s'est déterminé le législateur de 1889. On comprend que la loi ait fixé une limite au droit de l'étranger qui veut ainsi devenir Français ; on veut bien que, en vertu du *jus soli*, l'étranger né en France soit favorisé, mais à la condition qu'il montre, dès qu'il est capable, qu'il se considère comme Français.

β. — Il doit établir son domicile en France dans l'année à compter de l'acte de soumission, c'est-à-dire au plus tard à vingt-trois ans.

b). — Condition relative à la participation aux opérations du recrutement.

Cette autre faculté de devenir Français, prévue par l'art. 9, al. 11 Civ., constitué dans notre législation une innovation destinée à remplacer les dispositions de la loi du 22 mars 1849, aux termes de laquelle la déclaration de l'article 9 pouvait valablement être souscrite après l'année de sa majorité par l'étranger né en France, s'il servait ou avait servi dans les armées françaises de terre ou de mer ou s'il avait satisfait à la loi du recrutement sans exciper de son extranéité.

II. — Deuxième hypothèse : cet individu est mineur de 21 ans : art. 9, al. 10.

C'est en principe l'intéressé qui a seul qualité pour souscrire une déclaration de nationalité. Mais faut-il et doit-il toujours la faire en personne ? S'il est majeur, il peut ne pas la faire en personne : l'art. 6, al. 2 du décret du 13 août 1889 reconnaît en effet aux majeurs le droit de faire faire la déclaration par un mandataire, muni d'une procuration spéciale et authentique, assisté de deux témoins servant à certifier l'identité de celui-ci.

L'ancien article 9 du Code Civil ne permettait de réclamer la qualité de Français que dans l'année de la majorité ; il maintenait donc le principe que tout changement de nationalité suppose capacité de la part de l'individu. La loi de 1889 a dérogé à ce principe au profit de l'étranger dont la situation nous occupe : elle accorde au mineur de 21 ans, quel que soit son âge, le droit de devenir citoyen Français du moment qu'il est né en France.

Le droit étant donné au mineur de devenir Français de plein droit par une simple déclaration de nationalité, il fallait, à cause de son incapacité, dire comment, dans ce cas spécial, se ferait la déclaration. La loi de 1889 ne fait nullement intervenir l'intéressé : c'est son représentant légal qui agit, qui se présente pour lui et réclame en son nom la qualité de Français, de sorte que la loi permet en quelque sorte de disposer de la nationalité d'un enfant. Ce droit des représentants est contraire à tous les principes du droit civil et du droit international privé. Les parents, les tuteurs ne peuvent imposer le mariage à un incapable, ne peuvent faire son contrat de mariage, disposer à titre gratuit en son nom, et cependant ils peuvent lui conférer la nationalité française comme il leur plaît ! On cherche à atténuer les reproches que soulève cette innovation de la loi de 1889, par l'une des considérations suivantes (Gruffy) : ou bien le législateur, se plaçant au point de vue français, a considéré que l'attribution de la qualité de Français ne pouvait être qu'un privilège dont le bénéficiaire ne peut jamais avoir à se plaindre ; c'est une idée étroite, mais souvent invoquée ; — ou bien, sans méconnaître les inconvénients que peut présenter la naturalisation d'un individu malgré lui, il a jugé qu'il fallait rassembler le plus grand nombre possible de Français et leur ménager peu ou point d'issue pour échapper à son autorité.

La déclaration, dit l'article 9, alinéa 10, doit être faite par le père ; en cas de décès du père, par la mère ; en cas de décès de ceux-ci ou de leur exclusion de la tutelle, ou en cas d'absence, par le tuteur.

Lors donc que le père et la mère sont vivants, c'est celui des deux qui exerce la puissance paternelle qui a qualité pour

représenter le mineur. Mais, si le survivant d'entre eux a été exclu de la tutelle, c'est le tuteur qui le remplacera à qui ce droit appartiendra. Il convient toutefois de remarquer que la mère survivante peut se faire excuser de la tutelle ; dans ce cas, ce sera toujours elle qui conservera le droit de faire la déclaration au nom de son enfant mineur, le texte ne parlant que d'exclusion de tutelle. Tout tuteur autre que le père ou la mère devra, pour faire valablement la déclaration au nom du mineur, être autorisé du Conseil de famille dans les formes ordinaires. — Le texte ne prévoit pas le cas où les père et mère sont déchus de la puissance paternelle dans les hypothèses prévues par la loi du 24 juillet 1889. Il faudrait, croyons-nous, se conformer aux principes généraux, c'est-à-dire que c'est le tuteur, autorisé du Conseil de famille, qui devrait représenter le mineur, à moins qu'il n'en ait pas été nommé ; dans ce cas on devra appliquer l'article 14 de la loi du 24 juillet 1889, d'après lequel les droits du père, et, à défaut du père, les droits de la mère, quant au consentement au mariage, à l'adoption, à la tutelle officieuse et à l'émancipation seront exercés par les mêmes personnes que si le père et la mère étaient décédés.

L'article 9, alinéa 1, qui s'occupe des individus non domiciliés en France à leur majorité, exige que la réclamation de la qualité de Français soit précédée d'un acte de soumission d'établir son domicile en France, et, lorsque l'intéressé fait sa déclaration, il doit avoir fixé son domicile en France. Pour le mineur, ces conditions préalables sont-elles exigées ? Si elles ne sont pas remplies, le juge de paix devra-t-il refuser de recevoir la déclaration ? L'alinéa 10 de l'article 9 ne parle que de la déclaration : il n'y est pas question du domicile du mineur ; on ne saurait donc exiger cette formalité de la part d'un individu qui, d'après les principes du droit français auquel il va être soumis, ne peut, à moins d'émancipation, avoir un autre domicile que celui de son représentant légal.

Le rapprochement de l'article 9 et de l'article 8, § 4 Civ., fait naître une difficulté. Si l'on considère que la déclaration de l'article 9 doit être nécessairement souscrite en France, le

mineur au nom de qui elle sera faite devra résider de fait en France ; il résidera donc certainement en France à l'époque de sa majorité. Comme, par hypothèse, il sera né en France, il sera Français de plein droit, aux termes de l'art. 8, § 4 Civ. On est donc en présence de la situation suivante : Un mineur ne peut souscrire la déclaration de l'article 9 pour devenir Français que s'il satisfait aux conditions de l'art. 8, § 4, aux termes duquel il est Français de plein droit à sa majorité, sauf le droit d'opter pour la patrie de ses auteurs. Il semble donc que la déclaration de l'article 9 souscrite en minorité soit illusoire ; et cependant ledit article prévoit bien que cette déclaration peut être faite au nom d'un mineur. La Chancellerie a tourné la difficulté en faisant, dans cette hypothèse, souscrire aux représentants du mineur, non pas une déclaration de nationalité analogue à celle prévue par l'article 9, mais une déclaration par laquelle le mineur renonce par avance, une fois devenu majeur, à faire la déclaration d'extranéité qu'il aurait eu le droit de souscrire à sa majorité pour conserver sa nationalité d'origine, aux termes de l'art. 8, § 4. L'article 11 du décret du 13 août 1889 prévoit en conséquence, malgré le silence de la loi sur ce point, le cas où il y aurait lieu de renoncer pour un mineur à la faculté qui lui appartient de décliner à sa majorité la nationalité française, auquel cas la renonciation est faite pour lui par les personnes désignées en l'article 9, alinéa 10 Civ.

§ 2. Conditions de forme.

I. — Le décret du 13 août 1889 contient une légère erreur de rédaction. Il porte en effet que la déclaration doit être faite devant le juge de paix du canton où « réside » le déclarant. Ce dernier ayant à ce moment établi son domicile en France, il eût mieux valu dire : devant le juge de paix du canton où il est « domicilié ». Si le décret parle de résidence dans l'article 6, c'est que ce texte s'applique, non seulement aux déclarations souscrites en vue d'acquérir la nationalité française, mais encore aux actes de répudiation qui peuvent être faites par des individus non domiciliés en France, lesquels peuvent même s'adresser aux agents diplomatiques ou consulaires à l'étranger.

II. — Distinction de deux hypothèses.

A. — Première hypothèse : Cet individu est majeur de vingt et un ans.

Les pièces qui doivent être fournies au juge de paix sont mentionnées dans le modèle n° 1 de la circulaire ministérielle du 23 août 1889 et le modèle n° 1 de la circulaire ministérielle du 28 août 1893.

Ces pièces sont les suivantes :

1° Son acte de naissance ;

2° L'acte de mariage de ses père et mère, original et traduction ;

3° L'acte établissant qu'il a fait sa soumission de fixer son domicile en France ;

4° Extrait de son casier judiciaire.

B. — Deuxième hypothèse : Cet individu est mineur de vingt et un ans.

Le modèle n° 4 de la circulaire du 23 août 1889 et le modèle n° 2 de la circulaire du 28 août 1893 indiquent les pièces qui doivent être fournies. Ce sont :

1° L'acte de mariage, et, si cet acte n'indique pas les noms, dates et lieux de naissance des conjoints, les actes de naissance de ces derniers ;

2° Les actes de naissance des enfants mineurs ;

3° L'extrait du casier judiciaire de chacun de ces enfants.

Dans chacune de ces deux hypothèses, le déclarant doit être assisté de deux témoins destinés à assurer son individualité et à attester que ce qu'il déclare est à leur connaissance personnelle.

SECTION DEUXIÈME

Individu né en France ou à l'étranger, de parents dont l'un a perdu la qualité de Français.

§ 1. Notions générales.

La situation de cet individu est réglée par l'article 10 du Code Civil et l'article 10 du décret du 13 août 1889.

Cet individu étant, par hypothèse, né à une époque où son auteur n'était plus Français, n'est pas Français d'origine ; mais il est du sang d'un ex-Français : c'est pourquoi, la loi le place dans une situation éminemment favorable en lui permettant de réclamer la qualité de Français à tout âge.

L'article 10 apparaît ainsi comme une application atténuée du principe du *jus sanguinis*, de même que l'article 9 est une application atténuée du principe du *jus soli*. Pas plus que ce dernier texte, l'article 10 n'est d'ailleurs une innovation de la loi du 26 juin 1889 ; ses rédacteurs n'ont fait, en l'édicant, que reproduire l'ancien article 10 du Code Civil en l'éclaircissant et en y ajoutant une sorte de condition résolutoire au droit qu'il confère.

§ 2. Conditions de fond de la déclaration de nationalité.

I. — En principe, la seule condition exigée par l'article 10 pour que l'étranger dont la situation nous occupe puisse devenir Français de plein droit en faisant la déclaration prescrite par l'article 9, c'est qu'il soit né d'un ex-Français.

II. — Il importe peu que cet individu soit né en France ou à l'étranger. Sur ce point le texte nouveau est plus complet que l'ancien, qui ne visait que la naissance à l'étranger.

III. — L'article 10 ne prévoit que l'hypothèse où l'un des parents a perdu la qualité de Français. Mais il est bien clair que l'enfant dont les deux parents sont des ci-devant Français a droit, *a fortiori*, au bénéfice de notre article.

IV. — Il n'y a pas à rechercher comment le père ou la mère a cessé d'être Français. Le bénéfice de l'article 10 doit appartenir notamment à l'individu dont le père a cessé d'être Français par suite d'un démembrement de territoire, par exemple à un enfant d'ex-Français Alsacien-Lorrain né postérieurement au traité de Francfort.

V. — Il suffit, pour que l'article 10 s'applique, que l'un des auteurs de l'enfant ait été Français à quelque titre que ce soit ; le texte, en effet, est général et ne distingue pas. Il s'applique donc aussi bien à l'individu issu d'un ex-Français par naturalisation ou par annexion de territoire, qu'à celui dont le père était ex-Français de naissance.

VI. — Si, pour l'application de l'article 10, il n'y a pas à distinguer entre les causes qui ont fait acquérir et perdre aux père et mère la qualité de Français, il convient cependant de remarquer que la disposition de ce texte pourra parfois être superflue pour celui qui pourrait s'en prévaloir. C'est ce qui arrivera dans le cas où l'ex-Français se fera réintégrer dans la qualité de Français en même temps que ses enfants nés étrangers et encore mineurs à l'époque de sa réintégration : aux termes de l'art. 18, § 3 Civ., que nous avons étudié plus haut, ces derniers deviennent alors Français de plein droit.

D'un autre côté, la disposition de l'art. 18, § 2 qui donne aux enfants de l'ex-Français qui se fait réintégrer, majeurs lors de la réintégration de leur auteur, le droit d'acquérir de suite la nationalité française comme conséquence de cette réintégration était inutile, puisque ces enfants peuvent toujours, en faisant la déclaration de nationalité prévue par l'article 10, devenir Français.

§ 3. Restriction à l'acquisition de la nationalité française.

Le droit reconnu par l'article 10 à l'enfant de l'ex-Français ne peut être exercé si, domicilié en France lors de sa majorité et appelé sous les drapeaux, il a revendiqué alors sa qualité d'étranger : art. 10 Civ. *in fine*.

I. — Cette limitation s'explique aisément : il est inutile de faciliter l'acquisition de la qualité de Français à celui qui refuse d'accomplir l'obligation essentielle qu'elle entraîne, à savoir le service militaire.

II. — Pour que cette restriction soit applicable, une seule condition est nécessaire, à savoir que l'enfant de l'ex-Français soit domicilié en France à sa majorité. Son utilité existera donc toutes les fois que l'enfant de l'ex-Français ne sera pas né en France, pourvu toutefois qu'il ait son domicile en France à l'époque de sa majorité.

III. — La disposition de l'article 10 *in fine* n'aura pas d'application pratique au cas où l'enfant de l'ex-Français sera né en France et y sera domicilié à sa majorité : sa condition, dans ce cas, sera en effet réglée par l'art. 8, § 4 Civ.

§ 4. Conditions de forme de la déclaration de nationalité.

Deux hypothèses doivent être successivement examinées, suivant que cet individu est né en France ou à l'étranger.

I. — Première hypothèse : cet individu est né sur le territoire français.

Les règles à suivre dans ce cas sont tracées par le modèle n° 2 de la circulaire ministérielle du 23 août 1889 et par le modèle n° 4 de la circulaire du 28 août 1893.

A l'appui de sa déclaration, l'intéressé doit produire au juge de paix :

1° Son acte de naissance;

2° L'acte de mariage de son père, et, si cet acte n'indique pas l'état civil des conjoints, les actes de naissance de ceux-ci;

3° La pièce qui atteste que son père a perdu la qualité de Français;

4° Le certificat officiel dûment légalisé établissant le domicile du déclarant lors de sa majorité;

5° L'extrait de son casier judiciaire.

II. — Deuxième hypothèse : cet individu est né à l'étranger.

Le modèle n° 3 de la circulaire du 23 août 1889 et le modèle n° 3 de la circulaire du 28 août 1893 indiquent la liste des pièces qui doivent être fournies par l'intéressé. Ce sont :

1° Son acte de naissance;

2° L'acte de naissance ou de mariage de son père et toute autre pièce nécessaire pour établir sa nationalité française;

3° L'acte de naissance ou de mariage de son grand-père paternel, quand le père du déclarant est né après le 18 mars 1803;

4° L'extrait de son casier judiciaire;

5° La pièce qui atteste que le père a perdu la qualité de Français quand cette perte ne résulte pas d'un fait historique.

SECTION TROISIÈME

Femme et enfants majeurs d'étrangers naturalisés.

§ 1. Tandis que les enfants mineurs de l'étranger naturalisé deviennent Français *de plano*, sauf à eux à revendiquer, lors de leur majorité, leur nationalité d'origine (art. 12, al. 3 Civ.), les enfants majeurs du naturalisé ont le droit d'acquérir la qualité de Français au moyen d'une déclaration de nationalité : art. 12, al. 2 Civ. Encore faut-il que ceux-ci n'aient pas dépassé l'âge de vingt-deux ans. C'est ce qui a été dit formellement par le rapporteur de la loi à la Chambre des députés; cela ressort en outre de l'alinéa 2 *in fine* de l'article 12 qui décide que, par le même décret, la nationalité concédée à un étranger pourra l'être aussi à ses enfants majeurs qui souscriront une déclaration dans les termes et sous les conditions de l'article 9.

§ 2. Ces enfants peuvent également, comme les étrangers de l'article 9, s'ils ne sont pas domiciliés en France, faire avant l'âge de vingt-deux ans leur soumission, auquel cas ils auront jusqu'à vingt-trois ans pour fixer leur domicile en France et réclamer la qualité de Français.

CHAPITRE III

Effets de la naturalisation de plein droit.

Certains auteurs (Aubry et Rau) prétendent que les effets des déclarations de nationalité souscrites conformément à l'article 9 du Code Civil en vue d'acquérir la nationalité française sont rétroactifs. L'individu qui les souscrit est donc censé avoir été Français depuis sa naissance. En effet, dit-on : il résulte des travaux préparatoires du Code Civil la preuve que

la naissance sur le sol français donnait à l'enfant un droit éventuel à la qualité de Français; que, par suite, et par application de l'article 1179 du Code Civil, la déclaration de l'article 9 produisait l'effet d'une condition accomplie et attribuait rétroactivement au déclarant la qualité de Français.

Une seconde opinion, défendue par MM. Laurent, Demante et Colmet de Santerre, de Folleville, Cogordan, à laquelle nous nous rallions, enseigne que les déclarations d'acquisition de la nationalité française n'ont pas d'effets rétroactifs. L'étranger qui souscrit semblable déclaration ne doit donc être considéré comme Français que du jour où elle a été reçue par le juge de paix. En vain dira-t-on que la naturalisation privilégiée et de plein droit établie par l'article 9 du Code Civil, se fondant sur la naissance, il faut en faire remonter les effets jusqu'au moment de la naissance; en vain ajoutera-t-on que l'article 20 du même Code, qui règle la non-rétroactivité de la naturalisation ordinaire ou par décret ne vise pas l'article 9. La rétroactivité est une anomalie; elle ne doit donc être admise qu'en présence d'un texte impérieux.

TITRE TROISIÈME

Enregistrement des déclarations de nationalité.

§ 1. Aux termes de l'art. 9, al. 1 et 8 du Code Civil, les déclarations souscrites en vue, soit de répudier, soit d'acquérir la nationalité française doivent être enregistrées au Ministère de la Justice, et ce, à peine de nullité.

I. — Cette formalité de l'enregistrement a pour but de permettre au Garde des Sceaux de juger de la légalité de ces déclarations et surtout de centraliser ces dernières afin qu'on puisse savoir immédiatement, en s'adressant à la Chancellerie,

si tel individu est ou non Français. Cette mesure doit d'autant plus être approuvée qu'elle ne cause aucun préjudice aux intéressés ; en effet, aux termes de l'article 8 *in fine* du décret du 13 août 1889, la déclaration prend date du jour de sa réception par le juge de paix ; il résulte de là que les retards apportés à l'enregistrement de cette déclaration ne peuvent empêcher celui qui l'a souscrite d'être Français à compter de ce jour. C'est également pour divulguer le plus possible les noms de ceux qui acquièrent ou répudient ainsi la qualité de Français que l'alinéa 9 du même article prescrit l'insertion de ces déclarations au Bulletin Officiel du Ministère de la Justice.

II. — [La loi du 26 juin 1889 n'avait tout d'abord exigé la formalité de l'enregistrement que pour les déclarations d'acquisition de la qualité de Français.

C'est la loi du 22 juillet 1893 qui en a étendu l'application aux déclarations souscrites en vue de répudier la nationalité française et qui a en outre attaché à l'inaccomplissement de cette formalité la sanction de la nullité. Aux termes de la même loi, l'enregistrement peut être refusé pour inaccomplissement des conditions requises, sauf recours aux Tribunaux Civils ; le refus doit être notifié dans le délai de deux mois. Enfin, l'enregistrement peut également être refusé pour cause d'indignité, par décret sur avis conforme du Conseil d'Etat.

§ 2. Appréciation de la formalité de l'enregistrement.

I. — Il semble injuste d'attacher la sanction de la nullité à l'accomplissement d'une formalité qu'il ne dépend nullement des intéressés de remplir, puisqu'il appartient au juge de paix de recevoir cette déclaration et de la transmettre au Procureur de la République, à charge par ce magistrat de l'adresser à la Chancellerie. Il eût suffi, croyons-nous, de sanctionner l'inaccomplissement de cette formalité par des mesures prises contre les fonctionnaires chargés de l'opérer, par analogie de ce qui a été fait pour de nombreuses formalités prescrites en matière d'état-civil.

II. — En cas de refus d'enregistrement du Ministre de la Justice, l'intéressé peut se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

Mais, si cette assemblée est de l'avis du Ministre ou si le Ministre ne veut pas se soumettre à sa décision, l'intéressé se trouve exactement dans la même situation qu'avant son recours ; et cependant il peut se faire que le droit de cet étranger soit absolument violé, soit par refus systématique de la part du Ministre, soit par suite d'une interprétation erronée de la loi faite par la Chancellerie. La question qui se pose alors entre le demandeur et l'Etat n'est autre qu'une question de nationalité ; aussi croyons-nous qu'elle peut être tranchée par les tribunaux de droit commun. Dans ce cas, l'étranger à qui l'enregistrement de la déclaration serait refusé pourrait, croyons-nous, assigner le Ministre dans la personne du Préfet de son département. L'appréciation du refus d'enregistrement par les tribunaux ne nous semble pas contestable.

DEUXIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Scellés

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

§ 1. Définition.

Le scellé consiste en une bande de papier, un ruban de soie ou de fil attaché par un magistrat compétent avec de la cire portant l'empreinte d'un sceau propre à ce magistrat sur l'ouverture d'un meuble ou d'un appartement, de telle sorte qu'on n'y puisse pénétrer sans rompre le papier ou le ruban.

On désigne également sous le nom de scellé l'opération qui consiste à appliquer et fixer cette bande ou ce ruban.

Le soin matériel de cette opération est généralement laissé au greffier ; mais le Parquet doit veiller à ce que celui-ci n'y procède jamais hors la présence du juge de paix.

§ 2. But et importance des scellés.

Le scellé est une des plus grandes garanties du droit de propriété. Apposé le plus souvent en cas de décès, il conserve, soit pour ceux que leur absence ou leur éloignement empêche de veiller à leurs droits, soit pour ceux qui, à raison de leur âge ou de leur état mental, ont besoin d'une protection spéciale, les meubles, les valeurs, les titres dépendant de la succession. Ajoutons que les scellés n'assurent pas la conservation des meubles seulement ; la propriété des immeubles, en effet, se résume presque toujours dans un titre ; en empêchant la sous-

traction ou la destruction des titres, le scellé assure donc aussi la conservation ou la transmission des immeubles.

Un autre but du scellé, but non moins important, c'est de garantir l'exécution des volontés de ceux qui ne sont plus. La loi civile reconnaît à tout individu le droit de tester, c'est-à-dire de régler le sort de ses biens après son décès. Ce droit, tout important qu'il est, s'exerce de la manière la plus simple par la rédaction d'un testament olographe, c'est-à-dire écrit, daté et signé par le testateur, pour lequel il n'est besoin du ministère d'aucun officier public. Le testament olographe peut se trouver et se trouve fréquemment déposé parmi les papiers du défunt ; si ces papiers devaient rester aux mains des personnes intéressées, réservataires ou légataires, le testament serait facilement détourné ou détruit. Le scellé assure donc l'exécution des dernières volontés.

Ces simples observations font comprendre toute l'importance des scellés et la hauteur des fonctions du juge de paix, magistrat tout spécialement investi du droit de les apposer. C'est en effet aux juges de paix et à leurs suppléants, à part de rares exceptions, qu'il appartient d'apposer les scellés ; pouvoir éminemment utile pour prévenir les disputes, les soupçons, les inimitiés qu'engendrent les accusations, bien ou mal fondées, de spoliation dans les maisons mortuaires, et pour conserver intactes les successions au profit de ceux qui y sont appelés.

§ 3. Division du sujet.

En matière civile, seule hypothèse dont nous ayons à nous occuper ici, l'opération des scellés a pour objet de conserver à sa famille ou à ses créanciers, jusqu'à ce que les droits de chacun soient fixés, les biens d'un défunt ou d'un absent. Cette mesure est par conséquent temporaire, et toute apposition de scellés est nécessairement suivie de leur levée. D'ailleurs, entre l'apposition et la levée, il s'écoule un temps qui mérite une attention particulière.

Ce sujet se divise ainsi naturellement en trois parties, savoir : 1^o L'apposition ; 2^o La phase intermédiaire ; 3^o La levée.

TITRE PREMIER

Apposition des scellés.

Le juge de paix peut avoir à faire l'apposition des scellés, soit d'office, soit sur réquisition.

Examinons d'abord les hypothèses où les scellés doivent être apposés d'office.

CHAPITRE PREMIER

Apposition d'office.

Les devoirs du juge de paix en matière d'apposition d'office sont tracés par l'article 911 du Code de Procédure.

Conservateur des intérêts des mineurs, des absents, des interdits, des femmes mariées, le juge de paix appose les scellés d'office, sauf quelques exceptions qui seront indiquées ; et il agit dans ces cas, soit de son chef, soit à la diligence du Procureur de la République, soit sur la déclaration du maire de la commune ou de son adjoint, soit sur un avis donné par simple lettre ou verbalement.

§ 1. Toutes les fois que le mineur est sans tuteur, le juge de paix peut apposer d'office les scellés dans son intérêt, si d'ailleurs il n'en est requis par aucun parent ou allié : art. 911, 1^o Pr.

Le mineur est dans cette situation toutes les fois que son tuteur n'a pas encore été nommé, ou lorsqu'il est absent, ou lorsqu'il a des intérêts opposés aux siens.

I. — On ne doit pas considérer comme étant sans tuteur le

mineur qui perd son père ou sa mère, puisque, dans ce cas, la tutelle appartient de droit à celui qui survit, même si ce dernier est mineur : l'article 390 du Code Civil n'admet pas en effet d'exception. Malgré la minorité du père ou de la mère survivant, l'enfant n'est donc pas sans tuteur, et il n'y a pas lieu à l'apposition d'office des scellés, même malgré l'opposition d'un parent. Il ne lui est pas permis, en effet, de prévenir la vigilance d'un tuteur responsable de l'omission de cette formalité qui peut être, dans certains cas, jugée inutile, et qui pourrait souvent aggraver la douleur de la famille du défunt.

II. — Une distinction s'impose, croyons-nous, lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux du tuteur. De deux choses l'une : la tutelle est organisée, ou elle ne l'est pas. Si la tutelle est organisée, le subrogé-tuteur est chargé, aux termes de l'article 420 du Code Civil, d'agir pour les intérêts du mineur ; celui-ci n'est donc pas sans tuteur : il a un représentant chargé de veiller à ses intérêts. Si, au contraire, la tutelle n'est pas organisée, le mineur se trouve sans protecteur, sans représentant pour défendre ses intérêts contre les intérêts opposés de son tuteur, et il serait imprudent de ne prendre aucune mesure.

En conséquence, lorsque les intérêts du mineur sont en opposition avec ceux du tuteur, le juge de paix devrait, d'office, apposer le scellé dans le cas où la tutelle n'aurait pas été organisée ; mais, dans le cas contraire, il devrait s'abstenir.

III. — Si le mineur est émancipé, comme il est capable de faire des actes d'administration, et notamment de requérir l'apposition des scellés, il n'y a pas lieu à l'apposition d'office, alors même qu'il serait privé de son curateur.

IV. — D'après l'article 819 Civ., si tous les héritiers ne sont pas présents, s'il y a parmi eux des mineurs « ou des interdits », le scellé doit être apposé dans le plus bref délai. Cette disposition du Code Civil a été modifiée par l'art. 911, 1^o Pr. qui prescrit l'apposition des scellés, si le mineur est sans tuteur et si le scellé n'est pas requis par un parent.

L'article 911 ne parlant pas des interdits, on se demande si l'article 819 subsiste en ce qui concerne les héritiers frappés

d'interdiction, et si, par suite, il y a lieu d'apposer les scellés d'office toutes les fois que, parmi les héritiers, il y aura des interdits. Le législateur de 1806 a pensé, avec raison, que, lorsque le mineur est pourvu d'un tuteur, celui-ci doit, sous sa responsabilité, veiller à la sauvegarde des intérêts de son pupille, et que, par suite, s'il y a lieu de faire apposer les scellés, c'est à lui qu'incombe le devoir de requérir l'accomplissement de cette formalité, que, dès lors, l'apposition d'office devient superflue.

Les mêmes motifs peuvent être invoqués en faveur de l'interdit, et l'on a tout lieu d'être surpris que l'article 911 ne parle pas des héritiers frappés d'interdiction. Toutefois, le silence du législateur peut être facilement expliqué. En effet : il arrive souvent, trop souvent même, que la tutelle d'un mineur n'est pas organisée, et que celui-ci n'a personne pour le représenter lorsqu'une succession vient à lui échoir. Au contraire, l'individu dont l'interdiction est provoquée ou a été prononcée se trouve légalement représenté par l'administrateur provisoire que le Tribunal a dû commettre après le premier interrogatoire (art. 497 Code Civil), ou par le tuteur que le Conseil de famille a dû nommer après le jugement prononçant l'interdiction, et, si le jugement a été frappé d'appel, après l'arrêt qui l'a confirmé. Ce sont sans doute là les raisons pour lesquelles l'art. 911, 1^o Pr. s'occupe des mineurs et garde le silence sur les interdits. Le législateur n'a pas prévu que l'interdit pût être dépourvu de tuteur, et cependant, cela peut arriver, lorsque, par exemple, le tuteur nommé par le Conseil de famille à l'interdit judiciaire vient à décéder, et qu'avant son remplacement il s'ouvre une succession intéressant cet interdit. Cela peut également arriver lorsqu'un individu est frappé d'une condamnation emportant interdiction légale et qu'une succession intéressant cet interdit légalement vient à s'ouvrir avant que le Conseil de famille ait pu se réunir pour lui nommer un tuteur et un subrogé-tuteur. Dans ce cas, le scellé doit être apposé d'office par le juge de paix, à moins que l'apposition n'en soit requise soit par un parent, soit par toute autre personne intéressée.

§ 2. Le juge de paix doit encore apposer d'office les scellés en cas d'absence du conjoint, des héritiers ou de l'un d'eux : art. 911, 2^o Pr.

I. — Que doit-on entendre par le mot « absence » ? Il est évident que la loi n'a voulu parler que de l'individu « non présent », de celui même dont l'existence est reconnue, mais qui, au moment du décès, n'est pas sur les lieux. Cela est fondé sur la nature même des choses : l'apposition des scellés a en effet pour objet tout à la fois de prévenir le détournement des effets de la succession au moment où celle-ci vient de s'ouvrir, et d'en faire constater la valeur afin de sauvegarder les droits des intéressés qui, n'étant pas actuellement sur les lieux, ne peuvent les défendre par eux-mêmes.

Il convient d'observer que le juge de paix ne devra agir qu'avec prudence afin qu'une mesure, salutaire par elle-même, ne devienne nuisible. Si donc l'absent était représenté par un mandataire, il devrait s'abstenir et attendre une réquisition de celui-ci.

II. — Questions de détail.

A. — Il y aurait lieu, croyons-nous, d'apposer les scellés, en cas de vocation à une succession d'héritiers dont l'absence est présumée ou même déclarée, et sur l'existence desquels, par conséquent, quelque doute peut s'élever. Dans cette hypothèse, en effet, il s'agit, non pas de statuer sur la dévolution des droits successifs qui se sont ouverts après la disparition de l'absent, mais bien de prendre des mesures conservatoires pour le cas de son retour. Il est vrai que l'article 136 du Code Civil semble écarter de la succession celui dont l'existence n'est pas reconnue : il attribue exclusivement, dans ce cas, la succession à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut. Or, en droit strict, on pourrait soutenir que, par rapport à la succession qui vient de s'ouvrir, l'héritier absent, dont l'existence n'est pas reconnue, est considéré comme s'il n'existait pas en effet, puisque provisoirement on l'écarte, et que, dès lors, il n'y aurait non plus aucune mesure conservatoire à prendre dans son intérêt. Toutefois, si l'article 136 n'admet pas l'absent comme héritier, les droits de

celui-ci sont, d'autre part, réservés, ainsi qu'il résulte de l'article 137 : de là même suit la nécessité d'en fixer la valeur. Ajoutons que les héritiers présomptifs de l'absent qui peuvent avoir été envoyés en possession de ses biens ne sont guère des administrateurs désintéressés, mais qu'ils seront portés à agir plutôt dans leur intérêt que dans celui de l'absent. Aussi l'intervention du juge de paix se justifie-t-elle dans cette hypothèse.

B. — Lorsqu'un individu disparaît et qu'il n'y a personne pour veiller à la conservation de ses effets et papiers, le juge de paix peut-il, d'office, apposer les scellés sur les effets de la personne qui a disparu ?

L'article 114 du Code Civil fournit la réponse à cette question. Il dispose que le Ministère public est spécialement chargé de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes. C'est donc au Procureur de la République à requérir du Tribunal les mesures qu'il croira convenables pour la conservation des intérêts de l'absent. Que si, à raison des circonstances, il y avait danger imminent de perte des effets de la personne qui a disparu, et que l'apposition des scellés parût être une mesure tout à la fois urgente et propre à les sauvegarder, le Procureur de la République pourrait la provoquer, parce que, en fait, la loi le charge spécialement de veiller aux intérêts des personnes absentes, et que toute mesure qui atteint plus sûrement ce but doit être la plus conforme à l'esprit de la loi.

En cas d'absence ou de disparition momentanée d'un individu, le juge de paix peut donc, croyons-nous, sur la réquisition qui lui en sera faite par le Parquet, apposer les scellés sur les effets de la personne disparue; mais il ne peut jamais les apposer d'office. Il devrait se borner à signaler au Procureur de la République l'absence et les motifs qui lui paraissent de nature à apposer d'urgence les scellés, afin de mettre ce magistrat à même de provoquer du Tribunal les mesures qui seraient nécessaires. Le juge de paix n'a pas en effet, comme le Procureur de la République, reçu de la loi mission spéciale de requérir, dans l'intérêt des absents, les mesures jugées utiles à la conservation de leurs droits, et il ne pourrait, de

son propre mouvement, se présenter au domicile de la personne qui a disparu et y apposer les scellés.

Quant aux créanciers, l'absence de leur débiteur ne leur enlève aucun de leurs droits. Ils peuvent donc, si leurs créances contre l'absent sont échues, agir contre lui soit par voie d'action principale pour obtenir un titre exécutoire, soit par voie d'exécution forcée s'ils sont pourvus d'un titre; dans le cas contraire, c'est-à-dire si leurs créances ne sont pas exigibles, ils peuvent éveiller la sollicitude du Ministère public sur les mesures conservatoires qui leur semblent conformes à leurs intérêts.

§ 3. Les scellés doivent être apposés d'office si le défunt était dépositaire public : art. 944, 3^o Pr.

On doit entendre par là tous ceux qui exercent des fonctions publiques qui les obligent à recevoir en dépôt, soit des fonds, soit des papiers ou d'autres objets.

S'il s'agit de deniers, le scellé devra être mis sur la caisse et sur les papiers relatifs à la comptabilité; s'il s'agit d'autres objets, ils seront réunis, et, suivant les circonstances, renfermés dans une armoire ou une chambre sur les portes de laquelle les scellés seront apposés.

I. — On doit considérer comme dépositaires publics les greffiers. En cas de décès d'un greffier, les scellés sont apposés sur les minutes et les répertoires.

II. — Aux termes de l'article 61 de la loi du 25 Ventôse an XI, en cas de décès d'un notaire, les minutes et répertoires doivent être mis sous scellés par le juge de paix de la résidence jusqu'à ce qu'un autre notaire en ait été provisoirement chargé par ordonnance du Président du Tribunal de l'arrondissement dans le ressort duquel est située la résidence où le notaire exerçait ses fonctions.

A. — La mise des minutes sous scellés est une mesure d'ordre public, qui n'est pas susceptible de fléchir devant les convenances particulières des héritiers, prétendraient-ils même qu'elle est inutile.

Si, avant la désignation du notaire provisoirement commis à la garde des minutes, il devenait urgent de se procurer une grosse ou expédition d'une minute, on pourrait présenter une

requête au Président du Tribunal, qui ordonnerait la levée momentanée des scellés à l'effet de rechercher la minute dont un notaire commis ferait l'expédition, sauf au juge de paix à réapposer ensuite les scellés.

Quoique le juge de paix, comme conservateur de l'intérêt public, doive veiller à ce que les transmissions des minutes et répertoires soient faites par les héritiers du défunt à qui de droit, il n'a nullement le droit d'en constater l'état matériel. Sa mission consiste uniquement dans ce cas à être présent lors de la rédaction de l'état sommaire exigé par la loi (Déc. Min. Just. 22 mai 1818).

B. — Ce n'est pas seulement le décès qui donne lieu aux mesures prescrites par l'article 61 de la loi du 25 Ventôse an XI. Elles peuvent encore être prises si le notaire se trouve, par toute autre cause, telles que la destitution ou la démission, privé de l'exercice de ses fonctions.

Une lettre du Ministre de la Justice en date du 23 février 1810 prescrit d'apposer les scellés sur les minutes lorsqu'un notaire est condamné correctionnellement à la prison.

C. — Lorsqu'un notaire est atteint d'aliénation mentale, une requête est adressée, soit par la famille, soit par le Procureur de la République, au Président du Tribunal, à l'effet de faire désigner provisoirement un notaire dont la mission sera de signer les actes et de garder les minutes en conformité de l'article 61 de la loi du 25 Ventôse an XI. Dans le cas où le notaire ne réside pas au chef-lieu d'arrondissement, le juge de paix doit apposer les scellés sur les minutes et les répertoires (Circ. Proc. Gén. Paris 9 et 13 juin 1855).

D. — Lorsqu'un notaire disparaît de son domicile, le juge de paix peut-il, d'office, apposer les scellés sur les minutes et répertoires de cet officier ministériel ?

Nous venons de voir que le scellé ne peut, en thèse générale, être apposé d'office que dans le cas de décès, démission, destitution, suspension ou aliénation mentale du notaire. Dans ces divers cas, le droit du juge de paix ne peut faire aucun doute. Mais, lorsqu'il s'agit de disparition, la question devient délicate, parce que l'on peut se trouver en présence d'une simple

absence plus ou moins prolongée. S'il était certain que le notaire fût réellement en fuite, par exemple si celui-ci avait laissé quelque écrit manifestant sa détermination à cet égard, le juge de paix ferait bien, croyons-nous, d'agir d'office. Mais, si rien n'indique, de la part du notaire, l'intention d'abandonner son poste, comme, en définitive, il peut avoir été obligé de s'absenter pour des motifs urgents et imprévus, et comme il peut revenir d'un moment à l'autre, le juge de paix, quelle que soit la rumeur publique, devra se borner à signaler le fait au Procureur de la République et attendre les instructions de son chef hiérarchique. En agissant autrement, il s'exposerait à une action en dommages-intérêts de la part du notaire qui, en rentrant chez lui, trouverait ses minutes et répertoires sous scellés.

III. — Les huissiers ne sont, ni des depositaires publics, ni des détenteurs de minutes. Par suite, en cas de décès d'un huissier, l'article 61 de la loi du 25 Ventôse an XI et l'art. 911, 3^e Pr. ne sont pas applicables ; il n'y a donc pas lieu pour le juge de paix d'apposer d'office les scellés sur les papiers se trouvant dans l'étude du défunt, ni à la nomination d'un dépositaire provisoire.

Cependant, les huissiers sont depositaires des minutes des ventes mobilières auxquelles ils ont procédé dans l'exercice de leur office ministériel, ainsi que de celles qui leur ont été transmises par leurs prédécesseurs ; ils peuvent en délivrer des expéditions authentiques et ils doivent les transmettre à leurs successeurs. Il semble donc que, si l'article 61 de la loi du 25 Ventôse an XI ne leur est pas applicable, puisque cet article ne concerne que les notaires, les huissiers devraient être considérés comme depositaires publics, tout au moins en ce qui concerne les minutes des ventes mobilières, et que, dès lors, le scellé devrait être apposé d'office sur lesdites minutes en vertu de l'art. 711, 3^e Pr.

En conséquence, le juge de paix agirait avec prudence en se faisant couvrir par une ordonnance de référé s'il éprouvait quelque opposition à l'apposition d'office de ses scellés, ou si on lui demandait la levée des scellés qui ont pu être apposés

sans qu'un dépositaire provisoire ait été préalablement chargé de la garde des minutes. Il est à peine besoin de faire remarquer qu'il ne peut s'agir que des huissiers exerçant dans des localités où il n'existe pas de commissaires-priseurs, les seuls qui aient qualité pour procéder à des ventes publiques de meubles.

IV. — S'il s'agit des comptables de l'administration des douanes, les registres de recette et autres ne sont pas mis sous scellé. Ils sont seulement arrêtés et paraphés par le juge, qui les remet au préposé chargé de la recette par intérim, lequel en demeure garant comme dépositaire de justice. Il en est fait mention dans le procès-verbal d'apposition. (Décret du 6 août 1791, art. 21, titre 13.)

V. — Aux termes du décret des 6-8 Pluviôse an II, art. 1^{er}, ceux qui ont des titres chez les dépositaires publics et tous autres détenteurs peuvent, lorsque les scellés ont déjà été apposés, requérir le juge de paix de les lever de suite pour leur remettre les pièces qu'ils réclament, en constatant cette remise par le procès-verbal.

Le juge de paix doit déférer à cette réquisition, à peine de dommages-intérêts.

§ 4. Avant le décret du 31 décembre 1889, le scellé devait être apposé d'office, lors du décès de tous les officiers généraux ou supérieurs, sans distinction entre l'armée de terre et l'armée de mer.

Depuis ce décret, il y a lieu de distinguer.

I. — Lors du décès d'un officier général, supérieur ou assimilé, de l'un des corps de la marine, en activité de service, l'autorité maritime peut requérir le juge de paix d'apposer les scellés, dans le plus bref délai, sur les meubles contenant des papiers, cartes, plans ou mémoires susceptibles d'intéresser le Département de la Marine et trouvés au domicile du défunt.

L'autorité maritime peut se faire représenter lors de l'apposition des scellés par un officier ou fonctionnaire délégué à cet effet.

Lors de l'inventaire des objets mobiliers ci-dessus men-

tionnés, ceux qui seront reconnus appartenir au Gouvernement ou que le délégué de l'autorité maritime juge devoir l'intéresser sont inventoriés séparément et remis au dit délégué sur son reçu. Toutefois, les travaux dont le défunt serait l'auteur ne peuvent être saisis : ils doivent être délivrés de suite aux ayants droit.

Le décret du 31 décembre 1886 a donc enlevé aux juges de paix toute initiative en cette matière. A l'autorité maritime seule appartient, quel que soit le grade de l'officier décédé, le soin de requérir le scellé. (Circ. minist., 6 janvier 1887.)

II. — Aussitôt après le décès d'un officier général ou supérieur de toute arme, d'un intendant ou sous-intendant militaire, officier de santé en chef des armées, les scellés doivent être apposés sur les papiers, cartes, plans et mémoires militaires autres que ceux dont le décédé est l'auteur, par le juge de paix du lieu du décès, en présence du maire de la commune ou de son adjoint, lesquels sont respectivement tenus d'en instruire de suite le général commandant la division et le Ministre de la Guerre. (Arrêté, 13 Nivôse an X, art. 1^{er}, et Inst. minist., 8 mars 1823.)

A. — Par les mots officiers « supérieurs », il faut entendre tous les officiers placés dans l'ordre hiérarchique après le général de brigade et avant le capitaine.

B. — L'accomplissement des formalités prescrites par l'arrêté sus-rappelé n'est pas moins nécessaire pour les officiers et fonctionnaires précités en non-activité ou rendus à la vie privée que pour ceux qui sont encore en activité de service. (Circ. Proc. gén., Paris, 9 juin 1876.)

C. — Les scellés doivent être apposés à une époque très rapprochée du décès, s'ils n'ont pu l'être immédiatement, car des délais très prolongés pour attendre la famille ou pour toute autre cause ont eu trop souvent pour effet d'empêcher le retour à l'Etat de documents importants. Les juges de paix ne doivent pas perdre de vue qu'en négligeant de sauvegarder les intérêts de l'Etat et en différant l'exécution des mesures conservatoires confiées à leur ministère, ils engagent leur responsabilité. (Circ., 9 juin 1876.)

Les juges de paix ne sauraient, sans manquer à leurs devoirs, se dispenser de procéder à l'apposition des scellés lorsqu'il ne résulte pas d'une manière évidente, de l'examen des papiers du défunt, qu'il ne s'en trouve aucun de nature à être réclamé par l'Etat. Dès l'instant que des doutes peuvent s'élever à cet égard, l'autorité militaire doit être appelée à intervenir pour apprécier le caractère et l'importance des documents dont il s'agit. (Circ. Min. Justice, 13 mai 1845.)

§ 5. Aux termes de l'art. 37 du décret du 6 novembre 1813, le juge de paix du lieu de la résidence d'un archevêque ou d'un évêque fera d'office, aussitôt qu'il aura connaissance de son décès, l'apposition des scellés dans le palais ou autres maisons qu'il occupait.

La mense épiscopale se trouve à l'abandon tant qu'il n'a pas été pourvu à son administration par une nomination expresse, mesure qui réclame toujours un certain laps de temps.

Il importe donc qu'aussitôt après le décès d'un archevêque ou d'un évêque le juge de paix du canton du lieu du décès, ceux des cantons où se trouvent situés, soit le palais épiscopal, soit les propriétés particulières du prélat, apposent les scellés d'office et d'urgence sur tous les objets divers, titres et papiers. (Circ. Min. Justice, 8 janvier 1884.)

§ 6. En cas de décès du titulaire d'une cure, le juge de paix sera tenu d'apposer les scellés d'office, sans rétribution pour lui et son greffier ni autres frais si ce n'est le remboursement du papier timbré. (Décret, 6 novembre 1813, art. 16.)

L'observation de cette disposition n'est pas exigée d'une manière absolue. La plupart des cures et succursales n'ont pas de patrimoine propre, et l'apposition des scellés ne présente, dès lors, d'utilité que dans certains cas particuliers, lorsqu'il y a eu, notamment, confusion dans la gestion des biens curiaux et des biens de la fabrique, immixtion du titulaire de la cure dans la gestion des biens de la fabrique.

Une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 8 janvier 1884, a atténué l'obligation imposée aux juges de paix par le décret précité. Elle autorise ces magistrats, dans l'hypothèse

qui nous occupe, à attendre, pour apposer les scellés, que cette mesure conservatoire soit demandée par les représentants de la fabrique, de la commune, ou par l'autorité supérieure.

§ 7. Les scellés doivent-ils être apposés sur les meubles et effets de l'individu dont on poursuit l'interdiction ?

Oui, répondent MM. Carré et Pigeau, à la condition que cet individu n'ait près de lui personne pour veiller à la conservation de ses effets.

Au premier abord, cette opinion paraît excessive, pour les motifs suivants :

1^o Supposons d'abord cet individu admis dans un établissement public d'aliénés. La loi du 30 juin 1838 ne prescrit pas l'apposition des scellés sur les effets des personnes admises dans ces établissements. On peut même dire qu'elle comporte implicitement la dispense de cette mesure, puisque l'art. 31 dispose que les commissions administratives ou de surveillance de ces établissements exercent, à l'égard des personnes non interdites qui y sont placées, les fonctions provisoires. Or, d'après l'article 497 Civ., l'administrateur provisoire est chargé de prendre soin de la personne et des biens du défendeur à l'interdiction ; donc, l'apposition des scellés est inutile lorsqu'il existe une commission administrative investie des mêmes pouvoirs qu'un administrateur provisoire.

2^o Supposons maintenant que, depuis l'introduction de la demande en interdiction, le défendeur ne soit pas placé dans un asile d'aliénés.

L'apposition des scellés, à la considérer en elle-même, dans son but, a pour objet de garantir les intérêts des tiers, et non pas de conserver à un individu sa propre chose lorsqu'il en est encore en possession. Si, cependant, on peut craindre que les effets de l'individu dont on poursuit l'interdiction ne soient détournés, on peut prendre d'autres précautions propres à assurer ses droits. Mais, en général, tout cela ne peut être réglé et autorisé que par le Tribunal même devant lequel se poursuit l'interdiction. De plus, toute mesure, quelle qu'elle soit, ne doit être prise qu'avec une grande réserve, puisque, tout individu étant supposé maître de ses droits jusqu'au juge-

ment qui le déclare interdit, il faut une urgence bien démontrée pour qu'on puisse ainsi provisoirement s'initier à ses propres affaires et le considérer comme déjà privé de ses droits avant que l'interdiction ait été prononcée.

En principe donc, il semble bien grave, en l'absence d'un texte positif, d'apposer les scellés au domicile d'une personne vivante et non encore privée de ses droits. Cependant, cette mesure peut être utile, et nous croyons qu'il serait imprudent d'attendre la décision du Tribunal sur ce point. Nous estimons donc qu'en matière d'interdiction le juge de paix ne doit jamais apposer les scellés d'office de peur de jeter la perturbation dans les affaires du défendeur et de lui nuire avec l'intention de le protéger. Il ne devra faire cette apposition que sur la requête des parents poursuivant l'instance en interdiction. Mais il devra, par précaution, renvoyer les requérants devant le Président du Tribunal Civil, lequel appréciera la cause de l'urgence et décidera s'il y a lieu d'ordonner l'apposition requise.

CHAPITRE II

Apposition sur réquisition.

L'intérêt étant le mobile des actions, il va sans dire que, pour requérir l'apposition des scellés, il faut y avoir un intérêt quelconque.

L'article 909 Pr. désigne tous ceux qui prétendent droit dans la succession ou la communauté, les créanciers, et, en cas d'absence, les personnes qui demeuraient avec le défunt, et même ses serviteurs et domestiques.

§ 1. Prétendant droit dans la succession.

I. — Héritiers légitimes.

A. — Cette première classe de prétendant droit dans la

succession comprend : 1^o Les enfants et descendants du défunt ; 2^o Ses ascendants ; 3^o Ses collatéraux.

B. — La qualité d'héritier n'a pas besoin d'être prouvée. Si la partie requérante se présente au juge de paix comme ayant les droits d'héritier, le juge de paix ne peut lui refuser son ministère, à moins, toutefois, que la notoriété publique ne repousse l'héritier.

C. — L'héritier à réserve a incontestablement le droit de faire apposer le scellé, alors même que le défunt aurait institué un légataire universel, parce qu'il est saisi d'une quote-part de la succession.

Son auteur ne peut même lui interdire le droit de faire apposer les scellés à son décès contre le gré de ses cohéritiers. S'il en était autrement en effet, on conçoit avec quelle facilité on éluderait les dispositions de la loi qui défendent de porter atteinte à la réserve établie en faveur des descendants et des ascendants.

D. — Que doit-on décider en ce qui concerne les héritiers légitimes non réservataires, par exemple les collatéraux, qui ont été exclus de la succession par un testament instituant un légataire universel ? Doivent-ils être considérés comme des prétendant droit dans la dite succession ? Et peuvent-ils, en cette qualité, requérir l'apposition des scellés ?

Un premier système, enseigné par MM. Toullier, Pigeau et Favard de Langlade, accorde à ces héritiers, de la manière la plus générale, la qualité de prétendant droit à la succession. Il s'appuie sur ces considérations que les héritiers non réservataires ont intérêt à s'assurer s'il existe ou non, dans les papiers du défunt, un autre testament, révoquant ou modifiant celui qui les a exhéredés, ou des documents de nature à justifier, soit la demande en nullité qu'ils se proposent d'introduire, soit la réclamation qu'ils se croient en droit de formuler en qualité de créanciers, et qui pourraient disparaître si les scellés n'étaient pas apposés ; qu'ils ont donc, à ce double point de vue, intérêt à faire constater régulièrement le patrimoine composant la succession. On ajoute que, pour le légataire universel, cette mesure ne présente que quelque gêne ou

quelques inconvénients qui ne sauraient balancer les intérêts de l'héritier.

Un second système, enseigné par MM. Boitard et Colmet-Daage, et auquel nous nous rallions, n'accorde la qualité de prétendant droit à la succession aux héritiers non réservataires qu'autant qu'ils ont manifesté leur intention formelle de recueillir la succession, soit en attaquant la validité du testament qui les exclut, soit en s'opposant à l'ordonnance d'envoi en possession du légataire.

Ce système paraît absolument conforme au texte et à l'esprit de la loi. 1^o Tout d'abord, le texte est formel : il n'attribue pas en effet le droit de requérir l'apposition des scellés d'une manière générale à tous les héritiers ; il l'attribue seulement, ce qui est tout à fait différent, à ceux « qui prétendront droit dans la succession ». Or, lorsqu'un héritier légitime non réservataire est exclu par testament d'une succession, s'il ne demande pas la nullité de ce testament et s'il laisse envoyer le légataire en possession sans protester, on ne peut dire sérieusement qu'il prétend droit dans cette succession. Pour prétendre à un droit, ou plutôt, pour pouvoir être considéré comme prétendant à un droit, il est nécessaire d'accomplir un acte par lequel on manifeste extérieurement, ostensiblement cette prétention ; or, dans notre hypothèse, l'héritier a gardé un silence absolu et une réserve complète en ce qui concerne son droit dans la succession : c'est donc bien qu'il ne prétendait pas à ce droit. L'héritier légitime non réservataire placé en face d'un légataire universel n'a point de titre qui lui donne des droits dans la succession ; il est au contraire exclu de cette succession par le testament instituant un légataire universel. Il faut donc nécessairement que cet héritier proteste contre son exclusion ; c'est cette protestation seule qui pourra lui donner la qualité, qui lui manque jusqu'alors, de prétendant droit à la succession. 2^o Au texte vient s'ajouter l'esprit de la loi. L'article 909 Pr. est fondé sur un double motif. D'une part, il est nécessaire d'empêcher le possesseur des meubles héréditaires de les détourner au préjudice des véritables ayants droit ou des créanciers de la succession ; c'est pour cela que

le législateur a autorisé dans certains cas la mesure conservatoire des scellés. Mais, d'autre part, il ne faut pas que cette mesure se transforme en mesure de vexation, et qu'un tiers quelconque puisse venir s'immiscer dans les affaires des familles et en pénétrer les secrets.

De là l'énumération essentiellement limitative de l'article 909 Pr., qui ne comprend que deux catégories de personnes admises à recourir à cette mesure, savoir les prétendant droit à la succession et les créanciers fondés en titre exécutoire ou autorisés. Un droit quelconque ne suffit donc même pas pour pouvoir requérir l'apposition des scellés, puisque les créanciers ne jouissent de cette faculté qu'autant qu'ils ont un titre exécutoire ou qu'ils sont autorisés par qui de droit. *A fortiori*, cette faculté doit-elle être refusée aux héritiers légitimes non réservataires qui sont exclus de la succession par un testament, alors qu'ils n'ont encore manifesté par aucun acte sérieux leur prétention d'ayants droit à cette succession. Les intérêts de ces héritiers ne sont nullement sacrifiés. L'article 917 Pr. leur donne en effet le moyen de sauvegarder leurs intérêts ; ils peuvent, s'ils soupçonnent l'existence d'un autre testament, le faire rechercher par le juge de paix, soit au moment de l'apposition des scellés, soit même, bien que le texte précité ne le dise pas, au moment de la levée de ces scellés. Et alors, de deux choses l'une, ou ces recherches demeurent infructueuses, et dans ce cas on ne comprend plus leurs prétentions, ou bien, au contraire, ces recherches aboutissent et amènent la découverte d'un autre testament ; dans ce cas, les dits héritiers puiseront dans ce nouveau testament le droit de procéder à un inventaire des biens mobiliers de la succession.

E. — Lorsqu'une succession est échue à une femme mariée, est-ce à elle ou à son mari qu'appartient le droit de requérir l'apposition des scellés ? — Il faut distinguer.

Si les époux sont mariés sous un régime qui donne au mari l'administration des biens de sa femme, les deux époux auront l'un et l'autre la faculté de faire cette réquisition : le mari, parce que l'apposition des scellés est une mesure conservatoire, et que ces mesures constituent des actes d'administration ; la

femme, parce qu'il s'agit d'un droit qui lui est personnel. Au contraire, si la femme est séparée de biens, le droit de requérir l'apposition des scellés n'appartiendra qu'à elle seule.

II. — Enfants naturels.

L'enfant naturel, étant investi d'un droit dans la succession de ses père et mère, a sans aucun doute qualité pour requérir l'apposition des scellés. S'il était décédé lui-même, ses descendants auraient également qualité, puisqu'ils peuvent réclamer les droits qui lui sont attribués.

III. — Donataires et légataires.

A. — La loi distingue trois sortes de donataires et de légataires.

a). — Donataires et légataires universels. — Ce sont ceux que le défunt gratifie de l'universalité de ses meubles ou immeubles (art. 1003 Civ.).

Ils peuvent avoir intérêt à l'apposition des scellés, savoir : le donataire, lorsque le donateur a conservé l'usufruit de ses biens-meubles ; le légataire, lorsqu'il est en concurrence avec des héritiers réservataires, des légataires particuliers ou des créanciers, soit pour la conservation des titres et du mobilier, soit pour constater la valeur du mobilier, afin de déterminer la quotité pour laquelle chacun est tenu de contribuer aux dettes.

b). — Donataires et légataires à titre universel. — Ce sont ceux que le défunt gratifie d'une quote-part de tous ses biens, meubles et immeubles, ou de tout son mobilier, ou de tous ses immeubles, ou d'une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier (art. 1010 Civ.).

Ces bénéficiaires du défunt sont nécessairement en concours avec d'autres ayants droit, et il leur importe, dans l'intérêt commun, de conserver, par l'apposition des scellés, la masse de la succession en l'état où elle se trouve lors du décès du disposant.

c). — Donataires et légataires à titre particulier. — D'après l'article 1010 Civ., tout autre don ou legs, quels que soient les biens qu'il comprenne, n'est qu'un don ou un legs à titre particulier.

Le donataire ou légataire particulier a toujours intérêt à faire constater l'état réel de la succession, afin de prévenir la réduction qui pourrait l'atteindre dans le cas où l'on prétendrait que le don qui lui a été fait excède la quotité disponible.

IV. — Exécuteurs testamentaires.

L'exécuteur testamentaire n'est pas, en cette seule qualité, prétendant droit dans la succession. Mais il est principalement institué par la loi pour assurer l'exécution des volontés du testateur et pour acquitter les legs ; il est, en quelque sorte, le mandataire des légataires.

Aux termes de l'article 1031 Civ., il est tenu de faire apposer les scellés s'il y a des héritiers mineurs, interdits ou absents. En combinant les dispositions de cet article avec celles des articles 910 et 911 Pr., on peut dire que l'obligation de requérir l'apposition des scellés cesse pour l'exécuteur testamentaire lorsque les héritiers mineurs ou interdits ont des tuteurs ou des curateurs présents, parce que ceux-ci peuvent et doivent agir eux-mêmes.

Toutefois, lorsque l'héritier est absent, l'exécuteur testamentaire qui a le premier connaissance, et du décès, et du testament, et de l'état de l'hérédité, est plutôt dans l'obligation d'agir que le ministère public et le juge de paix, qui peuvent pendant longtemps les ignorer. Il devrait, tout au moins, aviser, soit le Procureur de la République, soit le juge de paix.

§ 2. Prétendant droit dans la communauté.

I. — Conjoint survivant.

II. — Héritiers de l'époux prédécédé.

Comme le conjoint survivant, ils sont des prétendant droit dans la communauté. A ce titre, ils peuvent requérir l'apposition des scellés sur les effets dépendant de la communauté de biens ayant existé entre l'époux décédé et le conjoint survivant.

III. — Aux termes de l'article 270 Civ., la femme commune en biens, demanderesse ou défenderesse en divorce, peut, en tout état de cause, à partir de la date de l'ordonnance de comparution devant le juge conciliateur, requérir, pour la conservation de ses droits, l'apposition des scellés sur les effets

mobiliers de la communauté. La jurisprudence reconnaît ce même droit à la femme demanderesse ou défenderesse en séparation de corps.

Pour requérir l'apposition des scellés, la femme n'a pas besoin d'une autorisation spéciale. Elle n'a qu'à présenter l'expédition du procès-verbal de non-conciliation dressé en exécution de l'article 239 Civ., et, sur la production de cette pièce, le juge de paix doit se présenter au domicile conjugal et apposer les scellés sur les biens de la communauté, sauf à en référer au Président en cas de résistance sérieuse de la part du mari.

Les mêmes droits sont généralement reconnus au mari demandeur ou défendeur en divorce ou en séparation de corps.

IV. — Le même droit existe au profit de la femme demanderesse en séparation de biens. — Ce n'est en effet qu'en vue de la séparation de biens qu'entraîne la séparation de corps que l'apposition des scellés peut être requise dans le cas prévu par l'article 270 Civ. La demande en séparation de biens doit donc, sous ce rapport, produire les mêmes effets que la demande en séparation de corps.

§ 3. Créanciers.

Aux termes de l'article 909, 2^o Pr., l'apposition des scellés peut être requise par les créanciers fondés en titre exécutoire ou autorisés par une permission, soit du Président du Tribunal de première instance, soit du juge de paix du canton où le scellé doit être apposé.

I. — Motif de cette exigence.

L'apposition des scellés entraînant des frais, on n'a pas voulu que la faculté d'en requérir l'apposition pût être exercée par des personnes qui n'auraient pu justifier de leur droit.

II. — Il résulte des termes généraux de la loi que l'article 909 du Code de Procédure comprend ceux qui, à défaut d'un titre exécutoire, en produisent un assez apparent pour que le magistrat estime qu'il peut les autoriser à requérir les scellés.

III. — Il n'y a pas lieu de distinguer entre les créances exigibles et celles qui ne le sont pas, parce que la loi n'a pas

fait cette distinction. Ainsi, un créancier, quoique sa créance ne soit pas encore échue, peut requérir l'apposition des scellés sur les biens mobiliers de son débiteur qui se trouvent hors du domicile mortuaire, alors surtout que ses héritiers usent des délais pour faire inventaire et délibérer, sans prendre des mesures pour prévenir la détérioration des biens de la succession.

IV. — Le droit d'intervention des créanciers de la succession, des créanciers du défunt n'est pas contestable.

D'une part, en effet, l'article 820 Civ. les autorise expressément à requérir l'apposition des scellés à la seule condition d'être munis d'un titre exécutoire ou d'obtenir la permission du juge ; d'autre part, l'article 821 du même Code leur permet de former opposition à la levée des scellés sans titre exécutoire ni permission du juge.

V. — Les créanciers personnels de l'héritier peuvent-ils requérir l'apposition des scellés sur les effets d'une succession échue à leur débiteur ?

Une première opinion, enseignée dans l'ancien droit par Bourjon, et suivie par Chabot, Thomine-Desmazures, Favard de Langlade, refuse aux créanciers personnels de l'héritier le droit de requérir l'apposition des scellés. Elle les autorise seulement à former opposition à la levée des scellés déjà apposés. Elle se fonde sur les considérations suivantes : 1^o Le mot « créanciers », employé sans aucune addition ni explication dans les articles 820 Civ. et 909, 2^o Pr. ne peut s'appliquer qu'aux créanciers de la succession. La faculté de requérir l'apposition des scellés leur est virtuellement refusée par les articles 882 Civ. et 934 Pr. qui fixent et délimitent leurs droits : ils peuvent intervenir au partage, ils peuvent former opposition à la levée des scellés ; voilà tout ce qui leur est permis. Ce qui démontre que la loi ne veut pas de leur intervention dans l'apposition des scellés, c'est que, lorsqu'ils ont formé opposition à leur levée, elle leur y interdit d'assister. Le motif, c'est que le législateur a craint l'immixtion d'un étranger dans les secrets de la famille ; il a voulu que les affaires intérieures du défunt fussent à l'abri d'investigations qu'un intérêt assez

puissant ne vient pas justifier. Les créanciers personnels d'un héritier doivent donc être repoussés dans leur réquisition des scellés ; 2° C'est en vain que l'on objecte les dispositions générales des articles 1166 et 1167 Civ. ; l'article 1166 n'est pas applicable dans l'espèce, puisque l'héritier exerce lui-même ses droits ; l'article 1167 n'est pas plus applicable, puisque les parties ne dénoncent aucun des actes de leur débiteur comme fait en fraude de leurs droits.

Une seconde opinion, soutenue par Carré et Chauveau, Pigeau, Delvincourt, Dutruc, Boitard, et que nous adoptons, enseigne qu'aucune disposition légale n'interdit aux créanciers personnels de l'héritier agissant au nom de leur débiteur de requérir l'apposition des scellés. 1° Le droit de requérir l'apposition des scellés sur les effets mobiliers d'une succession est une mesure purement conservatoire ; pour la requérir, il n'est pas nécessaire de prendre qualité, c'est-à-dire de faire acte d'héritier : il suffit de prétendre droit dans la succession ; 2° Ce droit ne saurait être considéré comme un droit exclusivement attaché à la personne des héritiers. La preuve en est que ce droit appartient à d'autres qu'aux héritiers, notamment aux créanciers du défunt, et, d'une manière générale, à tous ceux qui ont un droit à prétendre dans la succession (art. 909 Pr.). Les créanciers des héritiers peuvent donc exercer ce droit, non pas, il est vrai, en leur propre nom et de leur chef, comme peuvent le faire les créanciers de la succession, mais au nom et du chef de l'héritier, leur débiteur ; 3° C'est en vain que l'on objecte l'esprit de la loi, à savoir que le législateur aurait voulu, avant tout, écarter les étrangers des affaires de la famille, et que, par suite, le droit de requérir l'apposition des scellés doit être refusé à tous ceux au profit desquels la loi ne l'a pas expressément consacré. Cette objection est facile à réfuter. En effet, si l'intérêt des familles est respectable, n'en est-il pas de même de celui des créanciers qui ne sont pas encore désintéressés ? — Faut-il, sous prétexte d'éviter l'immixtion des étrangers dans les secrets de la famille, exposer les créanciers à laisser détourner par les héritiers les biens de la succession qui constituent leur gage ? — Le législateur

ne l'a pas pensé. Sans doute, un texte formel, l'article 820 Civ., reconnaît aux créanciers de la succession le droit de faire apposer les scellés sur les biens héréditaires. Mais s'il n'existe pas de disposition analogue pour les créanciers personnels de l'héritier, ce silence de la loi ne saurait se retourner contre eux. Un texte spécial était inutile, puisque ces créanciers trouvent, dans le droit commun de l'article 1166 Civ., le droit d'agir au lieu et place de leur débiteur, et, par suite, de requérir l'apposition des scellés si ce débiteur ne l'a pas requise de lui-même ; 4° Ne serait-il pas contradictoire de permettre aux créanciers personnels de l'héritier d'intervenir au partage pour empêcher qu'il ne soit fait en fraude de leurs droits, et de ne pas les autoriser à requérir l'apposition des scellés, afin de leur permettre ainsi de prévenir la fraude à l'égard du mobilier que devra comprendre le partage ? — Le droit d'intervention au partage implique le droit de requérir l'apposition des scellés sur les effets de la succession ; ce droit d'intervention ne sera réellement utile, ne produira toute son efficacité qu'autant que les créanciers auront entre leurs mains les moyens de prévenir dès l'abord les détournements qu'ils pourraient craindre de la part des héritiers. L'opposition au partage peut ne pas suffire pour prévenir la fraude ; un héritier commencerait par soustraire de l'argent, des titres, et n'attendrait pas le partage pour consommer la fraude : il deviendrait ainsi très difficile, souvent même impossible de la constater ; 5° Il serait inexplicable que, pouvant même accepter la succession au nom de leur débiteur en cas de renonciation de la part de celui-ci, ils fussent privés du droit de prendre une mesure qui tend à empêcher le détournement des objets mobiliers que cette succession renferme.

VI. — Le droit de faire apposer les scellés, n'étant pas exclusivement attaché à la personne, devrait également être reconnu en faveur des créanciers d'un créancier du défunt.

VII. — Mais il ne saurait être reconnu aux créanciers du créancier de l'héritier. En effet, si l'article 1166 Civ. permet aux créanciers d'exercer les droits et actions de leur débiteur, il ne leur permet nullement d'exercer les droits et actions du débiteur de leur débiteur.

§ 4. Personnes demeurant avec le défunt, ses serviteurs et domestiques.

L'intérêt que ces personnes sont supposées porter aux héritiers, et la nécessité de mettre leur propre responsabilité à couvert ont dicté cette disposition de l'article 909, 3^e Pr. Toutefois, la loi ne leur impose cette obligation qu'en cas d'absence du conjoint, des héritiers ou de l'un d'eux ; l'absence, ici, doit s'entendre dans le sens de non-présence.

§ 5. Officiers ministériels à la suite de certaines saisies.

Aux termes de l'article 59, 1^o Pr., les scellés doivent être apposés en cas de saisie-immobilière pratiquée en l'absence du débiteur et faisant découvrir des papiers dans sa demeure.

La loi ne s'explique pas sur la nature des papiers dont l'existence peut donner lieu à l'apposition des scellés. Il est bien évident qu'il faut qu'il s'agisse de titres ou de documents de quelque valeur. C'est à l'huissier à apprécier, sous sa propre responsabilité, s'il y a lieu de requérir l'apposition des scellés.

§ 6. En cas de faillite d'un héritier appelé à une succession, le syndic de cette faillite a le droit de requérir l'apposition des scellés sur les biens de la succession échue au failli.

§ 7. Il résulte de la combinaison des articles 820 et 1872 Civ. que les créanciers d'une Société, porteurs d'un titre exécutoire ou autorisés par le Juge, peuvent, en cas de dissolution de cette Société, requérir l'apposition des scellés sur l'actif social.

§ 8. Question.

Les cas dans lesquels la loi impose ou autorise l'apposition des scellés sont-ils limitatifs ?

La jurisprudence tend à permettre l'application de cette mesure dans les cas analogues à ceux qu'a prévus le législateur. Le scellé a pour but de prévenir les soustractions, et, par conséquent, de protéger les droits qui pourraient être compromis ; il doit donc être permis d'y recourir toutes les fois qu'un intérêt sérieux de conservation l'exige. Bien qu'il s'agisse d'une mesure conservatoire, le juge ne doit l'ordonner que s'il existe des craintes, de graves présomptions de détournement.

D'une manière générale, on ne peut apposer les scellés avant le décès, même pour prévenir la spoliation que pourraient faire les personnes qui se trouvent auprès du mourant; comme cet inconvénient est préférable à celui qui résulterait de l'apposition de scellés sous les yeux d'un malade, que cette opération pourrait priver de toute espérance, et même de la vie, il vaut mieux courir le risque de cette spoliation que s'exposer à hâter sa fin. Mais, si un malade qui craint cette spoliation s'armait d'assez de courage et demandait le scellé, on ne pourrait le refuser : on en confierait alors la garde à une personne qu'il désignerait.

CHAPITRE III

Procédure de l'apposition.

§ 1. Juge de paix compétent, articles 907 et 912 Pr.

I. — L'apposition des scellés est exclusivement dévolue au juge de paix du lieu où sont les effets, et à ses suppléants.

Le Code de Procédure, conforme en cela à l'article 7 de la loi du 6 mars 1794, a fait cesser le droit de suite, en vertu duquel les officiers du Châtelet apposaient dans toute la France les scellés sur les effets des personnes qui, au moment de leur décès, avaient leur principal domicile à Paris.

Par le mot « lieu », il faut entendre non pas celui où la succession s'est ouverte, mais celui où se trouvent des effets de la succession. De sorte que, si le défunt a laissé des maisons ou d'autres locaux garnis d'effets mobiliers dans plusieurs cantons différents, l'apposition doit être faite dans chacun par le juge local. D'autre part, si une maison limitrophe du canton appartenant à une même personne avait des dépendances sur le canton voisin, et que des objets mobiliers dépendant de cette propriété se trouvassent sur les deux cantons, les scellés

devraient y être apposés, après le décès du propriétaire, par chacun des juges de paix dans les limites de leurs cantons respectifs.

II. — L'opération commencée par le juge de paix pourrait être continuée par son suppléant.

III. — Dans toutes les opérations qui se réfèrent à l'apposition des scellés, le juge de paix doit être assisté de son greffier. La présence de celui-ci est indispensable.

IV. — En cas d'empêchement légitime du juge de paix et de ses suppléants, à quel expédient faudrait-il recourir ?

L'art. 1^{er} de la loi des 16-26 Ventôse an XII sur l'organisation judiciaire dispose que, dans ce cas, le tribunal dans l'arrondissement duquel est située la justice de paix renverra les parties devant le juge de paix le plus voisin.

Il semble équitable d'étendre cette disposition aux fonctions extrajudiciaires des juges de paix, et notamment à l'apposition des scellés. Sans doute, ces magistrats sont sans attribution et sans pouvoir hors de leur canton, tant qu'ils se trouvent renfermés dans les limites fixées par le décret de leur nomination. Mais, dès que le tribunal, dont l'autorité et la juridiction s'étendent sur tout l'arrondissement, les investit d'un droit nouveau, ce n'est pas au décret contenant leur nomination qu'il faut s'attacher pour savoir où s'arrête leur pouvoir, mais à la délégation qu'ils ont reçue des juges supérieurs.

Toutefois, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de recourir au tribunal tout entier. Le président du siège, investi d'un pouvoir discrétionnaire pour ordonner des mesures conservatoires, peut seul désigner un juge de paix voisin pour procéder à l'apposition des scellés, sans qu'il soit nécessaire d'appeler les parties intéressées.

V. — Les juges de paix et leurs suppléants avaient jadis droit à des vacations pour les appositions de scellés.

Ces droits et vacations ont été supprimés par la loi du 21 juin 1845. Il ne leur est alloué d'indemnité de transport que quand ils se rendent à plus de cinq kilomètres du chef-lieu de canton. Elle est de 5 francs au delà de cinq kilomètres et de 6 francs au delà d'un myriamètre.

Cette loi ne concerne que les juges de paix; les greffiers restent soumis au tarif de 1807.

VI. — Dans les pays étrangers, les consuls sont chargés d'apposer les scellés sur les biens des Français décédés dans les pays où ils exercent leurs fonctions.

§ 2. En quels lieux les scellés doivent être apposés.

Les scellés peuvent être apposés, non seulement dans la dernière demeure du défunt ou dans ses diverses habitations, mais encore au domicile d'un tiers lorsqu'il y a de fortes présomptions que dans ce domicile se trouvent des meubles dépendant de la succession.

§ 3. Sur quels objets les scellés doivent être apposés.

I. — Les scellés doivent être apposés sur tous les effets mobiliers de la personne dont ils ont pour objet de conserver les biens, et, quand c'est utile, sur les portes et fenêtres.

II. — Ils doivent même, autant que possible, être placés sur les immeubles par destination. Les animaux et instruments employés à la culture sont simplement mentionnés dans le procès-verbal d'apposition.

III. — Dans le cas d'apposition des scellés sur les effets et papiers des comptables de l'administration des douanes, les registres de recette et autres ne sont pas mis sous scellés. Ces registres sont seulement arrêtés et paraphés par le juge qui les remet au préposé chargé de la recette par intérim, lequel en demeure garant comme dépositaire de justice, et il en fait mention dans le procès-verbal d'apposition de scellés. (Décret du 6 août 1791, titre 13, art. 21.)

§ 4. Epoque de l'apposition.

I. — Lorsque l'apposition des scellés est reconnue nécessaire, il est évident qu'on doit y procéder le plus tôt possible. La loi n'indique pas d'époque fixe pour l'accomplissement de cette opération.

En cas de décès, elle a lieu ordinairement avant que le corps soit enlevé. Si le scellé n'a pas été apposé avant l'inhumation, le juge de paix doit constater par son procès-verbal le moment où il a été requis de l'apposer et les causes qui ont retardé, soit la réquisition, soit l'apposition (art. 913 Pr.) Il

importe en effet que l'on puisse ultérieurement vérifier si le retard a été causé par la négligence du juge ou par le calcul des parties intéressées.

Nous avons examiné plus haut la question de savoir si l'apposition des scellés peut avoir lieu du vivant d'une personne sur ses effets mobiliers, sans autres motifs que l'imminence de sa mort et le danger d'une spoliation.

II. — Le scellé peut être requis pendant toute la durée du temps accordé à l'héritier pour exercer ses droits dans la succession du défunt. La faculté d'accepter ou de répudier ne se prescrivant à son égard que par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers (art. 789 Civ.) et cette prescription étant de trente ans (art. 2262 Civ.), il a incontestablement tout ce délai pour requérir l'apposition du scellé.

Un certain auteur (Longchampt) croit pouvoir s'autoriser de l'article 880 du Code Civil pour admettre, comme un principe général et sans exception, que le scellé ne peut plus être requis ni apposé trois ans après l'ouverture de la succession. Après ce laps de temps, ce droit serait prescrit. Cette opinion ne saurait être admise. En effet, l'article 880 du Code Civil est uniquement relatif aux créanciers de la succession qui demandent la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier : il n'a rien de commun avec les héritiers eux-mêmes. Sans doute, relativement aux meubles de la succession, les créanciers du défunt qui laissent passer trois ans sans demander la séparation des patrimoines ne sont plus recevables à la demander, et, par suite, on peut dire qu'ils ne sont pas davantage recevables à requérir l'apposition des scellés sur ces meubles trois ans après l'ouverture de la succession, la prescription étant accomplie. Mais la même prescription n'est pas admise contre l'héritier proprement dit. La lui appliquer serait étendre l'effet d'une disposition pénale, ce qui est contraire à tous les principes. Ainsi, de même que les héritiers, les donataires et légataires conservent, pendant trente ans, les droits sur les meubles comme sur les immeubles de l'hérédité, de même ils conservent, pendant tout ce temps, le droit de

requérir l'apposition des scellés (art. 789 et 2262 Civ.). Peut-être dira-t-on que le mobilier aura disparu dans le cours de cette longue période. S'il en est ainsi, il ne sera pas matériellement possible de le couvrir d'un scellé. Mais l'héritier peut se trouver dans quelqu'un de ces cas où l'apposition des scellés et l'inventaire sont indispensables, par exemple s'il a fait au greffe une déclaration d'héritier bénéficiaire (art. 794 Civ.) ; il fera alors dresser par le juge de paix un procès-verbal de carence (art. 924 Pr.).

III. — La loi, disions-nous, ne fixe aucun délai après lequel l'apposition du scellé n'est plus possible. Cependant l'article 923 Pr. dit que, lorsque l'inventaire est terminé, les scellés ne peuvent être apposés, à moins que cet inventaire ne soit attaqué. Une ordonnance du Président du Tribunal est alors nécessaire pour ordonner l'apposition.

En règle générale, le scellé n'est plus nécessaire lorsque l'inventaire est parachevé, cet inventaire ayant en effet pour but de constater l'état et la nature des objets qui y sont détaillés. Mais il peut se faire que l'inventaire soit infidèle, qu'il soit dressé en l'absence de quelqu'une des parties intéressées ou au préjudice de ses droits. Dans ces différents cas, la loi laisse un recours aux parties lésées : elle leur accorde la faculté de requérir l'apposition des scellés sur les objets inventoriés. Dans ce cas, le requérant doit s'adresser au Président du Tribunal Civil, lui exposer, dans une requête, les faits, et lui demander l'autorisation de faire apposer les scellés. Si le Président juge l'apposition utile, il rend une ordonnance en vertu de laquelle le juge de paix procède au scellé sur la réquisition et en présence de la partie ou de son mandataire.

Le même article 923 ajoute que, si l'apposition des scellés est requise pendant le cours de l'inventaire, les scellés ne seront apposés que sur les objets non inventoriés. Dans cette hypothèse, il ne s'agit plus d'un inventaire argué de nullité ou d'infidélité ; car, s'il en était ainsi, on pourrait, comme dans le cas prévu par le § 1 du même article, et avec l'ordonnance du Président, apposer le scellé sur tout le mobilier, même sur la partie inventoriée. Il s'agit seulement du cas où, sans avoir à

élever, contre la partie de l'inventaire déjà terminée, le moindre reproche de fraude ou d'inexactitude, le requérant, soit qu'il croie la chose utile à ses intérêts, soit qu'il prétende que l'inventaire est inopportun ou même nul, soit pour défaut de qualité de la part de celui qui le fait dresser, soit pour tout autre motif, peut l'arrêter en faisant apposer les scellés sur les objets non encore inventoriés. Pour cela, il n'a pas besoin de l'ordonnance du Président. Sa qualité d'ayant droit dans la succession lui suffit. Toutefois, si la partie qui fait procéder à l'inventaire s'opposait au scellé, le juge de paix devrait en référer au Président.

§ 5. Forme de l'apposition.

I. — L'apposition consiste dans l'application du sceau du juge de paix sur des bandes de toile ou de papier placées sur les serrures des portes qui renferment les objets à conserver. Il n'est pas nécessaire que le juge de paix procède lui-même à cette opération : elle peut être faite par le greffier sans pour cela être entachée de nullité; il suffit que le juge de paix y préside et la constate.

Les juges de paix et leurs suppléants, dit l'article 908 Pr., doivent se servir d'un sceau particulier, qui restera entre leurs mains, et dont l'empreinte sera déposée au greffe du Tribunal de première instance.

II. — L'accomplissement de toutes les mesures et formalités qu'exige l'apposition des scellés est constaté par un procès-verbal qui doit contenir les énonciations énumérées par l'article 914 Pr.

Ces mentions sont les suivantes :

A. — Date des an, mois, jour et heure. Conformément au décret du 10 Brumaire an XIV (1^{er} novembre 1805), le procès-verbal doit en outre indiquer l'heure à laquelle chaque séance commence et celle où elle finit. En cas d'interruption dans l'opération avec renvoi à un autre jour ou à une autre heure de la même journée, il doit en être fait mention dans l'acte, qui doit être signé des parties, du juge de paix et de son greffier.

B. — Motifs de l'apposition. — Ces motifs résultent le plus souvent de l'intérêt que la partie requérante a dans la succes-

sion ou dans la communauté. Alors on les exprime par la seule mention de sa qualité d'héritier, de légataire, de donataire ou de conjoint survivant. Si c'est un créancier, on désigne son titre. Si le juge de paix agit d'office, il indique la circonstance qui donne lieu à son action.

C. — Noms, profession et domicile du requérant, soit réel, soit élu, afin que l'on puisse faire à ce domicile toutes les significations et oppositions nécessaires sans être obligé d'aller au domicile réel, qui pourrait être fort éloigné.

S'il n'y a pas de partie requérante, le procès-verbal énonce que le scellé est apposé d'office, ou sur la réquisition du Procureur de la République, ou sur la déclaration soit du maire, soit de son adjoint.

D. — Ordonnance qui permet le scellé, s'il en a été rendu.

E. — Composition et dires des parties. — Le procès-verbal mentionnera, par exemple, si une partie requiert un référé, une perquisition d'effets, etc.

F. — Désignation des lieux, bureaux, coffres et armoires sur les ouvertures desquels le scellé est apposé. — Le juge de paix devra agir avec autant de prudence que de sagacité, bien examiner toutes choses et établir partout les scellés, de manière à rendre impossible tout accès dans l'intérieur des appartements et des meubles couverts des scellés. Lorsqu'il y a lieu, on peut faire placer, dans la pièce qui paraît la plus commode et la plus sûre, tout le mobilier susceptible d'être déplacé et les objets les plus précieux.

G. — Description sommaire des objets qui ne sont pas mis sous scellés, c'est-à-dire tout ce qui peut être utile aux personnes qui restent dans les appartements.

H. — Serment, lors de la clôture de l'apposition, par ceux qui demeurent dans le lieu, qu'ils n'ont rien détourné, vu ni su qu'il ait été rien détourné directement ni indirectement. — Les personnes qui demeurent dans le lieu où les scellés sont apposés ont, en quelque sorte, détenu les effets. Il fallait donc, au moyen du serment, s'assurer de leur fidélité ; mais ce serment, qui ne constitue qu'une simple mesure de précaution, n'empêcherait pas les héritiers et autres parties intéressées de

faire preuve, par tous les moyens possibles, même en déférant un nouveau serment, que les effets de la succession ont été détournés.

I. — Etablissement du gardien présenté, s'il a les qualités requises, sauf au juge de paix, s'il ne les a pas, ou s'il n'en est pas présenté, à en établir un d'office. — La présentation et l'établissement du gardien devant être faits au moment où le scellé vient d'être apposé et avant la clôture du procès-verbal, il s'ensuit que le droit de présentation appartient à toute personne intéressée à l'opération et y ayant assisté. En cas de concurrence, le juge de paix doit, parmi les gardiens présentés, choisir de préférence celui qui lui paraîtra offrir le plus de garantie, notamment au point de vue de la probité ; mais, si les parties étaient d'accord pour présenter le même gardien, et si celui-ci réunissait les qualités requises, le juge de paix ne pourrait le refuser et en établir un d'office.

a). — Qu'entend-on par « qualités requises ? » La loi étant muette à cet égard, on a longtemps discuté sur ce point. Les uns ont pensé qu'il fallait se conformer à l'article 598 Pr., sans remarquer que cet article vise exclusivement la saisie-exécution, et que, par conséquent, les exclusions qu'il prononce ne peuvent trouver leur application en matière d'apposition de scellés. D'autres, s'appuyant sur l'article 603 du même Code, ont voulu que, la garde des objets saisis ne pouvant être confiée qu'à des personnes contraignables par corps, il en fût de même, par analogie, pour la garde des objets mis sous scellés. Cette dernière opinion pouvait se justifier avant la promulgation de la loi du 22 juillet 1867 qui a aboli la contrainte par corps en matière civile. Depuis cette loi, nous croyons qu'il faut chercher ailleurs la solution. Si le législateur n'a pas cru devoir expliquer ce qu'il voulait dire par les mots « qualités requises », c'est que cette explication découlait naturellement des principes du droit. En effet, le gardien des scellés est dépositaire ; le dépôt est un contrat ; tout gardien de scellés doit donc avoir les qualités requises pour contracter. Par suite, les personnes incapables de contracter, telles que les mineurs, les interdits, les femmes mariées, ne peuvent être établies gardiennes de

scellés. Cependant, nous croyons que les femmes mariées pourraient, à la rigueur, recevoir une mission de cette nature, mais à la condition d'y être autorisées par leurs maris ; mais, dans aucun cas, une femme mariée ne peut être, aux termes du décret du 6 Vendémiaire an III, gardienne des scellés apposés sur des objets appartenant à l'Etat.

b). — Le juge de paix mentionne l'acceptation du gardien, lequel signe le procès-verbal, à moins qu'il ne le sache ou ne le puisse. Une question se pose : le gardien établi d'office est-il obligé d'accepter ? L'établissement du gardien est une formalité substantielle de l'apposition des scellés, formalité que le juge de paix ne peut se dispenser d'accomplir. Nous estimons donc que, si la personne désignée par ce magistrat ne justifie d'aucun empêchement légitime, elle est obligée d'accepter la mission qui lui est confiée. Si cette personne persistait dans son refus, le juge de paix devrait lui faire injonction d'avoir à accepter une mission qui lui est confiée au nom de la loi, et consigner, sur son procès-verbal, le refus du gardien et l'injonction à lui adressée. La sanction du droit ainsi exercé par le juge de paix consisterait en ce que les tribunaux devraient rendre le gardien responsable des conséquences de son refus.

c). — Si le gardien des scellés vient à décéder avant leur levée, le juge de paix, dès qu'il sera avisé du décès, se transporte sur les lieux assisté du greffier. Il doit vérifier et constater si les scellés sont intacts, si les effets mobiliers décrits dans son procès-verbal comme ayant été laissés en évidence existent toujours, établir un autre gardien et dresser procès-verbal du tout.

d). — Si le gardien demande à être relevé de ses fonctions pour une cause quelconque, il doit se présenter devant le juge de paix et lui exposer les motifs de sa requête. Si ce magistrat trouve les raisons plausibles, il doit se transporter sur les lieux et procéder comme dans l'hypothèse précédente. Si les scellés sont intacts, si les objets laissés en évidence se trouvent sur les lieux, le procès-verbal donne au gardien remplacé décharge pleine et entière ; dans le cas contraire, la décharge est donnée sous toutes réserves.

e). — Le juge de paix peut-il destituer le gardien qui exécute mal ses obligations ?

Dans une première opinion, enseignée par M. Carou, on refuse ce droit au juge de paix pour les raisons suivantes. Lorsqu'il s'agit d'instituer le gardien au moment même de l'apposition des scellés, le juge de paix n'a ni jugement ni ordonnance à rendre pour écarter le gardien présenté qui ne lui convient pas, se bornant à l'évincer et à en nommer un autre d'office. Au contraire, quand le gardien a été institué, il devient personnellement partie dans la cause ; il faut alors prouver contre lui qu'il n'a pas les qualités requises ou qu'il manque aux obligations que sa mission lui impose ; le débat s'engage donc entre le gardien et la partie intéressée qui poursuit sa destitution. Dès lors, il s'agit d'un incident contentieux qui, à défaut de disposition expresse sur ce point, doit être tranché par le Tribunal Civil.

Une seconde opinion, défendue par MM. Carré et Allain, à laquelle nous nous rallions, attribue compétence au juge de paix pour la destitution du gardien de scellés. Tout d'abord, dit-on, il ne s'agit pas d'un débat s'engageant entre le gardien et la partie qui poursuit sa destitution ; cette partie se borne simplement à dénoncer au juge de paix les motifs qui, d'après elle, doivent amener la destitution et le remplacement du gardien ; puis le juge de paix, après s'être renseigné sur le mérite et la valeur des raisons alléguées, destitue le gardien ou au contraire le maintient en fonctions. Ensuite, même en admettant qu'il s'agisse d'un débat véritable, la contestation ne nous paraît pas devoir être soumise aux tribunaux ordinaires, pour les raisons suivantes : Lorsque le gardien manque aux devoirs que sa mission lui impose, l'intérêt de la succession exige que ce gardien soit promptement destitué et remplacé par un autre plus scrupuleux. Or, devant les tribunaux civils, les procès traînent toujours en longueur, même lorsqu'il s'agit d'affaires sommaires. En portant la contestation devant le président des référés, la solution se ferait, il est vrai, moins longtemps attendre ; mais elle ne sera jamais assez prompte, car le poursuivant devra se rendre au chef-lieu d'arrondisse-

ment, constituer un avoué, faire assigner le gardien, comparaître à l'audience des référés, plaider, en un mot, perdre du temps, surtout si des incidents se produisent. La destitution obtenue, il faudra nécessairement revenir devant le juge de paix pour faire établir un nouveau gardien en remplacement de celui qui aura été destitué : en effet, la loi confie au juge de paix seul l'établissement du gardien des scellés ; le Président du Tribunal ni le Tribunal lui-même n'ont qualité pour cela. Cette seule considération est de nature, à notre avis, à attribuer au juge de paix compétence exclusive pour prononcer, sur la demande ou la dénonciation des parties, et même d'office, s'il y a lieu, la destitution du gardien qui ne remplit pas ses obligations ou qui les exécute mal.

f). — Frais de garde. — Leur quotité varie suivant les cas.

1^o Pendant les douze premiers jours, par chaque jour, ils sont de : 2 fr. 50 à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Rouen, Toulouse, Lille et Nantes ; 2 fr. 25 dans les villes où il y a une Cour d'Appel et dans celles dont la population excède 30,000 habitants ; 2 fr. dans les villes où il y a un Tribunal de première instance ; 1 fr. 50 dans les autres villes et cantons ruraux. 2^o Après l'expiration des douze premiers jours, par chaque jour, il sont de : 1 fr. pour les huit villes ci-dessus désignées ; 0 fr. 90 dans les villes où il y a une Cour d'Appel ou dont la population excède 30,000 habitants ; 0 fr. 80 dans les villes où il y a un Tribunal de première instance ; 0 fr. 60 dans les autres villes et cantons ruraux (Décret 16 février 1807, art. 26).

Une circulaire du Parquet de la Seine en date du 6 novembre 1871 a enjoint aux juges de paix d'exercer une surveillance active sur leurs greffiers, dont quelques-uns avaient l'habitude de se faire remettre, par les gardiens de scellés qu'ils choisissaient eux-mêmes, une portion de l'allocation attribuée par la loi aux gardiens de scellés.

Telles sont les énonciations que doit contenir le procès-verbal d'apposition.

III. — Il n'est pas indispensable que le procès-verbal

d'apposition soit rédigé à l'instant même. Néanmoins, il est plus régulier de le rédiger au fur et à mesure des opérations. Ce procès-verbal doit en effet constater tous les faits qui ont précédé ou accompagné l'apposition ; or il n'est pas douteux que, plus la rédaction sera différée, plus il y aura de chances d'inexactitude dans le récit qu'elle contiendra.

§ 6. Du registre d'ordre.

L'article 925 Pr. prescrit la tenue au greffe du Tribunal, dans les communes dont la population est supérieure à 20,000 habitants, d'un registre d'ordre pour les scellés.

Cette mesure a pour objet de donner de la publicité à l'ouverture de la succession ou à l'événement qui a donné lieu à l'apposition des scellés, ainsi qu'à cette mesure elle-même, afin que tous les prétendant droit soient, autant que possible, avertis, et qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour être appelés à la levée des scellés. Il n'est pas nécessaire de tenir ce registre dans les petites communes, les parties intéressées pouvant alors être toujours facilement instruites de l'apposition qui a pu être faite des scellés.

CHAPITRE IV

Incidents possibles de l'apposition.

§ 1. Notions générales.

Les incidents qui peuvent se produire lors d'une apposition de scellés se réduisent aux deux hypothèses suivantes : ou bien l'on n'est dans aucun des cas pour lesquels la loi autorise l'apposition ; — ou bien on prétend que celui qui requiert l'apposition n'en a pas le droit.

La règle en cette matière, c'est que, toutes les fois qu'une prétention quelconque de la part des parties met obstacle à l'apposition, le juge de paix doit soumettre la difficulté au

Président du Tribunal et ne doit lui-même prononcer que lorsque l'urgence ne permet aucun retard. Cette obligation que la loi impose au juge de paix prend naissance toutes les fois qu'il y a empêchement, embarras, protestation ou prétention contraire à l'apposition, de la part de quelques personnes et pour quelques causes que ce soit. L'appréciation du juge de paix à cet égard est souveraine.

Examinons les hypothèses les plus importantes.

§ 2. Découverte d'un testament ou de paquets.

Les articles 916 à 920 Pr. règlent la conduite que doit tenir le juge de paix lorsqu'il trouve un testament ou autres papiers.

Si, pendant l'apposition, il en est requis par quelque partie, il fait la recherche du testament dont l'existence lui est annoncée (art. 917 Pr.). Le testament pouvant changer l'ordre de succession entre les héritiers et attribuer les biens à d'autres qu'aux personnes qui ont requis et surveillé l'apposition des scellés, il importe de faire la perquisition du testament, afin que, au moyen de l'ouverture qu'en fera le Président du Tribunal du lieu où s'est ouverte la succession, on puisse connaître les véritables intéressés. S'il le trouve, soit en se livrant à cette recherche, soit fortuitement en mettant le scellé, il procède de la manière suivante.

a). — Si le testament est trouvé ouvert (art. 920 Pr.) il peut en donner lecture aux parties lorsqu'elles le demandent. Il en constate ensuite l'état, en fait la description, c'est-à-dire indique sa forme, le papier sur lequel il est écrit, les mots par lesquels il commence et ceux par lesquels il finit ; puis il le couvre d'une enveloppe dont il scelle les bouts de manière à ce que le testament ne puisse en être extrait, paraphe cette enveloppe, la fait parapher par les personnes présentes si elles le savent ou le peuvent, indique les jours et heure où le paquet est présenté au Président du Tribunal de première instance, et fait mention de toutes ces circonstances dans son procès-verbal.

b). — Si le testament est trouvé cacheté (art. 916 Pr.) ou s'il s'agit d'un paquet ou d'autres papiers également cachetés, le

juge de paix ne doit pas en faire l'ouverture. Il constate la forme extérieure, le sceau, c'est-à-dire l'empreinte du cachet qui a pu y être apposé, et la suscription, c'est-à-dire l'indication qu'a pu y mettre le testateur, paraphe l'enveloppe avec les parties présentes, si elles savent signer, indique, comme dans le cas précédent, les jour et heure où le paquet est présenté au Président, et fait également mention du tout dans son procès-verbal.

Le juge de paix n'est point obligé de suspendre l'apposition des scellés pour faire cette présentation; il peut attendre que l'opération soit terminée, surtout s'il ne se trouve pas dans le lieu même où siège le Tribunal.

c). — Les articles 920 et 916 Pr. présentent une difficulté assez grave d'application.

D'après l'article 1007 Civ., tout testament olographe, avant d'être mis à exécution, doit être présenté au Président du Tribunal Civil de l'arrondissement dans lequel la succession s'est ouverte. Cependant, il peut arriver que les scellés soient apposés et un testament trouvé par le juge de paix dans un arrondissement autre que celui de l'ouverture de la succession. Que devra faire dans ce cas le juge de paix? Est-ce au Président du lieu où il procède, ou à celui du lieu dans lequel la succession s'est ouverte qu'il devra présenter le testament?

Dans une première opinion, défendue par MM. Pigeau, Carré et Dutruc, qui se fondent exclusivement sur l'article 1007 Pr., on estime que la présentation du testament doit être faite au Président du Tribunal de l'ouverture de la succession. De quelle utilité, dit-on, serait le dépôt du testament dans un autre arrondissement? N'est-ce pas seulement devant le Tribunal du lieu d'ouverture de la succession que le testament doit être attaqué, qu'il doit être vérifié et mis à exécution?

Une seconde opinion, enseignée par MM. Hautefeuille, Lepage et Dalloz, à laquelle nous nous rallions, pense que, la formalité de l'ouverture et du dépôt de testament tenant à l'opération de l'apposition des scellés, c'est au Président du lieu où cette apposition est faite que le juge de paix doit présenter le testament. En effet : 1° L'article 1007 Civ., invoqué

par le système adverse, s'applique uniquement au cas où les testaments sont présentés au Président, soit par les parties, soit par les notaires, soit par tous autres dépositaires de l'acte. Or le juge de paix qui découvre un testament en apposant des scellés ne peut être assimilé, ni aux parties, ni aux notaires, ni aux dépositaires : Sa manière de procéder est réglée par les articles 916 et 920 Pr., dont il ne peut pas s'écarter ; 2° On dira peut-être que ces articles parlent seulement du Président du Tribunal de première instance, sans autre désignation. Peu importe : dans aucun cas, le Président ne peut être que celui du canton, hors de la circonscription duquel le juge de paix, n'ayant plus juridiction, ne peut exercer des actes de son ministère ; 3° Les auteurs qui soutiennent l'opinion contraire disent que le juge de paix n'a rien de mieux à faire que d'adresser, par la poste, au Président du Tribunal de l'ouverture de la succession le testament découvert. Ils oublient trop facilement que cet envoi présente de sérieux inconvénients, et que le testament, ainsi expédié, court grand risque de s'égarer en chemin ; en se chargeant de cet envoi, le juge de paix assume sur lui une grande responsabilité. Envoyer le testament par la poste ou par toute autre voie serait commettre un acte de haute imprudence, contraire d'ailleurs aux prescriptions formelles du Code, puisque l'article 916 ordonne au juge de paix d'indiquer les jour et heure où le paquet sera « par lui présenté » au Président du Tribunal : Ce sera à ce magistrat à voir ultérieurement s'il lui paraît sage et conforme aux intérêts des héritiers d'ordonner le dépôt du testament chez un notaire de l'arrondissement où la succession s'est ouverte.

Le même motif de prudence autorise les juges de paix qui ont à transporter un testament à requérir, toutes les fois que cette mesure est nécessaire, une escorte qui les accompagne du lieu du scellé au chef-lieu, afin de prévenir l'enlèvement du testament et les actes de violence qui peuvent en être la suite.

§ 3. Référés.

Lorsque l'apposition des scellés éprouve des obstacles, le

jugé de paix doit se pourvoir en référé devant le Président du Tribunal Civil du canton, à moins qu'il n'y ait péril dans le retard.

I. — Le référé a lieu dans trois hypothèses : art. 921 à 923 Pr.

A. — Les portes sont fermées.

Le juge de paix doit alors surseoir à l'opération et se pourvoir en référé devant le Président. Mais, en attendant, il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir le divertissement des meubles, papiers, titres, espèces monnayées et autres objets. Nous allons voir dans un instant en quoi ces précautions consistent.

Le Président entend le juge de paix et les parties si elles comparaissent, et rend son ordonnance à la suite du procès-verbal.

S'il décide qu'il y a lieu de procéder au scellé, le juge de paix revient sur les lieux, fait ouvrir les portes par des ouvriers requis pour la circonstance, procède à l'apposition et dresse du tout procès-verbal.

S'il n'y a pas lieu de procéder au scellé, il se borne à faire retirer les gardiens placés aux issues de l'habitation et à dresser procès-verbal.

La loi laisse au juge de paix la faculté de statuer provisoirement lorsqu'il y a péril en la demeure. Ces indications sont vagues, et il devient difficile de tracer des règles de conduite. Le magistrat devra prendre avant tout conseil des circonstances et agir avec prudence, en conciliant, autant que possible, les intérêts des parties et le souci de sa propre responsabilité, s'abstenir toujours dans le doute, c'est-à-dire surseoir et ne se décider à passer outre qu'en cas d'une nécessité bien reconnue.

B. — L'apposition des scellés rencontre des obstacles.

Dans ce cas encore, le juge de paix devra agir d'après les circonstances. Si, en arrivant, le juge de paix trouve un inventaire terminé, un acte de vente de tous les effets de la succession grâce auquel la partie fait opposition au scellé, ou une saisie-exécution sur le mobilier avec établissement d'un

séquestre, dans tous ces cas il doit surseoir, mentionner dans son procès-verbal les circonstances du fait et en référer au Président du Tribunal Civil.

C. — Des difficultés s'élèvent entre les parties.

a). — Dans les successions un peu importantes, il est rare de placer un scellé sans être obligé de recourir plusieurs fois au Président, et le plus souvent pour des chicanes.

b). — On a cherché à équivoquer sur les expressions de l'article 921, qui parle des difficultés s'élevant, soit « avant », soit « pendant » le scellé, dans l'intention d'exclure de la compétence du Président du Tribunal les contestations relatives aux objets sur lesquels les scellés sont déjà apposés. Mais cette interprétation judaïque doit être rejetée et il faut décider que, tant que l'apposition des scellés sur tous les biens d'une succession n'est point terminée, le Président du Tribunal seul connaît des difficultés qui s'élèvent à propos des biens qui sont déjà sous scellés, aussi bien que relativement à ceux qui n'y sont pas encore placés.

II. — Dans tous les cas où le juge de paix estime que le référé devient nécessaire, il doit fixer le jour et l'heure de la comparution devant le Président et les faire connaître aux parties afin qu'elles puissent s'y trouver, si elles le jugent à propos.

Le Président, après avoir entendu le rapport du juge de paix, qui doit se borner à l'exposé pur et simple des faits, et les observations des parties présentes, rend, à la suite du procès-verbal, l'ordonnance qui vide la difficulté. Si la question est grave et si le Président ne juge pas à propos de la trancher, il en réfère à son tour au Tribunal, qui statue en chambre du Conseil après avoir entendu les parties si elles le demandent.

III. — Avant qu'il ait pu être statué sur le référé, et lorsque le juge de paix sursoit à l'apposition des scellés, ce magistrat, disions-nous, doit prendre des dispositions pour empêcher le divertissement de tout ou partie des effets dépendant de la succession. A cet effet, dit l'article 921 Pr., il sera établi par le juge de paix garnison extérieure, même intérieure

si le cas y échet. Le juge de paix doit donc, dans cette circonstance, établir garnison ; il ne doit pas négliger cette mesure de prudence ; y manquer serait engager sa responsabilité.

Par le mot « garnison », il faut entendre que des gardiens seront placés aux issues de l'habitation, avec mission d'empêcher le divertissement des objets par les portes et les fenêtres et même la sortie des personnes.

§ 4. Absence d'objets mobiliers dans la succession.

Il y a des circonstances où l'apposition des scellés devient une formalité superflue, même en l'absence des héritiers : c'est dans le cas où la succession ne renferme aucun objet mobilier ; un procès-verbal de carence est alors le seul qu'on puisse dresser : article 924 Pr.

Il est rare que les juges de paix dressent des procès-verbaux de carence en matière de succession. Quand une personne meurt en état d'indigence, on ne remplit ordinairement aucune formalité : la notoriété publique remplace ces procès-verbaux. Cependant, le procès-verbal de carence est nécessaire pour mettre le juge de paix à l'abri de tout reproche, lorsqu'il y a lieu de croire que des valeurs quelconques ont été laissées par le défunt.

Le procès-verbal de carence est plus usité en matière de faillite.

TITRE DEUXIÈME

Phase intermédiaire.

NOTIONS GÉNÉRALES

Dans l'intervalle qui s'écoule entre l'apposition et la levée des scellés, les juges de paix et les greffiers ont différentes obligations à remplir.

Il peut également survenir, durant ce laps de temps, un incident connu sous le nom d'opposition à la levée des scellés.

CHAPITRE PREMIER

Obligations du juge de paix et du greffier.

§ 1. Obligation pour le greffier de conserver les clefs.

Aux termes de l'art. 915, § 1 Pr., les clefs des serrures sur lesquelles le scellé a été apposé doivent rester, jusqu'à sa levée, entre les mains du greffier de la justice de paix qui doit mentionner, sur le procès-verbal, la remise qui lui en aura été faite.

Il est à remarquer que l'article 915 ne vise que les clefs des serrures sur lesquelles le scellé a été apposé. Il en résulte que le greffier n'a point à recevoir les clefs de toutes les autres portes et ouvertures, ou meubles sur lesquels il n'a pas été jugé utile de mettre les scellés ; le greffier pourrait donc se refuser formellement à se charger des clefs de ces portes, ouvertures et meubles. Si, par exemple, le scellé n'a été apposé que sur la porte d'un appartement, le greffier n'aura à emporter que la clef de la serrure de cette porte.

Il arrive quelquefois que certaines portes, sur lesquelles le scellé devient nécessaire, manquent de serrures. Dans ce cas, le juge de paix requiert des ouvriers pour conditionner le tout et leur accorde taxe aux frais de la succession ou du requérant.

§ 2. Défense de retourner dans la maison où le scellé a été apposé.

L'art. 915, § 2 Pr., défend au juge de paix et au greffier d'aller, jusqu'à la levée, dans la maison où le scellé a été apposé, à moins qu'ils n'en soient requis.

Il faut entendre par maison l'appartement où les scellés sont apposés.

Cependant, si des circonstances pressantes nécessitaient la présence dans ce lieu du juge de paix et de son greffier, soit pour y faire la recherche d'un titre ou de tout autre objet, soit pour d'autres motifs qu'il est impossible de prévoir, ils pourraient s'y transporter. Mais il faudrait alors, soit une réquisition de la partie compétente, soit une ordonnance motivée rendue par le juge de paix lui-même à la suite de la réquisition faite par la partie en tête du procès-verbal, et même d'office, si ce magistrat a des motifs péremptoires d'agir. Le juge de paix doit apprécier le motif et le mérite des réquisitions qui lui sont faites à l'effet de se transporter dans le lieu du scellé. S'il ne les trouve pas déterminantes, il peut s'y refuser. Au cas où l'on insisterait, il en référerait au Président du Tribunal et agirait ensuite d'après la décision de ce magistrat.

CHAPITRE II

Opposition à la levée des scellés.

Le second titre du Livre II du Code de Procédure est intitulé « Des Oppositions aux Scellés ». On pourrait donc être tenté de penser que les deux articles qu'il contient sont relatifs à des actes ayant pour objet d'empêcher l'apposition des scellés. Il est certain cependant qu'il s'agit uniquement dans ce titre des oppositions à la levée des scellés. Quant aux oppositions qui tendent à empêcher l'apposition des scellés, elles rentrent dans les difficultés prévues par l'article 921 Pr., que nous avons examinées plus haut, et qui doivent être tranchées en référé par le Président du Tribunal de première instance.

§ 1. Définition.

L'opposition à la levée des scellés est un acte conservatoire par lequel toute partie intéressée s'oppose à ce qu'on procède à

la levée des scellés sans qu'elle y ait été appelée. Cet acte n'est d'ailleurs que l'exercice du droit reconnu à tous les créanciers par l'article 821 du Code Civil.

§ 2. Quelles personnes peuvent former opposition.

I. — Les personnes qui peuvent former opposition à la levée des scellés sont celles qui ont intérêt à assister à cette opération et que, cependant, on n'est pas tenu d'y appeler. Ainsi : les prétendant droit à la succession qui ne sont pas connus, les créanciers du défunt. Les créanciers personnels de l'héritier ont également le droit de former opposition à la levée des scellés que celui-ci se propose de faire opérer ; en effet l'article 934 Pr. parle des créanciers qui ont fait opposition pour la conservation des droits de leur débiteur, ce qui ne peut s'appliquer qu'aux créanciers personnels des héritiers agissant au nom et du chef de ces derniers.

II. — Au contraire, ne peuvent former opposition : le conjoint survivant, les héritiers présomptifs, les légataires universels et à titre universel : en effet, aux termes de l'article 934 Pr., celui qui poursuit la levée des scellés est tenu de leur faire sommation d'y assister.

§ 3. Formes de l'opposition : articles 926 et 927 Pr.

I. — L'opposition est faite par une simple déclaration sur le procès-verbal du scellé lorsque l'opposant se fait connaître au cours de l'opération. Elle est au contraire formée par un exploit signifié au greffier du juge de paix s'il ne se fait connaître qu'après la clôture du procès-verbal.

II. — La loi ne fixe aucun délai pour la signification de l'opposition. On conçoit qu'elle doit arriver assez à temps pour qu'il soit possible d'appeler l'opposant à la levée. Si elle est tardive, le greffier du juge de paix, en recevant la copie et en visant l'exploit (art. 1039 Pr.), doit constater le retard et indiquer la situation actuelle des opérations.

III. — Outre les formalités communes aux exploits, toutes les oppositions à scellé doivent contenir, à peine de nullité ;

1^o Election de domicile dans la commune ou dans l'arrondissement de la justice de paix où le scellé est apposé, si l'opposant n'y demeure pas. Cette disposition de la loi a eu

pour but d'éviter aux parties intéressées l'obligation d'aller chercher au loin un opposant dont les droits sont peut-être imaginaires.

2° L'énonciation précise de la cause de l'opposition, c'est-à-dire le motif pour lequel l'opposition est formée, afin que les parties intéressées puissent prendre leurs mesures en conséquence; le législateur a voulu prévenir, autant que possible, les actes qui n'auraient d'autre but que d'entraver les opérations relatives à la liquidation de la succession.

§ 4. Pouvoirs du juge de paix.

Dans tous les cas, le juge de paix n'a pas qualité pour apprécier le mérite des oppositions et ne peut se dispenser de les recevoir, lors même qu'elles ne lui paraîtraient pas fondées. Il doit dans ce cas, croyons-nous, en référer au Président du Tribunal.

§ 5. Effets de l'opposition.

L'effet que produit l'opposition est uniquement de contraindre celui qui poursuit la levée des scellés à appeler l'opposant à cette opération : arg. art. 931, 3° *in fine*.

Quel est l'effet d'une opposition à la levée des scellés formée par un créancier de l'un des héritiers dans le but d'empêcher une fraude de la part de son débiteur? A-t-elle seulement pour effet d'obliger les héritiers à faire inventaire sans porter atteinte à leur droit de disposer de la succession? Ou bien équivaut-elle à une opposition à partage dans le sens de l'article 882 du Code Civil, et dispense-t-elle le créancier d'en former une spéciale ayant pour objet le partage lui-même?

D'après quelques auteurs (Duranton, Chabot, Marcadé), l'opposition aux scellés n'emporte opposition au partage qu'autant qu'elle est notifiée aux copartageants.

La jurisprudence au contraire décide que l'opposition aux scellés formée par le créancier d'un cohéritier a pour effet, aussi bien qu'une opposition à partage, et quoiqu'elle n'ait point été notifiée directement aux héritiers, d'empêcher que le cohéritier ne puisse valablement céder tout ou partie de ses droits héréditaires au préjudice du créancier opposant et en dehors de son intervention. Quant aux actes qui permettraient à ce tiers de

s'immiscer dans les affaires intérieures et de se mêler des intérêts de famille, ou qui atteindraient des objets autres que la portion de son débiteur qu'il peut considérer comme son gage, ils lui sont interdits, et l'opposition n'a pas pour conséquence de les rendre valables.

Nous avons ainsi terminé l'examen de la phase intermédiaire qui s'écoule entre l'apposition et la levée des scellés.

Il nous reste à étudier la levée des scellés.

TITRE TROISIÈME

Levée des Scellés.

§ 1. Définition.

La levée des scellés est l'acte par lequel le juge de paix, après avoir constaté que les scellés sont intacts, ou, dans le cas contraire, après avoir reconnu leur état, les rompt successivement pièce par pièce, meuble par meuble, afin de remettre les effets à la disposition des ayants droit.

§ 2. Délai à observer pour la levée des scellés.

Aux termes de l'article 928 Pr., le scellé ne peut être levé que : 1° Trois jours après l'inhumation s'ils ont été apposés auparavant; 2° Trois jours après l'apposition si elle a été faite depuis l'inhumation.

I. — Le défaut d'observation de ces prescriptions de la loi a pour sanction la nullité du procès-verbal de levée et l'exercice possible d'une action en dommages-intérêts contre ceux qui les ont faits et requis.

II. — Quels sont les motifs du délai qui doit être observé entre l'apposition et la levée ?

On a voulu tout d'abord laisser le temps à ceux qui ont intérêt à être présents à la levée de se mettre en mesure d'y assister ou de s'y faire représenter. Le législateur a en outre

été inspiré par un sentiment de respect pour la mémoire du défunt, sentiment qui ne permet pas qu'avant même que celui-ci soit inhumé, on s'occupe du partage de ses dépouilles.

III. — D'après l'article 928 Pr., le Président du Tribunal peut, pour des causes urgentes dont il doit être fait mention dans l'ordonnance qu'il rend au pied de la requête à lui présentée, par exemple dans le cas où il est nécessaire de déplacer les objets mis sous scellés ou de rendre les lieux libres en raison du congé donné au locataire avant son décès, autoriser la levée des scellés avant l'expiration des trois jours.

IV. — Questions de détail.

A. — En cas de minorité ou d'interdiction, le tuteur doit requérir la levée des scellés dans les dix jours de sa nomination dûment connue de lui (art. 450 et 509 Civ.), à peine de dommages-intérêts.

B. — En cas de tutelle légale du survivant des père et mère ou du mari d'une femme interdite, comment se comptent les dix jours?

Suivant les uns, ce délai court à dater du décès si le tuteur légal est présent, ou de la notification du décès s'il est absent.

Dans le cas d'interdiction d'une femme mariée, son mari, tuteur légal, devrait faire procéder à la levée des scellés dans les dix jours de la date du jugement définitif s'il est rendu à sa requête, ou de la notification qui lui en est faite s'il n'a pas été rendu à sa requête.

Cette opinion nous paraît trop rigoureuse : on ne saurait, en effet, obliger le survivant des père et mère à faire procéder, dans un délai si rapproché de la mort de son conjoint, aux formalités pénibles d'un inventaire.

§ 3. Formalités préalables de la levée des scellés.

I. — Aux termes de l'article 929 Pr., s'il y a parmi les héritiers des mineurs non émancipés, il ne doit pas être procédé à la levée des scellés avant que ceux-ci aient été préalablement pourvus de tuteurs ou émancipés. S'il y a parmi eux des mineurs émancipés qui n'aient pas de curateur, on doit aussi leur en faire nommer : arg. art. 840 Civ. En effet, si, d'après ce texte, les mineurs émancipés doivent nécessairement être

assistés de leurs curateurs pour la validité du partage, il doit au moins en être ainsi pour la levée des scellés, qui forme l'une des bases du partage.

II. — L'article 931 Pr. énumère les différentes formalités qui doivent être observées pour parvenir à la levée des scellés. Ce sont :

1^o Une réquisition adressée au juge de paix. — Elle a pour objet d'inviter ce magistrat à fixer les jour et heure auxquels il lèvera les scellés.

2^o Une ordonnance du juge de paix indiquant les jour et heure auxquels la levée sera faite. — Si les scellés ont été apposés en divers lieux, le juge de paix devra en outre, dans son ordonnance, indiquer celui par lequel il veut commencer l'opération.

3^o Une sommation d'assister à la levée faite au conjoint survivant, aux héritiers présomptifs, à l'exécuteur testamentaire, aux légataires universels et à titre universel s'ils sont connus, et aux opposants.

§ 4. Quelles personnes ont le droit de requérir la levée des scellés.

I. — Principe : article 930 Pr.

Tous ceux qui ont le droit de faire apposer les scellés, peuvent en requérir la levée, excepté les personnes ayant demeuré avec le défunt, c'est-à-dire ses serviteurs et domestiques, qui, en l'absence du conjoint et des héritiers, en ont requis l'apposition.

II. — Applications du principe.

A. — Il suffit que le droit d'un individu à une succession ne soit pas dénué de fondement pour que celui-ci ait qualité pour requérir la levée des scellés.

B. — Quel droit doit être reconnu à celui qui a en sa faveur un titre apparent l'investissant de l'hérédité tout entière ? — En d'autres termes, le légataire universel, ayant la saisine légale ou dûment envoyé en possession, peut-il exiger la levée pure et simple des scellés, ou bien doit-il les faire lever, avec description ou inventaire, en présence des héritiers présomptifs ou eux dûment appelés ?

Il résulte de la combinaison des articles 1006 et 1008 du Code Civil que, en l'absence d'héritiers réservataires, le légataire universel est de plein droit saisi de la succession, par la mort du testateur si le testament a été reçu en la forme authentique, par l'ordonnance d'envoi en possession si le testament est olographe ou mystique. Si donc, au décès du testateur, le légataire universel produit l'expédition du testament reçu par acte public ou de l'ordonnance d'envoi en possession, et, en même temps, un acte de notoriété constatant que le défunt n'a pas laissé d'héritiers à réserve, il est saisi de plein droit de l'universalité de la succession ; il peut s'en emparer immédiatement et en disposer comme de sa chose propre ; par conséquent, si les scellés ont été apposés, il peut en exiger la levée pure et simple. L'astreindre à la confection d'un inventaire qui lui est inutile, l'obliger à rechercher, pour les appeler à cet inventaire, des héritiers qu'il ne connaît pas, qui n'ont peut-être jamais existé, et que, au surplus, le défunt a entendu exclure de sa succession, ce serait lui imposer des démarches inutiles et des frais frustratoires, ce qui serait illégal et injuste.

Ce droit que nous reconnaissons au légataire universel de requérir la levée des scellés ne saurait toutefois lui être accordé par préférence aux héritiers non réservataires. Son titre apparent suffit bien pour lui donner le droit de requérir cette levée, malgré les contestations dont ce titre serait l'objet ; mais ce droit ne doit pas primer celui des héritiers *ab intestat* ; la disposition qui l'institue peut en effet avoir été révoquée par un testament postérieur. Il est donc plus juste de n'admettre le légataire universel à requérir la levée des scellés que concurremment avec les héritiers du sang.

III. — Le juge de paix devrait refuser la levée des scellés.

A. — Si le conjoint, les héritiers ou quelques-uns sont mineurs non émancipés ou dépourvus de tuteurs (article 929 Pr.).

B. — Si la partie requérante lui est inconnue et ne lui justifie pas de ses droits et qualités dans la succession.

C. — S'il y a des absents, non représentés, intéressés dans la succession.

§ 5. En présence de quelles personnes la levée des scellés doit avoir lieu.

Les personnes qui peuvent assister à la levée des scellés sont énumérées par l'article 932 Pr.

I. — Conjoint survivant.

Le conjoint peut assister à la levée des scellés, bien qu'il ne soit ni commun en biens, ni donataire, ni légataire ; il peut en effet trouver dans la succession des objets ou des papiers lui appartenant.

II. — Héritiers présomptifs.

Encore faut-il que ces héritiers aient en leur faveur un titre apparent, une possession d'état. Un inconnu ne saurait être admis à la levée des scellés par cela seul qu'il se prétendrait héritier ; mais un titre apparent, quoique contesté, suffit pour donner ce droit.

L'enfant naturel reconnu doit également être appelé à la levée des scellés. La loi du 25 mars 1896 reconnaît formellement aux enfants naturels reconnus la qualité d'héritiers ; il est donc juste de les admettre à surveiller les opérations qui tendent à conserver l'hérédité.

Il en est autrement des héritiers collatéraux lorsqu'il existe un légataire universel, car ils n'ont pas d'intérêt. Toutefois, ils doivent être appelés s'ils demandent l'annulation du testament, car ils ont un droit éventuel et suffisant pour autoriser leur présence aux opérations de la levée des scellés.

III. — Exécuteur testamentaire.

Chargé de veiller à l'exécution du testament, il doit prendre un très grand intérêt aux mesures ayant pour objet d'empêcher le détournement des valeurs mobilières et de déjouer les fraudes que les héritiers pourraient concerter dans le but de frustrer les légataires.

IV. — Donataires ou légataires universels ou à titre universel.

Il n'est pas nécessaire qu'ils aient été envoyés en possession.

Quant aux légataires particuliers, non seulement leur présence n'est pas nécessaire, mais ils n'ont pas le droit d'être présents à la levée des scellés. Bien qu'ils puissent requérir l'exécution de cette mesure, il ne leur est pas permis d'y assister, à moins qu'ils n'aient formé opposition à la levée des scellés ; ils exercent alors les mêmes droits que les autres opposants.

V. — Opposants.

A. — Il s'agit ici des créanciers ou des légataires à titre particulier. Aucun doute n'est possible en ce qui concerne les créanciers de la succession qui ont fait leur opposition dans les formes légales. Mais que doit-on décider à l'égard des créanciers personnels des héritiers ? Ont-ils le droit d'assister à la levée des scellés ?

Une première opinion, enseignée par MM. Boitard, Colmet-Daage et Glasson, leur reconnaît ce droit. En effet, dit-on : 1° L'article 934 Pr. suppose que les créanciers d'un créancier de la succession ont formé opposition à la levée des scellés en vertu de l'article 1166 Civ. ; or, c'est à ces créanciers seulement que le même texte refuse le droit d'assister aux opérations de la levée des scellés. Quant aux créanciers personnels des héritiers, il ne s'en occupe pas ; il ne limite pas les effets de leur opposition, et, par suite, ces effets doivent être réglés, non pas par l'article 934, mais par l'article 932 Pr., qui permet d'une manière générale aux créanciers opposants d'assister à la première vacation de la levée des scellés et de se faire représenter par un mandataire aux vacations suivantes ; 2° Si l'article 934 Pr. pouvait s'appliquer, les héritiers majeurs, seuls présents à la levée des scellés, pourraient trop facilement déjouer, au moyen d'une collusion frauduleuse entre eux, les précautions prises par leurs créanciers avec l'autorisation de la loi. Or, c'est là un résultat que le législateur ne pouvait pas permettre. Dès l'instant qu'il a accordé aux créanciers personnels des héritiers de droit de former opposition, il faut nécessairement, sous peine de rendre leur opposition illusoire, que ces créanciers puissent assister à la levée des scellés et se rendre compte de la consistance des effets de la succession.

dans le cas, tout au moins, où leurs droits ne seraient pas sauvegardés par la présence d'autres créanciers opposants. La disposition de l'article 934 n'est donc pas méconnue : elle est seulement restreinte dans les justes limites que lui assignent la raison et l'esprit de la loi.

Une seconde opinion, défendue par M. Dalloz, à laquelle nous nous rallions, refuse aux créanciers personnels des héritiers du *de cuius* le droit d'assister à la levée des scellés.

1° L'article 934 Pr. est en effet formel : il accorde aux créanciers personnels des héritiers le droit de former opposition à la levée des scellés ; mais il leur refuse en même temps le droit d'assister aux opérations de la levée des scellés, soit par eux-mêmes, soit par l'intermédiaire d'un mandataire ; 2° Il paraît bizarre que le législateur se soit tout à coup préoccupé de régler, dans un article spécial, la situation des créanciers d'un créancier de la succession, alors qu'il n'avait jamais parlé de ces créanciers, en cette matière du moins, dans aucun autre article du Code Civil ou du Code de Procédure Civile ; 3° Si le législateur avait voulu viser ici ces créanciers, il se serait certainement servi d'une formule plus claire et moins énigmatique que celle employée par l'article 934 Pr. ; 4° Même en admettant l'interprétation proposée par l'opinion contraire de l'article 934 Pr., il n'en résulterait pas que la situation des créanciers personnels des héritiers dût être modifiée. Que cet article vise ou non les créanciers d'un créancier de la succession, cela n'empêche pas qu'il ne vise également les créanciers personnels des héritiers, qui ont également, en vertu de l'article 1166 Civ., formé opposition au nom et du chef de leur débiteur. Ces créanciers sont donc régis, eux aussi, par l'article 934 Pr., et, par suite, leur opposition ne peut non plus leur permettre d'assister personnellement ou par mandataire aux opérations de la levée des scellés ; 5° L'article 934 Pr. ne distingue pas et ne contient aucune trace de la distinction qu'on voudrait y introduire. Il refuse en termes absolus aux créanciers personnels des héritiers le droit d'assister à la première vacation de la levée des scellés et de concourir au choix d'un mandataire commun pour les vacations suivantes. Peu importe, dès lors, que ces créan-

ciers soient seuls opposants ou qu'ils se trouvent en présence d'une opposition déjà formée par d'autres intéressés, tels que des créanciers de la succession : aucune considération ne peut leur conférer un droit que la loi leur refuse expressément.

B. — L'art. 932, § 2 Pr., n'autorise les opposants à assister qu'à la première vacation, soit en personne, soit par mandataire. Ils sont tenus de se faire représenter aux vacations suivantes par un seul mandataire pour tous ; s'ils ne peuvent en convenir, il est nommé d'office par le juge de paix. Les procurations sont annexées au procès-verbal du juge de paix. (Circ. min. 28 avril 1832.)

Toutefois, si l'un des opposants a des intérêts différents de ceux des autres ou des intérêts contraires, l'article 933 Pr. l'autorise à assister à la levée en personne, ou par un mandataire particulier, à ses frais. — On peut citer, comme exemple de différence d'intérêts, le cas où plusieurs opposants sont légataires d'objets différents ; il en est de même si l'un des opposants est légataire universel ou à titre universel, alors que l'autre l'est à titre particulier. Il y a contrariété d'intérêts si les légataires défendent le testament du défunt contre les héritiers légitimes ; de même si l'un des opposants a une créance contestée par les autres.

A la différence des opposants dont nous venons d'examiner la situation, les opposants pour la conservation des droits de leur débiteur ne peuvent, aux termes de l'article 934 Pr., assister à la première vacation, ni concourir au choix d'un mandataire commun pour les autres vacations.

§ 6. Formalités de la levée des scellés : art. 936 à 940 Pr.

Aux jour et heure indiqués, le juge de paix et son greffier se rendent au lieu où les scellés ont été apposés. Le juge de paix constate la présence ou l'absence des parties. Il procède avec celles qui sont présentes et à défaut des absentes, pourvu qu'elles aient été préalablement sommées. Si plus tard, et pendant le cours des opérations, celles-ci comparaissent, mention est faite de leur arrivée au fur et à mesure qu'elles se présentent.

I. — Procès-verbal de levée. — Il contient, d'après l'article 936 Pr., les énonciations suivantes :

A. — Date. — Cette date, qui doit exprimer l'heure, est nécessaire, non seulement parce que tous les actes judiciaires doivent être datés, mais encore parce qu'elle aide à fixer, comme point de départ, le nombre des vacations, qui sont de trois heures chacune, et qu'il est utile de faire connaître, dans l'intérêt du greffier, pour déterminer ses émoluments, celles du juge de paix ayant été supprimées par la loi du 21 juin 1845, et dans l'intérêt du fisc, pour fixer les droits d'enregistrement.

B. — Noms, profession, demeure et élection de domicile du requérant. — D'après l'article 914, l'élection de domicile n'est pas nécessaire lorsque le requérant habite dans la commune où le scellé est apposé. Il en est de même pour la levée.

C. — Énonciation de l'ordonnance délivrée pour la levée.

D. — Énonciation de la sommation prescrite par l'article 931, lorsqu'elle a été signifiée.

E. — Comparution et dires des parties. — Le juge de paix ne doit jamais négliger de demander aux parties si elles ont des observations à faire, alors surtout qu'elles sont peu versées dans la connaissance des lois. En les consignait dans son procès-verbal il doit surtout être attentif à ne pas leur prêter un langage qui puisse compromettre leurs droits.

F. — Nomination et présence des notaires, commissaires priseurs et experts qui doivent opérer, dans le cas où, usant de la faculté que leur reconnaît l'article 935 Pr., les intéressés les ont choisis pour les représenter.

G. — Reconnaissance des scellés. — Le juge de paix doit vérifier s'ils sont intacts. S'ils ne le sont pas, il doit constater le corps du délit avec beaucoup d'exactitude, c'est-à-dire examiner l'état des altérations, rechercher si elles ont été causées par accident, inadvertance, cas fortuit, ou si elles sont le résultat d'un crime. Dans l'un et l'autre cas, il entend les explications du gardien des scellés, qui doit être présent à la levée, et apprécie les circonstances du fait, d'après lesquelles il se décide. Si toutes les parties reconnaissent que l'altération

est causée par un accident, et s'il résulte de l'examen des lieux que, bien évidemment, personne n'a pu s'introduire dans l'appartement ou le meuble couvert par le scellé, et que rien n'a été détourné, il suffit de faire mention du fait, et l'on passe outre. Si, au contraire, l'altération décelez quelque entreprise criminelle, le juge de paix en fait le constat, prend tous les renseignements possibles pour tâcher d'en découvrir l'auteur, dresse procès-verbal et l'envoie au Procureur de la République (art. 249 à 256 Code Pénal).

H. — Réquisitions à fin de perquisition et résultat des dites perquisitions. Les perquisitions peuvent avoir pour objet, non seulement la découverte d'un testament, mais encore la découverte d'effets déplacés ou détournés, tels que effets de commerce, meubles, argent, bijoux, etc. Le requérant doit désigner le lieu où la perquisition sera faite.

I. — Demandes des parties sur lesquelles il y a lieu de statuer, soit qu'elles approuvent, soit qu'elles contestent.

D'ordinaire, l'opération est ainsi terminée. La levée du scellé ayant déjà mis en évidence tout ce que renfermaient les appartements et locaux de la succession, les perquisitions ont lieu le plus souvent dans le voisinage. Cependant le juge de paix ne peut s'introduire dans la maison d'un tiers, fût-il l'un des cohéritiers, sans son consentement exprès. Dans le cas où le tiers s'opposerait à la perquisition, il devrait donc surseoir, en référer au Président du Tribunal Civil, et agir ensuite conformément à la décision de ce magistrat.

II. — Comment il doit être procédé à la levée des scellés : article 937 Pr.

Le juge de paix ne doit lever les scellés que successivement et au fur et à mesure de la confection de l'inventaire; il les réappose à la fin de chaque vacation, mais seulement sur les objets non encore inventoriés.

Sans cette précaution, la première apposition des scellés serait à peu près illusoire, puisque les objets qui ne sont pas encore constatés par l'inventaire pourraient disparaître sans qu'il y eût trace de leur soustraction.

III. — Diverses espèces de levée des scellés.

A. — Levée pure et simple ou avec inventaire.

a). — La levée des scellés est pure et simple, c'est-à-dire sans inventaire, ou bien elle est accompagnée de la description des effets mobiliers. On conçoit la différence qui existe entre la levée des scellés sans description et la levée avec inventaire. La première ne sauvegarde aucun droit ; la seconde, en constatant tout ce qui se trouve sous les scellés, effets mobiliers, titres, valeurs, etc., est une garantie pour tous les intéressés, héritiers, légataires, créanciers. Aussi le juge de paix ne doit-il lever les scellés sans inventaire que quand le défaut de cette formalité ne peut nuire à personne.

b). — Cas d'application de la levée pure et simple.

α. — Lorsque toutes les parties intéressées sont présentes ou représentées, et qu'elles consentent à la levée pure et simple, il n'y a aucun motif de ne pas la leur accorder, dès qu'elles sont toutes majeures.

β. — S'il y avait eu opposition aux scellés, il faudrait le consentement de tous les opposants pour pouvoir les lever sans faire inventaire, à condition que ceux-ci soient tous majeurs et jouissent de leurs droits.

γ. — Les scellés devant être levés sans description lorsque la cause de l'apposition cesse, soit avant que les scellés soient levés, soit pendant le cours de leur levée, il est évident que les héritiers peuvent éviter la confection d'un inventaire en désintéressant complètement les créanciers qui ont requis l'apposition des scellés ou qui ont formé opposition à leur levée.

δ. — Les héritiers peuvent encore se dispenser de l'inventaire en acquittant les legs.

c). — La levée des scellés est à charge d'inventaire et de description :

α. — Dans tous les cas où cette précaution est requise par une partie.

β. — Toutes les fois qu'il y a des mineurs.

d). — C'est à la suite de la réquisition de levée des scellés que le juge de paix, en rendant son ordonnance, décide ordinairement si les scellés seront levés sans inventaire ou à charge d'inventaire. Cependant, quoiqu'il ait dit qu'ils seront levés

avec inventaire, ce magistrat peut les lever purement et simplement si les motifs de l'inventaire viennent à cesser.

B. — Levée partielle et provisoire.

La levée des scellés peut être partielle ou provisoire dans les cas suivants :

α. — Aux termes de la loi du 6 Pluviôse an II, les citoyens dont les titres ou procédures confiés aux notaires, avoués, huissiers se trouvent sous scellés peuvent requérir le juge de paix ou tout autre officier public qui les a apposés de les lever de suite, afin de leur remettre les pièces qu'ils réclament, en constatant cette remise par le procès-verbal. Le juge de paix qui ne défère pas à cette réquisition s'expose à des dommages-intérêts par suite de sa négligence ou de son refus.

β. — Pour extraire les effets à courte échéance et les livres d'un failli mis sous scellés : article 471 Co.

γ. — Pigeau cite un autre cas de levée provisoire. Le scellé a été apposé à la requête d'un créancier ; on en demande la nullité, sur le fondement qu'il est désintéressé, et on allègue que la quittance se trouve placée sous le scellé. Le Tribunal, d'après Pigeau, peut ordonner la levée, la perquisition et la réapposition.

§ 7. Contestations relatives à la levée des scellés.

I. — Aux termes de l'article 921 Pr., lorsqu'il s'élève des difficultés, soit avant, soit pendant le scellé, il doit être sursis à l'opération par le juge de paix qui doit en référer au Président. En est-il de même lorsqu'il s'agit de la levée des scellés ? Il semble qu'il y a même raison de décider et que, en conséquence, la solution doit être la même. Pour soutenir que le juge des référés n'a de compétence qu'à l'égard des difficultés nées à l'occasion de l'apposition des scellés on se fondait sur le texte précité et la place qu'il occupe dans le Code. Mais, à supposer l'exactitude de cette opinion, il ne s'ensuit pas que, lorsqu'il s'agit, non pas d'apposition, mais de la levée des scellés, il n'y ait pas lieu à référé : en effet, la compétence du juge des référés est, en pareille hypothèse, suffisamment établie par la disposition générale de l'article 806 Pr., qui attribue à ce juge le pouvoir de connaître provisoirement de toute affaire urgente. Aussi cette

compétence est-elle reconnue par tous les auteurs en matière de levée de scellés, comme dans le cas où le débat concerne leur apposition. Lors donc que le juge de paix rencontre des obstacles en procédant à la levée des scellés, lorsque cette opération donne lieu à une contestation quelconque, il doit surseoir, établir, s'il le juge nécessaire, garnison intérieure et extérieure, et en référer sur-le-champ au Président du Tribunal.

II. — Les difficultés relatives au droit de provoquer la levée des scellés sont de la compétence du Tribunal de première instance du lieu où les scellés ont été apposés. Il en est de même des difficultés ayant trait à la question de savoir si les scellés doivent être levés avec ou sans description. Ces deux solutions sont conformes au texte de l'article 59 du Code de Procédure, aux termes duquel les demandes entre héritiers, jusqu'au partage inclusivement, doivent être portées devant le Tribunal du lieu où la succession s'est ouverte.

TROISIEME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière d'Adoption

TITRE PRÉLIMINAIRE

Notions générales.

§ 1. Définition.

L'adoption est un contrat solennel, revêtu de la sanction de l'autorité judiciaire, qui, sans faire sortir l'adopté de sa famille naturelle, établit entre lui et l'adoptant des rapports de paternité et de filiation purement civils.

§ 2. Notions historiques.

L'origine de l'adoption remonte à la plus haute antiquité. La Grèce et Rome lui avaient donné une place importante dans leurs institutions; à Rome, l'enfant adoptif prenait dans la famille adoptive la place et obtenait les mêmes droits que l'enfant légitime.

Malgré de vieux usages qui, sous quelques rapports, offrent des points de ressemblance bien imparfaits avec notre adoption actuelle, on peut dire que ce contrat n'existait réellement pas en France avant l'époque de la Révolution. Le principe de l'adoption fut, pour la première fois, décrété le 18 janvier 1792 par l'Assemblée Législative. La Convention, par un décret du 7 mars 1793, ordonna aussi que l'adoption fût comprise dans la législation française; mais elle ne fut véritablement organisée que par le Code Civil. Aux termes de ce Code, l'adoption

n'est plus, comme en droit romain, une représentation absolue de la nature, produisant un changement complet de famille, mais une simple institution de droit privé, n'établissant de rapports juridiques qu'entre l'adoptant et l'adopté.

§ 3. Diverses espèces d'adoption.

On distingue trois sortes d'adoption : 1° L'adoption ordinaire ; 2° L'adoption rémunératoire ; 3° L'adoption testamentaire.

§ 4. Division du sujet.

Nous examinerons successivement : 1° Les conditions ; 2° Les formes ; 3° Les effets de l'adoption. Nous insisterons spécialement sur les formes de l'adoption, à l'étude desquelles se rattache l'intervention du juge de paix.

TITRE PREMIER

Conditions de l'adoption.

Ces conditions varient suivant les différentes espèces d'adoption.

§ 1. Conditions requises pour l'adoption ordinaire.

I. — Conditions communes aux deux parties contractantes.

a). — L'adoptant et l'adopté doivent donner leur consentement à l'adoption, car l'adoption est un contrat.

b). — Tous deux doivent avoir la jouissance des droits civils.

II. — Conditions spéciales à chacune des parties contractantes.

A. — Conditions requises dans la personne de l'adoptant : art. 343, 344, 345, al. 1 Civ.

a). — Il doit avoir au moins cinquante ans accomplis. — Permettre l'adoption, avant cet âge eût été détourner du mariage.

b). — Il ne doit pas avoir d'enfants légitimes. — La loi a craint qu'un père de famille ne se décidât à adopter que dans le but de parvenir indirectement à l'exhérédation de ses enfants.

L'enfant seulement conçu pendant le mariage est un obstacle à l'adoption, car il est réputé né lorsqu'il s'agit de son intérêt.

Il n'y aurait pas obstacle légal à l'adoption dans des adoptions antérieures, car l'article 348 Civ., en interdisant le mariage entre les enfants adoptifs du même individu, admet évidemment qu'il peut en avoir plusieurs ; mais il appartiendrait aux magistrats d'apprécier dans quelles circonstances une seconde ou troisième adoption pourrait être autorisée.

Il n'y aurait pas non plus d'empêchement dans l'existence de plusieurs enfants naturels.

c). — Il doit avoir au moins quinze ans de plus que l'individu qu'il se propose d'adopter. — L'adoption doit imiter la nature jusqu'à un certain point ; il serait dérisoire de donner à un homme de cinquante ans les droits de père sur un homme de son âge.

d). — Il faut, s'il est marié, qu'il obtienne le consentement de son conjoint. — L'adoption impose à l'adoptant des charges qui peuvent léser les intérêts de son conjoint ; il ne faut pas, d'ailleurs, que l'adopté devienne un sujet de discorde dans la famille où il va entrer.

e). — Il doit avoir donné à l'adopté, pendant sa minorité, des soins et des secours non interrompus, pendant six ans au moins. — On ne peut craindre alors que l'adoption soit le fruit d'un caprice, d'un entraînement ou d'une amitié trop précipitamment conçue ; ces soins ont préparé l'adoptant et l'adopté aux relations de père et de fils.

La loi ne précise ni la nature des soins, ni le titre auquel ils auront pu être donnés. Ces soins pourront consister, par exemple, dans le fait d'avoir pourvu à l'entretien physique, à l'éducation intellectuelle de l'enfant ; la loi veut, en un mot, que l'adoption ait été préparée. En vue de faciliter ces soins, elle a imaginé la « tutelle officieuse », que nous examinerons plus loin.

f). — Il doit jouir d'une bonne réputation.

B. — Conditions requises dans la personne de l'adopté.

a). — Il doit être majeur : art. 346, § 1 Civ. — L'adoption est un contrat irrévocable, qui opère des changements importants, non seulement dans les biens, mais encore dans l'état de la personne, et qui impose des charges à l'adopté lui-même, par exemple celle de fournir des aliments à l'adoptant qui est dans le besoin ; il faut donc être majeur pour souscrire ce contrat.

b). — Il ne doit avoir été l'objet d'aucune adoption antérieure, si ce n'est de la part du conjoint de celui qui se propose de faire l'adoption actuelle : art. 344, § 1 Civ. — L'adoption imite en effet la nature ; or on ne peut appartenir à plusieurs pères ou plusieurs mères à la fois.

Cette double opération peut se faire dans le même acte ou dans des actes séparés, à la même époque ou à des époques diverses.

c). — Il doit être autorisé par ses père ou mère : article 346 Civ.

Les règles posées dans ce texte diffèrent, sous plusieurs rapports, de celles qui régissent le consentement des parents au mariage.

D'un côté, la loi se montre plus exigeante, sous deux rapports :

1° Tandis que, pour le mariage, en cas de dissentiment, le consentement du père suffit (art. 148 Civ.), l'article 346 exige absolument, pour l'adoption, le consentement de l'un et de l'autre. En effet : le mariage étant une institution absolument nécessaire à la Société, le législateur a dû le favoriser par tous les moyens ; l'adoption, au contraire, ne mérite pas la même faveur ;

2° Tandis que, pour le mariage, la fille n'est tenue d'obtenir le consentement de ses père et mère que jusqu'à l'âge de vingt et un ans (art. 148 Civ.), l'article 346 n'établit, pour l'adoption, aucune différence entre le fils et la fille. C'est qu'en effet, la femme, habile plus tôt que l'homme à contracter mariage, n'est pas avant lui capable d'être adoptée.

Mais, d'un autre côté, le législateur a été moins sévère. En effet :

1^o A défaut des père et mère, l'adopté n'a pas à demander le consentement de ses autres ascendants, comme il le devrait pour le mariage;

2^o Après l'âge de vingt-cinq ans, un seul acte respectueux suffit pour l'adoption, sans distinction entre le fils et la fille; tandis que, pour le mariage, si un seul acte respectueux suffit aux filles après vingt-cinq ans, il ne suffit aux garçons qu'après trente ans.

§ 2. Conditions requises pour l'adoption rémunératoire : art. 345 Civ.

L'adoption rémunératoire est ainsi appelée parce qu'elle a pour but de récompenser un grand acte de dévouement; c'est celle à laquelle l'adoptant recourt pour récompenser la personne qui lui a sauvé la vie au péril de la sienne. Elle a sa source, non dans un sentiment de bienfaisance, comme la précédente, mais dans un sentiment de reconnaissance. Elle est privilégiée, en ce sens qu'elle est rendue plus facile.

I. — Conditions requises dans la personne de l'adoptant.

A. — La condition spécialement requise chez lui, est d'avoir été sauvé, par l'adopté, d'un danger imminent. L'article 345 semble, il est vrai, rédigé dans un sens limitatif, qui n'autoriserait l'adoption rémunératoire qu'en faveur de celui qui aura sauvé la vie à l'adoptant, soit dans un combat, soit en le retirant des flammes ou des flots. Nous croyons toutefois que la loi, ne pouvant prévoir tous les cas, s'est bornée à des indications générales, et que l'adoption sera très régulièrement permise en faveur de celui qui aura couru lui-même des dangers pour sauver la vie de son semblable dans un désastre qu'on puisse assimiler à ceux prévus par le Code Civil.

B. — Cette condition spéciale une fois remplie, l'adoptant doit :

a). — Être majeur : article 345 Civ. — La loi répute en effet les mineurs incapables de contracter un engagement. Mais elle n'exige plus, comme pour l'adoption ordinaire, qu'il soit âgé de cinquante ans au moins.

b). — Etre plus âgé que l'adopté. — La plus légère différence d'âge suffit.

c). — N'avoir ni enfants ni descendants légitimes. — Celui qui possède la réalité n'a pas besoin de la fiction; on ne saurait, d'ailleurs, pour favoriser l'expression d'une juste reconnaissance, sacrifier l'intérêt d'un enfant légitime.

d). — Obtenir, s'il est marié, le consentement de son conjoint à l'adoption.

II. — Les conditions requises dans la personne de l'adopté sont exactement les mêmes que celles exigées pour l'adoption ordinaire.

§ 3. Conditions requises pour l'adoption testamentaire.

Ce qui caractérise cette adoption, c'est qu'elle est possible au profit d'un mineur et n'est possible qu'à son profit. L'adoptant y recourt quand il craint que la mort ne l'atteigne avant la majorité du pupille qu'il se proposait d'adopter. Du jour où le futur adopté devient majeur, l'adoption testamentaire n'est plus possible.

I. — Les conditions suivantes sont donc requises pour cette adoption :

a). — Il faut qu'il se soit écoulé cinq ans révolus depuis le jour où l'adoptant a commencé à donner ses soins à son pupille.

b). — Il faut que l'adoptant meure avant la majorité de son pupille.

c). — Il faut que l'adoptant ne laisse point de descendants légitimes.

II. — Cette adoption testamentaire diffère des autres aux points de vue suivants :

1° Elle ne peut intervenir qu'au profit d'un mineur de seize ans ;

2° Elle ne suppose plus le consentement du conjoint de l'adoptant. En effet, elle ne peut produire de résultat qu'après la mort de l'adoptant ;

3° La loi n'exige plus six années consécutives de soins en minorité ; cinq années suffisent, à condition toutefois que ces soins aient été donnés à un titre particulier, au titre de tutelle officieuse.

TITRE DEUXIÈME

Formes de l'adoption.

CHAPITRE PREMIER

Formes de l'adoption ordinaire et de l'adoption rémunératoire.

§ 1. Réception du contrat par le juge de paix.

Aux termes de l'article 353 du Code Civil, les deux parties se présentent devant le juge de paix du domicile de l'adopté pour y passer acte de leurs consentements respectifs.

I. — C'est devant le juge de paix que se réalise l'adoption ; c'est là, dès lors, que les consentements doivent être donnés et acceptés ; c'est à ce moment aussi que la capacité requise pour adopter et être adopté doit se rencontrer de part et d'autre.

II. — La prescription de l'article 353 est impérative. Ce texte semble supposer que la présence des parties en personne, devant le juge de paix, est nécessaire, et cette interprétation paraît être en harmonie avec l'importance de l'adoption ; un pareil acte, qui doit produire de si graves conséquences, mérite bien, semble-t-il, une exception à la règle ordinaire qui autorise les parties à se faire représenter quand la loi ne le défend pas spécialement.

Dans le droit romain, les formes solennelles qui étaient suivies ne permettaient pas que cet acte se fit par procuration.

III. — Le contrat passé devant le juge de paix, bien que conditionnel et subordonné à l'accomplissement de certaines formalités, produit cependant immédiatement effet et lie les parties, de telle sorte qu'elles ne peuvent s'en départir que par

un mutuel accord, en s'abstenant toutes deux de remplir les formalités qui doivent rendre l'adoption parfaite et le contrat irrévocable.

IV. — Le juge de paix du domicile de l'adoptant est seul compétent. Celui du domicile de l'adopté ne saurait donc accepter la mission qui lui serait offerte par les contractants.

V. — Dans le cas où le juge de paix reconnaîtrait que l'adoptant et l'adopté, ou l'un d'eux, ne réunissent pas toutes les conditions examinées ci-dessus, et qui sont requises pour la validité de l'adoption, pourrait-il refuser de passer acte de leurs consentements respectifs? En d'autres termes, les attributions du juge de paix sont-elles ici celles d'un juge ayant mission d'examiner la valeur d'un acte et de l'annuler, s'il y a lieu ; ou bien celles d'un simple notaire, uniquement chargé de s'assurer de la réalité des consentements respectifs et de les constater?

Ni l'une ni l'autre de ces propositions exclusives ne serait exacte, croyons-nous. Le juge de paix, en ce qui concerne l'adoption, n'est ni un juge, ni un simple notaire. Il n'est point appelé à décider si l'adoption doit être permise : ce soin est confié au Tribunal de première instance et à la Cour d'Appel.

Mais ses attributions sont nettement définies. Puisque la loi proclame les causes d'empêchement à l'adoption, il est évident qu'avant d'en recevoir l'acte le juge de paix doit s'assurer si toutes les conditions requises par la loi sont accomplies, car il ne doit point prêter son ministère à une convention irrégulière et destinée, dès son origine, à être annulée. Le devoir du juge de paix est donc de veiller avec la plus scrupuleuse attention à l'observation des conditions prescrites par la loi.

VI. — Lorsque ces formalités ont été remplies, il est dressé procès-verbal du consentement respectif des parties.

Cet acte ne peut, à peine de nullité, être reçu par le juge de paix seul. En effet, aux termes de l'article 1040 Pr., tous actes et procès-verbaux du ministère du juge seront faits, le

juge étant toujours assisté du greffier, lequel les écrit sous la dictée du juge. L'acte est ensuite signé par le juge de paix, le greffier et les parties. Enfin, une expédition de cet acte est délivrée par le greffier à la partie la plus diligente.

§ 2. Remise d'une expédition du contrat au Procureur de la République.

Le contrat d'adoption ne peut recevoir son exécution qu'autant qu'il a reçu la sanction judiciaire. A cet effet, l'article 354 Civ. prescrit l'envoi d'une expédition de cet acte dans les dix jours suivants, par la partie la plus diligente, au Procureur de la République près le Tribunal du domicile de l'adoptant, pour être soumise à l'homologation de ce Tribunal.

Si la remise n'avait pas eu lieu dans les dix jours, les parties seraient censées avoir voulu renoncer tacitement à l'adoption, et elles devraient passer un nouvel acte devant le juge de paix.

§ 3. Homologation du contrat d'adoption par la justice.

Cette formalité est réglée par les articles 355 à 358 du Code Civil.

I. — Le jugement d'adoption n'est point soumis à la règle ordinaire de la publicité des audiences. Le Tribunal, réuni en la chambre du Conseil, et après s'être procuré lui-même les renseignements convenables, vérifie : 1° Si toutes les conditions de la loi sont remplies ; 2° Si le futur adoptant jouit d'une bonne réputation : article 355 Civ.

II. — Au lieu d'encourager les adoptions, on les aurait empêchées si on avait laissé à l'adoptant la crainte de voir consigner dans un acte public des allégations de faits honteux ou reprochables, ou même de simples soupçons contre sa moralité. La loi a prévenu ce grave inconvénient en écartant du jugement d'adoption tout appareil de procédure. D'après l'article 356 Civ., le Tribunal, après avoir entendu le Procureur de la République, décide, sans énoncer de motifs, s'il y a lieu ou non lieu à l'adoption.

III. — Après la décision des premiers juges, la Cour d'Appel, sans qu'il y ait appel des parties et sans qu'on cesse de procéder par la voie gracieuse, est appelée à remplir, en

dernier ressort, une mission analogue à celle accomplie par le Tribunal, c'est-à-dire à rechercher s'il y a lieu de confirmer ou de réformer le jugement.

§ 4. Inscription de l'adoption sur les registres de l'état-civil.

Bien que reçue par le juge de paix et homologuée par décision de justice, l'adoption n'est pas encore parfaite. Comme elle apporte un changement à l'état des personnes, il faut qu'elle soit consignée parmi les actes qui règlent cet état. Elle doit donc être transcrite sur les registres de l'état-civil du lieu où l'adoptant est domicilié, dans les trois mois qui suivent le jugement d'adoption, sur le vu d'une expédition de l'arrêt de la Cour d'Appel : article 359 C. Civil.

CHAPITRE II

Formes de l'adoption testamentaire.

Ainsi que son nom l'indique, l'adoption testamentaire se fait par testament. Peu importe en quelle forme cet acte a lieu, l'adoption est toujours valable. Il n'est pas nécessaire que le testament renferme une disposition de biens quelconque.

La loi ne prescrivant pas pour l'adoption testamentaire les formalités de l'homologation par la justice et de l'inscription sur les registres de l'état-civil, on décide, dans le silence de la loi, que ces formalités ne sont pas requises.

L'adoption testamentaire ne s'accomplit pas de plein droit et par la seule volonté du tuteur officieux : il faut qu'elle soit acceptée. Le pupille ne pouvant pas se prononcer par lui-même, à cause de sa minorité, l'acceptation doit être faite par ses représentants, conformément à l'article 461 du Code Civil. Toutefois, cette acceptation par les représentants du pupille n'a

que des effets provisoires : le mineur, devenu majeur, peut en effet répudier l'adoption qui aurait été acceptée ou accepter celle qui aurait été répudiée.

TITRE TROISIÈME

Effets de l'adoption.

Passons très brièvement en revue les effets de l'adoption.

§ 1. Transmission du nom.

Aux termes de l'article 347 Civ., l'adopté acquiert le nom de l'adoptant, que portera ensuite toute sa descendance. C'est une exception à la législation qui prescrit des formes administratives pour les changements et les additions de noms.

§ 2. Empêchements de mariage.

L'adopté reste dans sa famille naturelle et y conserve tous ses droits. L'adoption ne produit qu'une sorte de parenté ou d'affinité civile qui, dans un haut intérêt de convenance sociale, a toutefois paru suffisante pour faire interdire le mariage :

1° Entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants ;

2° Entre les enfants adoptifs du même individu ;

3° Entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant ;

4° Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant ;

5° Entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté : article 348 Code Civil.

§ 3. Obligation alimentaire.

Aux termes de l'article 349 Civ., l'adoption crée entre l'adoptant et l'adopté une obligation alimentaire réciproque. Mais cette obligation n'existe pas entre l'adopté et les ascendants de l'adoptant, parce qu'aucune affinité n'est établie entre eux, ni entre l'adoptant et les descendants de l'adopté.

§ 4. Droit pour l'adopté de succéder à l'adoptant.

Aux termes de l'article 350 Civ., l'adopté a sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que l'enfant légitime.

§ 5. Droit de retour légal de l'adoptant.

En cas de mort de l'adopté sans descendants légitimes, l'article 351 du Code Civil autorise l'adoptant ou ses descendants à reprendre les choses données par l'adoptant ou recueillies dans sa succession, et qui existent encore en nature lors du décès de l'adopté.

TITRE QUATRIÈME

Voies de nullité possibles en matière d'adoption.

Aucun article du Code Civil ne résout formellement la question de savoir si une adoption consommée est susceptible d'annulation. Cependant, dès que la loi soumet la validité d'une adoption à certaines conditions de fond et de forme, il n'est pas douteux que leur omission affecte l'adoption de nullité.

Mais dans quelles formes cette nullité doit-elle être demandée? -- Aux termes des articles 355 et 357 du Code Civil, l'autorité judiciaire doit refuser l'adoption si les conditions exigées par la loi ne sont pas remplies. Supposons cependant que l'homologation de la justice soit intervenue. L'adoption peut-elle être attaquée, et par quelle voie? — On ne saurait sérieusement soutenir qu'une adoption ne peut être révoquée dès que le jugement d'homologation est intervenu. Une pareille doctrine serait en effet inapplicable à l'adoption testamentaire, dans laquelle l'autorité judiciaire n'intervient pas, ce qui est inadmissible.

L'adoption conventionnelle, ordinaire ou rémunératoire, n'en reste pas moins un contrat; ce n'est pas de l'arrêt d'ho-

mologation rendu par la Cour d'Appel que résulte l'adoption, mais bien du contrat solennel qui a été reçu par le juge de paix. L'adoption peut donc être attaquée comme un contrat quelconque : c'est donc par voie d'action en nullité que les intéressés agiront devant le Tribunal Civil.

Cette action en nullité sera, croyons-nous, imprescriptible, la prescription ne s'appliquant pas à tout ce qui touche à l'ordre public et à l'état des personnes.

APPENDICE A LA TROISIÈME PARTIE

De la Tutelle officieuse.

§ 1. Définition et caractères juridiques.

La tutelle officieuse est un contrat de bienfaisance par lequel une personne assume volontairement l'obligation de nourrir et d'élever gratuitement un mineur, d'administrer sa personne et ses biens, et de le mettre en état de gagner sa vie à sa majorité.

La tutelle officieuse tient le milieu entre la tutelle ordinaire et l'adoption. Comme la tutelle, elle impose l'obligation d'administrer les biens du pupille, et elle finit à la majorité de celui-ci. Mais elle diffère de la tutelle ordinaire en ce que le tuteur officieux doit nourrir et élever, à ses propres frais, son pupille, lors même que celui-ci aurait des revenus particuliers. Comme l'adoption, elle est entièrement volontaire; elle oblige à nourrir, à élever le pupille, à le mettre en état de gagner un jour son existence. C'est, de plus et surtout, un acheminement à l'adoption, car, à la majorité du pupille, le tuteur officieux peut l'adopter; il peut même le faire avant cette époque par testament : article 366 Civ.

§ 2. Conditions de la tutelle officieuse.

A. — Conditions requises de la part du tuteur officieux. — Il doit :

a). — Etre âgé de plus de cinquante ans : article 361 Civ.

b). — N'avoir point de descendants légitimes : article 361 Civ.

c). — Obtenir, s'il est marié, le consentement de son conjoint : article 362 Civ.

d). — Etre capable d'exercer la tutelle ordinaire. — Cependant, la tutelle officieuse étant un préliminaire de l'adoption, et l'adoption étant permise aux femmes, la tutelle officieuse leur est permise, quoiqu'elles soient, en général, déclarées incapables d'exercer une tutelle ordinaire.

B. — Conditions requises de la part du pupille. — Il doit :

a). — Etre âgé de moins de quinze ans : article 364 Civ.

b). — Ne pas être soumis à une autre tutelle officieuse ; la tutelle officieuse est en effet, suivant l'expression du tribun Perreau, un moyen préparatoire de l'adoption, et nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux : article 344 Civ.

c). — Obtenir le consentement de ses père et mère ou du survivant d'eux, ou, à leur défaut, d'un Conseil de famille ; ou enfin, s'il n'a point de parents connus, des administrateurs de l'hospice où il a été recueilli ou du maire de son domicile : article 361 Civ.

§ 3. Formes de la tutelle officieuse.

C'est devant le juge de paix du domicile de l'enfant que le contrat est passé ; il s'agit en effet d'une tutelle ; or, de droit commun, toute tutelle se défère au domicile du mineur : article 406 Civ.

Ce contrat consiste dans un procès-verbal constatant les demandes et consentements respectifs (art. 363 Civ.), et qui est signé tant par le tuteur officieux que par ceux qui consent à l'adoption, quoique, à la rigueur, la signature de ceux-ci ne soit pas nécessaire. L'acte qui contient leur consentement, et qui est annexé au procès-verbal, pourrait en effet en tenir lieu.

Le contrat de tutelle officieuse n'est soumis à aucune homo-

logation de justice. C'est le juge de paix qui doit vérifier si toutes les conditions sont remplies.

§ 4. Effets de la tutelle officieuse.

Le tuteur officieux a, comme tout tuteur, la garde et la direction de la personne du pupille. Il a l'administration de ses biens, sauf de ceux dont le père ou la mère a l'usufruit légal, et il doit en rendre compte dans tous les cas, soit qu'il adopte le pupille, soit qu'il ne l'adopte pas : articles 365 et 370 Code Civil.

Ses immeubles, comme ceux de tout tuteur, sont grevés de l'hypothèque légale du mineur.

Le tuteur officieux est tenu de nourrir à ses frais le pupille, de l'élever et de le mettre en état de gagner sa vie, sans pouvoir imputer sur ses revenus les dépenses de l'éducation : articles 364 et 365 du Code Civil.

QUATRIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière d'Émancipation.

TITRE PRÉLIMINAIRE

Notions générales.

§ 1. Définition.

L'émancipation est un acte légal par lequel un mineur est affranchi de la puissance paternelle ou de l'autorité du tuteur, ou des deux à la fois lorsqu'il y est en même temps soumis. Elle confère à celui-ci le droit, avant sa majorité, de se gouverner lui-même et d'administrer librement ses biens en se conformant aux limites tracées par la loi. C'est donc une situation intermédiaire, une sorte de stage de la capacité.

§ 2. Distinction de deux sortes d'émancipation.

Il y a deux espèces d'émancipation :

a). — Émancipation tacite, — qui est une conséquence immédiate et nécessaire du mariage : article 476 Civ. ;

b). — Émancipation expresse, — qui s'opère par une déclaration de volonté du père et de la mère, ou du Conseil de famille.

Nous ne nous occuperons pas de la première, à laquelle le ministère du juge de paix est totalement étranger.

TITRE PREMIER

Conditions de l'émancipation.

§ 1. A quel âge le mineur peut être émancipé.

L'âge auquel le mineur peut être émancipé varie selon qu'il a son père ou sa mère, ou qu'il est orphelin.

Dans le premier cas, l'émancipation est permise à quinze ans révolus (art. 477 Civ.); dans le second à dix-huit ans (art. 478 Civ.).

§ 2. Quelles personnes peuvent émanciper le mineur.

Si le mineur n'est pas orphelin, l'émancipation peut être accordée par le père, ou, à défaut du père, par la mère. Dans le cas contraire, par le Conseil de famille.

I. — Les personnes investies du droit d'émanciper un mineur sont donc, en première ligne, le père, et après le décès de celui-ci, la mère : art. 477, § 1.

Ceux-ci sont juges suprêmes du moment où il leur conviendra d'exercer le droit que la loi leur accorde ; leur pouvoir à ce sujet est absolu, et ne peut être soumis à la censure des Tribunaux.

La seule limite à ce droit, c'est que le mineur ait atteint l'âge de quinze ans révolus.

a). — Le père où la mère destitués de la tutelle ont-ils encore le droit d'émanciper leurs enfants ? — Il semble, au premier abord, que, dépouillés du droit d'administrer la personne et les biens de ces mêmes enfants, ils ne puissent l'accorder à ces enfants eux-mêmes. Cependant, il faut remarquer qu'ils conservent la puissance paternelle, dont l'émancipation est une émanation ; d'ailleurs, l'article 477 Civ. ne distingue pas. Toutefois, il appartiendrait dans ce cas aux tribunaux d'en contrôler l'exercice, et, s'il leur apparaissait que l'émancipation demandée est pour le père ou la mère

destitués un moyen frauduleux d'éluder et de rendre sans effet la destitution encourue, ils pourraient, sur la demande du tuteur, faire défense au juge de paix de procéder à l'acte d'émancipation.

b). — Le mineur, à quelque âge qu'il soit parvenu, ne peut contraindre ses père ou mère à l'émanciper. Ceux-ci sont en effet chargés par la loi d'apprécier l'intelligence et la moralité de leur enfant, et de juger, en conséquence, s'il est digne d'être émancipé. La tendresse éclairée du père ou de la mère a été considérée par le législateur comme la garantie la plus sûre de leur détermination; toute contrainte que le mineur voudrait exercer sur eux devrait donc être repoussée.

c). — Lorsque le père est déchu de la puissance paternelle, il est généralement admis que la mère est investie, comme dans le cas de décès de celui-ci, du droit d'émanciper son enfant. Mais, si le père se trouve dans l'impossibilité de fait d'exercer la puissance paternelle, soit pour cause d'absence présumée ou déclarée, soit pour cause d'interdiction, quel sera le droit de la mère?

Une première opinion, enseignée par MM. Toullier, Valette et Proudhon, refuse à la mère le droit d'émancipation. On dit : la mère, lorsque le père n'est pas décédé, n'exerce la puissance paternelle que par délégation; or le père interdit peut recouvrer la raison; le père présumé absent, même absent déclaré, peut revenir; dès lors la mère ne doit pas pouvoir changer définitivement l'état de l'enfant. D'ailleurs, les expressions « à défaut du père » employées par l'article 477 Civ. supposent évidemment que le père est mort. On ajoute : le père a la jouissance légale des biens de ses enfants jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de dix-huit ans accomplis; comme l'émancipation a pour effet de mettre fin à cette jouissance, accorder à la mère le droit d'émanciper les enfants à la place du père absent ou interdit, ce serait lui donner la disposition des revenus de son mari; or aucun texte de loi n'autorise une semblable modification du régime conjugal.

Une seconde opinion, défendue notamment par M. Marcadé, distingue entre le cas où l'enfant a moins de dix-huit ans et le

cas où il a atteint cet âge. Elle dénie à la mère, dans la première hypothèse, le droit d'émanciper l'enfant; mais elle le lui accorde dans la seconde. Elle s'appuie sur ce que l'usufruit légal des biens de l'enfant appartenant toujours au père, la mère ne peut, par sa seule volonté, anéantir le droit de jouissance légale; mais, lorsque l'enfant a atteint l'âge de dix-huit ans, son intérêt n'est plus contre-balancé par le droit du père, et la mère peut procéder à l'émancipation.

Aucune de ces deux opinions ne nous semble exacte. Nous ralliant à celle de M. Demolombe, nous disons que l'article 477 Civ., en employant les expressions générales « à défaut du père », a voulu embrasser tous les cas, non seulement le cas de mort, mais encore les hypothèses d'absence ou d'interdiction. En effet, la puissance paternelle ne constitue pas seulement un droit; elle est aussi la source de devoirs. Or, dès que le père ne peut plus remplir ses devoirs envers l'enfant, l'intérêt de celui-ci, comme l'intérêt de la Société, exigent qu'une autre personne remplisse la fonction du père; or qui peut mieux la remplir que la mère? D'autre part, l'article 149 Civ., en autorisant la mère à consentir au mariage de l'enfant par cela seul que le père est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, révèle bien la pensée du législateur de transporter à la mère tous les pouvoirs du père lorsque celui-ci ne peut manifester sa pensée. La mère aura donc, dans tous les cas, la faculté d'émanciper l'enfant, même âgé de moins de dix-huit ans.

II. — A défaut de père et de mère, le Conseil de famille peut être appelé à délibérer sur l'émancipation : article 478 Civ.

A. — Mais il y a cette différence entre l'émancipation paternelle ou maternelle et celle qui est prononcée par la famille, que la première peut être accordée aux enfants dès qu'ils ont atteint quinze ans révolus, tandis que la seconde ne peut l'être qu'à ceux qui ont dix-huit ans accomplis.

L'article 478 du Code Civil n'apportant aucune restriction à l'appréciation du Conseil de famille en ce qui concerne la capacité du mineur, sa délibération, soit qu'elle prononce, soit qu'elle refuse de prononcer l'émancipation, est souveraine et ne peut être l'objet d'un recours devant les Tribunaux.

B. — Aux termes de l'article 479 du Code Civil, si le tuteur ne fait aucune diligence pour l'émancipation du mineur, et si un ou plusieurs parents ou alliés de ce mineur au degré de cousin germain le jugent capable d'être émancipé, ils peuvent requérir le juge de paix de convoquer le Conseil de famille pour délibérer à ce sujet. Le juge de paix doit déférer à cette réquisition.

C. — Si le tuteur négligeait de prendre les mesures nécessaires pour amener l'émancipation, le mineur aurait-il le droit de requérir le juge de paix d'assembler le Conseil de famille à cet effet ?

Quelques anciens usages, qui permettaient au mineur d'obtenir par lui-même des lettres d'émancipation ont déterminé Toullier et Proudhon à enseigner qu'il en serait de même aujourd'hui. D'autres auteurs, au contraire, Duranton, Delvincourt, à l'opinion desquels nous nous rangeons, s'appuient sur le silence du Code à cet égard pour refuser ce droit au mineur. L'émancipation est en effet une faveur qui ne peut être accordée qu'autant que l'un des parents du mineur l'en juge assez digne pour prendre sur lui de la réclamer. D'autre part, le mineur n'a aucune capacité pour agir sans l'assistance de son tuteur. Si on lui accordait le droit de s'adresser au juge de paix pour faire convoquer à son gré le Conseil, il n'y aurait pas de raison pour que, après avoir échoué dans plusieurs tentatives et s'être vu refuser l'émancipation qu'il désire ardemment, il ne revînt à la charge et, en fatiguant inutilement les membres du Conseil de famille par des demandes intempestives, n'occasionnât des frais assez considérables, qui, en définitive, retomberaient sur lui. En l'obligeant au contraire à recourir à l'entremise d'une personne que l'on doit supposer capable d'avoir pu apprécier les développements de son intelligence, on évite cet inconvénient sans apporter obstacle à la légitimité de sa demande.

III. — Le juge de paix ne pourrait provoquer d'office l'émancipation, bien que, dans divers cas, il agisse d'office pour le mineur. Il ne doit pas en effet sortir de son rôle de juge dans un cas grave comme celui-ci, où il ne s'agit nullement de prendre des mesures conservatoires ou de protection.

TITRE DEUXIÈME

Formes de l'émancipation.

§ 1. Emancipation conférée par le père ou par la mère.

L'émancipation s'opère, aux termes de l'art. 477, § 2 du Code Civil, par la seule déclaration du père ou de la mère, reçue par le juge de paix assisté de son greffier.

I. — Juge de paix compétent.

La question de savoir quel est le juge de paix compétent doit être résolue d'après la règle générale, suivant laquelle le domicile naturel du mineur détermine la compétence du juge de paix. Or, comme le mineur n'a pas d'autre domicile que celui de son père ou de sa mère tant qu'ils vivent, c'est le juge de paix de leur domicile qui doit recevoir leur déclaration.

Ce magistrat ne peut que recevoir la déclaration et en dresser acte ; il n'a pas le droit d'examiner si l'émancipation est ou non susceptible d'être critiquée ; il doit donc s'abstenir de faire suivre cette déclaration d'énonciations ou de protestations contenant son appréciation personnelle.

II. — La loi ne prescrit aucun mode spécial quant à cette déclaration. Rien ne s'oppose donc, croyons-nous, à ce qu'elle soit transmise au juge de paix par un mandataire muni d'un pouvoir spécial et authentique. Dans tous les cas, la présence de l'enfant n'est pas nécessaire.

Nous ne croyons pas que l'émancipation puisse être accordée par testament. En effet : 1° Si la mère survit au père, elle se trouve de plein droit investie de la puissance paternelle ; le testament du père ne saurait donc alors produire une émancipation que, d'après la loi, il appartient exclusivement à la mère de prononcer ; 2° D'un autre côté, si le testament émane de la mère, il ne peut avoir pour effet de dépouiller le Conseil de famille de ses prérogatives. A défaut de la mère,

le droit d'émanciper doit appartenir exclusivement au Conseil de famille. On ne pourrait, dès lors, considérer le testament de la mère que comme l'expression d'un simple vœu ; 3° En matière de tutelle, le Code Civil s'est expliqué sur les cas où la voie testamentaire est autorisée ; or il garde le silence sur l'émancipation. On ne peut, dès lors, admettre un autre mode que celui consacré par le législateur, surtout en présence des termes impératifs de l'article 477 du Code Civil.

§ 2. Emancipation conférée par le Conseil de famille.

Aux termes de l'art. 478, § 2 du Code Civil, la forme de cette émancipation consiste dans une délibération approbative, prise à la majorité des voix et dans la déclaration que fait ensuite le juge de paix que le mineur est émancipé.

Lorsque ces formalités ont été observées, la délibération du Conseil de famille n'est susceptible d'aucun recours devant les Tribunaux, à moins que cette assemblée n'ait été irrégulièrement composée. Nous croyons cependant que l'irrégularité de sa composition ne frapperait pas radicalement de nullité l'émancipation qui aurait été prononcée. Dans une telle circonstance, il nous semble qu'on devrait annuler ou maintenir la délibération irrégulière, suivant que l'exigerait l'intérêt du mineur dont le Tribunal doit surtout se préoccuper.

TITRE TROISIÈME

Effets de l'émancipation.

§ 1. Pour ce qui concerne sa personne, le mineur émancipé est assimilé au majeur.

- A. — Il n'est plus soumis au droit de correction paternelle.
- B. — Il peut librement choisir son domicile.
- C. — Il a l'aptitude à devenir commerçant.

Cependant il ne peut se marier sans le consentement de ses père et mère.

§ 2. En ce qui concerne ses biens, le mineur émancipé est soumis à un régime particulier, celui de la curatelle.

Sa capacité est variable suivant les cas.

I. — Actes que le mineur émancipé peut faire seul : article 481 Civ.

Ce sont les actes de pure administration : passer les baux de neuf ans, recevoir ses revenus et en donner décharge.

II. — Actes pour lesquels l'assistance du curateur est nécessaire et suffisante : article 482 Civ.

A. — Recevoir son compte de tutelle.

B. — Intenter une action immobilière ou y défendre.

C. — Recevoir un capital mobilier et en donner décharge.

D. — Intenter une action en partage ou y défendre.

E. — Accepter une donation.

F. — Aliéner ses meubles incorporels.

III. — Actes pour lesquels le mineur émancipé est soumis aux mêmes conditions que le mineur en tutelle.

A. — Accepter ou répudier une succession.

B. — Acquiescer à une demande immobilière.

C. — Emprunt pour cause de nécessité absolue ou d'avantage évident.

D. — Aliénation d'immeubles.

E. — Hypothèque.

F. — Transaction.

IV. — Actes interdits au mineur émancipé.

A. — Donation entre vifs, sauf par contrat de mariage.

B. — Testament, à moins qu'il n'ait 16 ans accomplis.

C. — Compromis.

V. — Sanctions.

La désobéissance à la loi entraîne la nullité des actes faits par le mineur émancipé. A la différence du tuteur, qui peut demander la nullité au cours de la tutelle, le curateur n'a pas qualité à cet effet.

Une seconde sanction est la réduction judiciaire. Les actes qui, faits valablement d'ailleurs, constituent le mineur en

dépense, par exemple ce sont des fournisseurs qui abusent des entraînements de celui-ci, peuvent être réduits pour cause d'excès.

TITRE QUATRIÈME

Comment l'émancipation prend fin.

Il ne s'agit toujours que de l'émancipation expresse.

§ 1. Aux termes de l'article 485 Civ., les formes à suivre pour révoquer l'émancipation sont les mêmes que celles qui ont lieu pour la conférer.

I. — Si le père ou la mère existe encore, il lui suffira de déclarer devant le juge de paix qu'il ou qu'elle retire l'émancipation conférée à son fils.

II. — A défaut du père ou de la mère, le Conseil de famille est appelé à délibérer sur la révocation.

§ 2. L'article 486 indique les effets du retrait de l'émancipation. Le mineur est replacé dans la situation où il serait si l'émancipation ne lui avait pas été conférée.

CINQUIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière d'Actes de Notoriété

NOTIONS GÉNÉRALES

L'acte de notoriété est celui qui est passé devant un officier public, et où sont constatées les déclarations de personnes ou témoins qui attestent un fait notoire afin de suppléer un acte écrit qu'on est hors d'état de produire. Cet acte acquiert, de l'intervention de l'officier public, plus d'autorité qu'un certificat délivré par un particulier, document qui peut n'être que l'effet de la complaisance.

Les actes de notoriété s'appliquent à diverses situations et sont reçus par des magistrats ou des officiers publics d'ordre différent.

Plusieurs de ces actes rentrent exclusivement dans les attributions des notaires. Nous n'avons à nous occuper ici que de ceux dont la loi confie la rédaction aux juges de paix. Il en est de plusieurs sortes.

TITRE PREMIER

Actes de notoriété prévus par le Code Civil.

§ 1. Acte de notoriété exigé pour le mariage à défaut d'acte de naissance : art. 70 à 72 du Code civil.

Par une faveur due au mariage, celui qui ne peut produire

un acte de naissance peut y suppléer par un acte de notoriété, qui est délivré par le juge de paix du lieu de sa naissance ou de son domicile sur la déclaration de sept témoins.

Cet acte de notoriété, dont les articles 70, 71 et 72 du Code Civil déterminent les formes, et qui doit être homologué par le Tribunal, fait preuve complète de la naissance, au moins quant à la célébration du mariage. Mais là s'arrêtent ses effets exceptionnels. Il ne peut donc servir à établir la filiation, ni par suite les droits de famille, tels que celui de succéder. Cependant, comme il pourrait au moins former, contre ceux qui l'ont signé, un commencement de preuve par écrit (art. 324 Civ.), le juge de paix doit avoir soin de mentionner qu'il ne le délivre qu'en exécution et en conformité de l'article 70 Civ. et seulement pour remplir l'objet de cet article.

Les témoins produits par la partie qui requiert l'acte de notoriété doivent être Français et majeurs. Mais rien ne s'oppose à ce qu'ils soient parents ou domestiques de cette partie. Il y a même, à l'égard de ces témoins, des motifs de préférence, puisqu'ils peuvent mieux que d'autres fournir les renseignements qui doivent servir de base à l'acte de notoriété. Il n'est pas nécessaire qu'ils prêtent serment ni qu'ils soient entendus séparément les uns des autres. Aucune de ces formalités n'est prescrite par la loi.

Lorsqu'on produit, à l'appui des déclarations des témoins, des papiers de famille ou d'autres documents, le juge de paix les paraphe, en fait mention dans l'acte et les fait annexer à la minute qui doit demeurer au greffe de paix.

L'article 70 Civ. exige la présence de sept témoins. S'il ne se trouvait, dans le lieu de la naissance ou dans celui du domicile du futur époux, qu'un nombre de témoins inférieur à celui que prescrit la loi, pourrait-on réunir les déclarations faites devant les deux juges de paix pour compléter le nombre légal? En d'autres termes, deux actes de notoriété émanés, l'un du juge de paix du domicile du futur époux, l'autre du juge de paix du lieu de sa naissance, et rédigés d'après les déclarations, l'un de trois, l'autre de quatre témoins, pourraient-ils remplir le vœu de l'article 70? — Oui, répondent MM. Augier et Bous-

quet, l'acte de notoriété ayant uniquement pour but de prouver l'âge du requérant afin de démontrer qu'il est habile à contracter mariage, peu importe que les témoins déposent devant le même juge de paix ou devant deux magistrats différents; le résultat des déclarations étant le même pour la justice dans les deux cas, ce serait une chicane de mots que refuser à deux actes réguliers et authentiques l'effet que l'on est obligé d'accorder à un seul. Le juge de paix du lieu de la naissance et celui du domicile peuvent donc concourir, par deux procès-verbaux séparés, à former l'acte de notoriété supplétif de l'acte de naissance. M. Carré soutient la négative. La loi est formelle, dit-il, elle veut que le juge de paix reçoive la déclaration de sept témoins, et n'autorise point à réunir deux actes dressés par deux juges de paix différents pour tenir lieu de l'acte unique qu'elle prescrit. Il n'y a aucune rigueur à exiger que la disposition de la loi soit remplie : la déclaration de sept témoins réunis, qui peuvent s'éclairer et se rappeler les faits, a plus de gravité que des témoignages isolés et recueillis peut-être à des dates différentes.

Cette solution est parfaitement logique. Il est sans doute indifférent, aux termes de la loi, que l'acte de notoriété soit délivré par le juge de paix du domicile du futur époux ou par celui du lieu de sa naissance; mais, lorsque l'un d'eux est saisi, il doit faire seul l'acte qui lui est déféré.

On ne saurait admettre que, lorsqu'il s'agit d'un élément de preuve dont la loi a expressément indiqué les conditions, on puisse arbitrairement les scinder pour substituer une preuve, qualifiée d'équivalente, à celle qui a été prescrite par la loi.

§ 2. Acte de notoriété nécessaire pour suppléer au défaut d'actes respectueux par suite de l'absence de l'ascendant auquel il aurait dû être fait : article 155 Civ.

I. — Législation antérieure à la loi du 20 juin 1896.

Il y a, entre cet acte de notoriété et celui dont nous venons de nous occuper, les différences suivantes :

1^o La loi n'exige pour ce dernier que quatre témoins au lieu de sept ;

2° A la différence de l'acte de notoriété supplétif de l'acte de naissance, pour lequel les témoins sont choisis et appelés par la partie requérante, l'acte dont s'agit doit avoir pour base la déclaration de quatre témoins choisis et appelés d'office par le juge de paix ;

3° Aucune disposition de loi ne prescrit l'homologation de l'acte dont nous nous occupons.

La déclaration ne pouvant porter que sur un seul fait, celui de l'absence, doit être reçue cumulativement et signé par le requérant, les témoins, le juge de paix et le greffier : article 1040 Pr.

Les dissemblances qui nous venons d'indiquer dans les formes constitutives de ces deux actes de notoriété prennent leur source dans la diversité même de leur but respectif : les actes respectueux, qui ne sont, au fond, qu'une manifestation de déférence envers des ascendants, sont loin d'avoir, quant à l'état des personnes, l'importance d'un acte de naissance.

Dans le cas où, par l'ignorance des lieux où sont décédés les père et mère ou ascendants, on ne peut produire les actes de décès, ou bien si, comme cela arrive souvent dans les classes pauvres, on ne peut, par ignorance du dernier domicile des ascendants, recourir à l'acte de notoriété prescrit par l'article 155 pour constater l'absence d'un domicile connu, un avis du Conseil d'Etat du 4 Thermidor an XIII autorisait la célébration du mariage des majeurs sur leur déclaration, faite sous serment, que le lieu du décès ou celui du dernier domicile de leurs ascendants leur était inconnu, déclaration certifiée sous serment par les quatre témoins de l'acte de mariage. Le préambule du même avis portait que ces déclarations pouvaient être faites devant un notaire aussi bien que devant un juge de paix, parce qu'elles n'offraient aucune identité avec celles prévues par les articles 70, 71 et 155 du Code Civil, lesquelles ne peuvent être reçues que par les juges de paix.

II. — Loi du 20 juin 1896.

Cette loi a ajouté à l'article 155 une disposition nouvelle. Dorénavant, il ne sera plus nécessaire de produire les actes de

décès des père et mère lorsque les aïeuls ou aïeules, pour la branche à laquelle ils appartiennent, attestent ce décès : mention de cette attestation sera faite dans l'acte de mariage.

La loi du 20 juin 1896 a également fait passer dans cet article les prescriptions de l'avis du 4 Thermidor an XIII.

§ 3. Rectification d'un acte de l'état-civil.

Lorsqu'une personne demande la rectification d'un acte de l'état-civil, elle doit établir sa demande en prouvant qu'il y a erreur ou omission dans l'acte.

La loi ne dit pas comment cette preuve sera fournie. M. Rolland de Villargues pense avec raison, croyons-nous, que les erreurs à rectifier peuvent être établies par des actes de notoriété auxquels seront appelés des témoins, en plus grand nombre possible, de préférence parmi les proches parents et alliés de ceux qui les requièrent. Rien ne paraît s'opposer à ce que ces actes soient reçus par les juges de paix.

§ 4. Actes de notoriété en matière d'adoption.

On peut faire usage d'actes de notoriété pour constater, chez l'adoptant et chez l'adopté, les qualités et plusieurs des conditions requises par la loi, telles que celles de l'âge, de la moralité, des soins donnés et des secours fournis pendant six ans au moins, etc. Ces actes seront reçus par le juge de paix.

TITRE DEUXIÈME

Actes de notoriété prévus par des lois spéciales.

§ 1. Acte de notoriété pour constater l'omission ou l'interposition des prénoms d'un militaire.

Suivant une décision du Ministre de la Guerre, les juges de paix peuvent délivrer un acte de notoriété dressé dans la forme prescrite par l'article 71 Civ., c'est-à-dire d'après les déclara-

tions de sept témoins français et majeurs, pour constater l'omission ou l'interposition des prénoms d'un militaire, dans un acte civil en opposition avec son acte de naissance. Il s'agit alors seulement de faire certifier l'identité de la personne, et cette attestation participe de la nature de celles que l'article 71 du Code Civil confie aux juges de paix. Par suite de cette assimilation, l'attribution dont il s'agit ici ne peut appartenir qu'au juge de paix du domicile ou du lieu de naissance du militaire dont les prénoms sont contestés.

§ 2. Acte de notoriété après décès pour retirer un cautionnement ou des intérêts de cautionnement.

Les héritiers du titulaire d'un cautionnement qui font une demande en remboursement sont tenus de fournir un acte de notoriété contenant leurs noms, prénoms et domicile, la qualité en laquelle ils agissent, l'indication de leurs portions dans le cautionnement à rembourser et l'époque de leur jouissance.

Ce certificat est délivré par le notaire, s'il y a inventaire, partage authentique, donation ou testament, et par le juge de paix du domicile du défunt, sur l'attestation de deux témoins, s'il n'existe aucun de ces actes en forme authentique : Décret du 18 septembre 1806.

§ 3. Acte de notoriété en cas de mutations de rentes.

En cas de mutations de rentes opérées par d'autres voies que le transfert administratif, le nouvel extrait d'inscription sera délivré à l'ayant droit sur le simple rapport de l'ancien extrait d'inscriptions, et d'un certificat de propriété ou acte de notoriété contenant ses nom, prénoms et domicile, la qualité en laquelle il procède, l'indication de sa portion de la rente et l'époque de sa jouissance. Le certificat qui sera rapporté, après avoir été dûment légalisé, sera délivré par le notaire détenteur de la minute lorsqu'il y aura eu inventaire et partage par acte public, ou transmission gratuite à titre de donation entre vifs ou par testament. Il le sera par le juge de paix du domicile du décédé sur l'attestation de deux citoyens lorsqu'il n'existera aucun des dits actes en forme authentique : Loi du 28 Floréal an VII, art. 6.

TITRE TROISIÈME

Actes de notoriété non prévus par une disposition expresse de la loi.

§ 1. Le législateur ayant désigné les juges de paix, soit exclusivement, soit concurremment avec les notaires pour dresser les actes de notoriété relatifs aux objets que nous venons d'examiner, on en a conclu qu'il a été dans son intention d'attribuer aux juges de paix une compétence générale à l'effet de constater toute sorte de faits relatifs aux décès, à l'identité des personnes, au droit de succéder, etc.... Toutes les fois donc que le législateur n'a pas attribué spécialement à un officier public le droit de constater tel ou tel fait, on peut même, dans le silence de la loi, s'adresser au juge de paix.

§ 2. Quelles règles doivent être observées pour la rédaction des actes de notoriété dans les cas non prévus par la loi.

I. — Dans tous les actes de notoriété dont la loi n'a pas indiqué les formes, il serait difficile d'indiquer aux juges de paix les règles à suivre en cette matière. Rien ne doit être de rigueur. On peut seulement dire que, en principe, il y a lieu de se rapprocher autant que possible, pour les cas non prévus, des formes indiquées par la loi pour les cas analogues dont elle s'est occupée.

II. — Il faut en outre, autant que possible, choisir pour témoins des personnes domiciliées dans le lieu où le fait s'est passé et à l'époque de ce fait. Ce sont celles dont le témoignage a le plus d'autorité et doit inspirer le plus de confiance, lorsque d'ailleurs elles offrent toutes garanties de probité désirables.

III. — La manière de procéder à l'audition de ces témoins serait différente selon qu'il s'agit de constater un fait simple ou un fait complexe.

a). — Si le fait est simple, les témoins peuvent déposer cumulativement, et le juge de paix peut se borner à constater qu'ils se sont tous accordés à certifier le fait.

b). — Si les déclarations portent sur des faits complexes, chaque témoin doit être entendu séparément, et le greffier doit écrire la déposition sous la dictée du juge. La raison pour laquelle on doit exiger, pour ce dernier acte, l'assistance du greffier, qui est inutile pour le premier, c'est que cet acte est un véritable acte de notoriété, tandis que l'autre n'est en réalité qu'une espèce de certificat.

SIXIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Légalisation

§ 1. Définition.

La légalisation est la déclaration par laquelle un fonctionnaire public compétent atteste la vérité des signatures apposées à un acte ainsi que les qualités de ceux qui l'ont fait ou expédié, afin qu'il soit ajouté foi à ces signatures.

La légalisation d'un acte n'est point constitutive de son authenticité : elle n'en est que la preuve.

§ 2. Rôle du juge de paix en cette matière.

L'article 28 de la loi du 28 Ventôse an XI et l'article 45 du Code Civil chargeaient les Présidents des Tribunaux de première instance de légaliser les signatures des notaires et celles des officiers de l'état-civil.

Ces dispositions ont été modifiées sur le vœu de plusieurs Conseils généraux, qui se sont émus des frais qu'occasionnait aux habitants des cantons ruraux leur éloignement du siège du Tribunal. C'est pour leur donner satisfaction que la loi du 2 Mai 1861 a accordé à tous les juges de paix qui ne siègent pas au chef-lieu du ressort d'un Tribunal de première instance l'autorisation de légaliser, concurremment avec le Président du Tribunal, les signatures des notaires qui résident dans leur canton et celles des officiers de l'état-civil des communes qui en dépendent, soit en totalité, soit en partie. L'article 2 de cette

loi prescrit aux notaires et aux officiers de l'état-civil de déposer leurs signatures et leurs paraphes au greffe de la justice de paix de leurs cantons respectifs. Toutefois, l'omission de ce dépôt ne fait pas obstacle à la légalisation par le juge de paix de la signature d'un notaire ou d'un officier de l'état-civil de son canton.

Les signatures des notaires sur les certificats de vie qui, d'après le décret du 21 août 1806, étaient légalisées par les préfets et les sous-préfets, doivent l'être, en vertu de la loi du 29 décembre 1885, par les Présidents des Tribunaux de première instance et par les juges de paix, conformément aux règles posées par l'article 28 de la loi du 25 Ventôse an XI et par la loi du 2 mai 1861.

SEPTIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Reconnaissance d'Enfant Naturel

§ 1. Notions générales.

Les enfants naturels sont ceux qui sont issus du commerce de deux personnes non mariées. Aucun lien légal ne les rattache à leurs père et mère, à moins qu'ils n'aient été reconnus par l'un ou par l'autre, ou par tous les deux. La reconnaissance doit être faite par un acte authentique, c'est-à-dire, d'après la définition même de la loi, rédigé par un officier public compétent, et avec les solennités requises.

§ 2. Le juge de paix, assisté de son greffier, a-t-il qualité, aussi bien que les officiers de l'état-civil et les notaires, pour recevoir la reconnaissance d'un enfant naturel ?

I. — Un cas est hors de doute. Il est certain que le juge de paix, lorsqu'il siège comme juge, a qualité pour constater authentiquement la reconnaissance volontaire faite devant lui incidemment à la contestation qui lui est soumise.

II. — En est-il de même dans le cas où la reconnaissance a été faite et constatée au bureau de conciliation ?

Certains auteurs (Ducaurroy, Bonnier et Roustain) ont prétendu que le juge de paix, lorsqu'il siège comme magistrat conciliateur, ne saurait valablement recevoir une reconnaissance d'enfant naturel, par le motif que son rôle se borne dans ce cas à présider des transactions entre les parties, et que les

principes généraux du droit s'opposent à ce qu'on transige sur l'état des personnes.

La doctrine contraire est universellement admise (Demolombe, Locré, Aubry et Rau). On répond que le juge de paix, siégeant en conciliation, est tenu de dresser des procès-verbaux qui doivent contenir, non seulement les conventions intervenues entre les parties, mais encore les déclarations de chacune d'elles. Or, comme parmi ces déclarations peut se placer une reconnaissance d'enfant naturel, et que les procès-verbaux qui les constituent sont authentiques dans leur intégrité, il y a lieu d'accueillir comme valables, les reconnaissances ainsi faites.

III. — Une autre controverse s'est élevée sur la question de savoir si, hors de ses fonctions de juge et de conciliateur, le juge de paix, assisté de son greffier, a qualité pour recevoir une reconnaissance d'enfant naturel.

Une première opinion, enseignée par MM. Loiseau, Rolland de Villargues, Duranton, à laquelle nous nous rangeons, attribue compétence au juge de paix. On argumente principalement de ce que l'article 353 du Code Civil confère aux juges de paix le pouvoir de recevoir les actes d'adoption. Or comment la loi leur refuserait-elle le pouvoir de recevoir une reconnaissance d'enfant naturel, qui est un acte de même nature ? On invoque en outre l'opinion émise par Tronchet lors de la discussion au Conseil d'Etat.

Un second système, défendu par Merlin, Favard de Langlade et M. Demolombe, refuse ce droit au juge de paix : 1° A l'argument tiré de l'article 353 du Code Civil on répond que, si le Code Civil attribue au juge de paix la réception du contrat d'adoption, c'est que l'adoption est, comme l'émancipation, comme la dation de tutelle, comme l'apposition des scellés, un acte de juridiction volontaire ; que la reconnaissance d'un enfant naturel n'est certainement pas un acte de juridiction volontaire ; qu'elle n'est, par sa nature, qu'un acte de l'état-civil, et que ce n'est pas de la juridiction volontaire que dépendent les actes de cette catégorie ; 2° Si le juge de paix peut recevoir les déclarations et les conventions des parties,

ce n'est que dans une circonstance définie et nettement précisée, savoir lorsqu'il siège au bureau de conciliation ; hors ce cas, il n'a aucune qualité, aucun pouvoir à cet effet ; aucun texte ne lui reconnaît ce droit. Autoriser le juge de paix à recevoir par un acte spécial une reconnaissance d'enfant naturel serait l'ériger en une sorte de tabellion.

HUITIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Testament

§ 1. Notions générales.

Le testament est un acte par lequel une personne dispose de ses biens, en totalité ou en partie, pour le temps où elle n'existera plus.

On distingue trois sortes de testaments : 1° le testament olographe, c'est-à-dire, ainsi que l'indique son étymologie, celui qui est entièrement écrit, daté et signé de la main du testateur ; 2° le testament mystique, c'est-à-dire celui que le testateur écrit ou fait écrire, et qu'il présente clos et cacheté à un notaire pour qu'il reste en dépôt dans son étude ; 3° le testament notarié ou par acte public.

§ 2. Il existe en outre quelques testaments faits dans des circonstances et reçus dans des formes tout à fait exceptionnelles. Parmi ces derniers figurent les testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication est interceptée à cause de la peste ou de toute autre maladie contagieuse : art. 985 à 987 du Code Civil.

Ces testaments peuvent être reçus par le juge de paix en présence de deux témoins.

Le juge de paix peut être remplacé par son suppléant. Il n'est pas d'ailleurs nécessaire que le juge de paix soit

assisté de son greffier. Rien ne s'oppose même à ce que celui-ci serve de témoin.

Il est à remarquer que deux juges de paix ne pourraient pas ensemble recevoir le testament sans témoins. L'article 985 veut en effet que le testament soit reçu par le juge de paix en présence de deux témoins.

Le bénéfice de ce privilège peut être invoqué par tous ceux qui se trouvent dans les lieux infectés et avec lesquels les communications sont interrompues officiellement ; peu importe qu'ils soient ou non atteints de la maladie contagieuse. La nécessité est la même pour tous ; elle résulte, non de l'état de maladie du testateur, mais de l'interruption des communications, qui est une conséquence de l'épidémie.

LIVRE TROISIÈME

Du Juge de Paix Protecteur des Incapables

INTRODUCTION

Les attributions du juge de paix considéré comme protecteur des incapables se réfèrent principalement à l'organisation et à la convocation des Conseils de famille.

Le Conseil de famille est une assemblée de parents, d'alliés ou d'amis, réunis sous la présidence de ce magistrat, et dont les fonctions consistent à délibérer ou à donner son avis sur des questions intéressant la personne ou les biens d'un mineur, d'un individu dont l'interdiction est provoquée ou déjà interdit, d'un prodigue pourvu d'un Conseil judiciaire. Il forme une sorte de Tribunal domestique auquel doivent être, pour la plupart, soumises les affaires qui intéressent gravement la personne et les biens de l'incapable.

Nous examinerons successivement le rôle du juge de paix en matière de minorité, — d'interdiction, — et de conseil judiciaire.

Nous verrons ensuite si le juge de paix ne doit pas en outre intervenir dans l'hypothèse prévue par l'article 318 du Code Civil, c'est-à-dire en cas d'exercice de l'action en désaveu de paternité.

PREMIÈRE PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Tutelle

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Lorsque l'un des auteurs d'un enfant mineur vient à décéder, la loi civile a pourvu à la protection de cet enfant. Cette protection, désignée sous le nom de tutelle, est attribuée de plein droit à l'auteur survivant : c'est la tutelle « légitime du survivant des père et mère » : article 390 du Code Civil.

Le survivant peut alors, s'il craint de mourir avant la majorité ou l'émancipation de son enfant, désigner celui qui lui succédera dans l'exercice de la tutelle. Cette désignation est faite par un acte de dernière volonté, et la tutelle ainsi déférée est connue sous le nom de tutelle « testamentaire » : article 397 du Code Civil. Elle peut l'être aussi par une déclaration, soit devant le juge de paix, soit devant un notaire (art. 392 Civ.).

Si le survivant des père et mère meurt avant la majorité de son enfant, sans avoir pu désigner le tuteur qui doit le remplacer, la loi intervient alors : elle défère la tutelle à l'ascendant le plus proche : c'est la tutelle « légitime des ascendants » : article 402 Civ.

Enfin, à défaut de tutelle légitime ou testamentaire, la tutelle est « dative », c'est-à-dire déférée par le Conseil de famille.

C'est de cette dernière seule que nous avons à nous occuper ici.

TITRE PREMIER

Organisation du Conseil de famille.

NOTIONS GÉNÉRALES

La loi confère au juge de paix seul le soin de la composition des Conseils de famille. Ce magistrat opère ce règlement en vertu d'un pouvoir qui lui est propre, et dont l'exercice n'est soumis à aucun recours de la part des intéressés. Il est souverain appréciateur de l'aptitude morale ou physique des membres qui doivent former l'assemblée ; il a donc un pouvoir discrétionnaire, dont l'étendue n'a d'autres limites que l'intérêt du mineur.

Le magistrat cantonal doit bien se pénétrer de l'idée que, le plus souvent, il est le seul qui porte aux mineurs un intérêt dégagé de toute préoccupation personnelle ; il ne doit voir en effet que l'intérêt des mineurs et l'exécution de la loi.

Les règles relatives à la composition des Conseils de famille varient suivant qu'il s'agit d'enfants légitimes ou d'enfants naturels.

CHAPITRE PREMIER

Composition du Conseil de famille des enfants légitimes.

§ 1. Economie des articles 407 à 410 du Code Civil.

Ainsi que son nom même l'indique, cette assemblée doit être formée de personnes appartenant à la famille du mineur, c'est-à-dire de parents. Ce n'est qu'en l'absence de ceux-ci que

l'on peut appeler des amis qui, par l'affection, tiennent souvent lieu de parents.

I. — Le Conseil de famille se compose :

1^o Du juge de paix, qui de droit en est le Président ;

2^o De six membres, sauf en présence de frères germains et d'ascendants, parents, alliés ou amis, pris moitié du côté paternel, moitié du côté maternel, et domiciliés dans la commune où la tutelle s'est ouverte ou dans la distance de deux myriamètres.

Le législateur s'est arrêté à ce nombre six pour deux raisons : 1^o Il a voulu avoir un nombre impair, en y comprenant le juge de paix ; de cette manière, on évite le plus qu'on peut, l'inconvénient de voir le Conseil, lorsqu'il y a une délibération à prendre ou un avis à donner, se partager en deux opinions ayant chacune un nombre égal de voix ; 2^o Il a voulu, autant que possible, avoir dans chaque ligne un nombre égal de parents ; il les a désignés moitié dans chaque ligne, afin d'éviter l'influence de l'une sur l'autre.

II. — Le Conseil de famille constitue-t-il un corps permanent et immuable dans sa composition ? A moins de décès ou d'incapacité, doit-il, dans tous les cas, être composé des mêmes membres pour toutes les affaires qui se présentent dans le cours de la tutelle ?

La jurisprudence et la doctrine s'accordent pour reconnaître que les Conseils de famille ne sont pas permanents dans leur composition, et qu'ils doivent être formés à nouveau chaque fois qu'il devient nécessaire de les convoquer. L'immutabilité dans la composition du Conseil de famille exposerait à l'inconvénient possible d'exclure à jamais un parent ou un allié très proche qui, dans l'intervalle d'une assemblée à l'autre, serait venu s'installer dans la commune. Toutefois, ainsi que le fait justement observer M. Demolombe (Tome VII, n^o 278), cette doctrine, poussée à l'extrême, détruirait toute unité, tout esprit de suite dans l'administration de la tutelle. Le juge de paix doit donc user avec beaucoup de réserve de la faculté qui lui appartient de modifier la composition du Conseil. Si donc c'était à dessein, et pour briser une majorité dévouée au

mineur, que la composition du Conseil de famille avait été modifiée, le Tribunal auquel serait déférée la délibération pourrait avoir égard à ce fait pour la maintenir ou l'annuler.

§ 2. Règles à suivre par le juge de paix pour la composition d'un Conseil de famille.

Quelles personnes doivent composer le Conseil de famille ?

I. — Principe : articles 407 et 442 du Code Civil.

Le Conseil de famille se compose de six personnes domiciliées ou résidant dans la commune où la tutelle s'est ouverte, ou dans un rayon de deux myriamètres, et qui ne se trouvent pas dans un des cas d'incapacité prévus par la loi.

II. — Applications du principe.

A. — Pour pouvoir faire partie d'un Conseil de famille, il ne faut pas être déclaré incapable par la loi.

Sont donc incapables de faire partie d'un Conseil de famille :

a). — Les étrangers non admis à la jouissance des droits civils.

b). — Les condamnés ayant encouru la peine de la dégradation civique, soit comme peine principale, soit comme conséquence d'une condamnation criminelle : article 443 Civ.

c). — Les individus privés par un Tribunal de police correctionnelle du droit de vote dans les assemblées de famille : article 42 Code Pénal.

d). — Les femmes, sauf toutefois la mère et les autres ascendantes du mineur : article 442 Civ. 3°.

e). — Les mineurs, sauf le père ou la mère : article 442 Civ. 1°.

f). — Les interdits pour cause de démence : article 442 Civ. 2°. Cette incapacité est fondée sur l'absence des conditions d'intelligence désirables.

g). — Les individus exclus ou destitués d'une tutelle pour inconduite notoire, incapacité ou infidélité : article 445 Civ.

h). — Tous ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur ou sa fortune ou une partie de ses biens sont compromis : article 442 Civ. 4°.

i). — La contrariété d'intérêts n'est qu'une cause de récusation. Elle ne crée pas d'incapacité, c'est-à-dire qu'elle n'exclut

du Conseil que pour la délibération sur la question dans laquelle elle existe, tandis que l'incapacité empêche de faire partie du Conseil.

Encore faut-il que la contrariété d'intérêts soit actuelle.

B. — A égalité de degré, la loi préfère le parent à l'allié. L'allié l'emporte donc sur le parent lorsqu'il est d'un degré plus proche. Ainsi l'allié au degré de frère, par exemple le beau-frère, doit être appelé de préférence à l'oncle et au cousin. La majorité des auteurs (Valette, Demolombe), enseignent que l'alliance subsiste malgré le décès sans enfants de l'époux qui l'a produite. Le juge de paix doit donc appeler au Conseil le mari de la sœur du mineur décédée sans enfants.

C. — A égalité de degré, la loi préfère le parent le plus âgé à celui qui l'est moins.

D. — Le nombre six est tout à la fois un minimum et un maximum. Le juge de paix doit donc toujours, quand il compose le Conseil, convoquer six personnes.

III. — Exceptions au principe.

A. — Une première exception se rapporte au nombre de parents ou alliés, fixé à six en principe.

Elle a été admise en faveur : 1° Des frères germains et des maris des sœurs germaines du mineur ; 2° Des ascendantes veuves et des ascendants valablement excusés de la tutelle légitime. Ces différentes personnes sont appelées dans la formation du Conseil de famille en qualité de membres nécessaires, eu égard à la proximité du lien de parenté, quel que soit leur nombre et alors même qu'ils seraient domiciliés en dehors de la distance de deux myriamètres : article 408 Civ.

B. — Deux autres exceptions sont apportées par le législateur à la règle de la circonscription territoriale dans laquelle on doit prendre les membres du Conseil.

a). — Il se peut, et même il arrive souvent que l'on ne trouve point, dans la distance légale, de parents ou alliés en nombre suffisant pour composer le Conseil de famille. Que doit faire dans ce cas le juge de paix ? L'article 409 Civ. l'autorise, dans l'intérêt du mineur, à appeler des parents ou alliés domiciliés à de plus grandes distances, sans s'attacher à la

proximité du degré, ou à appeler, mais seulement dans la commune même, des personnes connues pour avoir eu des relations habituelles d'amitié avec le père ou la mère du mineur.

Il importe de remarquer que l'insuffisance du nombre de parents ou d'alliés dans une ligne ne doit pas être complétée par des membres de l'autre ligne. La ligne paternelle doit être complétée, au besoin, par des amis du père et la ligne maternelle par des amis de la mère. La loi a en effet toujours eu pour but de maintenir l'équilibre d'influence dans les deux lignes.

b). — Une seconde exception au principe de la circonscription territoriale est indiquée par l'article 410 Civ. Lors même qu'il existe dans la commune où la tutelle s'est ouverte, ou dans la distance de deux myriamètres, des parents ou des alliés en nombre suffisant, le juge de paix peut, lorsqu'il le juge utile pour les intérêts du pupille, citer, à quelque distance qu'ils soient domiciliés, d'autres parents ou alliés ; mais il faut que ceux-ci soient « plus proches en degré ou au moins de même degré » que les parents ou alliés présents. Dans ce cas alors, il devra prendre soin de retrancher quelques-uns de ces derniers, afin de ne pas dépasser le nombre six.

Toutefois, il ne pourrait évidemment pas éliminer un frère germain ou un ascendant : nous venons de voir en effet que ceux-ci sont spécialement appelés par la loi pour faire partie du Conseil de famille.

§ 3. Sanction des règles relatives à la composition des Conseils de famille.

Les Tribunaux ont fréquemment à décider si, d'une façon générale, la violation des règles tracées par le Code Civil pour la composition des Conseils de famille a pour sanction nécessaire la nullité des délibérations prises par le Conseil irrégulièrement composé.

La loi ne prononçant pas formellement la nullité, il appartient au juge, après avoir examiné si les intérêts du mineur ont été garantis ou lésés, d'admettre ou non la nullité, suivant les circonstances.

Toutefois, le pouvoir du juge est restreint sous un double rapport.

D'une part, si la composition irrégulière du Conseil de famille est le résultat du dol ou de la fraude, la délibération doit nécessairement être annulée ; en effet, on doit présumer que les intérêts du mineur ont été sacrifiés, puisque le Conseil de famille a été composé irrégulièrement, dans le dessein de nuire à ces intérêts.

D'autre part, si l'irrégularité commise dans la composition du Conseil de famille est substantielle, si c'est une condition essentielle de l'existence juridique d'un Conseil de famille qui a été violée, le juge n'a pas de pouvoir discrétionnaire, et la nullité de la délibération devra être prononcée. Ainsi, la délibération sera nulle : 1° Lorsque le Conseil de famille n'aura pas été composé des parents les plus proches en degré du mineur ; 2° Lorsqu'un frère du mineur résidant sur les lieux n'y aura pas été appelé, le Conseil fût-il composé de six autres frères ou maris de sœurs du mineur ; 3° Si l'on a omis d'appeler un ascendant qui devait y être appelé, par exemple la mère du mineur ; 4° Si le Conseil était composé de parents en nombre inégal dans les deux lignes ; 5° Si des amis ont été appelés lorsqu'il y avait des parents.

CHAPITRE II

Composition du Conseil de famille des enfants naturels.

La composition du Conseil de famille d'un enfant naturel varie suivant que cet enfant a été reconnu par son père et sa mère, ou par l'un d'eux seulement, ou qu'il n'a pas été reconnu du tout.

A. — Si l'enfant a été reconnu par son père et par sa mère à la fois, ceux-ci font partie de droit du Conseil de famille, et

il faut appeler, pour le compléter, deux amis du père et deux amis de la mère.

B. — Si l'enfant n'a été reconnu que par son père ou par sa mère, la personne qui l'a reconnu compose le Conseil avec cinq de ses amis.

C. — Si l'enfant n'a pas été reconnu du tout, le Conseil doit être composé de six personnes honorables et charitables s'intéressant au sort de cet enfant, choisies par le juge de paix.

Toutefois, l'enfant naturel reconnu étant considéré par la loi comme uni par un lien civil, non seulement avec le père et la mère qui l'ont reconnu, mais encore avec ses frères et sœurs naturels, le juge de paix ne doit appeler des amis qu'à défaut de frères naturels ou de maris de sœurs naturelles (arg. art. 766 Civ). Mais, les parents de la personne qui a reconnu l'enfant naturel n'étant pas devenus, par cette reconnaissance, les parents de l'enfant lui-même, il n'y a pas lieu de les appeler au Conseil, du moins en cette qualité (arg. art. 756 Civ.).

TITRE DEUXIÈME

Convocation du Conseil de famille

CHAPITRE PREMIER

Dans quels cas le Conseil de famille doit être convoqué.

Cette question est résolue par l'article 405 du Code Civil, qui doit cependant être complété. Voici dans quelles hypothèses.

§ 1. Lorsqu'un enfant mineur reste sans père ni mère, que

le survivant est décédé sans avoir choisi un tuteur testamentaire et qu'il n'existe pas d'ascendants mâles.

§ 2. Lorsque, pendant le mariage, le père est déchu de la puissance paternelle et que le Tribunal, refusant d'attribuer cette puissance à la mère, a décidé qu'il y avait lieu de constituer la tutelle dans les termes du droit commun : loi du 24 juillet 1889, articles 1, 2 et 10.

§ 3. Lorsque la mère survivante refuse la tutelle ou lorsque le père survivant est excusé.

§ 4. Lorsque le survivant des père et mère est exclu ou destitué ou qu'il est déchu de la puissance paternelle, et que le Tribunal ordonne la constitution de la tutelle dans les termes du droit commun : loi du 24 juillet 1889, articles 1, 2, 8 et 10.

§ 5. Lorsque la veuve qui se remarie ne convoque pas le Conseil de famille ou qu'elle n'est pas maintenue dans la tutelle.

§ 6. Lorsque le tuteur testamentaire est excusé, exclu ou destitué ou qu'il décède pendant sa gestion.

§ 7. Lorsque l'ascendant appelé à la tutelle légale est excusé, exclu ou destitué, ou déchu de la puissance paternelle et que le Tribunal ordonne la constitution de la tutelle dans les termes du droit commun.

§ 8. Lorsqu'un tuteur datif doit être remplacé pour une cause quelconque.

CHAPITRE II

Par qui le Conseil de famille doit être convoqué.

§ 1. Principe.

Le Conseil de famille ne doit être convoqué qu'en vertu d'une ordonnance ou d'une autorisation du juge de paix. Ce droit appartient à ce magistrat dans tous les cas, car les articles 406, 421 et 446 du Code Civil, qui le lui confèrent expressément

lorsqu'il s'agit de la nomination ou de la destitution d'un tuteur ne sont pas limitatifs.

§ 2. Applications du principe : article 406 Civ.

La convocation est faite par le juge de paix, soit d'office, soit sur réquisition.

I. — Convocation d'office.

A. — Le juge de paix convoque le Conseil de famille d'office lorsqu'il connaît par lui-même la cause qui nécessite la convocation et dans les cas où il estime que l'intérêt du mineur l'exige.

B. — Il est encore autorisé à faire cette convocation sans que personne la requière lorsqu'il s'agit de nommer un tuteur (art. 406), ou de le remplacer (art. 421), ou de le destituer (art. 446).

II. — Convocation sur réquisition.

A. — La convocation est alors demandée sur requête écrite, présentée au juge, qui y répond par une ordonnance.

B. — Quelles personnes ont le droit de réquisition? — Il faut distinguer suivant les causes qui rendent nécessaire la réunion du Conseil.

a). — S'agit-il de nommer un tuteur, la convocation peut être requise :

1^o Par les parents du mineur, sans limitation de degré ;

2^o Par ses alliés jusqu'au douzième degré ;

3^o Par ses créanciers ou par toute autre personne intéressée à la conservation de sa fortune ;

4^o Par le subrogé-tuteur lorsqu'il en existe un.

Toute personne peut en outre « dénoncer » au juge de paix, afin qu'il y pourvoie, le fait qui nécessite la nomination d'un tuteur.

Il ne faut pas confondre le droit de réquisition avec le droit de dénonciation : 1^o Le juge de paix est obligé d'accéder à la demande des personnes qui ont qualité pour requérir et qui requièrent la convocation du Conseil de famille; s'il résiste, les requérants peuvent attaquer par la voie de l'appel devant la Chambre du Conseil, l'ordonnance par laquelle il a motivé son refus; s'il n'a point rendu d'ordonnance, il commet un déni de

justice et peut être pris à partie; 2°. Au contraire, il n'est pas obligé d'accéder à la dénonciation.

b). — S'agit-il de faire destituer un tuteur, la réquisition ne peut émaner que du subrogé-tuteur et des parents ou alliés du mineur au degré de cousin-germain ou à des degrés plus proches : article 446 Civ.

Toutefois, s'il n'existe point de subrogé-tuteur, le droit de réquisition redevient général : il appartient alors à tout parent, allié, et à toute personne intéressée : article 421 Civ.

c). — Bien que la loi ne mentionne pas le tuteur, il n'est pas douteux qu'il a le droit de requérir lui-même la convocation du Conseil de famille toutes les fois qu'il est obligé d'obtenir son autorisation pour un acte de sa gestion ou qu'il croit avoir besoin de le consulter sur les intérêts moraux ou matériels du mineur.

d). — Quant au ministère public, il n'a pas le droit de requérir d'office la convocation du Conseil de famille. En effet, outre que l'article 406 est limitatif, il est de principe que le ministère public n'a d'action directe que dans les cas déterminés par la loi : loi 20 avril 1810, art. 46. On lui reconnaît seulement le droit que l'article 406 du Code Civil accorde à toute personne de dénoncer au juge de paix le fait qui donnerait lieu à la nomination d'un tuteur.

III. — Il n'est pas nécessaire que la convocation soit faite par le juge de paix lui-même. Sans doute, que la convocation ait lieu d'office ou sur réquisition, c'est toujours au juge de paix qu'il appartient de former la liste des membres du Conseil de famille en se renseignant, soit auprès du requérant, soit auprès de toute autre personne. Mais, en agréant les personnes qui lui sont présentées, le juge de paix ratifie le choix qu'en a fait celui qui a provoqué la convocation. Il ratifie aussi la convocation elle-même; il est censé l'avoir faite. Les membres appelés à composer un Conseil de famille peuvent donc être convoqués par le demandeur : il n'est pas nécessaire qu'ils le soient à la requête du juge de paix.

CHAPITRE III

En quelle forme et dans quel délai le Conseil de famille doit être convoqué.

§ 1. Mode de convocation.

Le mode régulier de convocation est une citation notifiée par huissier à tous les membres, avec indication du jour de la réunion.

Cependant, le recours aux huissiers occasionne des frais. Aussi, dans la pratique, et conformément à l'article 17 de la loi du 25 mai 1838, cette convocation a lieu par simples lettres et même verbalement, afin d'épargner aux mineurs les frais d'un acte extrajudiciaire.

Ce n'est qu'en cas de mauvaise volonté soupçonnée de la part des personnes qu'il s'agit de convoquer que l'on procède autrement.

Il n'est pas nécessaire d'indiquer dans la citation l'objet de la convocation. Toutefois cette indication devrait, autant que possible, être faite, parce qu'elle permettrait aux membres du Conseil de se renseigner à l'avance, de se préparer à la discussion, et, par suite, de délibérer avec plus d'utilité pour les intérêts du mineur.

§ 2. Délai pour comparaître : art. 411 Civ.

Le délai pour comparaître doit être réglé par le juge de paix à jour fixe, mais de manière qu'il y ait toujours, entre la citation notifiée et le jour indiqué pour la réunion du Conseil, un intervalle de trois jours au moins. Ce délai de trois jours était, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 411, augmenté d'un jour par trois myriamètres toutes les fois que, parmi les membres cités, il y en avait de domiciliés à plus de deux myriamètres du lieu de réunion du Conseil. L'article 411 a été modifié sur ce point par la loi du 3 mai 1862 ; l'augmentation n'est plus aujourd'hui que d'un jour par cinq myriamètres.

CHAPITRE IV

En quel lieu le Conseil de famille doit être convoqué.

§ 1. Principe.

En principe, lorsque la tutelle s'ouvre, le Conseil de famille doit être convoqué au « domicile du mineur ». La tutelle une fois constituée, c'est au lieu où elle l'a été que doivent se faire désormais toutes les convocations du Conseil de famille rendues nécessaires par la survenance des événements.

Ce domicile primitif, originaire de la tutelle, est-il désormais immuable ou, au contraire, le domicile de la tutelle peut-il être déplacé, pendant le cours de la minorité, soit par la mort du tuteur qui donnerait ouverture à une autre tutelle, soit par le déplacement de son domicile personnel ?

Deux hypothèses doivent être successivement examinées.

I. — Première hypothèse : Le tuteur en exercice est remplacé par un autre domicilié ailleurs.

M. Demolombe, à l'opinion duquel nous nous rangeons, estime que, pour le mineur, la tutelle ne s'ouvre point, puisqu'elle était déjà ouverte, et que, par conséquent, le siège de la tutelle demeure fixé au lieu où la première tutelle s'était ouverte. Ainsi, en cas de décès, d'excuse ou de destitution du tuteur en exercice, le domicile de la tutelle reste toujours le même ; il n'est pas transporté au lieu du domicile du nouveau tuteur, quel que soit ce nouveau tuteur.

II. — Deuxième hypothèse : Le tuteur changeant lui-même de domicile pendant l'exercice de la tutelle, le domicile de la tutelle sera-t-il changé par suite de cette circonstance ?

Dans une première opinion, on soutient que le tuteur, quel qu'il soit, légitime, testamentaire ou datif, peut, en changeant son domicile personnel, changer aussi le domicile de la tutelle. On invoque en ce sens l'article 108 du Code Civil, aux termes duquel le mineur a son domicile chez son tuteur.

Une seconde opinion propose une distinction entre les tuteurs légitimes et les tuteurs testamentaires ou datifs. Seuls les tuteurs légitimes, c'est-à-dire le père, la mère, ou un aïeul, peuvent déplacer le domicile de la tutelle. Il y a toutes les garanties pour le mineur, car non seulement leur qualité même répond de leur affection pour lui, mais encore le plus souvent la famille du mineur se trouvera dans le domicile nouveau que le père, la mère ou l'aïeul aura lui-même choisi. (Duvergier, Demante et Colmet de Santerre, Duranton, Ducaurroy, Bonnier et Roustain.)

Une troisième opinion, défendue par Marcadé, enseigne que les articles 406 et 407, qui attachent invariablement le domicile de la tutelle au lieu de son ouverture, ne s'appliquent qu'à l'égard du tuteur datif.

Une quatrième opinion, affirmée par un grand nombre d'arrêts, défendue par la plupart des auteurs, Toullier, Delvincourt, Valette, Demolombe, Aubry et Rau, Baudry-Lacantinerie, et que nous adoptons, soutient que le tuteur quel qu'il soit, légitime, testamentaire ou datif, ne peut déplacer le domicile primitif de la tutelle. Les articles 406 et 407 du Code Civil sont généraux et ne font aucune distinction ; ils s'appliquent donc également au cas où le tuteur en exercice change lui-même de domicile, d'autant plus que le changement volontaire de domicile de la part du tuteur peut être déterminé par des motifs contraires à l'intérêt du mineur. Il importe en effet que le soin de veiller sur les intérêts du mineur soit confié aux parents, aux amis, au juge de paix que leurs relations plus ou moins fréquentes avec le père ou la mère de ce mineur ont mis en situation d'apporter à la discussion de ses affaires un concours plus intelligent et plus dévoué. Donc, d'une manière générale, le Conseil de famille constitué à l'origine de la tutelle doit être convoqué au même lieu par le juge de paix et composé d'après les mêmes règles, chaque fois qu'il est appelé à donner son avis ou qu'il accorde une autorisation pour un acte de l'administration tutélaire.

§ 2. Applications du principe.

I. — Il s'agit de la tutelle d'un enfant légitime.

Le domicile du mineur, au moment où la tutelle légale s'ouvre par la mort de l'un des époux, est au domicile de son père, et c'est devant le juge de paix de ce domicile que doit être convoqué le Conseil de famille chargé de constituer la tutelle : article 108 Civ.

Cependant, il est certains cas où la tutelle peut, par exception, être organisée dans un lieu autre que celui du domicile qu'avait le mineur lors du décès de son père ou de sa mère. Exemple : un fonctionnaire public vient de s'établir dans une ville, loin de sa famille et de celle de sa femme. Il y meurt au bout d'une année, laissant une veuve et un ou plusieurs enfants en bas âge. Celle-ci se hâte alors de liquider ses affaires et de revenir dans son pays ; mais la mort l'y surprend à son tour avant la majorité de ses enfants, dont la tutelle légale passe à l'aïeul paternel ou maternel, lequel, fort âgé, ne tarde pas aussi à décéder. Dans cette situation, pour procéder à la nomination d'un nouveau tuteur et d'un subrogé-tuteur, devra-t-on convoquer le Conseil de famille au lieu de l'ouverture primitive de la tutelle, c'est-à-dire dans celui où est décédé le père des mineurs et où on ne compte plus aucun parent ni même plus aucun ami, ou bien au domicile du tuteur légitime dont le décès donne lieu à l'ouverture de la tutelle dative, là où se trouvent leurs parents ou alliés ? — Si, avant de quitter le pays où son mari était décédé, cette veuve y avait réuni un Conseil de famille à l'effet d'organiser la tutelle légale de ses enfants mineurs, il est incontestable que, par respect pour le principe de l'immutabilité du domicile de la tutelle, c'est là que le même Conseil de famille aurait dû s'assembler de nouveau pour nommer le tuteur datif en remplacement de l'aïeul décédé. Mais, si le Conseil de famille n'a jamais été réuni, le domicile de la tutelle n'est pour ainsi dire pas encore déterminé. Aussi croyons-nous que l'intérêt des mineurs exige que la tutelle dative soit organisée, que son domicile soit fixé, non point au lieu de décès de leur père, mais là où leur aïeul est mort en dernier lieu, c'est-à-dire là où se trouvent leurs parents ou alliés.

II. — Il s'agit de la tutelle d'un enfant naturel.

On est généralement d'accord pour admettre que l'enfant naturel, reconnu tout à la fois par son père et par sa mère, a son domicile légal chez son père ; mais que, s'il n'a été reconnu que par l'un d'eux, son domicile est le même que celui de la personne qui l'a reconnu. Par conséquent, aucun doute ne peut exister sur le domicile de l'enfant naturel reconnu.

Quid dans l'hypothèse où cet enfant n'a pas été reconnu ? L'enfant naturel non reconnu ne peut avoir d'autre domicile que celui des personnes qui le recueillent et lui donnent des soins. Ce sera, par exemple, soit à l'hospice où il aura été déposé, soit au domicile du bienfaiteur qui se sera chargé de lui. C'est donc là, incontestablement, que doit s'assembler le Conseil de famille appelé à organiser la tutelle de cet enfant, alors même qu'il serait né dans un autre canton ; en effet, dès qu'il a été admis dans un hospice ou recueilli par un bienfaiteur qui s'est chargé de lui, il a perdu son domicile d'origine et se trouve placé *ipso facto* sous la tutelle de la commission administrative de cet établissement ou celle de son bienfaiteur.

§ 3. Sanction du principe.

Le domicile de la tutelle est donc immuable, et le tuteur ne peut, en changeant son domicile propre, changer le lieu où le Conseil de famille doit se réunir pour prendre des délibérations dans des affaires intéressant le pupille.

Mais que faudrait-il décider dans l'hypothèse où la convocation du Conseil aurait eu lieu devant un juge de paix autre que celui devant lequel il devait être assemblé ?

Quel que soit le système adopté relativement au domicile qui détermine la compétence du juge de paix et le lieu de la convocation du Conseil de famille, il semble que la délibération d'un Conseil de famille incompétent est frappée d'une nullité radicale, et que les juges ne peuvent la maintenir ou l'annuler suivant les circonstances en recherchant si, en fait, le Conseil de famille réuni devant un juge de paix incompétent a ou non présenté, pour la protection du mineur, des garanties équivalentes à celles que lui aurait assurées la réunion de ce Conseil au lieu où la tutelle s'était ouverte. Il s'agit en effet ici d'une nullité substantielle, d'une irrégularité qui permet de dire que la

délibération est l'œuvre, non du Conseil de famille, mais de personnes qui n'avaient pas qualité pour se réunir sous la présidence d'un magistrat incompetent.

CHAPITRE V

Comment les membres du Conseil de famille doivent comparaître.

En principe, les membres du Conseil de famille sont tenus de se rendre en personne : art. 412, § 1 Pr. Civ.

Cependant la loi a pensé qu'il serait assez souvent difficile de réunir en personne tous les membres du Conseil ; aussi les a-t-elle autorisés à se faire représenter : art. 412, § 1 *in fine* Civ. Quoi qu'il en soit, le mandataire ne peut représenter qu'une personne : art. 412, § 2 Civ. ; en effet, si un fondé de pouvoir pouvait représenter plus d'une personne, il n'y aurait plus dans le Conseil de famille six votants, et la discussion pourrait devenir presque nulle. Le mandataire ne pourrait non plus recevoir de mandat impératif ni apporter à la réunion un vote tout fait ; un tel mandat serait contraire à l'essence même de l'objet qu'il se propose, c'est-à-dire de la délibération à laquelle le mandataire doit assister.

La procuration donnée au représentant doit être enregistrée. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit faite par acte notarié ; elle peut l'être sous seing privé. Il faut néanmoins que le juge de paix puisse s'assurer que la signature apposée au bas de chaque procuration est bien celle du membre cité à sa requête ; cette signature devra donc être légalisée par le maire du domicile du membre cité qui ne comparait pas.

CHAPITRE VI

Sanction du défaut de comparution

§ 1. Aux termes de l'article 413 du Code Civil, tout individu convoqué à une réunion de Conseil de famille qui ne comparait point sans excuse légitime encourt une amende qui ne peut excéder cinquante francs et qui est prononcée sans appel par le juge de paix.

I. — La loi ne fixant que le maximum, le juge de paix peut abaisser le minimum aussi bas qu'il veut.

II. — Cette amende ne peut être encourue que si le membre défaillant a été convoqué par voie de citation. La personne qui aurait été convoquée par simple lettre missive ou verbalement n'encourt donc aucune peine lorsqu'elle fait défaut.

III. — Le juge de paix est juge de la valeur de l'excuse alléguée en cas de non-comparution et décide si elle est suffisante d'après les explications ou lettres produites.

IV. — La décision du juge de paix est souveraine. Mais, comme elle a été prononcée par défaut, elle peut être frappée d'opposition, car la loi n'interdit que l'appel.

Aucun délai n'est fixé pour l'opposition, de même qu'aucune notification n'est prescrite. Cependant, le condamné sera toujours averti par l'invitation officieuse de se libérer que lui adressera le percepteur : alors il pourra utilement former son opposition.

Il semble que la procédure de cette opposition doive être la suivante : la partie condamnée présentera au juge de paix une requête dans laquelle elle proposera les motifs d'excuse qu'elle croira devoir faire valoir pour justifier sa non-comparution.

Le juge de paix fixera un jour d'audience afin de permettre à l'intéressé de présenter ses moyens de défense par lui-même ou par un fondé de pouvoir ; suivant que les excuses lui paraîtront légitimes ou non, il annulera ou maintiendra la

condamnation. Le greffier avertira ensuite le percepteur, afin que celui-ci puisse ordonner la cessation ou la continuation des poursuites.

§ 2. Dans tous les cas où un membre du Conseil de famille est excusé ou fait défaut, le juge de paix peut prendre le parti qui lui paraît le plus favorable aux intérêts du mineur. Il peut, à son choix : 1° Soit ajourner la tenue de l'assemblée, c'est-à-dire la renvoyer à un jour indéterminé pour ne la réunir qu'après une nouvelle convocation ; 2° Soit la proroger, c'est-à-dire la remettre à un jour fixe et sans convocation nouvelle : article 414 Civ.

Il a encore la faculté d'appeler immédiatement, soit le membre défaillant, soit à sa place un autre membre, ou bien il peut, sans être obligé d'appeler un autre membre à la place de celui qui est excusé, faire délibérer de suite l'assemblée si, malgré la non-comparution de l'un ou même de quelques-uns de ses membres, elle était en nombre suffisant, c'est-à-dire si les trois quarts au moins de ses membres convoqués étaient présents.

Il suit de là que, tant que l'assemblée n'est pas entrée en délibération sous sa présidence, tous les actes faits par le juge de paix ne sont que préparatoires et susceptibles d'être modifiés. Si donc il a sur requête désigné des amis pour composer un Conseil de famille, il peut d'office, ou sur la réclamation des parents, rectifier sa première liste et appeler des amis plus intimes.

TITRE TROISIÈME

Délibérations du Conseil de famille

§ 1. Aux termes de l'art. 415, § 1 du Code Civil, le Conseil de famille se réunit de plein droit chez le juge de paix, et les membres de ce Conseil doivent se rendre chez lui ; mais ce

magistrat peut désigner lui-même un autre local. Dans ce cas, la citation ou l'avertissement doit en faire mention.

§ 2. Les séances du Conseil de famille ne sont point publiques.

Ce ne sont pas des audiences : il s'agit en effet de délibérations concernant des affaires personnelles, d'ordre privé, du mineur.

§ 3. D'après l'art. 415, § 2 du Code Civil, la présence des trois quarts au moins des membres convoqués est nécessaire pour la délibération.

I. — Le juge de paix, qui convoque, n'est pas compris dans ce nombre.

II. — Par convocation il faut entendre une convocation régulière.

III. — Les trois quarts dont parle le texte se calculent ainsi : 1° S'il y a six membres, il en faudra cinq présents ; 2° S'il y a sept membres, six présents ; 3° S'il y a huit membres, six présents. Rappelons en passant que le Conseil de famille doit être composé de six parents ou alliés et pas un de plus, à moins de se trouver dans les cas exceptionnels dont nous avons parlé plus haut.

§ 4. Le juge de paix, ou son suppléant en cas d'empêchement, préside le Conseil de famille : article 416 Pr. du Code Civil.

I. — Aucun des membres de ce Conseil, fût-ce le plus âgé, ne pourrait remplacer le juge de paix, dont la présence est l'un des éléments constitutifs et essentiels du Conseil de famille.

II. — Le Tribunal Civil ne serait pas non plus autorisé à déléguer un de ses membres pour présider le Conseil de famille au lieu et place du juge de paix.

III. — Le greffier assiste le juge de paix et tient la plume.

IV. — Le juge de paix, étant membre du Conseil de famille, ne doit pas se borner à présider l'assemblée. Il doit prendre part à la délibération et émettre son vote. Sa voix compte donc pour l'une ou pour l'autre opinion émise au cours de la discussion.

§ 5. Non seulement le juge de paix a voix délibérative,

mais sa voix est même prépondérante en cas de partage : article 416 *in fine* du Code Civil.

Par voix prépondérante on entend celle qui, non seulement compte dans la délibération, mais qui, en cas de partage, emporte la balance. C'est cette voix que la loi attribue au juge de paix. On la lui a donnée afin d'éviter les inconvénients et les retards qui seraient résultés de l'obligation où l'on aurait été autrement d'appeler de nouveaux membres au Conseil de famille.

Il convient de remarquer que la voix prépondérante emporte bien la balance en cas de partage, mais qu'elle ne compte pas pour deux voix.

Exemple : Sept membres, y compris le juge de paix, composent un Conseil de famille ; quatre sont d'un avis ; trois autres embrassent un second avis, et parmi ceux-ci se trouve le juge de paix : l'opinion des quatre premiers l'emporte, car il n'y a plus partage, et le juge de paix, par suite, n'a que voix délibérative ; s'il avait encore voix prépondérante, et que cette voix comptât pour deux, il y aurait partage, puisqu'il y aurait alors quatre voix contre quatre voix : c'est précisément ce que la loi n'a pas voulu. — Soit encore un Conseil de famille composé de sept membres, y compris le juge de paix. Trois membres sont d'une opinion, et trois autres membres d'une opinion différente ; parmi ces derniers se trouve le juge de paix : dans ce cas, l'avis de ceux-ci l'emportera, car alors le juge de paix a, non seulement voix délibérative, mais voix prépondérante, c'est-à-dire que, sans compter pour deux voix, la sienne a plus de poids que les autres et fait ainsi pencher la balance de son côté.

§ 6. Que doit faire le juge de paix lorsqu'un ou plusieurs membres comparaissent, mais refusent de prendre part à la délibération et de voter ?

1. — S'il n'y a qu'un seul membre qui refuse de délibérer, pas de difficulté ; la délibération est prise par les autres membres, puisqu'ils sont en nombre suffisant. Il est alors constaté dans le procès-verbal que tel membre du Conseil a refusé de délibérer d'abord, et de voter ensuite.

II. -- Si plusieurs membres refusent, le Conseil de famille n'est plus en nombre pour délibérer. Dans ce cas, le juge de paix doit dresser procès-verbal de ce refus et ajourner l'assemblée. Il faudra nécessairement composer à nouveau un Conseil de famille.

Si cette assemblée est composée des mêmes membres, il est probable que ceux-ci opposeront le même refus de délibérer et qu'aucune décision n'interviendra. Pour obvier à cet inconvénient, le seul moyen pratique, croyons-nous, serait de modifier la composition du Conseil en éliminant les membres qui ont déjà refusé de délibérer. Il ne peut dépendre en effet du caprice, de l'hostilité d'une partie du Conseil que l'administration de la tutelle soit paralysée, que les intérêts du mineur soient sacrifiés ou compromis.

DEUXIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière d'Interdiction

NOTIONS GÉNÉRALES

§ 1. Définition.

L'interdiction est l'état où se trouve un individu qui a été déclaré incapable des actes de la vie civile et privé de l'administration de sa personne et de ses biens. Elle est légale ou judiciaire.

L'interdiction légale résulte d'une condamnation à une peine afflictive.

L'interdiction judiciaire est celle qui est prononcée par un jugement du Tribunal de première instance.

§ 2. Division du sujet.

Nous examinerons successivement : 1° Pour quelles causes et par quelles personnes l'interdiction peut être provoquée ; 2° La procédure à suivre sur la demande en interdiction. C'est au cours de cette procédure que se manifeste l'intervention du juge de paix.

TITRE PREMIER

Pour quelles causes et par quelles personnes
l'interdiction peut être provoquée.

Examinons très brièvement ces deux points.

§ 1. Causes de l'interdiction.

Il n'y a, en réalité, qu'une seule cause d'interdiction. Elle consiste dans l'absence de raison et de libre arbitre, absence résultant de l'état des facultés mentales. Mais cet état peut se produire avec des symptômes et des caractères différents dont les rédacteurs du Code Civil ont donné une énumération; cet état peut être, soit l'imbécillité, soit la démence, soit la fureur. L'article 489 Civ., qui renferme cette énumération, ne se contente pas d'un symptôme quelconque et passager d'aliénation mentale. Il exige que l'imbécillité, la démence ou la fureur soient l'état habituel de la personne que l'on veut interdire, alors même que cet état présenterait des intervalles lucides.

La loi n'ayant pas défini les conditions caractéristiques de l'état d'imbécillité, de démence ou de fureur, c'est aux juges du fait qu'il appartient de décider, en toute souveraineté, si cet état existe, et s'il est habituel, sans que leurs décisions puissent, sur l'un ou l'autre point, encourir la censure de la Cour de Cassation.

§ 2. Quelles personnes peuvent provoquer l'interdiction?

Les articles 490 et 491 du Code Civil accordent ce droit à trois classes de personnes. Ce sont : 1° Les parents de la personne à interdire; 2° Son conjoint; 3° Le ministère public. Cette énumération est limitative.

En ce qui concerne le droit reconnu par la loi aux parents, le texte doit être complété. Malgré la généralité de ces termes, il faut exiger que le demandeur soit parent au degré succes-

sible. Au delà de ce degré, en effet, notre loi actuelle ne reconnaît pas de parent, à proprement parler. Par conséquent, l'intérêt de famille, comme l'intérêt de succession, ayant disparu, il n'est pas permis de venir s'immiscer dans les affaires d'une famille pour y provoquer un acte dont les conséquences sont aussi graves.

TITRE DEUXIÈME

Procédure de l'interdiction.

§ 1. Le demandeur en interdiction doit s'adresser au Tribunal du domicile du défendeur au moyen d'une requête, dans laquelle les faits d'imbécillité, de démence ou de fureur sont articulés par écrit. Cette requête est déposée entre les mains du Président. Ce magistrat la communique au ministère public et commet un juge pour faire un rapport à un jour indiqué.

Après avoir entendu le rapport de ce juge et les conclusions du ministère public, le tribunal ordonne la réunion d'un Conseil de famille dont la mission est de donner son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée.

§ 2. Composition du Conseil de famille.

I. — Le Conseil de famille appelé à donner son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée est constitué d'après les mêmes règles que celui des mineurs.

II. — Toutefois, l'article 495 du Code Civil établit une exception aux termes de laquelle ceux qui ont provoqué l'interdiction ne peuvent faire partie du Conseil de famille. Cette disposition se comprend facilement. Le Conseil de famille est appelé à donner un avis sur l'état de l'aliéné; cet avis doit être impartial. Il fallait dès lors écarter du Conseil le parent qui provoque l'interdiction, parce qu'il a une opinion préconçue, affirmée par lui dans la requête introductive; étant partie

en cause, le poursuivant ne peut donner un avis sur sa propre cause, par application de ce principe que nul ne peut être à la fois juge et partie. En présence de la disposition impérative de ce texte, l'exclusion doit être rigoureuse : par suite, la délibération du Conseil de famille à laquelle a participé le parent provocateur de l'interdiction est nulle. Le juge de paix, en convoquant les divers membres du Conseil de famille, devra donc avoir soin de ne pas appeler le demandeur en interdiction.

Quelle est la nature de cet avis ? Ce n'est pas, comme on pourrait être tenté de le croire, un simple acte de procédure. C'est une formalité absolument substantielle, qui a pour but d'éclairer le Tribunal sur une demande intéressant la capacité et la liberté du défendeur. Le juge de paix ne doit pas oublier que la seule mission du Conseil de famille est de constater l'état mental du défendeur ; il ne doit pas laisser cette assemblée s'expliquer sur le point de savoir s'il convient ou non de prononcer l'interdiction. C'est au Tribunal seul qu'il appartiendra ultérieurement de trancher cette question en toute liberté, sans que la délibération du Conseil de famille puisse le lier en quoi que ce soit.

Le procès suivant, qui soulevait une question d'interprétation de l'article 495 du Code Civil, a été soumis au Tribunal de Châlons-sur-Marne.

Les époux Philippe Rochet, demeurant à La Veuve, avaient intenté contre la V^e Dardart, leur parente, âgée de quatre-vingt-douze ans, une demande en interdiction. Le 27 avril 1895, le Tribunal rendait un jugement ordonnant la réunion du Conseil de famille et l'interrogatoire de la défenderesse. Le 21 mai suivant, cette assemblée, qui comprenait parmi ses membres le sieur Longuet, neveu par alliance de la V^e Dardart, émettait à l'unanimité un avis favorable à l'interdiction. Le 30 juillet, le magistrat commis par le Tribunal procédait à l'interrogatoire de la défenderesse. L'instance fut alors interrompue pendant trois mois, par suite du décès du sieur Rochet. Le 26 octobre suivant, elle était reprise par le sieur Longuet.

La question qui se posait devant le Tribunal était la sui-

vante : En cas de décès du demandeur originaire à l'interdiction, l'instance peut-elle être continuée par un des membres du Conseil de famille qui a antérieurement donné son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée ?

L'honorable avocat du sieur Longuet la résolvait affirmativement à l'aide des arguments suivants : 1^o Aux termes de l'article 490 du Code Civil, tout parent est recevable à provoquer l'interdiction de son parent. C'est là un principe général qui domine la théorie de l'interdiction, et devant lequel doivent fléchir les exceptions prévues par l'article 495 du même Code ; 2^o Peu importe que les continuateurs d'une instance en interdiction valablement introduite aient fait partie du Conseil de famille ; leur représentation s'explique et se justifie, puisque l'article 894 du Code de Procédure leur permet formellement d'interjeter appel du jugement qui a rejeté la demande en interdiction. L'incompatibilité entre le rôle de demandeur en interdiction et la qualité de membre du Conseil de famille n'a donc pas les conséquences que l'on prétend en tirer.

Dans les conclusions que nous avons eu l'honneur de développer devant le Tribunal en qualité de ministère public, nous avons ainsi répondu à l'argumentation de l'avocat du demandeur : 1^o Le sieur Longuet n'a pu être représenté par le demandeur originaire. En effet, la loi accorde à tous les parents le droit individuel et distinct, le droit propre et personnel de provoquer l'interdiction, à condition toutefois qu'ils n'aient pas fait partie du Conseil de famille appelé antérieurement à délibérer sur l'état mental du défendeur en interdiction. Ces différentes personnes ne sont pas les représentants les unes des autres, et on ne trouverait, ni dans les principes, ni dans la loi, aucune base à cette représentation, à ce mandat ; 2^o Même si le principe de la représentation était admis, il serait sans application possible dans l'hypothèse actuelle, le sieur Rochet n'ayant pu représenter dans l'instance en interdiction un membre du Conseil de famille, par suite de l'incompatibilité établie par l'article 495 du Code Civil entre le rôle de demandeur en interdiction et la qualité de membre du Conseil de famille ; 3^o Vainement objecterait-on que tout jugement a un

effet absolu. L'autorité de la chose jugée envers et contre tous ne s'attache qu'aux jugements constitutifs de l'état des personnes. Or le jugement qui a ordonné l'audition de la V^e Dardart est purement interlocutoire ; il n'a rien jugé, et n'a d'effet qu'entre les parties en cause. La procédure suivie à la requête de Longuet doit donc être annulée.

Tout en déboutant ce dernier de sa demande, le Tribunal n'a pas statué sur la question de droit autrement que par ces mots : « Attendu, sans s'arrêter à la question de savoir si le Conseil de famille a été régulièrement convoqué ». Il a estimé que l'interrogatoire auquel avait été soumise la V^e Dardart établissait qu'elle était encore en pleine possession, malgré son âge avancé, de ses facultés intellectuelles.

III. — Après avoir disposé que ceux qui auront provoqué l'interdiction ne pourront faire partie du Conseil de famille, l'article 495 ajoute que l'époux ou l'épouse, ou les enfants de la personne dont l'interdiction est provoquée peuvent y être admis sans y avoir voix délibérative.

Ce texte soulève la question suivante : La loi a-t-elle voulu dire que ces personnes pourront être admises au Conseil de famille, mais avec voix consultative seulement, même dans le cas où ils auront provoqué l'interdiction ? A-t-elle entendu, au contraire, décider que, même s'ils ne sont pas les provocateurs de l'interdiction de leur époux et père ou mère, ils ne doivent jamais être admis au Conseil de famille qu'avec voix consultative ? La doctrine et la jurisprudence sont unanimes à décider que, si le conjoint et les enfants n'ont pas eux-mêmes demandé l'interdiction, ils peuvent alors être admis par le juge de paix à faire partie du Conseil de famille avec voix délibérative, et que c'est seulement dans le cas où ils ont provoqué l'interdiction qu'ils ne peuvent entrer au Conseil qu'avec voix consultative, c'est-à-dire pour fournir des renseignements si le Conseil le désire.

IV. — De même qu'en matière de tutelle, le Conseil de famille n'est pas un corps permanent ; le juge de paix doit donc le composer à nouveau chaque fois qu'il y a lieu de le convoquer.

§ 3. Après avoir reçu l'avis du Conseil de famille, le Tribunal rend un jugement ordonnant l'interrogatoire du défendeur.

§ 4. Dès qu'il a été procédé à cet interrogatoire par le magistrat commis, le Tribunal rend un jugement admettant ou rejetant la demande en interdiction.

§ 5. L'admission de cette demande a pour effet de placer l'interdit en tutelle.

Les règles relatives à la constitution de cette tutelle, notamment à la composition et à la convocation du Conseil de famille, sont les mêmes que lorsqu'il s'agit de mineurs. Nous nous bornons donc à renvoyer aux détails que nous avons donnés précédemment. Remarquons que le Conseil de famille chargé d'organiser la tutelle quand l'interdiction a été prononcée, a des attributions absolument différentes de celles dévolues au Conseil de famille appelé à donner son avis sur l'état mental du défendeur à l'interdiction.

TROISIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Dation d'un Conseil judiciaire

§ 1. Définition.

Le conseil judiciaire est une sorte de curateur désigné par la justice pour assister une personne qu'elle a déclarée incapable de faire seule certains actes de la vie civile limitativement énumérés par la loi. Le mot conseil est pris ici dans le sens de conseiller et non dans celui d'assemblée.

§ 2. Procédure à suivre pour arriver à la dation d'un conseil judiciaire.

I. — La demande en dation d'un conseil judiciaire est introduite par une requête adressée au Président du Tribunal du domicile du défendeur. Ce magistrat la communique au Ministère public et commet un juge pour faire un rapport à un jour indiqué. Sur le rapport de ce juge et les conclusions du Procureur de la République, le Tribunal ordonne que le Conseil de famille fasse connaître son avis sur l'état de la personne pour laquelle on sollicite la dation d'un conseil judiciaire.

II. — La composition de ce Conseil de famille est la même qu'en matière d'interdiction.

Ceux qui ont provoqué la demande en dation de conseil judiciaire ne peuvent en faire partie, à l'exception toutefois de l'époux et de l'épouse ou des enfants de la personne à laquelle on veut donner un conseil judiciaire. Toutefois, même quand

la demande est poursuivie à leur requête, le juge de paix peut les y admettre, sans avoir voix délibérative. — La sanction de cette incapacité consiste dans ce que la délibération du Conseil de famille à laquelle a pris part celui qui a provoqué la nomination d'un conseil judiciaire est nulle de plein droit. On admet cependant que le juge a un pouvoir souverain d'appréciation et qu'il ne doit prononcer la nullité que dans le cas où la présence du demandeur aurait pu avoir une influence décisive sur l'issue de la délibération.

§ 3. Le prodigue peut obtenir la main-levée de son conseil judiciaire sur l'avis d'un Conseil de famille.

Ce Conseil de famille doit-il être réuni au lieu même où s'est assemblé le Conseil de famille qui a autorisé la dation du conseil judiciaire, ou bien devant le juge de paix du nouveau domicile de la personne pourvue de ce Conseil ?

Dans la séance du 12 juin 1882, la conférence des juges de paix de Paris a décidé que, malgré le changement de domicile de la part du prodigue, le Conseil de famille doit néanmoins continuer à se réunir au lieu où il s'est assemblé lors de la nomination du conseil judiciaire. Cette opinion se fonde : 1° Sur ce que, comme en matière d'interdiction, la main-levée du conseil judiciaire ne peut être prononcée, aux termes de l'article 514 du Code Civil, qu'en observant les formes prescrites pour la dation de ce conseil ; 2° Sur l'assimilation qui, sous ce rapport, doit exister entre le pourvu de conseil et le mineur, à l'égard duquel toutes les délibérations du Conseil de famille nécessaires pendant le cours de la tutelle doivent être prises sous la présidence du même juge de paix, celui du lieu où la tutelle s'est ouverte.

M. Guilbon, à l'opinion duquel nous nous rallions, a réfuté victorieusement, croyons-nous, les arguments invoqués à l'appui de cette doctrine. Le domicile d'un prodigue pourvu de conseil judiciaire, dit-il, n'est pas invariable comme celui de la tutelle. Par une fiction qui se tire de l'intérêt bien entendu d'un pupille, la jurisprudence décide qu'au point de vue des diverses réunions du Conseil de famille nécessaires pendant la durée de la minorité, le domicile de la tutelle reste

toujours le même, c'est-à-dire celui d'origine, malgré les divers changements que le tuteur peut apporter au sien propre ; un mineur ne peut donc changer de domicile. Il en est bien différemment du prodigue pourvu d'un conseil judiciaire qui, lui, n'est point en tutelle, conserve la libre disposition de sa personne et a, dès lors, incontestablement le droit de transporter son domicile où il lui plaît.

Or, quand il l'a établi dans un lieu autre que celui où il l'avait tout d'abord fixé, c'est au domicile nouveau que doivent être accomplies les formalités rendues nécessaires par sa demande en main-levée du conseil judiciaire dont il est pourvu, c'est-à-dire que le Tribunal et le juge de paix du domicile nouveau sont seuls compétents, l'un pour connaître de la demande, l'autre pour présider le Conseil de famille.

QUATRIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en cas d'exercice de l'action en Désaveu de Paternité

§ 1. Notions générales.

La paternité n'est pas susceptible d'une preuve directe. Elle résulte d'un fait occulte que la nature recouvre d'un voile impénétrable, du fait même de la conception. Il ne peut y avoir que des preuves morales, des inductions, des présomptions plus ou moins concluantes. La loi la tient pour suffisamment établie dès que la maternité est prouvée : *Pater is est quem nuptiæ demonstrant*. De la maternité légitime prouvée, la loi conclut, par une présomption, à la paternité du mari de la mère. En effet : 1° L'obligation de cohabitation, que l'article 214 du Code Civil impose aux époux, rend vraisemblable la paternité du mari ; 2° La fidélité de l'épouse, qui est conforme à l'ordre, doit être supposée, plutôt que l'infidélité, qui constitue le délit d'adultère. Donc, le mari de la mère doit être considéré comme le père de l'enfant dont celle-ci est accouchée. La loi établit une présomption légale, d'après laquelle l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari : article 312 du Code Civil.

Toutefois, cette présomption n'est pas irréfragable ; la loi réserve en effet au mari le droit de la faire tomber au moyen de l'exercice de l'action en désaveu de paternité.

§ 2. De l'exercice de l'action en désaveu de paternité : article 318 Code Civil.

I. — Le défendeur à l'action en désaveu n'est autre que l'enfant désavoué lui-même. S'il est majeur, il soutiendra lui-même le procès. Mais, le plus souvent, il sera mineur et en très bas âge; c'est ce que suppose la loi dans l'article 318 du Code Civil. Aussi ordonne-t-elle la nomination d'un tuteur *ad hoc* à l'enfant pour le représenter, alors même que cet enfant est déjà pourvu d'un tuteur ordinaire.

II. — Suivant quel mode doit être nommé le tuteur *ad hoc* de l'enfant désavoué ?

L'article 318 n'ayant pas résolu cette question, il faut, en présence du silence de la loi, consulter uniquement les intérêts de l'enfant et rechercher le moyen le plus sûr de le pourvoir d'un défenseur sérieux et zélé. Or, le législateur n'a confié aux Conseils de famille la nomination du tuteur en général que parce qu'il a pensé que ceux qui les composent, mus uniquement par la bienveillance et l'affection qui doivent unir les membres d'une même famille, feraient porter leur choix sur une personne animée des mêmes sentiments et disposée à remplir ses fonctions avec dévouement. Aussi la jurisprudence, que nous approuvons pleinement, est-elle unanime à reconnaître que le Conseil de famille seul a le droit de nommer le tuteur *ad hoc* chargé de représenter le mineur dans une instance en désaveu dirigée contre lui.

III. — Le Conseil de famille chargé de nommer un tuteur *ad hoc* à l'enfant désavoué est compétemment convoqué devant le juge de paix du domicile du désavouant, qui est le domicile légal de la femme de ce dernier, et non devant le juge de paix du lieu où l'enfant est né et a été recueilli. Le juge de paix du domicile du désavouant est donc compétent pour convoquer le Conseil de famille, même dans le cas où une demande en séparation de corps ou en divorce aurait été formée par lui ou contre lui. En effet, tant que le divorce ou la séparation de corps n'est pas prononcé, la femme, quoique autorisée à résider dans une autre localité que celle où habite son mari, n'en continue pas moins de conserver le même domicile que celui-ci.

Il en serait autrement si le divorce ou la séparation de corps avait été prononcé; dans ce cas, en effet, la femme peut acquérir

un domicile séparé, et, toute présomption de filiation légitime se trouvant détruite, le mineur n'a pas d'autre domicile que celui de sa mère. C'est donc devant le juge de paix de ce domicile que doit être réuni le Conseil de famille appelé à lui nommer un tuteur *ad hoc* chargé de le représenter dans l'action en désaveu dirigée contre lui.

IV. — Le Conseil de famille chargé de nommer un tuteur *ad hoc* à l'enfant désavoué devra être composé conformément à l'article 407 du Code Civil, c'est-à-dire du juge de paix et de six parents ou alliés de l'enfant pris en nombre égal dans chacune des deux lignes paternelle et maternelle; sa composition devra être telle, encore que l'enfant désavoué ait été inscrit, dans son acte de naissance, comme né de père et de mère inconnus; il n'y a pas lieu, même dans ce cas, de suivre, pour la composition du Conseil de famille, les règles applicables à l'enfant naturel. Il faut toutefois exclure de la ligne paternelle le père désavouant, ainsi que ses fils et gendres : arg. art. 442 du Code Civil.

LIVRE QUATRIÈME

Attributions du Juge de Paix en matière de Saisie

INTRODUCTION

Les attributions du magistrat cantonal en cette matière consistent dans le pouvoir que la loi lui accorde d'autoriser certaines saisies mobilières.

Son intervention se manifeste :

Dans la procédure de saisie-arrêt ;

Dans la procédure de saisie-gagerie ;

Dans la procédure de saisie-foraine.

Examinons successivement chacune de ces différentes saisies.

PREMIÈRE PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Saisie-Arrêt

TITRE PRÉLIMINAIRE

Notions générales.

§ 1. Définition et caractères généraux.

La saisie-arrêt que la loi appelle aussi opposition, est l'acte par lequel un créancier, qui a lieu de croire qu'un tiers doit quelque chose à son débiteur, arrête entre les mains de ce tiers les deniers dus ou les effets mobiliers appartenant à son débiteur, et par suite duquel il obtient jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, la délivrance de ces sommes ou du prix provenant de la vente de ces effets mobiliers.

La saisie-arrêt a un double caractère. Dans son principe, elle constitue une mesure conservatoire, puisque le créancier qui la fait pratiquer met ainsi sous la main de justice les choses arrêtées et empêche que le saisi et le tiers saisi en disposent à son détriment. Dans ses effets, elle devient un acte d'exécution, puisque le but final du saisissant est d'obtenir, après jugement, ce qui lui est dû, par le paiement entre ses mains des deniers arrêtés ou du prix de vente des effets mobiliers saisis.

Trois personnes figurent dans la saisie-arrêt. Exemple : Primus, créancier de Secundus, fait saisir-arrêter entre les mains de Tertius, interdit à ce dernier de payer aux mains de

Secundus. Primus est créancier saisissant; Secundus, au préjudice duquel a lieu la saisie, se nomme le débiteur saisi; Tertius, entre les mains duquel elle est faite, se nomme le tiers saisi.

La saisie-arrêt n'est que la mise en pratique de ce principe que tous les biens d'un débiteur sont le gage commun de ses créanciers.

§ 2. Différentes phases de la procédure.

L'examen rapide des différentes phases de la procédure de saisie-arrêt révélera l'intervention du juge de paix à un moment de cette procédure.

I. — Tout d'abord, le saisissant fait défense au tiers saisi, par un exploit d'huissier, de payer aux mains du débiteur saisi.

II. — Dans la huitaine de cet exploit, le saisissant doit faire deux autres actes qui s'adressent, non plus au tiers saisi, mais au débiteur saisi. Il doit, à peine de nullité de la saisie :

A. — Dénoncer au saisi l'exploit de saisie-arrêt;

B. — Assigner celui-ci en validité de la saisie.

III. — On s'engage ensuite dans une troisième phase, qui doit s'ouvrir dans la huitaine de l'assignation en validité.

Le saisissant revient vers le tiers saisi. Il doit :

A. — Lui contre-dénoncer la demande en validité qu'il a intentée contre le débiteur saisi;

B. — Assigner ensuite ce tiers saisi en déclaration affirmative, c'est-à-dire en reconnaissance de sa dette. — L'article 571 Pr. indique dans quelles formes cette déclaration doit être faite; il établit la distinction suivante :

a). — Si le tiers saisi est domicilié au siège du Tribunal qui doit connaître de la validité de la saisie, il fait, avec l'assistance d'un avoué, sa déclaration et en affirme la sincérité au greffe du Tribunal. Cette déclaration doit être faite dans le délai ordinaire des ajournements, c'est-à-dire dans la huitaine (art. 72 Pr.), puisqu'il est assigné à l'effet de faire cette déclaration.

b). — S'il est domicilié en un autre point de la France, il peut, dans le même délai, augmenté d'un jour par cinq myriamètres de distance entre le lieu de son domicile et le siège du Tribunal, faire sa déclaration devant le juge de paix de son domicile. Mais alors, comment le saisissant en aura-t-il

connaissance? Carré pense que, sur la demande du tiers saisi, le juge de paix doit adresser lui-même cette déclaration au greffe du Tribunal chargé de connaître de la demande en validité ; la réception est alors constatée par un acte de dépôt. Nous ralliant à l'opinion de M. Thomine-Desmazures, nous ne croyons pas que l'on puisse imposer cette obligation au juge de paix. En pratique, le tiers saisi se fait remettre une expédition de sa déclaration affirmative qu'il fait signifier, par acte contenant constitution d'avoué, à l'avoué du saisissant.

§ 3. Caractère particulier de la saisie-arrêt.

La saisie-arrêt offre ce caractère particulier que le créancier peut y procéder sans être muni d'un titre authentique ; il lui suffit alors d'obtenir la permission du juge, soit du domicile du débiteur saisi, soit du domicile du tiers saisi, au moyen d'une requête présentée à ce magistrat : article 558 Pr.

Mais quel est le juge compétent pour autoriser une saisie-arrêt en faveur d'un créancier dépourvu de titre ? La solution de cette question, à l'étude de laquelle se relie étroitement l'intervention du juge de paix en matière de saisie-arrêt, doit être examinée : d'abord sous l'empire du Code de Procédure, ensuite sous la législation actuelle résultant de la promulgation de la loi du 12 janvier 1895.

TITRE PREMIER

Législation antérieure à la loi du 12 Janvier 1895

§ 1. L'expression générale « juge » employée par le Code de Procédure avait déterminé la doctrine à décider que le législateur avait entendu s'en référer, quant à sa signification, aux règles ordinaires de la compétence.

On admet communément que, par cette expression, il faut entendre non seulement le Président du Tribunal Civil de

première instance, mais encore le juge qui le remplace, et, en matière commerciale, le Président du Tribunal de Commerce ou son remplaçant.

§ 2. On s'était également demandé si le juge de paix pouvait, en vertu de l'article 558 Pr., autoriser une saisie-arrêt.

La négative était évidente s'il s'agissait d'une créance dont la valeur excédait les limites de la compétence de ce magistrat.

Mais quid en ce qui concernait les créances dont le chiffre rentrait dans les limites de sa compétence, c'est-à-dire pour les créances inférieures à deux cents francs ?

Une première opinion, enseignée par Boucher d'Argis, Rodière, Jay, Pigeau, Carou, refusait ce droit aux juges de paix. En effet, disait-on : 1° Les juges de paix, étant des juges d'exception, n'ont de compétence que dans les limites qui leur sont formellement assignées par la loi ; or aucun texte législatif ne leur confie le pouvoir d'autoriser une saisie-arrêt ;

2° L'article 558 Pr., à l'occasion duquel s'élève cette controverse, est placé au livre V du Code de Procédure Civile, qui traite de l'exécution des jugements ; dès lors, par le mot « juge » dont se sert cet article, on doit entendre un juge appartenant à une juridiction qui peut connaître de l'exécution des jugements : or tel n'est pas le cas du juge de paix ; cette prérogative appartient exclusivement aux juges des tribunaux d'arrondissement ; 3° L'article 10 de la loi du 25 mai 1838 est une exception qui doit être restreinte à l'hypothèse pour laquelle elle a été établie, et qui confirme la règle : il eût été en effet inutile d'autoriser les juges de paix de permettre la saisie-gagerie s'ils avaient pu accorder ces permissions dans tous les cas où la loi exige la permission du juge ou de justice.

Un second système, défendu par MM. Garsonnet, Boulet et Dubouloz, Roger, Chauveau, Thomine Desmazures, Dalloz, reconnaissait aux juges de paix le droit d'autoriser la saisie-arrêt en faveur d'un créancier dépourvu de titre exécutoire. On invoquait les arguments suivants : 1° Le juge de paix et le

juge de commerce, composant l'un et l'autre un Tribunal. d'exception, il est logique d'accorder au premier pour les matières de sa compétence le droit qu'on reconnaît au second ; rien ne justifierait une distinction entre eux ; 2° L'article 558 Pr. n'a point pour objet de déroger aux règles générales de compétence, et on ne voit vraiment pas pourquoi tout Tribunal ne pourrait pas autoriser une saisie-arrêt pour des causes rentrant dans les limites de sa compétence, et surtout pour celles sur lesquelles il pourrait prononcer d'une manière définitive ; 3° L'argument *a contrario* tiré de la loi du 25 mai 1838 n'est pas concluant. Ne pourrait-on pas dire plutôt, en raisonnant par analogie : puisque la loi du 25 mai 1838 reconnaît au juge de paix le droit d'accorder l'autorisation dont il s'agit, n'est-ce pas le résultat d'un principe général que le législateur applique au cas spécial de saisie-gagerie ? D'ailleurs, l'article 10 de cette loi a plutôt pour objet une question de compétence territoriale : il répond à cette question, quel sera le juge qui accordera la permission de saisir-gager, en disant : cette permission sera accordée par le juge de paix du lieu où la saisie devra être faite ; 4° On faisait enfin observer que, restreinte dans les limites de sa compétence, l'intervention du juge de paix en matière d'autorisation de saisie-arrêt ne violait aucun principe et s'exerçait très utilement dans les campagnes, la saisie-arrêt étant nécessairement moins rapide et plus coûteuse s'il fallait écrire ou se transporter au chef-lieu de l'arrondissement pour y constituer l'avoué chargé de présenter requête au Président du Tribunal Civil. La procédure proposée avait donc l'avantage d'être éminemment économique et de faciliter aux justiciables de chaque canton la surveillance de leurs intérêts.

Tel était exactement l'état de la question relative au droit pour le juge de paix d'autoriser une saisie-arrêt au profit du créancier non muni d'un titre exécutoire, lorsque fut promulguée la loi du 12 janvier 1895.

TITRE DEUXIÈME

Loi du 12 Janvier 1895.

CHAPITRE PREMIER

Réformes opérées par cette loi.

§ 1. Résumé rapide de la législation antérieure.

I. — Sous l'empire du Code de Procédure Civile, l'opinion qui avait prévalu, en doctrine et en jurisprudence, refusait compétence au juge de paix à l'effet d'autoriser une saisie-arrêt au profit d'un créancier dépourvu de titre exécutoire, alors même que la créance qu'il s'agissait de saisir-arrêter rentrait, par son chiffre, dans les limites de la compétence de ce magistrat.

II. — A plus forte raison le juge de paix était-il incompetent pour statuer sur la validité d'une saisie-arrêt, même lorsque les causes de la saisie rentraient parmi celles dont la connaissance lui était attribuée par la loi.

III. — L'article 558 du Code de Procédure donnait concurremment pouvoir d'autoriser la saisie-arrêt au juge du domicile du débiteur saisi et à celui du domicile du tiers saisi.

IV. — Aux termes de l'art. 49, § 7 Pr., les demandes formées contre un tiers saisi sont dispensées du préliminaire de conciliation, ainsi que toutes les demandes relatives aux saisies.

§ 2. Innovations de la loi du 12 janvier 1895 : article 6.

I. — Cette loi donne au juge de paix pouvoir d'« autoriser » la saisie-arrêt des traitements des fonctionnaires et employés qui ne dépassent pas deux mille francs par an, et des salaires des ouvriers, quel que soit le chiffre de la créance du saisissant.

II. — Non seulement cette loi donne au juge de paix le pouvoir de l'autoriser, mais encore elle lui permet de statuer sur la validité de cette saisie et de répartir entre les ayants droit le montant des deniers saisis.

Il s'agit là d'une attribution essentiellement contentieuse dont l'examen sort du plan que nous nous sommes tracé.

III. — Cette loi n'investit du pouvoir d'accorder la saisie arrêt que le juge de paix du domicile du débiteur saisi.

IV. — Les parties en présence peuvent être soumises au préliminaire de conciliation.

V. — Même au cas où le créancier serait détenteur d'un titre, la saisie ne peut être pratiquée que sur le visa du greffier de la justice de paix du domicile du débiteur saisi.

Cette disposition déroge à l'article 557 Pr. qui permettait de saisir d'office lorsque le créancier était porteur d'un titre authentique.

Revenons sur chacune de ces innovations, sauf sur la seconde et la dernière.

CHAPITRE II

Questions d'application.

§ 1. Autorisation de saisie-arrêt.

La loi du 12 janvier 1895, disions-nous, donne compétence au juge de paix du domicile du débiteur saisi, et à lui seul, à l'effet d'autoriser la saisie-arrêt des traitements s'élevant à 2,000 francs par an.

Ce magistrat doit, en accordant l'autorisation, évaluer le montant de la somme due au saisissant : art. 6, al. 1 Pr., al. 2, § 1, et art. 7, al. 1.

I. — La compétence du juge de paix du domicile du saisi se justifie aisément. D'après les principes du droit commun

en effet, le Tribunal compétent est, non celui du demandeur, mais celui du défendeur. Or, en matière de saisie-arrêt, l'opposant est demandeur, tandis que le saisi et le tiers saisi sont défendeurs.

Cependant, ainsi que le fait justement observer M. Emion dans son commentaire de la loi nouvelle, il eût peut-être mieux valu attribuer compétence au juge de paix du domicile du tiers saisi. En effet, si un grand industriel occupe un nombre considérable d'ouvriers habitant dans plusieurs cantons, il sera obligé de comparaître devant plusieurs juges de paix, et sera, probablement, fort disposé à renvoyer de ses ateliers les ouvriers ayant des oppositions sur leur salaire quotidien.

II. — Dans le cas où le débiteur viendrait à changer de domicile postérieurement à l'acte d'opposition, la procédure qui en est la conséquence devrait, croyons-nous, se suivre devant le juge de paix du domicile du débiteur au moment où l'opposition a été formée. Le système contraire, qui consisterait à attribuer compétence au juge de paix du nouveau domicile, conduirait à des conséquences inadmissibles. La procédure de l'opposition, dit M. Emion, peut être longue : si, pendant les différentes phases, le débiteur changeait plusieurs fois de domicile, la procédure passerait de greffe en greffe, plusieurs juges de paix seraient successivement chargés de faire un acte différent, et l'unité de vue indispensable pour la bonne solution des affaires n'existerait pas.

III. — Sanction du principe.

A. — Le juge de paix du domicile du tiers saisi et celui du domicile du créancier saisissant sont tous deux incompétents pour autoriser la saisie des salaires d'un débiteur domicilié hors de leur canton.

Cette incompétence, croyons-nous, n'est pas d'ordre public. En effet, l'exception d'incompétence à raison du domicile ne peut jamais être soulevée que par les parties elles-mêmes : c'est dans leur intérêt exclusif, et non dans un intérêt d'ordre public, que le principe a été posé. Le juge de paix auquel serait déférée une demande en validité d'une saisie-arrêt autorisée par un juge de paix autre que celui du canton où est

domicilié le débiteur saisi ne devrait donc annuler cette saisie que si la nullité lui était demandée par l'une des parties intéressées.

B. — Le Président du Tribunal Civil ne pourrait davantage autoriser une saisie-arrêt dans les cas prévus par cette loi. Mais, dans ce cas, son incompétence serait d'ordre public. La compétence de ce magistrat est en effet exceptionnelle et ne peut être étendue au delà des limites fixées par la loi.

IV. — Pouvoir discrétionnaire du juge de paix.

A. — Le juge de paix peut refuser l'autorisation qui lui est demandée.

a). — Il n'est pas légalement tenu d'indiquer les raisons de son refus. Toutefois, il ne doit pas user du pouvoir exorbitant de repousser une demande sans indiquer de motifs; il faut bien en effet que le requérant puisse en discuter le bien fondé et exposer des arguments ou produire de nouvelles pièces qui peuvent être de nature à modifier la décision de ce magistrat. Un refus sans motifs serait un véritable déni de justice que le saisissant pourrait dénoncer aux supérieurs hiérarchiques du juge de paix.

b). — Le juge de paix pourra, par exemple, refuser l'autorisation que l'on sollicite de lui : 1° Si le requérant a un titre; dans ce cas en effet, le visa du greffier de paix lui suffit. L'intérêt que peut avoir ce créancier à demander l'autorisation, c'est qu'il évite ainsi l'enregistrement de son titre; or le juge de paix ne doit pas se rendre complice d'une telle fraude aux droits du Trésor, à moins cependant que les frais d'enregistrement ne soient hors de proportion avec le montant de la créance; 2° S'il connaît la situation du débiteur et s'il sait que ce dernier offre une solvabilité telle que la saisie-arrêt aurait vis-à-vis de lui un caractère purement vexatoire; 3° S'il sait pertinemment que le traitement que l'on veut saisir est supérieur à 2,000 francs par an.

B. — Le juge de paix peut accorder la saisie-arrêt en imposant au saisissant certaines conditions. — Par exemple :

1° Il peut insérer dans son autorisation une clause d'après

laquelle le saisissant ne pourra agir qu'après avoir mis préalablement son débiteur en demeure d'acquitter sa dette ;

2° Il peut n'accorder la saisie-arrêt que pour une partie de la créance du saisissant.

V. — Nature de l'autorisation de saisie-arrêt.

L'autorisation de saisie-arrêt est un acte de juridiction purement gracieuse, que la loi donne la faculté au juge de paix d'exercer au mieux des droits et des intérêts des parties en cause.

Il résulte de là que cette décision n'est susceptible d'aucun recours, ni d'opposition, ni d'appel, ni de pourvoi en cassation.

Si l'exécution de l'autorisation accordée par le juge de paix soulève des difficultés, la loi nouvelle attribue compétence au juge de paix pour les trancher ; les sentences qu'il sera alors appelé à rendre seront susceptibles d'opposition ou d'appel, conformément aux principes du droit commun.

VI. — Nature du refus d'autorisation.

Le refus opposé par le juge de paix à un créancier qui demande l'autorisation de saisir-arrêter n'est pas un jugement. Il résulte de là que, postérieurement, le créancier peut s'adresser de nouveau au juge de paix et, s'il apporte de nouvelles justifications à l'appui de sa demande, le juge de paix a le droit, malgré son refus antérieur, d'accorder la permission sollicitée.

VII. — Conséquences du défaut d'autorisation.

Le défaut d'autorisation préalable entraîne la nullité de la saisie-arrêt. Bien que la loi ne le dise pas formellement, elle autorise néanmoins une telle interprétation, puisque l'art. 6, al. 2, dispose que, en l'absence de titre, la saisie-arrêt ne peut être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge. Cette autorisation constitue donc une formalité substantielle. Toutefois, cette nullité n'est pas d'ordre public : elle a été en effet exclusivement édictée au profit du débiteur, et lui seul a le droit de s'en prévaloir.

VIII. — Procédure de l'autorisation.

L'autorisation est demandée par le saisissant au juge de paix au moyen d'une requête. Ce magistrat doit rendre une ordonnance écrite : en effet, aux termes de l'article 6, l'exploit de

saisie-arrêt doit contenir, en tête, copie de l'autorisation du juge de paix.

Avant d'accorder l'autorisation, le juge de paix doit se faire représenter les pièces qui justifient, en apparence du moins, le bien fondé de la créance, et lui permettent de l'évaluer provisoirement.

IX. — Evaluation de la créance.

a). — Si la créance n'est pas liquide, le juge de paix doit l'évaluer provisoirement dans l'autorisation délivrée par lui ; il peut ainsi apprécier approximativement combien il reste dû par l'ouvrier ou l'employé. L'article 7 de la loi nouvelle reproduit sur ce point la disposition de l'article 559 Pr. qui impose au juge l'obligation d'évaluer le montant de la créance.

b). — L'article 7 ne prévoit que le cas où la saisie-arrêt est faite sans titre. Toutefois, si la saisie-arrêt est pratiquée en vertu d'un titre de créance non liquide, nous croyons que le créancier devra, préalablement au visa du greffier, demander l'évaluation provisoire de la créance au juge de paix : arg. art. 559, § 2 Pr.

c). — L'évaluation de la créance s'effectue par le juge de paix au moyen de l'inspection des titres qui lui sont produits, des livres de commerce, des registres domestiques, des tailles, en un mot par l'examen des renseignements qui lui sont fournis par le créancier saisissant. Ce magistrat a le droit de prescrire toutes les mesures nécessaires pour arriver à cette évaluation.

§ 2. Préliminaire de conciliation.

Le juge de paix peut, avant d'autoriser la saisie-arrêt, imposer au saisissant le préliminaire du billet d'avertissement, à moins qu'il ne préfère convoquer sans frais les parties devant lui. Cette faculté lui est expressément accordée par l'art. 6, al. 2, § 2 de la loi.

Il est à remarquer que la loi ne fait pas une obligation pour le juge de paix de convoquer préalablement les parties en conciliation ; elle s'en remet sur ce point à sa sagesse. Toutefois, le juge de paix ne devrait que très exceptionnellement, et seulement pour des motifs graves, accorder l'auto-

risation de saisie-arrêt sans convocation préalable des parties au bureau de conciliation.

Le juge de paix agira donc sagement en exigeant la comparution personnelle des parties, car c'est le moyen le plus sûr d'obtenir un arrangement à l'amiable. S'il parvient à les mettre d'accord, il fait transcrire par le greffier l'arrangement intervenu sur un registre où sont inscrits tous les actes de saisie-arrêt. L'acte ainsi transcrit constitue un acte authentique qui fait foi jusqu'à inscription de faux ; mais il doit, aux termes de l'article 7 de la loi du 25 mai 1838, être signé par les parties.

DEUXIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Saisie-Gagerie

§ 1. Notions générales : art. 819 à 821 Pr.

Les mots de saisie-gagerie caractérisent parfaitement la nature et le but de l'acte qu'ils désignent. Cet acte a pour objet, en effet, de saisir un gage. La loi en accorde le bénéfice à tout bailleur, qu'il soit propriétaire, usufruitier ou locataire principal, d'un domaine rural ou d'une maison, pour obtenir le paiement des fermages ou loyers qui lui sont dus. Il s'exerce sur tous les fruits ou les effets mobiliers trouvés dans les bâtiments habités ou sur les terres exploitées par les locataires ou fermiers, ainsi que sur les meubles garnissant la maison louée ou la ferme.

§ 2. L'autorisation du juge n'est pas une condition nécessaire de l'exercice du droit de saisie-gagerie ; lorsqu'il y a eu un commandement préalable signifié au débiteur, la saisie peut être pratiquée le lendemain même de ce commandement.

Cependant, il est en général très dangereux de prévenir son locataire qu'une saisie le menace ; il peut être en effet tenté de déménager furtivement. Aussi la loi reconnaît-elle au propriétaire le droit de faire saisir sur-le-champ : art. 819, § 2 Pr. ; mais il doit y être autorisé. Si l'on conçoit la possibilité d'une extrême urgence pour le propriétaire à faire pratiquer une saisie-gagerie sans commandement préalable afin d'empêcher

un détournement de meubles, on conçoit aussi la possibilité de craintes chimériques de sa part. Il était donc nécessaire, dans ce cas, d'établir le juge appréciateur des circonstances avant d'accorder le droit de se transporter à l'instant et sans mise en demeure chez un locataire pour y opérer une saisie.

Quel magistrat a le droit d'accorder l'autorisation ?

D'après le Code de Procédure Civile, l'autorisation de saisir-gager à l'instant et sans commandement préalable ne peut être obtenue que du Président du Tribunal de première instance.

D'après l'article 10 de la loi du 25 mai 1838, cette autorisation est accordée par le juge de paix du lieu où la saisie doit être faite, toutes les fois que la cause de la saisie rentre dans les limites de sa compétence à raison du chiffre des loyers et fermages, c'est-à-dire si le prix du bail n'excède pas 400 francs à Paris et 200 francs partout ailleurs. Il y aurait nullité de la procédure si l'on s'adressait au Président du Tribunal Civil dans un cas où l'autorisation doit être donnée par le juge de paix.

L'ordonnance du juge de paix ou du Président de Tribunal qui autorise la saisie-gagerie doit être pure et simple, c'est-à-dire se borner à permettre de saisir-gager à l'instant les effets et les fruits appartenant au débiteur ou présumés lui appartenir et se trouvant dans les maisons ou bâtiments ruraux et sur les terres louées. Si cette autorisation est subordonnée à des conditions, l'ordonnance peut alors être considérée comme excédant les termes de la loi.

TROISIÈME PARTIE

Attributions du Juge de Paix en matière de Saisie-Foraine

§ 1. Notions générales : article 822 Pr.

La saisie-foraine a été imaginée dans le but d'empêcher qu'un débiteur forain, c'est-à-dire qui n'a ni domicile, ni habitation dans la commune où il s'oblige, n'enlève au créancier le gage de la dette en disparaissant avec les meubles. On peut la définir : l'acte par lequel un créancier saisit les objets qu'un individu peut avoir dans un lieu où il est venu faire le commerce et dans lequel il n'habite pas.

§ 2. La saisie foraine peut se faire sans titre, c'est-à-dire sans que la créance soit constatée par écrit. Mais la loi exige, à titre de garantie pour le prétendu débiteur, la permission du Président du Tribunal et même du juge de paix du lieu où se trouvent les objets qu'on veut saisir.

Les mots « et même du juge de paix », dont se sert l'article 822 Pr., impliquent pour ce magistrat le droit d'accorder, concurremment avec le Président du Tribunal, l'autorisation dont il s'agit, bien que la cause ne soit pas de sa compétence.

Mais, si la saisie était faite à raison d'une créance dont le chiffre ne dépasserait pas le taux de sa compétence, il appartiendrait exclusivement au juge de paix de délivrer

l'autorisation demandée. Il résulte en effet de la discussion de l'article 10 de la loi du 25 mai 1838 que la saisie-foraine et la saisie-gagerie doivent être régies par les mêmes règles.

Vu :

Le Président de la Thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu par le Doyen.

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER

Du Juge de Paix Magistrat Conciliateur.

PAGES

PREMIÈRE PARTIE. — De la Conciliation appliquée aux affaires de la compétence des Tribunaux d'arrondissement.	2
DEUXIÈME PARTIE. — De la Conciliation appliquée aux affaires de la compétence des Juges de paix	124
TROISIÈME PARTIE. — De la Conciliation appliquée aux différends collectifs entre patrons et ouvriers.	129

LIVRE DEUXIÈME

Du Juge de Paix Officier Public

PREMIÈRE PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de nationalité.	170
DEUXIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de scellés.	231
TROISIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière d'adoption	291
QUATRIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière d'émancipation	306
CINQUIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière d'actes de notoriété	315
SIXIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de légalisation	323
SEPTIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de reconnaissance d'enfant naturel	325
HUITIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de testament	328

LIVRE TROISIÈME

Du Juge de Paix Protecteur des Incapables.

	PAGES
PREMIÈRE PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de tutelle.	332
DEUXIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière d'interdiction	354
TROISIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de dation d'un conseil judiciaire.	361
QUATRIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en cas d'exercice de l'action en désaveu de paternité.	364

LIVRE QUATRIÈME

Attributions du Juge de Paix en matière de Saisie.

PREMIÈRE PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de saisie-arêt	368
DEUXIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de saisie-gagerie	380
TROISIÈME PARTIE. — Attributions du Juge de paix en matière de saisie-foraine.	382

TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

- Dalloz.** — Jurisprudence générale.
- Labori.** — Répertoire Encyclopédique de Droit Français.
- Boitard, Colmet-Daage et Glasson.** — Leçons de Procédure Civile.
- Carré et Chauveau.** — Les Lois de la Procédure Civile.
- Mourlon et Naquet.** — Répétitions écrites sur la Procédure Civile.
- Garsonnet.** — Traité Théorique et Pratique de Procédure Civile.
- Bioche.** — Dictionnaire de Procédure Civile et Commerciale.
- Rousseau et Laisney.** — Dictionnaire Formulaire de Procédure Civile et Commerciale.
- Glasson.** — Cours de Procédure Civile. — Année scolaire 1888-1889.
- Lainé.** — Cours de Droit International Privé. — Année scolaire 1889-1890.
- Weiss.** — Traité Elémentaire de Droit International Privé.
- Journal du Droit International Privé.** — Année 1894.
- Cogordan.** — La Nationalité au point de vue des rapports internationaux.
- Lois nouvelles** — Années 1889, 1894 et 1895.
-

